J
103
H43
1945
(2e)

CANADA. PARLEMENT. SENAT.

Procès-verbaux.

59809
57

No 1

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 6 septembre 1945

Le Sénat se réunit aujourd'hui à quatre heures et quinze de l'après-midi, pour la première session du vingtième Parlement du Canada, convoqué par proclamation.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	Johnston,	Mullins,
Ballantyne,	Duffus,	Jones,	Murdock,
Beaubien (Montarville),	Dupuis,	King,	Nicol,
	DuTremblay,	Kinley,	Paterson,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Euler,	Léger,	Pirie,
	Fafard,	Lesage,	Quinn,
Beauregard,	Fallis,	MacLennan,	Robertson,
Bench,	Ferland,	Marcotte,	Robicheau,
Bishop,	Foster,	Marshall,	Robinson,
Bouchard,	Gershaw,	McDonald (Shediac),	Roebuck,
Buchanan,	Gouin,		St-Père,
Burchill,	Haig,	McDonald (Kings),	Sinclair,
Calder,	Hardy,		Stevenson,
Campbell,	Harmer,	McGeer,	Tanner,
Chapais (sir Thomas),	Hayden,	McGuire,	Taylor,
	Howard,	McIntyre,	Vaillancourt,
Copp,	Howden,	McLean,	Veniot,
Crerar,	Hugessen,	Michener,	Vien,
Daigle,	Hurtubise,	Molloy,	White.
Dessureault,	Hushion,	Moraud,	

Les Membres du Sénat sont informés qu'une Commission sous le Grand Sceau a été émise nommant l'honorable James H. King Président du Sénat.

Ladite Commission est alors lue par le Greffier, comme suit:

ATHLONE
(G.S.)

CANADA

GEORGE VI, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A l'honorable
JAMES H. KING

Membre du Sénat et Sénateur pour la province de la Colombie-Britannique,

LOUIS-S. ST-LAURENT,
Procureur général,
Canada.

SALUT:

SACHEZ que, mettant une confiance spéciale en votre loyauté, intégrité et capacité, Nous vous avons, en vertu des dispositions de l'article trente-quatre de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, constitué et nommé, et Nous vous constituons et nommons par les présentes, vous ledit James H. King,

PRÉSIDENT DU SÉNAT DE NOTRE DOMINION DU CANADA,

Pour détenir, exercer et jouir dudit office de Président du Sénat avec tous les pouvoirs, droits, autorités, privilèges, bénéfices, émoluments et avantages attachés audit office de droit et en vertu de la Loi, durant Notre bon plaisir.

EN FOI de quoi, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexander Augustus Frederick George, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, ce vingt-quatrième jour d'août, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable Président prend alors place au fauteuil au pied du Trône, conduit par l'honorable sénateur Robertson et l'honorable sénateur Ballantyne, et précédé du Gentilhomme huissier de la Verge Noire.

La Masse est alors déposée sur la Table.

Ordonné: Qu'elle soit portée devant l'honorable Président.

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est alors lue par l'honorable Président, comme suit:

Cabinet du Secrétaire du Gouverneur général

OTTAWA, le 31 juillet 1945.

Monsieur—J'ai reçu l'ordre de Son Excellence le Gouverneur général de vous informer que l'Honorable Thibaudeau Rinfret, Juge-en-chef du Canada, en sa qualité de Député du Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, pour ouvrir la première session du vingtième Parlement du Canada, le jeudi 6 septembre prochain à onze heures de la matinée.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur le Président,
Votre obéissant serviteur,

F. L. C. PEREIRA,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable
Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

L'honorable Président informe le Sénat que le Greffier a reçu de l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada intérimaire des certificats attestant que

L'honorable Thomas Alexander Crerar,
William Horace Taylor, Ecuyer,
Fred William Gershaw, Ecuyer,
John Power Howden, Ecuyer,
Charles-Edouard Ferland, Ecuyer,
Vincent Dupuis, Ecuyer,
Charles L. Bishop, Ecuyer,
John James Kinley, Ecuyer,
Clarence Joseph Veniot, Ecuyer,
Arthur Wentworth Roebuck, Ecuyer,
L'honorable John Alexander McDonald,
Alexander Neil McLean, Ecuyer,
Brewer Robinson, Ecuyer,
L'honorable Frederick W. Pirie,
George Percival Burchill, Ecuyer,
Jean-Marie Dessureault, Ecuyer,
Joseph-Raoul Hurtubise, Ecuyer, et
Gerald Grattan McGeer, Ecuyer

respectivement, ont été appelés au Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que plusieurs sénateurs attendent d'être présentés.

L'honorable sénateur THOMAS ALEXANDER CRERAR est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson, et par l'honorable sénateur Molloy, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINFRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé, l'honorable Thomas Alexander Crerar, de la cité de Winnipeg, en la province du Manitoba, un membre de notre Conseil Privé pour le Canada,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,

Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Crerar s'approche de la Table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Crerar a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable WILLIAM HORACE TAYLOR est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur McGuire, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINFRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé William Horace Taylor, de Scotland, en la province d'Ontario, écuyer, cultivateur,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,

Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Taylor s'approche de la Table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Taylor a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable sénateur FRED WILLIAM GERSHAW est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson, et par l'honorable sénateur Buchanan, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINTRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé Fred William Gershaw, de la cité de Medicine Hat, en la province d'Alberta, écuyer, M.D., C.M.,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédérick Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Gershaw s'approche de la Table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Gershaw a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable sénateur JOHN POWER HOWDEN est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson, et par l'honorable sénateur Beaubien (St-Jean-Baptiste), et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINTRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé John Power Howden, de Norwood Grove, en la province du Manitoba, écuyer, M.D.,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédérick Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très

honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Howden s'approche de la Table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Howden a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable CHARLES-EDOUARD FERLAND est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Beauregard, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINTRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Brétagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A notre fidèle et bien-aimé Charles-Edouard Ferland, de Joliette, en la province de Québec, écuyer, l'un de Nos Conseillers versé dans la science du droit, avocat,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous nommons pour la division électorale de Shawinigan de Notre province de Québec, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,

Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Ferland s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Ferland a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable VINCENT DUPUIS est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Daigle, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINTRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé Vincent Dupuis, de Longueuil, en la province de Québec, écuyer, l'un de Nos Conseillers versé dans la science du droit, B.C.L., avocat,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous nommons pour la division électorale de Rigaud de Notre province de Québec, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Dupuis s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Dupuis a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable sénateur CHARLES L. BISHOP est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Euler, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINFRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé Charles L. Bishop, de la cité d'Ottawa, en la province d'Ontario, écuyer, journaliste,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Bishop s'approche de la Table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Bishop a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable sénateur JOHN JAMES KINLEY est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Duff, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINFRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé John James Kinley, de Lunenberg, en la Province de la Nouvelle-Ecosse, écuyer, chimiste,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,

Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Kinley s'approche de la Table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Kinley a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable Clarence Joseph Veniot est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Foster, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier comme suit:

T. RINFRET,

Député-Gouverneur général.

(SCEAU)

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé Clarence Joseph Veniot, de Bathurst, en la province du Nouveau-Brunswick, écuyer, M.A., M.D.,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Veniot s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Veniot a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable Arthur Wentworth Roebuck est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Campbell, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier comme suit:

T. RINFRET,

Député-Gouverneur général.

(SCEAU)

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé Arthur Wentworth Roebuck, de la cité de Toronto, en la province d'Ontario, écuyer, l'un de Nos Conseillers versé en la science du droit, avocat,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,

Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Roebuck s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Roebuck a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Subséquemment, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, en sa qualité de Député du Gouverneur général, étant venu et ayant pris place au pied du Trône,

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que

"C'est le désir de l'honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat."

La Chambre des communes étant venue,

L'honorable Président du Sénat dit:

Honorables membres du Sénat,
Membres de la Chambre des communes,

J'ai reçu l'ordre de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général ne juge pas à propos de vous exposer les objets pour lesquels il a convoqué le présent Parlement du Canada, avant que la Chambre des communes ait choisi son Orateur, suivant la loi; mais à trois heures cet après-midi, Son Excellence exposera les objets de la convocation de ce Parlement.

Les Communes se retirent.

Il plaît à l'honorable Député du Gouverneur général de se retirer.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable John Alexander McDonald est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur MacLellan, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINFRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé, l'honorable John Alexander McDonald, Ministre de l'Agriculture et des Marchés de la province de la Nouvelle-Ecosse,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur McDonald s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur McDonald a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable Alexander Neil McLean est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Foster, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINFRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé Alexander Neil McLean, de la cité de Saint John, en la province du Nouveau-Brunswick, écuyer, industriel,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-huitième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur McLean s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur McLean a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable Brewer Robinson est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Sinclair, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINFRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé Brewer Robinson, de Summerside, en la province de l'Ile du Prince-Edouard, écuyer,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel

et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-neuvième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,

Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Robinson s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Robinson a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable Frederick W. Pirie est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Copp, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. RINFRET

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé, l'honorable Frederick W. Pirie, de Grand Falls, en la province du Nouveau-Brunswick, LL.D., Ministre des Terres et des Mines de ladite province,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

En foi de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-neuvième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Pirie s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Pirie a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable George Percival Burchill est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Copp, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

T. Rinfret

Député-Gouverneur général

SCEAU

CANADA

George Six, *par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé George Percival Burchill, de South Nelson, en la province du Nouveau-Brunswick, B.Sc.F., LL.D., marchand de bois,

Salut:

Sachez que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre

Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller, l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce dix-neuvième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN

Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Burchill s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Burchill a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable JEAN-MARIE DESSUREAULT est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Lesage, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

ATHLONE

SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *Par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé Jean-Marie Dessureault, de la cité de Québec, en la province de Québec, écuyer,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires

importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous nommons pour la division électorale de Stadacona de Notre province de Québec, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettre Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil pivé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce neuvième jour de juin en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Dessureault s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Dessureault a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable Joseph-Raoul Hurtubise est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Paterson, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

ATHLONE
SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé Joseph-Raoul Hurtubise, de la cité de Sudbury, en la province d'Ontario, écuyer, B.A., M.D., C.M.,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires

importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce neuvième jour de juin en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur Hurtubise s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur Hurtubise a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867,* en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

L'honorable GERALD GRATTAN MCGEER est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Howard, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier comme suit:

ATHLONE
SCEAU

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Notre fidèle et bien-aimé Gerald Grattan McGeer, de la cité de Vancouver, en la province de la Colombie-Britannique, écuyer, l'un de Nos Conseillers versé dans la science du droit,

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires

importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense de Notre Dominion du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notredit Dominion, et Nous vous commandons, que mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notredit Dominion, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notredit Dominion, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI de quoi Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honorifique de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur-Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, dans Notre Dominion du Canada, ce neuvième jour de juin en l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quarante-cinq et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

PAUL MARTIN,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

L'honorable sénateur McGeer s'approche de la Table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que l'honorable sénateur McGeer a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

Son Honneur le Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du secrétaire du Gouverneur général, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

CANADA

OTTAWA, le 31 juillet 1945

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général arrivera à la porte principale du Parlement à trois heures de l'après-midi, le jeudi, 6 septembre 1945, et lorsqu'on l'avertira que tout est prêt, il se rendra

à la salle des séances du Sénat où il présidera à l'ouverture de la première session du vingtième Parlement du Canada.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. L. C. PEREIRA,

Secrétaire-adjoint du Gouverneur général.

L'honorable
L'Orateur du Sénat,
Ottawa

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

Sur motion, il est

Ordonné: Que le Sénat lorsqu'il s'ajournera reste ajourné jusqu'à deux heures et trente cet après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

DEUXIÈME SÉANCE

Deux heures et demie.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les Honorables Sénateurs

Aseltine,	Duff,	Johnston,	Mullins,
Ballantyne,	Duffus,	Jones,	Murdock,
Beaubien (Montarville),	Dupuis,	King,	Nicol,
	DuTremblay,	Kinley,	Paterson,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Euler,	Léger,	Pirie,
	Fafard,	Lesage,	Quinn,
Beauregard,	Fallis,	MacLennan,	Robertson,
Bench,	Ferland,	Marcotte,	Robicheau,
Bishop,	Foster,	Marshall,	Robinson,
Bouchard,	Gershaw,	McDonald (Shédiac),	Roebuck,
Buchanan,	Gouin,		St-Père,
Burchill,	Haig,	McDonald (Kings),	Sinclair,
Calder,	Hardy,		Stevenson,
Campbell,	Harmer,	McGeer,	Tanner,
Chapais (sir Thomas),	Hayden,	McGuire,	Taylor,
	Howard,	McIntyre,	Vaillancourt,
Copp,	Howden,	McLean,	Veniot,
Crerar,	Hugessen,	Michener,	Vien,
Daigle,	Hurtubise,	Molloy,	White.
Dessureault,	Hushion,	Moraud,	

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, Son Excellence le Gouverneur général du Canada étant venu et ayant pris place au Trône,

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que:

"C'est le plaisir de Son Excellence le Gouverneur général que les Communes viennent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat."

La Chambre des communes étant venue, son Orateur, l'honorable Gaspard Fauteux dit:

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

La Chambre des communes m'a élu son Orateur, bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont par là assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps de faire une erreur, je demande que la faute me soit imputée et non aux Communes, dont je suis le serviteur, et qui, par ma voix, en vu de s'acquitter le mieux possible de leur devoir envers leur Roi et le pays, réclament humblement la reconnaissance de leurs droits et privilèges incontestables, notamment la liberté de parole dans leurs débats, ainsi que l'accès auprès de la personne de Votre Excellence en tout temps convenable, et demandent que Votre Excellence veuille bien interpréter de la manière la plus favorable leurs délibérations.

L'honorable Président du Sénat répond:

MONSIEUR L'ORATEUR,

J'ai ordre de Son Excellence le Gouverneur général de déclarer que vos paroles et vos actes seront toujours interprétés par Lui de la manière la plus favorable, qu'il a pleine confiance dans la loyauté et l'attachement de la Chambre des communes envers la personne et le Gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant nullement que ses délibérations seront marquées au coin de la sagesse, de la modération et de la prudence, Il lui accorde, et en toute occasion, saura reconnaître ses privilèges constitutionnels.

J'ai également ordre de vous assurer que les Communes auront, en toute occasion convenable, libre accès auprès de Son Excellence, et que leurs délibérations, ainsi que vos paroles et vos actes, seront toujours interprétés par Elle de la manière la plus favorable.

Il plaît alors à Son Excellence le Gouverneur général d'ouvrir la session par le gracieux discours suivant aux deux Chambres:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Vous vous réjouissez avec moi de ce que l'ouverture de la vingtième Législature du Canada coïncide avec la fin victorieuse de la guerre.

Il y a exactement six ans, le Parlement se réunissait en session spéciale en prévision d'une déclaration de guerre. Depuis, la guerre s'est poursuivie sans trêve, contre l'Allemagne d'abord, et aussi, plus tard, contre l'Italie et le Japon. Dès le début, le Canada a affecté ses ressources et l'effort suprême de sa population à la lutte pour la liberté et la victoire.

L'un après l'autre, les peuples agresseurs et leurs satellites ont subi la défaite totale aux mains des forces armées des Nations Unies. Chacun d'eux a été contraint de se rendre sans condition. Le 8 septembre 1943, l'Italie signait les termes de sa reddition; le 8 mai, cette année, c'était l'Allemagne et, à la veille de cette semaine, le Japon. Le mois d'août a vu les effets dévastateurs

de la bombe atomique sur les villes japonaises et l'entrée de l'U.R.S.S. en guerre contre le Japon. Ainsi s'est terminé le conflit mondial, la guerre la plus terrible de l'histoire de l'humanité. La victoire n'est pas seulement complète, mais elle a été remportée sur des forces sinistres, solidement organisées, et conjuguées dans une tentative de conquête et de domination mondiales.

De concert avec vous, à l'ouverture du nouveau Parlement, j'adresse à la divine Providence mes humbles et reconnaissantes actions de grâces pour la délivrance que la population du Canada et celles d'autres pays doivent à sa miséricorde. Notre génération est témoin d'une manifestation frappante des opérations de la loi morale qui punit inexorablement les torts. Elle s'applique aux nations comme aux individus.

Dans ce conflit titanesque entre les forces du bien et les forces du mal, il nous a été donné d'assister au triomphe du Droit et de la Justice. Cette victoire nous apporte l'assurance du triomphe définitif du Bien, dans nos tentatives pour instaurer un nouvel ordre fondé sur la sécurité mondiale et la justice sociale.

La victoire sur la tyrannie nazie et fasciste, en Europe, et sur le militarisme japonais, en Asie, a coûté très cher. Devant la révélation de la puissance effarante des forces d'agression et de tyrannie, tous les peuples libres se sont peu à peu rendu compte de ce qu'ils doivent aux Nations alliées qui, les premières, se sont dressées devant les agresseurs. A leur héroïque résistance et à la puissance armée de toutes les Nations Unies, l'humanité doit non seulement sa liberté mais encore tout ce que les hommes libres estiment et chérissent au plus haut point.

Notre pensée se tourne spécialement, à l'heure qu'il est, vers les membres des forces canadiennes qui ont donné leur vie pour que la victoire soit nôtre, et non celle de l'ennemi. La nation tout entière s'incline pieusement devant leur sacrifice. De plus, nos cœurs partagent d'une manière spéciale les espoirs et les désirs de ceux qui attendent avec inquiétude le retour d'être chers, qui sont maintenant libres après une capitivité de trois ans et demi dans des camps d'emprisonnement japonais. Le Canada sympathise profondément avec tous les affligés et avec les malades du corps ou de l'esprit, avec les victimes des misères de l'emprisonnement, de la faim ou des privations.

Il appartiendra à l'histoire de consigner dans ses annales l'ampleur de la contribution canadienne dans ce conflit mondial. Nous nous réjouissons de ce que nos forces armées ont contribué dans une telle mesure à défendre et à libérer les nations dont le passé et le présent sont si intimement liés aux nôtres. Notre pays ne cessera de se rappeler avec fierté les exploits héroïques des combattants et des matelots de la marine marchande du Canada.

Nous rendons aussi hommage aux hommes et aux femmes dont la fidélité et l'assiduité au travail, sur les fermes, dans les forêts, les mines et les pêcheries, dans les usines, les ateliers et les bureaux, dans les hôpitaux et au foyer, ainsi que dans les transports et autres services, ont été indispensables à la victoire. Ce qui a permis au Canada de contribuer tellement à cette victoire, c'est l'association indéfectible de ses guerriers et de ses travailleurs.

A tous ceux dont les services et les sacrifices ont contribué à la victoire, je tiens, au nom du Parlement, à exprimer la gratitude de la nation.

Dans la mesure où il est possible de prévoir l'avenir, mes ministres ont pris les dispositions voulues pour préparer le Canada à faire face aux conditions très difficiles qui devaient nécessairement surgir après la victoire. En vertu de l'autorisation accordée par le Parlement, on a procédé à la distribution de secours, afin d'aider à nourrir, vêtir et abriter les populations sans ressources et à opérer le rétablissement des régions que l'ennemi a dévastées en Europe. D'autres mesures visant les mêmes objets et de nature à répondre à d'autres besoins impérieux seront soumises à votre considération.

Les préparatifs de démobilisation, de réadaptation et de rétablissement dans la vie civile des hommes et des femmes des forces armées étaient déjà en marche lors de la reddition de l'Allemagne; il en est de même des mesures prises pour la reconversion économique du pays, du pied de guerre au pied de paix, et pour le maintien d'un niveau élevé de l'embauchage et du revenu national. Les programmes ainsi élaborés pour répondre aux exigences de la période de transition sont actuellement en pleine opération.

Dans l'édification du nouvel ordre mondial, mes ministres sont déterminés à favoriser en tout premier lieu les initiatives de paix, d'embauchage et de santé dans toutes les relations domestiques et internationales. Pour la poursuite de ces importants objets, le gouvernement a reçu un mandat bien précis du peuple canadien.

La Charte des Nations Unies, signée par les représentants des cinquante nations qui ont pris part à la conférence de San-Francisco, sera soumise à votre approbation. Cette charte exprime la résolution des signataires de maintenir une paix fondée sur les principes de la justice et le respect des droits de l'homme, et d'encourager, par la coopération internationale, le bien-être de tous les peuples.

Dans la poursuite du bien-être national, la coopération et la bonne volonté entre le gouvernement du Dominion et les gouvernements des provinces sont aussi nécessaires qu'elles le sont entre nations quand il s'agit de maintenir la paix mondiale et la prospérité internationale. Vous serez heureux d'apprendre qu'à la conférence fédérale-provinciale tenue à Ottawa au mois d'août, les délégués ont abordé avec succès l'examen de propositions visant à favoriser le maintien à un niveau élevé de l'embauchage et du revenu national, et l'établissement d'un programme national de sécurité sociale. Mes ministres espèrent ardemment qu'à la reprise des délibérations de la Conférence, l'on arrivera rapidement à un accord qui placera le Dominion et toutes les provinces dans les conditions financières voulues pour qu'elles puissent s'acquitter efficacement de leurs diverses obligations. Un tel accord permettrait de réorganiser la structure fiscale du Dominion sur une base plus simple et plus équitable, propre à favoriser l'expansion des entreprises et de l'embauchage.

Rien n'est négligé pour assurer, aussi rapidement que le permettront nos engagements militaires et les moyens de transport, le rapatriement de ceux qui servent outre-mer et pour accélérer la libération ordonnée des hommes et des femmes des forces armées.

Grâce aux efforts conjugués du gouvernement, de l'industrie et du travail, la conversion de l'industrie de guerre à la production civile s'effectue avec le minimum de retard et d'inconvénients.

Le gouvernement se propose d'abolir les restrictions de guerre par étapes successives, aussi rapidement qu'il pourra le faire sans causer d'inflation ou d'autres bouleversements économiques. Il maintiendra, aussi longtemps qu'elle sera nécessaire, la réglementation indispensable au bien-être de la population.

Vous serez invités à approuver une mesure ayant pour objet de prolonger certains pouvoirs d'exception, afin de permettre au gouvernement de faire face aux circonstances critiques de la période de reconstruction.

L'on s'occupe activement d'assurer des marchés durables à nos industries de base. Le besoin continu de denrées alimentaires au pays et à l'étranger assurera, pendant assez longtemps, l'écoulement rapide des produits de nos fermes et de nos pêcheries.

Le gouvernement poursuit ses efforts en vue de stimuler la restauration et l'expansion du commerce extérieur. Il soumettra à votre approbation des mesures à cette fin.

Afin de favoriser la stabilité des échanges internationaux et le maintien d'un crédit international suffisant, vous serez appelés à approuver une mesure permet-

tant au Canada de participer au Fonds monétaire international et à la Banque de la reconstruction et du développement.

La construction des maisons est poussée rapidement, dans la mesure où les matériaux et la main-d'œuvre le permettent. Les dispositions déjà arrêtées assurent à l'industrie du bâtiment une expansion qui marchera de pair avec l'augmentation de la production des matériaux de construction. Les logements destinés aux anciens combattants et aux personnes à leur charge ont la priorité.

On active autant que possible les plans tendant à établir un minimum national de sécurité sociale et de bien-être humain. L'assurance-chômage, les prix minimums des produits de la ferme et de la pêche et les allocations familiales sont maintenant en vigueur. Les propositions présentées par le gouvernement à la Conférence fédérale-provinciale en vue d'améliorer la santé et le bien-être comprennent des plans comportant un régime national d'assurance-santé et de médecine préventive ainsi que des pensions de vieillesse plus généreuses.

Les autres mesures que vous aurez à étudier comprendront la consolidation en une charte des vétérans des divers décrets du conseil relatifs au soin, à la réhabilitation et au rétablissement des anciens combattants, un projet de loi destiné à abroger la loi établissant le ministère des Services nationaux de guerre et un projet de loi visant à fondre le ministère des Munitions et approvisionnements et celui de la Reconstruction en un seul ministère de la Reconstruction et des approvisionnements. L'armée et la marine ont déjà été placées sous la direction unique du ministre de la Défense nationale. On confiera, en temps et lieu, à un seul ministre de la Couronne tous les services de la Défense.

Membres de la Chambre des communes,

Il vous sera demandé de voter les crédits nécessaires aux services essentiels, aux dépenses découlant de la guerre et à la reconstruction. L'exposé budgétaire révélera les propositions de mes ministres concernant les mesures fiscales.

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Mes ministres sont d'avis qu'en raison de la situation que notre pays s'est acquise parmi les nations du monde, il y a lieu pour le Canada, à l'instar des autres nations du Commonwealth britannique, d'avoir un drapeau national distinctif. Vous serez invités à désigner un comité spécial de membres des deux Chambres du Parlement pour étudier un projet approprié de drapeau canadien.

Le gouvernement a décidé qu'en attendant l'adoption par le Parlement d'un motif donné, le pavillon marchand du Canada, arboré au combat par l'Armée canadienne, hissé au sommet de la tour de la paix le jour de la victoire en Europe et le jour de la victoire sur le Japon, en hommage à la valeur de nos forces armées et aux succès du Canada dans la guerre, pourra être déployé chaque fois que le lieu ou l'occasion motiveront l'emploi d'un drapeau national distinctif.

Le gouvernement juge aussi qu'il est opportun de reviser et d'élucider la définition de la citoyenneté canadienne ainsi que de rendre conforme à cette définition les lois concernant le statut national, la naturalisation et l'immigration. Vous serez invités à approuver les mesures requises.

Le gouvernement a également examiné comment on pourrait le mieux commémorer, dans la capitale du Canada, les services et les sacrifices des Canadiens au cours de la guerre qui vient de finir. Par le passé, on a le plus souvent commémoré par des monuments de bronze et de pierre les sacrifices en vies humaines. Notre capitale a déjà un monument de ce genre. Mes ministres sont d'avis qu'il serait éminemment approprié de rendre aujourd'hui de façon

plus expressive la vision d'un nouvel ordre mondial. Ils pensent que cette vision trouverait sa meilleure expression dans l'aménagement et l'embellissement ordonnés de la capitale fédérale et de la région environnante pour en faire un monument national. Il a déjà été pris certaines dispositions pour dresser un plan d'aménagement de la ville et de la région d'Ottawa des deux côtés de la rivière. A mesure que les plans se préciseront, on soumettra à l'examen du Parlement des propositions définies.

A la recommandation du gouvernement canadien, il a plu à Sa Majesté le Roi de choisir le maréchal sir Harold Alexander pour me succéder comme son représentant au Canada. Ses fonctions ne permettront pas au maréchal Alexander de prendre son poste d'ici le commencement de la nouvelle année. Dans l'intervalle, nous ferons, Son Altesse Royale la princesse Alice et moi-même, une courte visite au Royaume-Uni, et nous reviendrons au Canada, pour un bref séjour, avant notre départ officiel.

Au moment où vous assumez les lourdes responsabilités de l'époque difficile de la reconstruction, je prie le Tout-Puissant de guider et de bénir vos délibérations. Puissiez-vous être inspirés par la vision de l'avenir meilleur que les Nations Unies sont désormais à même d'assurer à l'humanité.

Les Communes se retirent.

Il plaît à Son Excellence le Gouverneur général de se retirer.

L'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, présente au Sénat un bill, intitulé: "Loi concernant les Chemins de fer".

Ledit bill est lu pour la première fois.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a en main une copie du discours de Son Excellence le Gouvernement général.

L'honorable Président en donne lecture.

Sur motion, il est

Ordonné: Que le discours de Son Excellence le Gouvernement général soit pris en considération mardi prochain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson il est

Ordonné: Que tous les sénateurs présents pendant cette session forment un comité pour prendre en considération les us et coutumes du Sénat, et les privilèges du Parlement, et qu'il soit permis audit comité de s'assembler dans la chambre du Sénat, selon qu'il le jugera nécessaire.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que, conformément à la règle 77, les sénateurs dont les noms suivent forment un comité de sélection chargé de désigner les sénateurs devant composer les divers comités permaments de la présente session, savoir: Les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (Montarville), Buchanan, Haig, Howard, Robertson, Sinclair, White et l'auteur de la motion; ledit comité devant faire rapport, avec toute la diligence possible, des noms des sénateurs ainsi désignés.

L'honorable Président présente au Sénat le rapport des Bibliothécaires du Parlement, première session du vingtième Parlement, 1945:

Ce rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

RAPPORT DES BIBLIOTHÉCAIRES

1ère session, 20ème Parlement—1945

A l'honorable Président du Sénat,

A l'honorable Président de la Chambre des communes,

Les bibliothécaires conjoints ont présenté, le 19 mars dernier, le rapport de la bibliothèque pour l'année 1944; vu la courte durée des vacances parlementaires, ce rapport nécessite peu de détails supplémentaires.

A tous les sénateurs et députés on distribue actuellement le Supplément au Catalogue qui contient la liste des livres achetés et reçus en don au cours de l'année 1944.

Les autorités ont rempli certaines vacances d'emplois mentionnées dans notre dernier rapport, mais le personnel reste encore fort réduit.

Le ministère des Travaux publics nous a donné l'assurance que le système d'éclairage subira une amélioration sensible d'ici quelques mois. Le même ministère étudie actuellement le projet d'utiliser les combles coniques de la bibliothèque afin d'ouvrir de nouveaux espaces à l'emmagasinage des livres. Tout de même, l'édifice actuel contient presque deux fois trop de livres si l'on tient compte des méthodes modernes de rayonnage, et les bibliothécaires insistent derechef sur la nécessité d'agrandir les installations actuelles ou de construire un nouvel édifice.

Respectueusement soumis,

FELIX DESROCHERS,

F. A. HARDY,

Bibliothécaires conjoints.

Bibliothèque du Parlement,
Ottawa, ce 6 septembre 1945.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi 11 Septembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, 11 septembre 1945

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 11 septembre 1945

No 1.

6 septembre—Prise en considération du Discours du Trône prononcé par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la première session du vingtième Parlement du Canada.—(L'honorable sénateur Robertson).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 2

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 11 septembre 1945

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Harmer,
Hayden,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
Marshall,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
Michener,
Molloy,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Riley,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Tanner,
Veniot,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un Bill (3), intitulé: "Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un Bill (4), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Les pétitions suivantes sont présentées:

Par l'honorable sénateur Lambert—

De Gordon Cameron Edwards, d'Ottawa, Ontario, et autres; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *"Ottawa Valley Trust Company"*.

Par l'honorable sénateur Haig—

De John T. Carter, de Manitou, province du Manitoba, et autres de Winnipeg, dans la même province; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *"Dominion General Benefit Association"*.

Par l'honorable sénateur Hayden—

De *The Lake Erie and Detroit River Railway Company* et la *Père Marquette Railway Company;* demandant l'adoption d'une Loi autorisant *The Lake Erie and Detroit River Railway Company* de donner à bail ou de vendre à la *Père Marquette Railway Company* son réseau ferroviaire et son entreprise, et pour autres fins.

Par l'honorable sénateur Beauregard—

De l'Alliance Nationale; demandant l'adoption d'une Loi abolissant les privilèges que lui confère son état de société de bienfaisance fraternelle et l'autorisant à transiger les affaires d'une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie, et pour autres fins.

Par l'honorable sénateur Farris—

De *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company, The Nelson and Fort Sheppard Railway Company,* et la *Great Northern Railway Company, Canadian Pacific Railway Company,* et la *Kettle Valley Railway Company;* demandant l'adoption d'une Loi pour autoriser *The Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company* et *The Nelson and Fort Sheppard Railway Company* de vendre leurs réseaux ferroviaires et leurs entreprises respectives au *Great Northern Railway Company,* et pour autoriser cette dernière compagnie de vendre et transmettre ces réseaux ferroviaires et entreprises au *Canadian Pacific Railway Company,* et pour autres fins.

Arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi des mesures de guerre du 1er mars au 30 juin 1945.

Charte des Nations Unies, comprenant le Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que les ententes provisoires établissant la Commission préparatoire des Nations Unies, signée à San-Francisco le 26 juin 1945. Recueil des Traités, 1945, No 7. (Versions anglaise et française).

Procédures de la Conférence entre le Dominion et les Provinces sur la Reconstruction, ainsi que les propositions soumises par le Gouvernement du Canada, avec documents justificatifs. (Versions anglaise et française).

Acte final de la Conférence internationale sur l'aviation civile tenue à Chicago du 1er novembre au 7 décembre 1944, y compris les appendices suivants: Accord sur l'aviation civile internationale, Accord provisoire sur l'aviation civile internationale, Accord visant les services de transport aérien international en transit, Accord visant le transport aérien international. Recueil des Traités, 1944, No 36. (Versions anglaise et française).

Premier rapport aux Gouvernements des Nations Unies par la Commission intérimaire de l'alimentation et de l'agriculture. Recueil des Conférences, 1945, No 1. (Versions anglaise et française).

Echange de notes (Ottawa, 13 février 1945) entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique comportant un accord visant les services de transport aérien des forces armées des deux pays. Recueil des Traités, 1945, No 1. (Versions anglaise et française).

Echange de notes (Washington, 17 février 1944) entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique comportant un accord relatif au transport civil par air. Recueil des Traités, 1945, No 2.

Echange de notes (Ottawa, 26 février 1945) entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique comportant un accord relatif à l'entreprise Canol. Recueil des Traités, 1944, No 3. (Versions anglaise et française).

Echange de notes (Rio de Janeiro, 9 février 1945) entre le Canada et le Brésil comportant un accord visant le service militaire. Recueil des Traités, 1945, No 4. (Versions anglaise et française).

Echange de notes (Mexico, 12 avril et 7 mai 1945) entre le Canada et le Mexique modifiant l'accord visant la conscription pour service militaire déjà en vigueur par l'Echange de notes en date du 29 février 1944. Recueil des Traités, 1945, No 6. (Versions anglaise et française).

Acte final de la Conférence monétaire et financière des Nations Unies, tenue à Bretton Woods, New-Hampshire, E.-U., du 1er au 22 juillet 1944. (Version française).

Projets de conventions et recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail au cours de sa vingt-cinquième session tenue du 8 au 28 juin 1939. (Versions anglaise et française).

Recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail au cours de sa vingt-sixième session tenue du 20 avril au 12 mai 1944. (Versions anglaise et française).

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 3671, en date du 24 mai 1945, concernant les projets ci-dessus mentionnés de conventions et recommandations de la Conférence internationale du Travail.

Rapport annuel de la Commission des Ports nationaux pour l'année civile 1944.

Ordres généraux—Armée canadienne.

Edition anglaise du 6 février au 27 juin 1945.

Edition française du 6 février au 22 juin 1945.

Ordres de la Marine 4539-4544, en date du 12 mars 1945.

Ordres de la Marine 4582-5050, du 24 mars au 28 juillet 1945.

Ordres généraux—Corps d'aviation royal canadien, du 29 mars au 17 août 1945.

Règlements adoptés en vertu de la Loi de l'Assurance-chômage, 1940. (Versions anglaise et française).

Règlements établis en vertu de la Loi des Allocations familiales, par arrêté ministériel C.P. 5093, en date du 3 août 1945. (Versions anglaise et française).

Etat des recettes et dépenses en vertu de la partie V de la Loi de la Marine marchande (Marins malades) pour l'année financière terminée au 31 mars 1945.

Etat concernant les règlements établis en vertu de la Loi du Ministère de la Santé et du Bien-être national, de la Loi des spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés, et de la Loi de l'hygiène dans les chantiers publics.

Rapport annuel de la section des Allocations familiales du Ministère de la Santé et du Bien-être national pour l'année financière terminée au 31 mars 1945. (Versions anglaise et française).

Rapport annuel concernant l'application de la Loi sur l'aptitude physique nationale pour l'année financière terminée au 31 mars 1945. (Versions anglaise et française).

Copie de l'amendement No 1 aux Règlements de la Commission du Transport aérien.

Deuxième rapport annuel de la Commission canadienne de l'Aide mutuelle, au 31 mars 1945. (Versions anglaise et française).

Règlements établis en vertu de la Loi du ministère des Affaires des anciens combattants.

Règlements établis en vertu de la Loi des terres destinées aux anciens combattants, 1942.

Etat annuel exigé en vertu de l'article 18 de la Loi d'assurance des anciens combattants.

Ordres de la Marine 5061-5083, en date du 4 août 1945.

Ordres de la Marine 5084-5109, en date du 11 août 1945.

Ordres de la Marine 5110-5134, en date du 18 août 1945.

Rapport des accords établis en vertu des dispositions de la Loi de la mise sur le marché en coopération des produits agricoles, 1939, pour l'année financière terminée au 31 mars 1945. (Versions anglaise et française.)

Ordres et Règlements adoptés en vertu de la Loi sur les insectes destructeurs et autres fléaux, pour l'année financière terminée au 31 mars 1945. (Versions anglaise et française).

Rapport annuel de la Commission de soutien des prix agricoles pour l'année financière terminée au 31 mars 1945.

Rapport des permis émis durant la période s'étendant du 1er janvier au 9 août 1945, tel que requis au paragraphe 2 de l'article 4 de la Loi d'Immigration.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 4781, en date du 10 juillet 1945: établissant des règlements en vue de disposer du bois en Colombie-Britannique, tel qu'exigé par l'article 161 de la Loi des Indiens.

Etat montrant le nombre des Indiens affranchis au cours de l'année financière terminée au 31 mars 1945, et indiquant les octrois accordés à chaque Indien ainsi affranchi, tel qu'exigé par l'article 113 de la Loi des Indiens.

Copie des arrêtés en conseil adoptés depuis le dernier rapport au Parlement, en vertu de l'article 75 de la Loi des terres de la Couronne.

Etat indiquant qu'aucun permis de liqueurs alcooliques n'a été émis au cours de la période s'étendant du 1er janvier au 16 août 1945, en vertu de l'article 93 de la Loi des Territoires du Nord-Ouest.

Copie de l'arrêté ministériel C.P. 5673, en date du 21 août 1945, modifiant les dispositions de la Loi de la convention concernant les oiseaux migrateurs.

Ordonnances adoptées par le Commissaire en conseil des Territoires du Nord-Ouest, comme suit:

Ordonnance relative aux sites archéologiques.
Ordonnance relative à l'administration de la justice civile.
Ordonnance relative aux troupeaux et aux clôtures.
Ordonnance relative aux produits du pétrole.
Ordonnance relative à la protection des enfants.
Ordonnance relative à la tutelle des personnes souffrant d'aliénation mentale.
Ordonnance relative à l'aide aux membres des forces armées.
Ordonnance en vue de modifier l'ordonnance de l'administration locale des districts.

Etat indiquant qu'au cours de l'année écoulée aucun travail de drainage n'a été exécuté en vertu des dispositions de la Loi de l'assainissement, et que durant cette période aucun loyer n'a été perçu pour la vente ou la location de terres de la Couronne assainies en vertu des dispositions de ladite Loi.

Etat indiquant qu'aucun bail, licence, permis ou autre autorité n'a été annulé, depuis le dernier rapport au Parlement, en vertu des dispositions de la Loi des terres de la Couronne.

Relevé des répartitions et des mises à point des dettes contractées pour avances de graines de semence, de fourrage et pour aide sous toute autre forme, indiquant les détails des acquittements, libérations, etc., tel qu'exigé en vertu de l'article 2 de la Loi concernant certaines créances de la Couronne.

L'honorable sénateur Robinson propose, appuyé par l'honorable sénateur Dupuis:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'une des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi 12 septembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 12 septembre 1945

No 1.

11 septembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 3), intitulé: "Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

11 septembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 4), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1946".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

11 septembre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, secondée par l'honorable sénateur Dupuis, qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Haig).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 3

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 12 septembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Bouchard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
Marshall,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
Michener,
Molloy,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Riley,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Tanner,
Taylor,
Veniot,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées:

Par l'honorable sénateur Hugessen—

De Herbert James Symington, C.M.G., K.C., de Montréal, Québec, et autres; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *"International Air Transport Association"*.

Par l'honorable sénateur Campbell—

De Matthew T. Ellis et autres, de Toronto, Ontario, et d'ailleurs; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *"The Canadian Jewellers Institute"*.

L'honorable sénateur Copp, Président du comité de Sélection chargé de désigner les sénateurs devant composer les divers comités permanents pour la présente session, présente le rapport suivant:

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI, 12 septembre 1945.

Le comité de Sélection, chargé de désigner des sénateurs pour faire partie des divers comités permanents de la présente session, a l'honneur de soumettre la liste suivante des sénateurs qui ont été désignés pour composer les divers comités permanents ci-après mentionnés, à savoir:

Comité mixte de la Bibliothèque

L'honorable Président, les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Bench, Blais, Chapais (Sir Thomas), David, Fallis, Gershaw, Gouin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*) et Wilson.—17.

Comité mixte des Travaux d'impression

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Blais, Chapais (Sir Thomas), Davies, Dennis, Donnelly, Euler, Fallis, Foster, Green, Harmer, Lacasse, MacDonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson et White.—21.

Comité mixte du Restaurant

L'honorable Président, les honorables sénateurs Beaubien (*Montarville*), Fallis, Haig, Hardy, Howard et McLean.—7.

Comité des Ordres permanents

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bishop, Buchanan, Duff, DuTremblay, Hayden, Jones, St-Père et White.—9.

Comité des Banques et du commerce

Les honorables sénateurs Aylesworth (Sir Allen), Ballantyne, Barnard, Beaubien (*Montarville*), Beauregard, Buchanan, Campbell, Copp, Crerar, David, Donnelly, DuTremblay, Euler, Fallis, Farris, Foster, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Howard, Hugessen, Jones, Lambert, Léger, Macdonald (*Cardigan*), Marcotte, McGuire, McRae, Michener, Molloy, Moraud, Murdock, Paterson, Quinn, Raymond, Riley, Robertson, Sinclair, Tanner, White et Wilson.—42.

Comité des Chemins de fer, télégraphes et havres

Les honorables sénateurs Ballantyne, Barnard, Beaubien (*Montarville*), Bench, Blais, Bourque, Calder, Copp, Daigle, Dennis, Dessureault, Duff, Duffus, Fafard, Farris, Gouin, Green, Hardy, Harmer, Hayden, Horner, Hugessen, Hushion, Johnston, Jones, Kinley, Lacasse, Lambert, Léger, Lesage, MacLennan, Marcotte, Marshall, McDonald (*Shediac*), McGeer, McGuire, McRae, Michener, Molloy, Moraud, Murdock, Paterson, Quinn, Raymond, Robichaud, Robertson, Sinclair, Stevenson, Sutherland et Veniot.—50.

Comité des Bills d'intérêt privé

Les honorables sénateurs Aylesworth, (Sir Allen), Barnard, Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Beauregard, David, Duff, Duffus, Dupuis, Euler, Fafard, Fallis, Farris, Harmer, Hayden, Howard, Howden, Hugessen, Hushion, Lambert, Léger, Marshall, McRae, Mullins, Quinn et Tanner.—25.

Comité de Régie interne et des dépenses imprévues

Les honorables sénateurs Aseltine, Ballantyne, Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Campbell, Chapais, (Sir Thomas), Copp, Fafard, Fallis, Foster, Gouin, Haig, Hayden, Howard, King (*Président*), Lambert, MacLennan, Marcotte, McRae, Michener, Moraud, Murdock, Quinn, Robertson, Vien et White.—25.

Comité des Relations extérieures

Les honorables sénateurs Aylesworth, (Sir Allen), Beaubien, (*Montarville*), Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bench, Buchanan, Calder, Chapais (Sir Thomas), Copp, Crerar, David, Donnelly, Fafard, Farris, Gouin, Hardy, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McGuire, McIntyre, McRae, Robertson, Tanner et White.—25.

Comité des Finances

Les honorables sénateurs Aseltine, Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Beauregard, Bouchard, Buchanan, Burchill, Calder, Copp, Davies, Duff, DuTremblay, Fafard, Farris, Foster, Haig, Hayden, Howard, Hugessen, Hushion, Johnston, Lacasse, Lambert, Léger, McIntyre, McRae, Michener, Moraud, Paterson, Pirie, Robertson, Robicheau, Sinclair, Vaillancourt et White.—35.

Comité du Tourisme

Les honorables sénateurs Buchanan, Davies, Dennis, Duffus, DuTremblay, Foster, Green, Horner, Marshall, Murdock, Paquet et St-Père.—12.

Comité des Débats et des comptes rendus

Les honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bishop, Chapais, (Sir Thomas), DuTremblay, Fallis, Ferland, Lacasse et St-Père.—9.

Comité des Divorces

Les honorables sénateurs Aseltine, Copp, Euler, Gershaw, Haig, Howard, Sinclair, Stevenson et Taylor.—9.

Comité de l'Agriculture et des forêts

Les honorables sénateurs Donnelly, Marshall, McDonald (*Kings*), Raymond, Riley, Sinclair, Smith, Stevenson et Sutherland.—9.

Comité de l'Immigration et du travail

Les honorables sénateurs Blais, Bourque, Calder, Donnelly, Hushion, McDonald (*Shediac*), Molloy, Murdock et Roebuck.—9.

Comité du Commerce et des relations commerciales du Canada

Les honorables sénateurs Euler, Gouin, Haig, Macdonald (*Cardigan*), MacLennan, Moraud, Paterson, Riley et Robicheau.—9.

Comité de la Santé publique et de l'inspection des aliments

Les honorables sénateurs Blais, Bourque, Howden, Hurtubise, Lacasse, Léger, Molloy, Paquet et Wilson.—9.

Comité d'Administration du service civil

Les honorables sénateurs Copp, Fafard, Gouin, Marcotte, McGeer, McRae, Quinn, Robinson et Wilson.—9.

Comité des Edifices et des terrains publics

Les honorables sénateurs Dessureault, Fallis, Harmer, Lambert, McGuire, Paterson, Sinclair, Smith et Wilson.—9.

Le tout respectueusement soumis,

A. B. COPP,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Avec la permission du Sénat, et,

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un Message soit transmis à la Chambre des communes par un des Greffiers à la Table, pour informer cette Chambre que l'honorable Président, les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Bench, Blais, Chapais (Sir Thomas), David, Fallis, Gershaw, Gouin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*) et Wilson ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un Message soit transmis à la Chambre des communes, par un des Greffiers à la Table, pour informer cette Chambre que l'honorable Président, les honorables sénateurs Beaubien (*Montarville*), Fallis, Haig, Hardy, Howard et McLean ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration du Restaurant du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un Message soit transmis à la Chambre des communes, par un des Greffiers à la Table, pour informer cette Chambre que l'honorable Président, les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Blais, Chapais (Sir Thomas), Davies, Dennis, Donnelly, Euler, Fallis, Foster, Green, Harmer, Lacasse, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson et White ont été constitués en un comité chargé de surveiller les Travaux d'impression du Sénat, durant la présente session, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet des Travaux d'impression du Parlement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (3), intitulé: "Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit Bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce Bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un Message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce Bill.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (4), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit Bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce Bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un Message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce Bill.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint de Son Excellence le Gouverneur général.

Ladite communication est alors lue par l'honorable Président, comme suit:

CABINET DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

OTTAWA, le 11 septembre 1945.

MONSIEUR—J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, en sa qualité de Député du Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat le mercredi 12 septembre, à cinq heures et quarante-cinq, afin de donner la sanction royale à certains Bills.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

F. L. C. PEREIRA,
Le Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable
PRÉSIDENT du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que cette communication soit déposée sur la Table.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, appuyé par l'honorable sénateur Dupuis, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après l'honorable Thibaudeau Rinfret, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône,

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme Huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que:

"C'est le désir de l'honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat".

La Chambre des communes étant venue,

L'honorable Président de la Chambre des communes adresse la parole à l'honorable Député du Gouverneur général comme suit:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes je présente à Votre Honneur les bills suivants:

"Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation.

"Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946.

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ces bills."

Le Greffier ayant donné lecture des titres de ces bills,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ces bills."

Après quoi il a plu à l'honorable Député du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi 13 septembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, 13 septembre 1945

No 1.

12 septembre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, secondée par l'honorable sénateur Dupuis, qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Robertson).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 4

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 13 septembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Hurtubise,	Michener,
Aylesworth (sir Allen),	Dessureault,	Hushion,	Molloy,
Ballantyne,	Donnelly,	Johnston,	Murdock,
Beaubien (Montarville),	Duff,	Jones,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Duffus,	King,	Paterson,
Beauregard,	Dupuis,	Kinley,	Quinn,
Bishop,	Euler,	Lacasse,	Riley,
Bouchard,	Fafard,	Lambert,	Robertson,
Bourque,	Fallis,	Léger,	Robicheau,
Buchanan,	Farris,	Lesage,	Robinson,
Burchill,	Ferland,	Macdonald (Cardigan),	Roebuck,
Calder,	Foster,	MacLennan,	St-Père,
Campbell,	Gershaw,	Marcotte,	Sinclair,
Chapais (sir Thomas),	Gouin,	Marshall,	Stevenson,
Copp,	Haig,	McDonald (Shediac),	Tanner,
Crerar,	Hardy,	McDonald (Kings),	Taylor,
David,	Harmer,	McGuire,	Veniot,
	Hayden,	McIntyre,	Vien,
	Howard,		White,
	Howden,		Wilson.
	Hugessen,		

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:

De *Quebec Railway, Light and Power Company;* demandant l'adoption d'une loi pour modifier sa charte en élargissant et en augmentant ses pouvoirs de négocier des accords par lesquels elle pourrait faire le transport, donner à bail ou autrement disposer de son entreprise.

Par l'honorable Président du comité des Divorces—

De Dorothy Ada Greenwood Pringle, de la cité de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alfred Waldron Pringle.

De George Louis Bush, de la cité de Montréal, Québec, employé de chemin de fer, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gertrude Anderson Henderson Bush.

De Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Alfred Lunn.

De Martha Louise Manful Hatch, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Howard Sadler Hatch.

De Edward Stephen Vasselin, d'Outremont, Québec, teneur de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dorothy May Ashford Vasselin.

De Jacques Noel Cerminara, de Montréal, Québec, manœuvre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Virginie Emma Renaud Cerminara.

De Ivor Edna Nancy Mosher Clarke, de la cité de Montréal, province de Québec, présentement résidant en la cité de Toronto, province d'Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lawrence Milton Clarke, de ladite cité de Montréal.

De Edith Pearl Roe Gardner, de Montréal, Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Harris Gardner.

De Lorne Edward Souva, de Montréal, Québec, pointeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anne O'Neill Souva.

De Ernest John Miller, de la cité de Montréal, Québec, surveillant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Catherine Sinclair Sisto Miller.

De Fannie Bly Blanshay, de Montréal, Québec, gérant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Blanshay.

De Dorina Laurin Wallis, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Ernest Lionel Wallis.

De Mary Theresa Mackay, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Andrew Abbott Mackay.

De Irene Nelson Johnston, de la cité de Montréal, province de Québec, et présentement résidant en la cité de Kingston, dans l'Etat de Rhode Island, l'un des Etats-Unis d'Amérique, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kelvin Chandler Johnston, de ladite cité de Montréal.

De Joe Eisen, de Montréal, Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edith Goffman Eisen.

De Gerald Franklin, de Montréal, Québec, dentiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vera Esther Raphael Franklin.

De Ethel Maybird Wright Latrémouille, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gabriel-Arthur Latrémouille.

De Nathan Labovitch, de Montréal, Québec, agent d'assurance, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rebecca Podlog Labovitch.

De Bertha Harris Fineberg, de Montréal, Québec, commis de bureau, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Fineberg.

De James Christie Miller, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Victoria Kate Spittachine Miller.

De Louis Humble, de Montréal, Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marjorie Donoghue Humble.

De Thérèse Bonenfant Fusco, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dominique Fusco.

De George Allenby Bradshaw, de la ville de Ville LaSalle, Québec, messager de banque, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Una May Frankland Bradshaw.

De Joseph-Adélard-Emilien Lemay, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie Albert Lemay.

De Mary Emerson Whittemore Schlemm, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leonard Gardner Wortham Schlemm.

De Mary Anderson Bell Gordon, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Reginald Garfield Gordon.

De William Bernard McCarrick, de Montréal, Québec, électricien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irene May Cameron McCarrick.

De Albert Wilson Harvey, de Montréal, Québec, détective, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Theresa Sweeney Harvey.

De Catherine Winifred Howard Bailey, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gordon Raymond Bailey.

De Ethel Meakins Downs, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ephraim Downs.

De Frederick Keith Beattie, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eileen Alberta Werling Beattie.

De Lily Koffman London, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité de Toronto, province d'Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel London, de ladite cité de Montréal.

De Lois Elizabeth Allworth Pierce, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Newman Pierce.

De Nathalie Helfmann Biltiss, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Maurice Biltiss.

De Joseph William Henry Beausoleil, de Montréal, Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ethel Hobson Beausoleil.

De Marie Irene Clementine Elizabeth Ash, de la cité de Hull, province de Québec, et présentement résidant en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, blanchisseuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Clayton Ernest Ash, de ladite cité de Hull.

De Celia Calp Hecht, de la cité de Montréal, province de Québec et présentement résidant en la cité de Saint John, province du Nouveau-Brunswick, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sol Hecht, de ladite cité de Montréal.

De Charles Edward Varney, de Sherbrooke, Québec, relieur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isabelle Marjorie Winslow Varney.

De Joseph-Henri Veaudry, de Montréal, Québec, peintre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rose-Eva Bouchard Veaudry.

De Richmond Clarence Cowdrey, de Montréal, Québec, mécanicien d'aviation, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Barbara Fowler Cowdrey.

De Sylvia Heather McCulloch Peck, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hugh Sands Hamilton Peck.

De Sarah Silverstone Michelin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Michelin.

De Elsie Pearl Craig MacInnis, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerald Lester MacInnis.

De Marie-Marguerite-Hélène-Alma Beaulieu Barbeau, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Alphonse Barbeau.

De William John Mitchell, de Montréal, Québec, constable, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ethel Loretta Marvin Mitchell.

De Annie Coyle Frances, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Frances.

De Jack Bailey, de Lachine, Québec, commis aux ventes, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Violet Kathleen Mitchener Bailey.

De Grace Irene Paquet Hopkins, du village de Frelighsburg, comté de Missisquoi, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Herbert Hopkins.

De John Guérin Bowles, de Montréal, Québec, machiniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Estelle Guertin Bowles.

De George Ernest Reed, de Verdun, Québec, médecin, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Grace Jeanne Breadner Reed.

De Alma Joan Begin Oswald, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Oswald.

De Evelyine Pearl Edwards Aird, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Ainslie Aird.

De William Cyril Sparks, de Montréal, Québec, garçon de wagon-lit, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ella Mae Clyke Sparks.

De Benjamin Charles Stafford, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Olive Maude Woodroffe Stafford.

De Edward Vaughton Molson, de Montréal, Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Patricia Adelaide Yuil Molson.

De Helen Turner Luke, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Luke.

De Ovila Bernard, de Montréal, Québec, manufacturier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Simone Deslongchamps Bernard.

De Yvette Rowley, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald D. Rowley.

D'Armandine-Cécile LeBrun Lachance, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Antonio Lachance.

De Donalda Macdonald Fletcher, du village de Lisgar, district de Saint-François, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alexander Howard (Harry) Fletcher.

De Iris Ester Westerberg Duffy, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec St. Clair Cyrus Duffy.

De Audrey Nathaniel Smith MacNair, de Montréal, Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alice Muriel Queenie Taylor MacNair.

De Nora Jean Cunningham Brisbane, de Montréal, Québec, infirmière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Sutherland Brisbane.

De Mary Winifred Joyce Dick Dunford, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Errington Parrish Dunford.

De Mary MacRury Tait, de Verdun, Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Charles Tait.

De Della Frances Gardner Hudson, du village de Kingsbury, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Hudson.

De Lorna Maud Clerk Kingsland, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Walter Ross Kingsland.

De Joseph-Marcel Rouleau, de la ville d'Iberville, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rollande Adam Rouleau.

De Gladys Muriel Watson Hooper, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Henry Johnson Hooper.

De Réna Amélia Duncan Chénier, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Urgel Chénier.

De Thelma Ann Tongue Grant, de Montréal, Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Isaac Grant.

De Annette Lea Marion MacNab, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alexander Rose MacNab.

De Florence Mary Daniel Nightingale, de Montréal, Québec, rédacteur de publicité, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Matt Simons Nightingale.

De Anna Ostronoff Smilestone, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joe Smilestone.

De Waldo James Cousins, du village de Stanley Bridge, comté de Queens, Ile du Prince-Edouard, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lois Louise Cousins.

De Pamela Sarah Atkins Berends, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Pierre Berends.

De Anthony Malt, de Montréal, Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Florence Iona Margaret Mackay Malt.

De Albert Edward Spray, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Rose Georgette Gendron Spray.

De Ernest Stanley Powell, de Montréal, Québec, ingénieur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sarah R. MacNab Powell.

De Jean-Jacques Lahière, de Montréal, Québec, coiffeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Annette Parent Lahière.

D'Emérius Lefebvre, de Longueuil, Québec, commerçant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jeannette Mercille Lefebvre.

De Lillie Bromberg Seidlitz, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Stanley Seidlitz.

De Roderick John Elder, de la ville d'Athelstan, Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Elizabeth Elliott Elder.

De Francis George Dennis, du canton de Brome, Québec, manœuvre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marion Burnham Dennis.

De Edith Boutilier Snow, du village de Knowlton, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Boyd Kitchener Snow.

De Eileen Campbell Burfind Morris, de Verdun, Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Stanley Morris.

De Annie Morrison Wisely Pitblado, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Bruce Pitblado.

De Norman Howard James Rollins, de Fitch Bay, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Evelyn Adèle Tétreault Rollins.

De Edward Arthur Robinson, de Montréal, Québec, ajusteur d'enveloppes, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isabel Rule Robinson.

De Doris Alice Davis Stackhouse, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Russell Stackhouse.

De Rita Gendron Reid, de Montréal, Québec, coiffeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Georges Reid.

De Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau, de Montréal, Québec, commis principal, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Evelyn Florence Dickson Groleau.

De Niels Jens Pettersen, de Montréal, Québec, contremaître de mine, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Olga Serafia Luomanen Pettersen.

De Robert Hiscock, de Montréal, Québec, poseur de tuyaux, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Myrtle Smith Hiscock.

De Cyril James Morgan, de Sherbrooke, Québec, tricoteur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Agnes Irene Falconer Morgan.

De Francis Needan Quirk, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edna Mack Quirk.

De Neil Sinclair McKechnie, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jeanne Elaine McLaren McKechnie.

De Max Engelberg, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eva Pauline Hardwick Engelberg.

De Narcisse Lord, de la ville de Magog-Est, Québec, ouvrier forestier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Yvonne Dubois Lord.

De Georges Moshonas, de Montréal, Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Christina Papadakis Moshonas.

De Robert Kirkpatrick Scott, de Montréal, Québec, cuisinier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Olive Levina Leete Scott.

De Muriel Gertrude McKnight Carroll, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Alexander Carroll.

De Vencel Humenay, de Montréal, Québec, ébéniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anna Bodi Humenay.

De Ellen Therese Cramer Watson, de Montréal, Québec, inspectrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank Sidney Watson.

De Robert Coull, de Montréal, Québec, télégraphiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jane Thain Maloney Coull.

De Robert Marshall Miller, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lillian Hetty Vickers Miller.

De Germaine Bélair Blanchard, de Montréal, Québec, coiffeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Georges Blanchard.

De Eliane Arcand Dorval, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Adjutor Dorval.

De Irene Grace Harman Smith, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Richard Whittall Smith.

De Arthur John Frederick Temperton, fils, de Montréal, Québec, vendeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irene Mary Sayer Temperton.

De John Robert McKenzie, du village de Malpeque, comté de Prince, province de l'Ile du Prince-Edouard, pêcheur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Jean McKenzie.

De Violet Beach Meredith, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cornelius Joseph Meredith.

De Francesco Saverio Cacchione, de Montréal, Québec, receveur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Assunta Moschetti Cacchione.

De Fennie Nettie Adelstein Waldman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jacob Herbert Waldman.

De Helen Isabel Dibblee Brown, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Howard Brown.

De Helen Louise Clark Leet, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Wheatley Lorne Leet.

De Donald John Northey Armstrong, de Montréal, Québec, garçon-coiffeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dorothy May Dodge Armstrong.

De Mildred Euretta MacKay Disher, de Montréal, Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Richard Disher.

De Virginia Wallace Knowlton Tousaw, de la ville de Coaticook, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Albert Anderson Tousaw.

De Dorothy Anita Duffy Gregson, de Longueuil, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Oscar Keith Gregson.

De Zénon Alary, de la paroisse de Sainte-Adèle-en-Bas, comté de Terrebonne, province de Québec, sculpteur sur bois, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Antoinette Desmarais Alary.

De Edith Gertrude Jackson Holloway, de Montréal, Québec, artiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sydney Hawtrey Holloway.

De Phyllis Fitch Farber, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel Farber.

De Pearl Woodward McGregor, de la ville de Pointe Saint-Charles, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lewis McGregor.

De Roderick de L. Harwood, de Montréal, Québec, agent d'assurance, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Patti MacLaren Harwood.

De Andrew Lawrence Card, de Sherbrooke, Québec, chauffeur d'autobus, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alice Lothrop Willard Card.

De William Arthur Smythe, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alice Lena Bye Smythe.

D'Emile Bastien, de Montréal, Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lorraine Vermette Bastien.

De Archibald John Pratt, du village de Waterville, Québec, poseur de lignes, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Graves Pratt.

De Edith Elise Holbrook Hume, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, et présentement résidant en la cité de Weston, Etat de Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Polworth Hume, de ladite cité de Sherbrooke.

De Amy Helen Bowerman Hume, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Edward Hume.

D'Ernest Lavoie, de Montréal, Québec, maître d'hôtel adjoint, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jeanne Saumur Lavoie.

De Hazel Margaret Robertson McLarnon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas McLarnon.

De Cecilia Kate Burrows Andrea, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec August Henry Andrea.

De Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Seymour Stead.

De Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank Hodgkinson.

De Kathleen Helena Henry Bates, de la ville de Mont-Royal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerald Nudell Bates.

De Olive Maud Prouse Palmer, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Francis Palmer.

De Clarence David Cowan, de la municipalité de Nitro, comté de Beauharnois, Québec, ouvrier en munitions, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hazel Helen Cowan.

De John Hall Jones, de la ville de Lennoxville, Québec, chef, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Rymill Jones.

De Madelaine Daisy Harvey Bell, de la cité de Montréal, province de Québec, et présentement résidant en la cité de Belleville, province d'Ontario, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ernest Thomas Bell, de ladite cité de Montréal.

De Helen Eaton Gair Curnew, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cyril Frederick Curnew.

D'Edgar Jean, de Montréal, Québec, garçon de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Germaine Marcheterre Jean.

De Kathleen Annette Rolfe McLaughlan, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William McLaughlan.

Les pétitions suivantes sont lues séparément et reçues:

De l'Alliance Nationale; demandant l'adoption d'une loi annulant les privilèges que lui confère son état de société de bienfaisance fraternelle et l'autorisant à transiger les affaires d'une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie, et pour d'autres fins.

De Gordon Cameron Edwards, d'Ottawa, Ontario, et autres; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *"Ottawa Valley Trust Company"*.

De John T. Carter, de Manitou, province du Manitoba, et autres de Winnipeg, dans ladite province; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *"Dominion General Benefit Association"*.

De *The Lake Erie and Detroit River Railway Company* et la *Père Marquette Railway Company;* demandant l'adoption d'une loi autorisant *The Lake Erie and Detroit River Railway Company* de donner à bail ou de vendre à la *Père Marquette Railway Company* son réseau ferroviaire et son entreprise, et pour autres fins.

De la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company, The Nelson and Fort Sheppard Railway Company,* et la *Great Northern Railway Company,* la *Canadian Pacific Railway Company,* et la *Kettle Valley Railway Company;* demandant l'adoption d'une loi pour autoriser la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company* et *The Nelson and Fort Sheppard Railway Company* de vendre leurs réseaux ferroviaires et leurs entreprises

respectives à la *Great Northern Railway Company*, et pour autoriser cette dernière compagnie de vendre et faire le transport de ces réseaux ferroviaires et entreprises à la *Canadian Pacific Railway Company*, et pour autres fins.

L'honorable sénateur Buchanan, du comité permanent des Ordres permanents, présente le premier rapport dudit comité.

Ce rapport est lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent des Ordres permanents demande la permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité demande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
W. A. BUCHANAN.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres demande la permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
A. B. COPP,

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Euler, du comité permanent du Commerce et des relations commerciales du Canada, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent du Commerce et des relations commerciales du Canada demande la permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
W. D. EULER.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des Dépenses imprévues, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent de la Régie interne et des Dépenses imprévues demande la permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
GERALD V. WHITE.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Wilson, du comité permanent des Edifices et des terrains publics, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent des Edifices et des terrains publics demande la permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
CAIRINE R. WILSON.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, présente le premier rapport dudit comité.

Ce rapport est lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent des Bills privés demande la permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité demande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
A. K. HUGESSEN.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Murdock, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le premier rapport dudit comité.

Ce rapport est lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent de l'Immigration et du travail demande la permission de présenter son rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
JAMES MURDOCK,

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent des Banques et du commerce demande la permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
ELIE BEAUREGARD.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent de l'Agriculture et des forêts, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent de l'Agriculture et des forêts demande la permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
J. J. DONNELLY.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Marcotte, du comité permanent d'Administration du Service civil, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent d'Administration du Service civil demande la permission de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
ARTHUR MARCOTTE.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Aseltine, du comité permanent des Divorces, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent des Divorces demande la permission de présenter son premier rapport comme suit:

1. Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres à toutes fins, y compris la réception des dépositions sous serment relativement aux faits énoncés dans les pétitions en obtention de bills de divorce.

2. Votre comité recommande aussi que permission lui soit donnée de siéger durant tous les ajournements du Sénat, ainsi que durant les séances du Sénat.

3. Votre comité recommande aussi que, outre le président qu'il élit, il soit aussi autorisé à élire, en tout temps, un vice-président, lequel sera revêtu de tous les pouvoirs du président.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
W. M. ASELTINE.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Lacasse, du comité permanent des Débats et des comptes rendus, présente le premier rapport de ce comité.

Ce rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent des Débats et des comptes rendus demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,
GUSTAVE LACASSE.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport de la Commission du Service civil pour l'année civile 1944. (Version française).

Ordonnances du Territoire du Yukon pour l'année civile 1945.

Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5942, approuvé le 7 septembre 1945, transférant l'administration de la Loi des pensions de vieillesse du ministère des Finances au ministère de la Santé nationale et du bien-être social.

Arrêté en conseil C.P. 5943, approuvé le 7 septembre 1945, transférant la Commission du district fédéral du ministère des Finances au Président du Conseil privé.

Echange de Notes entre le Canada et Terre-Neuve concernant le fonctionnement d'un service commercial aérien par les Lignes aériennes Trans-Canada. Signées à Saint-Jean, Terre-Neuve, 13/16 mars 1945. (Versions anglaise et française).

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les organisations internationales, tenue à San Francisco, du 25 avril 1945 au 26 juin 1945. (Versions anglaise et française).

Rapport du Commissaire des Brevets pour l'année financière expirant le 31 mars 1945.

Règlements promulgués en vertu de la Loi des terres des Vétérans, 1942, effectués par arrêté en conseil C.P. 5932, en date du 7 septembre 1945.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, appuyé par l'honorable sénateur Dupuis, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est,

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mercredi, le troisième jour d'octobre prochain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi 3 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, 3 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Robertson—

13 septembre—Que les sénateurs désignés dans le rapport du comité de Sélection pour former les divers comités permanents au cours de la présente session, soient et sont, par la présente motion, nommés pour former et constituer les divers comités où leurs noms respectifs figurent dans ledit rapport, pour faire enquête et rapport sur les diverses questions qui peuvent de temps à autre leur être soumises; et le comité des Ordres permanents soit autorisé à assigner des personnes et à faire produire des pièces et documents, lorsque requis; et que le comité de Régie interne et des dépenses imprévues ait le pouvoir, sans mandat spécial du Sénat, de prendre en considération toute question concernant la régie interne du Sénat, et à l'égard de laquelle l'honorable Président n'a pas à intervenir aux termes de la Loi du service civil, et que ce comité fasse rapport au Sénat du résultat de ses délibérations, pour qu'il y soit donné suite.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, 3 octobre 1945

No 1.

13 septembre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, secondée par l'honorable sénateur Dupuis, qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Lambert).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 5

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 3 octobre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Johnston,	Molloy,
Aylesworth (sir Allen),	Dessureault,	King,	Murdock,
Ballantyne,	Dupuis,	Kinley,	Nicol,
Beaubien (Montarville),	Euler,	Léger,	Paquet,
Beauregard,	Fafard,	Lesage,	Raymond,
Bench,	Farris,	Macdonald (Cardigan),	Riley,
Blais,	Ferland,	MacLennan,	Robertson,
Bouchard,	Foster,	Marcotte,	Robicheau,
Buchanan,	Gershaw,	McDonald (Kings),	Robinson,
Burchill,	Green,	McGeer,	Roebuck,
Calder,	Haig,	McGuire,	Sinclair,
Campbell,	Harmer,	McIntyre,	Stevenson,
Chapais (sir Thomas),	Horner,	McLean,	Tanner,
Daigle,	Howard,	McRae,	Taylor,
	Howden,	Michener,	Vaillancourt,
	Hugessen,		Vien,
	Hurtubise,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat que, conformément à la Règle 103, le Greffier a déposé sur la Table les comptes et pièces justificatives du Sénat, pour les années financières se terminant le 31 mars 1944 et le 31 mars 1945, respectivement.

Ordonné: Que lesdits comptes et pièces justificatives soient renvoyés au comité permanent de la Régie interne et des comptes imprévus du Sénat.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:

Par l'honorable sénateur Beauregard—

De Dr Charles Camsell, d'Ottawa, Ontario, et autres, d'ailleurs; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *"The Arctic Institute of North America"*.

De George A. Savoy, de Saint-Jean, Québec, et autres, d'ailleurs; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "Compagnie de Fiducie du Canada" (*Trust Company of Canada*).

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces—

De Evelo Browning Couch Harvey, de la ville de Mont-Royal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leitrim Eric Lester Harvey.

De Royal Tessier, de Montréal, Québec, expéditeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lucille Beaulieu Tessier.

De Goldie Boltuck, d'Outremont, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isidore Boltuck.

De Mary Mueller Pierotte, de la ville de Mackayville, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Francis Louis John Pierotte.

De Ernest Eldrich Galbraith, de Charlottetown, Ile du Prince-Edouard, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marion Mildred Galbraith.

De Albert-Evariste Gélinas, de Montréal, Québec, médecin; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anita Beauchamp Gélinas.

De Alfred Henry Gray, de Verdun, Québec, pressier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nancy Thorne Gray.

De Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frederick Daniel Barlow, de ladite cité de Montréal.

De Frances Gladys Ruth Leveille Williams, de Montréal, Québec, secrétaire-sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Karl Ulrich Williams.

De Samuel Gardner Bradford, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Stevenson Bradford.

De Olive Pashley Mackie, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Bedford Mackie.

De Olive May Marks Sanderson, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Stansfield Sanderson.

De Rose Acomsky Bloom, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel Lawrence Bloom.

De George Gartshore, de Montréal, Québec, finisseur en fabrication de ciment; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Annie Eugenia Victoria Neibuhr Gartshore.

De Elizabeth Jean MacKay Hepplewhite, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Victor Louis Hepplewhite.

De Winifred Madge Jones Brown, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerard Warren Brown.

De Winnifred Catherine Bird Jackson, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hector Arnold Jackson.

De Anastasia Stock Kormylo, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mike Kormylo.

De Edgar Lukas Graham, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Josephine Brickle Graham.

De Godfrey John Kool, de Montréal, Québec, comptable; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret May Doyle Kool.

De Aurore Leblanc Proulx, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité d'Ottawa, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Odilon Proulx, de ladite cité de Montréal.

De Joseph Adolphe Aimé Berthiaume, de Montréal, Québec, mécanicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Grace Annie Goddard Berthiaume.

De Gertrude Silverson Holmes, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Stetson Holmes.

De Ruby Burnett Walters, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cecil Robert Walters.

De Emma Hull Mack, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William George Mack.

De Gertrude Violet Kerwin Desjardins, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, fonctionnaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Richard Adrien Robert Desjardins, de ladite cité de Montréal.

De Harold James Chesterman, de Montréal, Québec, briqueteur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dorothy Elaine Bailey Chesterman.

De John Graham Gatehouse, de Montréal, Québec, marchand; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Alexandra Pashby Gatehouse.

De Ann Agnes Hyson Kellog, de Montréal, Québec, serveuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Aubry Lynn Kellogg.

De Nellie Sapphire Tanham Herring, de Montréal, Québec, adjointe au chef de rayon; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edgar Ernest Allen Herring.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues séparément:

De Matthew T. Ellis et autres, de Toronto, Ontario, et d'ailleurs; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de l'"Institut des bijoutiers canadiens".

De Herbert James Symington, C.M.G., C.R., de Montréal, Québec, et autres; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de l'"Association de Transport Aérien International".

De "La Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec"; demandant l'adoption d'une loi pour modifier sa charte en élargissant et en augmentant ses pouvoirs de négocier des accords par lesquels elle pourrait faire le transport, donner à bail ou autrement disposer de son entreprise.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie d'un arrêté en conseil C.P. 6206, transférant l'administration de la Loi des enquêtes sur les monopoles du ministre du Travail au ministre de la Justice.

Rapport de la Commission de l'assurance-chômage pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Rapport du Directeur de l'entraînement professionnel pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Rapport du Commissaire chargé de l'administration de la Loi d'enquête sur les monopoles pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Ordonnances de la Marine 5135-5158, en date du 25 août 1945.

Ordonnance de la Marine 5159, en date du 27 août 1945.

Ordonnances de la Marine 5160-5173, en date du 1er septembre 1945.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6102, en date du 14 septembre 1945, adopté sous l'empire de la Loi des mesures de guerre, abrogeant l'arrêté en conseil C.P. 547, en date du 26 janvier 1942, relativement à l'Avance de l'heure.

Rapport du ministère du Revenu national contenant des relevés relatifs aux revenus des douanes et de l'accise et à d'autres impôts aux ports d'entrée et de sortie; aussi l'accise et le revenu du Dominion du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945. (Versions anglaise et française).

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 5664, en date du 4 septembre 1945, modifiant les règlements adoptés en vertu des dispositions de la réglementation relative au versement à la caisse de l'assurance-chômage, établie par l'adoption de l'arrêté en conseil C.P. 6952, daté le 3 septembre 1943. Les ouvriers de certaines scieries et de certains ateliers de rabotage étant exceptés.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6300, en date du 28 septembre 1945, établissant le Service canadien d'information. (Substitué à l'Office d'information en temps de guerre).

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que les sénateurs désignés dans le rapport du comité de Sélection pour former les divers comités permanents au cours de la présente session, soient et sont, par la présente motion, nommés pour former et constituer les divers comités où leurs noms respectifs figurent dans ledit rapport, pour faire enquête et rapport sur les diverses questions qui peuvent de temps à autre leur être soumises; et que le comité des Ordres permanents soit autorisé à assigner des personnes et à faire produire des pièces et documents, lorsque requis; et que le comité de Régie interne et des dépenses imprévues ait le pouvoir, sans mandat spécial du Sénat, de prendre en considération toute question concernant la régie interne du Sénat, et à l'égard de laquelle l'honorable Président n'a pas à intervenir aux termes de la Loi du service civil, et que ce comité fasse rapport au Sénat du résultat de ses délibérations, pour qu'il y soit donné suite.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, appuyé par l'honorable sénateur Dupuis, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable

du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi 4 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour jeudi, 4 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Robertson—

3 octobre—Que si, pendant la présente session du Parlement, la nécessité se présente, au cours d'un ajournement du Sénat, et, de l'avis de l'honorable Président, justifie le Sénat de se réunir avant la date fixée dans la motion qui détermine cet ajournement, l'honorable Président soit autorisé à aviser les honorables sénateurs, à leurs adresses déposées chez le Greffier du Sénat, de se réunir à une date antérieure à celle qui est fixée dans la motion d'ajournement; et le défaut de réception, par un ou par plusieurs sénateurs, de cette notification, ne rendra pas cette notification insuffisante ou invalide.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, 4 octobre 1945

No 1.

3 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, secondée par l'honorable sénateur Dupuis, qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Roebuck).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 6

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 4 octobre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Dupuis,
DuTremblay,
Euler,
Fafard,
Farris,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Green,
Haig,
Harmer,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Johnston,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Pirie,
Raymond,
Riley,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
Sinclair,
Stevenson,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée:

Par l'honorable sénateur Blais—

Du Très Révérend Jean-Louis Coudert, O.M.I., Vicaire apostolique de Whitehorse; demandant d'être constitué en corporation sous le nom de l'"Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse".

L'honorable sénateur White, du comité permanent des Ordres permanents, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le greffier, comme suit:

Le JEUDI, 4 octobre 1945.

Le comité permanent des Ordres permanents a l'honneur de présenter son deuxième rapport comme suit:

Le comité recommande:

1. Que le délai fixé pour la réception des pétitions pour des bills d'intérêt privé soit prolongé jusqu'à vendredi le 2 novembre 1945.

2. Que le délai fixé pour la présentation des bills d'intérêt privé soit prolongé jusqu'au 16 novembre 1945.

3. Que le délai fixé pour la réception des rapports de tout comité permanent ou spécial relatif à un bill d'intérêt privé soit prolongé jusqu'à vendredi le 23 novembre 1945.

Le tout respectueusement soumis,

GERALD V. WHITE,
Président suppléant.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent des Ordres permanents, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 4 octobre 1945.

Le comité permanent des Ordres permanents a l'honneur de présenter son troisième rapport, comme suit:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté que les prescriptions des Règles du Sénat ont été observées à tous importants égards:

De la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company, The Nelson and Fort Sheppard Railway Company,* et la *Great Northern Railway Company,* la *Canadian Pacific Railway Company,* et la *Kettle Valley Railway Company;* demandant l'adoption d'une loi pour autoriser la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company* et *The Nelson and Fort Sheppard Railway Company* de vendre leurs réseaux ferroviaires et leurs entreprises respectives à la *Great Northern Railway Company,* et pour autoriser cette dernière compagnie de vendre et faire le transport de ces réseaux ferroviaires et entreprises à la *Canadian Pacific Railway Company,* et pour autres fins.

De *The Lake Erie and Detroit River Railway Company* et la *Père Marquette Railway Company;* demandant l'adoption d'une loi autorisant *The Lake Erie and Detroit River Railway Company* de donner à bail ou de vendre à la *Père Marquette Railway Company* son réseau ferroviaire et son entreprise, et pour autres fins.

De John T. Carter, de Manitou, province du Manitoba, et autres de Winnipeg, dans ladite province; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Dominion General Benefit Association*".

De Gordon Cameron Edwards, d'Ottawa, Ontario, et autres; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Ottawa Valley Trust Company*".

De Matthew T. Ellis et autres, de Toronto, Ontario, et d'ailleurs; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de l'"Institut des bijoutiers canadiens".

De Herbert James Symington, C.M.G., C.R., de Montréal, Québec, et autres; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de l'"Association de Transport Aérien International".

De "La Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec"; demandant l'adoption d'une loi pour modifier sa charte en élargissant et en augmentant ses pouvoirs de négocier des accords par lesquels elle pourrait faire le transport, donner à bail ou autrement disposer de son entreprise.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

L'honorable sénateur Campbell présente au Sénat un Bill (B), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des bijoutiers canadiens".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mardi prochain.

L'honorable sénateur Haig présente au Sénat un Bill (C), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Dominion General Benefit Association*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mardi prochain.

L'honorable sénateur Hugessen présente au Sénat un Bill (D), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association de Transport Aérien International".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mardi prochain.

L'honorable sénateur Lambert présente au Sénat un Bill (E), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Ottawa Valley Trust Company*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mardi prochain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'une copie du premier Rapport aux gouvernements des Nations Unies par la Commission intérimaire de l'Alimentation et de l'Agriculture (Recueil des Conférences, 1945, No 1) déposé au Sénat le 11 septembre 1945, soit renvoyée au comité permanent de l'Agriculture et des forêts.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que si, pendant la présente session du Parlement, la nécessité se présente, au cours d'un ajournement du Sénat, et, de l'avis de l'honorable Président, justifie le Sénat de se réunir avant la date fixée dans la motion qui détermine cet ajournement, l'honorable Président soit autorisé à aviser les honorables sénateurs, à leurs adresses déposées chez le Greffier du Sénat, de se réunir à une date antérieure à celle qui est fixée dans la motion d'ajournement; et le défaut de réception, par un ou par plusieurs sénateurs, de cette notification, ne rendra pas cette notification insuffisante ou invalide.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, appuyé par l'honorable sénateur Dupuis, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

L'honorable sénateur Lesage présente au Sénat un Bill (F), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mardi prochain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi 5 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mardi, 9 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Campbell—

4 octobre—(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, 5 octobre 1945

No 1.

4 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, secondée par l'honorable sénateur Dupuis, qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Kinley).

Pour mardi, 9 octobre 1945

No 1.

4 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (B) intitulé: "Loi constituant en corporation *The Canadian Jewellers Institute*".—(L'honorable sénateur Campbell).

No 2.

4 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (C) intitulé: "Loi constituant en corporation *Dominion General Benefit Association*".—(L'honorable sénateur Haig).

No 3.

4 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (D) intitulé: "Loi constituant en corporation *International Air Transport Association*".—(L'honorable sénateur Hugessen).

No 4.

4 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (E) intitulé: "Loi constituant en corporation *Ottawa Valley Trust Company*".—(L'honorable sénateur Lambert).

No 5.

4 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (F) intitulé: "Loi concernant *The Quebec Railway, Light and Power Company*".—(L'honorable sénateur Lesage).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 7

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 5 octobre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Bench,
Bishop,
Blais,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Crerar,
Daigle,
David,
Dupuis,
Euler,
Farris,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Green,
Haig,
Harmer,
Horner,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Riley,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
Sinclair,
Stevenson,
Tanner,
Taylor,
Veniot,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues séparément:

De George A. Savoy, de Saint-Jean, Québec, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "Compagnie de Fiducie du Canada" (*Trust Company of Canada*).

Du Dr Charles Camsell, d'Ottawa, Ontario, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*The Arctic Institute of North America*".

L'honorable sénateur Farris présente au Sénat un Bill (G), intitulé: "Loi modifiant une loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company* et la *Great Northern Railway Company*".

Ledit bill est alors lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture mercredi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, appuyé par l'honorable sénateur Dupuis, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi 9 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mardi, 9 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Campbell—

4 octobre—(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, 9 octobre 1945

No 1.

4 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (B) intitulé: "Loi constituant en corporation *The Canadian Jewellers Institute*".—(L'honorable sénateur Campbell).

No 2.

4 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (C) intitulé: "Loi constituant en corporation *Dominion General Benefit Association*".—(L'honorable sénateur Haig).

No 3.

4 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (D) intitulé: "Loi constituant en corporation *International Air Transport Association*".—(L'honorable sénateur Hugessen).

No 4.

4 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (E) intitulé: "Loi constituant en corporation *Ottawa Valley Trust Company*".—(L'honorable sénateur Lambert).

No 5.

4 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (F) intitulé: "Loi concernant *The Quebec Railway, Light and Power Company*".—(L'honorable sénateur Lesage).

No 6.

5 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, secondée par l'honorable sénateur Dupuis, qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur McGeer).

Pour mercredi, 10 octobre 1945

No 1.

5 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (G) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company, The Nelson and Fort Sheppard Railway Company, Great Northern Railway Company, Canadian Pacific Railway Company* et *The Kettle Valley Railway Company*".—(L'honorable sénateur Farris).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 8

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 9 octobre 1945

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (Montarville),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Crerar,
Daigle,
David,
Donnelly,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Green,
Haig,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McIntyre,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Pirie,
Riley,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces—

De Joan Frances Timms Couture, de Longueuil, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henri Couture.

De Dorothy Catherine Benson Hunter, de Westmount, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Thomas Walter Hunter.

De Dante Olak, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie Kervran Olak.

De Josephus Barzyk, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Helene Kasowicz Barzyk.

De Léopold Levesque, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Béatrice Martel Levesque.

De Omer Guindon, de Sherbrooke, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anna Salois Guindon.

De Helen Douglas Stewart Rankin, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gordon Rankin.

De Elma Eva Inch Evans, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John William Alphonsus Evans.

De Dorothy Marie Christensen Korning, de la ville de Saint-Lambert, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joern Eilert Korning.

De Gertrude Rhéaume Marchildon, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gérard Marchildon.

De Frank Edward Quartz, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Muriel Mildred Myles Quartz.

De Herbert Lawrence Loucks, du canton de Brome, Québec, cultivateur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irene Alvira Carter Loucks.

De Myrtle Elizabeth Fraser Bennett, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Preston Frederick Bennett.

De Myrtle Ann Westover Coleman, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur St. John Coleman.

Par l'honorable sénateur Veniot—

Du Le Collège des médecins et chirurgiens du Canada; demandant l'adoption d'une loi qui modifie la loi le constituant en corporation, afin d'admettre comme membres certains médecins et chirurgiens, et pour d'autres fins.

La pétition suivante est lue et reçue, à savoir:

Du Très Révérend Jean-Louis Coudert, O.M.I., Vicaire apostolique de Whitehorse; demandant d'être incorporé sous le nom de l'"Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse".

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 3 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Martha Louise Manful Hatch, de la cité de Montréal, province de Québec, bibliothécaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Howard Sadler Hatch, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 3 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Nora Jean Cunningham Brisbane, de la cité de Montréal, province de Québec, infirmière; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Sutherland Brisbane, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 3 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Thérèse Bonenfant Fusco, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dominique Fusco, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 3 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mildred Euretta MacKay Disher, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Richard Disher, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 3 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Emerson Whittemore Schlemm, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leonard Gardner Wortham Schlemm, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 3 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Andrew Lawrence Card, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, chauffeur d'autobus; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alice Lothrop Willard Card, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 3 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Annie Morrisson Wisely Pitblado, de la cité de Westmount, province de Québec, commis aux ventes; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Bruce Pitblado, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 3 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joe Eisen, de la cité de Montréal, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edith Goffman Eisen, le comité a constaté ques les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le dixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 3 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ellen Therese Cramer Watson, de la cité de Montréal, province de Québec, ouvrier en aviation; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank Sidney Watson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le onzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 3 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rita Gendron Reid, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Georges Reid, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le douzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 4 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyine Pearl Edwards Aird, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Ainslie Aird, le comité a constaté que les prescriptions des Règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le treizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 4 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Turner Luke, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Luke, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatorzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 4 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lois Elizabeth Allworth Pierce, de la cité de Montréal, province de Québec, adjointe au gérant; demandant l'adoption

d'une loi qui dissolve son mariage avec John Newman Pierce, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quinzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 4 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Armandine-Cécile LeBrun Lachance, de la cité de Montréal, province de Québec, spécialiste en publicité; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Antonio Lachance, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le seizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 4 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Grace Irene Paquet Hopkins, du village de Frelighsburg, dans le comté de Missisquoi, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Hopkins, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le dix-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 4 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alma Joan Begin Oswald, de la cité de Verdun, province de Québec, employée d'usine; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Oswald, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le dix-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 4 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Ernest Reed, de la ville de Verdun, province de Québec, médecin; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Grace Jeanne Breadner Reed, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le dix-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 4 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sylvia Heather McCulloch Peck, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hugh Sands Hamilton Peck, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingtième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 4 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frederick Keith Beattie, de la ville de Sherbrooke, province de Québec, employé d'usine, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eileen Alberta Werling Beattie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt et unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 4 octobre 1945.

Le comité permanent de Divorces a l'honneur de présenter son vingt et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Coull, de la cité de Montréal, province de Québec, technicien en radiodiffusion; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jane Thain Maloney Coull, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Violet Beach Meredith, de la cité de Verdun, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cornelius Joseph Meredith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Max Engelberg, de la cité de Montréal, province de Québec, commis de bureau; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eva Pauline Hardwick Engelberg, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bertha Harris Fineberg, de la cité de Montréal, province de Québec, commis de bureau; demandant l'adoption d'une

loi qui dissolve son mariage avec David Fineberg, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 octobre 1945.

1. Relativement à la pétition de Nils Jens Pettersen, de la cité de Montréal, province de Québec, contremaître de mine; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Olga Serafia Luomanen Pettersen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Benjamin Charles Stafford, de la cité de Montréal, province de Québec, mécanicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Olive Maude Woodroffe Stafford, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Mary Daniel Nightingale, de la cité de Montréal, province de Québec, copiste en publicité; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Matt Simons Nightingale, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edward Stephen Vasselin, de la cité de Montréal, province de Québec, comptable; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dorothy May Ashford Vasselin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Marshall Miller, de la ville de Verdun, province de Québec, inspecteur de musique; demandant l'adoption d'une

loi qui dissolve son mariage avec Lillian Hetty Vickers Miller, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trentième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trentième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorina Laurin Wallis, de la cité de Montréal, province de Québec, téléphoniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Ernest Lionel Wallis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Campbell, appuyé par l'honorable sénateur Farris, propose:

(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (C), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Dominion General Benefit Association*", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (B), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des bijoutiers canadiens", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (D), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association de Transport Aérien International", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (E), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Ottawa Valley Trust Company*", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (F), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, appuyé par l'honorable sénateur Dupuis, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi 10 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mercredi, le 10 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Robertson—

9 octobre.—Que le Comité permanent des finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat.

INTERPELLATION

Pour jeudi, le 11 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McRae—

9 octobre—(1) Dans les limitations du rationnement qui nous a été imposé, pourquoi ne nous a-t-on pas accordé une plus grande quantité de mouton que de bœuf ou de porc, puisqu'il est de toute évidence que le mouton ne se prête pas à des coupes qui produisent véritablement autant de viande que les coupes du bœuf ou du porc?

(2) Quelle est la consommation actuelle, per capita, en livres et au pourcentage:

(*a*) de bœuf,
(*b*) de porc,
(*c*) de mouton et d'agneau?

(3) Exporte-t-on en carcasses du mouton en Grande-Bretagne ou en Europe; et, dans l'affirmative, quel est le total du mouton exporté en carcasses depuis le commencement de la guerre?

(4) Quelles mesures a-t-on prises, s'il en est, afin d'empêcher, cet automne, le surplus considérable de mouton qui existait l'automne dernier?

(5) Le mouton est-il en conserve pour l'exportation? Dans l'affirmative, en quelles localités est-il mis en conserve, et quelle quantité prévoit-on devoir requérir?

(6) Quel est le prix dominant, aux localités où s'opère la mise en conserve, des moutons (sur pieds) achetés pour être mis en conserve;

(7) A quelle quantité estimait-on le mouton au Canada en 1944, et comment cette quantité se compare-t-elle avec la quantité du mouton déclarée au premier recensement qui a suivi la Confédération?

(8) Le foie étant un ingrédient qui entre dans la préparation des viandes mises en conserve pour le compte de l'UNRRA, quelque compagnie ou quelque particulier détenant au Canada un contrat pour la fourniture de foie a-t-elle ou a-t-il été dans l'obligation d'interrompre son service, même temporairement, à cause de son incapacité de se procurer le foie requis? Dans l'affirmative, quand et où la chose s'est-elle produite?

(9) A-t-on pris des arrangements en vue de mettre la viande de cheval en conserve pour l'exportation en Europe? Dans l'affirmative, en quel pays exporte-t-on ce produit de la viande de cheval?

(10) En quelle localité s'exécute la mise en conserve de la viande de cheval?

(11) Quelle quantité de viande de cheval compte-t-on mettre en conserve?

(12) Quel prix paie-t-on pour les chevaux, à l'endroit où s'exécute la mise en conserve?

(13) Pourquoi persiste-t-on à vendre du porc trop gras sur nos marchés locaux, alors que l'acheteur en détail ne possède pas l'outillage nécessaire pour extraire la graisse et pour la conserver?

(14) Tente-t-on quelque effort afin de conserver cet excès de graisse en se servant de l'outillage qui existe pour l'extraire, en vue d'augmenter les expéditions de matières grasses en Europe?

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 10 octobre 1945

No 1.
9 octobre—Prise en considération du deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Martha Louise Manful Hatch, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 2.
9 octobre—Prise en considération du troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Nora Jean Cunningham Brisbane, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 3.
9 octobre—Prise en considération du quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Thérèse Bonenfant Fusco, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 4.
9 octobre—Prise en considération du cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Mildred Euretta MacKay Disher, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.
9 octobre—Prise en considération du sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Mary Emerson Whittemore Schlemm, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
9 octobre—Prise en considération du septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Andrew Lawrence Card, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
9 octobre—Prise en considération du huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Annie Morrisson Wisely Pitblado, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
9 octobre—Prise en considération du neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Joe Eisen, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.

9 octobre—Prise en considération du dixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Ellen Therese Cramer Watson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.

9 octobre—Prise en considération du onzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Rita Gendron Reid, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.

9 octobre—Prise en considération du douzième rapport du comité permanent des divorces, auquel a été référée la pétition de Evelyine Pearl Edwards Aird, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.

9 octobre—Prise en considération du treizième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Helen Turner Luke, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.

9 octobre—Prise en considération du quatorzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Lois Elizabeth Allworth Pierce, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 14.

9 octobre—Prise en considération du quinzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Armandine-Cécile LeBrun Lachance, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 15.

9 octobre—Prise en considération du seizième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Grace Irene Paquet Hopkins, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 16.

9 octobre—Prise en considération du dix-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Alma Joan Bégin Oswald, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 17.

9 octobre—Prise en considération du dix-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de George Ernest Reed, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.

9 octobre—Prise en considération du dix-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Sylvia Heather McColloch Peck, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.
9 octobre—Prise en considération du vingtième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Frederick Keith Beattie, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.
9 octobre—Prise en considération du vingt et unième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Robert Coull, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 21.
9 octobre—Prise en considération du vingt-deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Violet Beach Meredith, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 22.
9 octobre—Prise en considération du vingt-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Max Engelberg, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 23.
9 octobre—Prise en considération du vingt-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Bertha Harris Fineberg, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 24.
9 octobre—Prise en considération du vingt-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Nils Jens Pettersen, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 25.
9 octobre—Prise en considération du vingt-sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Benjamin Charles Stafford, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 26.
9 octobre—Prise en considération du vingt-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Florence Mary Daniel Nightingale, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 27.
9 octobre—Prise en considération du vingt-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Edward Stephen Vasselin, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 28.
9 octobre—Prise en considération du vingt-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Robert Marshall Miller, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 29.

9 octobre—Prise en considération du trentième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Dorina Laurin Wallis, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 30.

5 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (G) intitulé: "Loi modifiant une Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company,* la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company,* et la *Great Northern Railway Company*".—(L'honorable sénateur Farris).

No 31.

9 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Campbell:

(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.—(L'honorable sénateur Robertson).

No 32.

9 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, secondée par l'honorable sénateur Dupuis, qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour le gracieux discours qu'il a adressé aux deux Chambres du Parlement.—(L'honorable sénateur Euler).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 9

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 10 octobre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (Montarville),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Green,
Haig,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Pirie,
Riley,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (17), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur White, du comité permanent des Ordres permanents, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 10 octobre 1945.

Le comité permanent des Ordres permanents a l'honneur de présenter son quatrième rapport, comme suit:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et constate que les exigences des règles du Sénat ont été observées à tous égards, savoir:

De George A. Savoy, de Saint-Jean, Québec, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "Compagnie de Fiducie du Canada" (*Trust Company of Canada*).

Du Dr Charles Camsell, d'Ottawa, Ontario, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *"The Arctic Institute of North America"*.

Du Très Révérend Jean-Louis Coudert, O.M.I., Vicaire apostolique de Whitehorse; demandant d'être constitué en corporation sous le nom de "L'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse".

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

L'honorable sénateur Beauregard présente au Sénat un Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut Arctique de l'Amérique du Nord".

Ledit rapport est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du deuxième au trentième rapports du comité permanent des Divorces, inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés, sur division.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant une Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company* et la *Great Northern Railway Company*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Campbell:

(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Conformément à l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Robinson, appuyé par l'honorable sénateur Dupuis, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après plus ample débat, et

La question d'agrément étant posée sur ladite motion, elle est résolue par l'affirmative, et—

Ordonné: Que ladite Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général par ceux des membres de cette Chambre qui sont membres de l'honorable Conseil privé.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi 11 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour jeudi, le 11 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Robertson—

9 octobre.—Que le Comité permanent des finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat.

INTERPELLATION

Pour jeudi, le 11 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McRae—

9 octobre—(1) Dans les limitations du rationnement qui nous a été imposé, pourquoi ne nous a-t-on pas accordé une plus grande quantité de mouton que de bœuf ou de porc, puisqu'il est de toute évidence que le mouton ne se prête pas à des coupes qui produisent véritablement autant de viande que les coupes du bœuf ou du porc?

(2) Quelle est la consommation actuelle, per capita, en livres et au pourcentage:

(*a*) de bœuf,
(*b*) de porc,
(*c*) de mouton et d'agneau?

(3) Exporte-t-on en carcasses du mouton en Grande-Bretagne ou en Europe; et, dans l'affirmative, quel est le total du mouton exporté en carcasses depuis le commencement de la guerre?

(4) Quelles mesures a-t-on prises, s'il en est, afin d'empêcher, cet automne, le surplus considérable de mouton qui existait l'automne dernier?

(5) Le mouton est-il en conserve pour l'exportation? Dans l'affirmative, en quelles localités est-il mis en conserve, et quelle quantité prévoit-on devoir requérir?

(6) Quel est le prix dominant, aux localités où s'opère la mise en conserve, des moutons (sur pieds) achetés pour être mis en conserve;

(7) A quelle quantité estimait-on le mouton au Canada en 1944, et comment cette quantité se compare-t-elle avec la quantité du mouton déclarée au premier recensement qui a suivi la Confédération?

(8) Le foie étant un ingrédient qui entre dans la préparation des viandes mises en conserve pour le compte de l'UNRRA, quelque compagnie ou quelque particulier détenant au Canada un contrat pour la fourniture de foie a-t-elle ou a-t-il été dans l'obligation d'interrompre son service, même temporairement, à cause de son incapacité de se procurer le foie requis? Dans l'affirmative, quand et où la chose s'est-elle produite?

(9) A-t-on pris des arrangements en vue de mettre la viande de cheval en conserve pour l'exportation en Europe? Dans l'affirmative, en quel pays exporte-t-on ce produit de la viande de cheval?

(10) En quelle localité s'exécute la mise en conserve de la viande de cheval?

(11) Quelle quantité de viande de cheval compte-t-on mettre en conserve?

(12) Quel prix paie-t-on pour les chevaux, à l'endroit où s'exécute la mise en conserve?

(13) Pourquoi persiste-t-on à vendre du porc trop gras sur nos marchés locaux, alors que l'acheteur en détail ne possède pas l'outillage nécessaire pour extraire la graisse et pour la conserver?

(14) Tente-t-on quelque effort afin de conserver cet excès de graisse en se servant de l'outillage qui existe pour l'extraire, en vue d'augmenter les expéditions de matières grasses en Europe?

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 11 octobre 1945

No 1.

10 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi, Bill (17) intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

5 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (G) intitulé: "Loi modifiant une Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company*, et la *Great Northern Railway Company*".—(L'honorable sénateur Farris).

No 3.

10 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Campbell:

(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.—(L'honorable sénateur Léger).

Pour vendredi, le 12 octobre 1945

No 1.

10 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (H) intitulé: "Loi constituant en corporation l'*Arctic Institute of North America*".—(L'honorable sénateur Beauregard).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 10

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 11 octobre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (Montarville),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Foster,
Gershaw,
Green,
Haig,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Pirie,
Riley,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message ainsi conçu:

Le MERCREDI 10 octobre 1945.

Résolu:—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre a nommé l'Honorable Orateur et Messieurs Adamson, Aylesworth, Black (*Châteauguay-Huntingdon*), Bruce, Cardiff, Castleden, Cloutier, Dion, Douglas, Eudes, Fournier (*Maisonneuve-Rosemont*), Gauthier (*Nipissing*), Gourd, Gingues, Herridge, Henderson, Howe, Jaques, Kidd, Knight, Lapalme, Léger, Marier, Marshall, Matthews (*Brandon*), McGarry, McIlraith, McKay, Menary, Mitchell, Mullins, Nixon, Pearkes, Probe, Reid, Richard (*Ottawa-Est*), Ross (*St. Paul's*), Skey, Smith (*York-Nord*), Stephenson, White (*Middlesex-Est*), Winkler, Winters et Zaplitny pour composer un comité chargé d'aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en tant qu'il s'agit des intérêts de la Chambre des communes, et pour agir au nom de la Chambre des communes comme membres d'un comité mixte de la bibliothèque.

Ordonné: Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message ainsi conçu:

Le MERCREDI 10 octobre 1945.

Résolu:—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre se joindra à eux pour constituer un comité mixte des Impressions du Parlement, et que les membres du comité permanent des Impressions, savoir: Messieurs Adamson, Arsenault, Aylesworth, Baker, Beaudry, Bertrand (*Prescott*), Bertrand (*Terrebonne*), Boivin, Bradette, Bradshaw, Brunelle, Campbell, Castleden, Church, Clark, Côté (*St-Jean-Iberville-Napierville*), Dubois, Emmerson, Fontaine, Fraser, Gibson (*Hamilton-Ouest*), Golding, Hallé, Hansell, Healy, Henderson, Hlynka, Kidd, Kuhl, Lacombe, Lalonde, Lapalme, Lapointe, Lennard, MacLean, MacNaught, Maloney, McCuaig, McCubbin, McCullough (*Assiniboia*), McDonald (*Parry-Sound*), McGregor, McLure, McMaster, Nicholson, Robinson (*Simcoe-Est*), Ross (*St. Paul's*), Sinclair (*Vancouver-Nord*), Sinnott, Madame Strum, Messieurs Tustin, Viau, White (*Hastings-Peterborough*), et Winters agiront de la part de la Chambre comme membres dudit comité mixte.

Ordonné: Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La pétition suivante est lue et reçue, à savoir:

De Le Collège des médecins et chirurgiens du Canada; demandant l'adoption d'une loi qui modifie la loi le constituant en corporation, afin d'admettre comme membres certains médecins et chirurgiens, et pour d'autres fins.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente et unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 9 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Louise Clark Leet, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Wheatley Lorne Leet, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 9 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Anita Duffy Gregson, de la ville de Longueuil, province de Québec, inspectrice; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Oscar Keith Gregson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 9 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Irene Grace Harman Smith, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Richard Whittall Smith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 9 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lorna Maud Clerk Kingsland, de la ville de Westmount, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Walter Ross Kingsland, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 9 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edgar Jean, de la cité de Montréal, province de Québec, garçon de table; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Germaine Marcheterre Jean, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 9 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ethel Maybird Wright Latremouille, de la ville de Westmount, province de Québec, commis aux ventes; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gabriel-Arthur Latremouille, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 9 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Georges Blanchard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 9 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Bernard McCarrick, de la cité de Montréal, province de Québec, électricien; demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Irene May Cameron McCarrick, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 9 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lorne Edward Souva, de la cité de Montréal, province de Québec, pointeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anne O'Neill Souva, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarantième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 9 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith Gertrude Jackson Holloway, de la cité de Montréal, province de Québec, dessinateur commercial; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sydney Hawtrey Holloway, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 11 octobre 1945.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Qu'autorisation soit accordée permettant le paiement d'une rétribution à MM. Green et Georges Langlois pour services rendus comme membres du personnel de reportage du Sénat, durant la dernière session du dernier Parlement, aux termes et conditions indiqués dans le rapport du comité permanent des Débats et comptes rendus à la date du 3 juin 1913 et aussi en conformité de la recommandation subséquente adoptée par le Sénat à la date du 30 juin 1938.

2. Qu'autorisation soit accordée permettant le paiement d'une rétribution à MM. Green et Langlois pour services rendus au cours de la dernière intersession du Parlement, au taux de $25.00 par semaine pour M. Green et de $10.00 par semaine pour M. Langlois.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Règlements établis sous l'empire de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, par l'arrêté en conseil du 28 septembre 1945 (C.P. 192/6282). (Versions anglaise et française).

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose:

Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat.

En amendement, l'honorable sénateur McGeer propose que ladite motion soit amendée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".

Après débat, il est—

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion en amendement soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (17), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est lue par l'honorable Président, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
CANADA

OTTAWA, le 10 octobre 1945.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, en sa qualité de Député de Son Excellence l'Administrateur, se rendra à la Chambre du Sénat, le jeudi 11 octobre, à neuf heures du soir, afin de donner la sanction royale à quelques bills.

Veuillez agréer,
Monsieur l'Orateur,
l'assurance de ma haute considération,
F. L. C. PEREIRA,
Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable
L'ORATEUR du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que cette communication soit déposée sur la Table.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (G), intitulé: "Loi modifiant une Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company* et la *Great Northern Railway Company*", est lu la deuxime fois, et

Renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Campbell:

(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Comme il est six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures.

Huit heures du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi 12 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour vendredi, le 12 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McRae—

9 octobre—(1) Dans les limitations du rationnement qui nous a été imposé, pourquoi ne nous a-t-on pas accordé une plus grande quantité de mouton que de bœuf ou de porc, puisqu'il est de toute évidence que le mouton ne se prête pas à des coupes qui produisent véritablement autant de viande que les coupes du bœuf ou du porc?

(2) Quelle est la consommation actuelle, per capita, en livres et au pourcentage:

(*a*) de bœuf,
(*b*) de porc,
(*c*) de mouton et d'agneau?

(3) Exporte-t-on en carcasses du mouton en Grande-Bretagne ou en Europe; et, dans l'affirmative, quel est le total du mouton exporté en carcasses depuis le commencement de la guerre?

(4) Quelles mesures a-t-on prises, s'il en est, afin d'empêcher, cet automne, le surplus considérable de mouton qui existait l'automne dernier?

(5) Le mouton est-il en conserve pour l'exportation? Dans l'affirmative, en quelles localités est-il mis en conserve, et quelle quantité prévoit-on devoir requérir?

(6) Quel est le prix dominant, aux localités où s'opère la mise en conserve, des moutons (sur pieds) achetés pour être mis en conserve;

(7) A quelle quantité estimait-on le mouton au Canada en 1944, et comment cette quantité se compare-t-elle avec la quantité du mouton déclarée au premier recensement qui a suivi la Confédération?

(8) Le foie étant un ingrédient qui entre dans la préparation des viandes mises en conserve pour le compte de l'UNRRA, quelque compagnie ou quelque particulier détenant au Canada un contrat pour la fourniture de foie a-t-elle ou a-t-il été dans l'obligation d'interrompre son service, même temporairement, à cause de son incapacité de se procurer le foie requis? Dans l'affirmative, quand et où la chose s'est-elle produite?

(9) A-t-on pris des arrangements en vue de mettre la viande de cheval en conserve pour l'exportation en Europe? Dans l'affirmative, en quel pays exporte-t-on ce produit de la viande de cheval?

(10) En quelle localité s'exécute la mise en conserve de la viande de cheval?

(11) Quelle quantité de viande de cheval compte-t-on mettre en conserve?

(12) Quel prix paie-t-on pour les chevaux, à l'endroit où s'exécute la mise en conserve?

(13) Pourquoi persiste-t-on à vendre du porc trop gras sur nos marchés locaux, alors que l'acheteur en détail ne possède pas l'outillage nécessaire pour extraire la graisse et pour la conserver?

(14) Tente-t-on quelque effort afin de conserver cet excès de graisse en se servant de l'outillage qui existe pour l'extraire, en vue d'augmenter les expéditions de matières grasses en Europe?

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, le 12 octobre 1945

No 1.
11 octobre—Prise en considération du trente et unième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Helen Louise Clark Leet, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 2.
11 octobre—Prise en considération du trente-deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Dorothy Anita Duffy Gregson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 3.
11 octobre—Prise en considération du trente-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Irene Grace Harman Smith, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 4.
11 octobre—Prise en considération du trente-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Lorna Maud Clerk Kingsland, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.
11 octobre—Prise en considération du trente-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Edgar Jean, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
11 octobre—Prise en considération du trente-sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Ethel Maybird Wright-Latremouille, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
11 octobre—Prise en considération du trente-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Marie-Rose-Alba-Germaine Belair Blanchard, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
11 octobre—Prise en considération du trente-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de William Bernard McCarrick, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.

11 octobre—Prise en considération du trente-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Lorne Edward Souva, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.

11 octobre—Prise en considération du quarantième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Edith Gertrude Jackson Holloway, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.

11 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Campbell:

(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.—(L'honorable sénateur Haig).

No 12.

10 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (H) intitulé: "Loi constituant en corporation l'*Arctic Institute of North America*".—(L'honorable sénateur Beauregard).

No 13.

11 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robertson: Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat; et l'amendement proposé par l'honorable sénateur McGeer: Que ladite motion soit modifiée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

> "tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".—(L'honorable sénateur Haig).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 11

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 12 octobre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Foster,	MacLennan,	Robinson,
Bishop,	Green,	Marcotte,	Roebuck,
Blais,	Harmer,	McGeer,	St-Père,
Burchill,	Horner,	McLean,	Sinclair,
Calder,	Hurtubise,	McRae,	Stevenson,
Chapais	Johnston,	Michener,	Tanner,
(sir Thomas),	King,	Murdock,	Taylor,
Copp,	Lacasse,	Paquet,	Vaillancourt,
Crerar,	Lambert,	Riley,	Vien,
Euler,	Léger,	Robertson,	White,
Fallis,	Macdonald	Robicheau,	Wilson.
Farris,	(Cardigan),		

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6449, approuvé le 11 octobre 1945: transférant l'administration de l'Office canadien du tourisme du ministre des Services nationaux de guerre au ministre du Commerce.

Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6495, approuvé le 11 octobre 1945: transférant l'administration relative aux soins médicaux et à l'hospitalisation des Indiens et Esquimaux du ministre des Mines et ressources nationales au ministre de la Santé et du bien-être national.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des trente et unième au quarantième rapports du comité permanent des Divorces.

Lesdits rapports sont adoptés, sur division.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Campbell, appuyé par l'honorable sénateur Farris:

(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.

Il est ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut Arctique de l'Amérique du Nord", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:—

"Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat."

Et sur la motion, en amendement, de l'honorable sénateur McGeer: que ladite motion soit amendée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".

Il est Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (14), intitulé: "Loi portant exécution de l'Accord entre le Canada et certaines autres nations et autorités en vue d'une Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat.

Ledit bill est lu la deuxième et la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi, le vingt-troisième jour d'octobre, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, l'honorable Patrick Kerwin, Député de Son Excellence l'Administrateur, étant venu et étant assis au pied du Trône, l'honorable Président ordonne au Gentilhomme Huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que

"C'est le désir de l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat".

La Chambre des communes étant venue,

Son Honneur le Président du Sénat dit:

Honorables membres du Sénat,
Membres de la Chambre des communes,

J'ai l'honneur de vous informer qu'il a plu à Son Excellence l'Administrateur de faire émettre des lettres patentes sous son seing manuel et son sceau d'armes, nommant l'honorable Patrick Kerwin, juge puîsné de la Cour Suprême du Canada, pour être son suppléant et remplir au nom de Son Excellence tous les devoirs qui lui incombent durant le bon plaisir de Son Excellence.

Lesdites lettres patentes sont alors lues par le greffier comme suit:

T. RINFRET
Administrateur.
(Sceau)

CANADA

Par Son Excellence l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada et Administrateur du Gouvernement du Canada.

A l'honorable Patrick Kerwin, Juge puîsné de la Cour Suprême du Canada.

SALUT:—

SACHEZ QUE, mettant une confiance spéciale en votre loyauté, intégrité et capacité, Je, ledit honorable Thibaudeau Rinfret, Administrateur du Gouvernement du Canada, ai nommé, constitué et désigné et par les présentes nomme, constitue et désigne ledit honorable Patrick Kerwin pour être mon Député avec le pouvoir d'agir en cette capacité.

POUR DÉTENIR ET EXERCER ledit office de Député de l'Administrateur, Vous, ledit honorable Patrick Kerwin, durant plaisir.

Donné sous mon seing et sceau d'armes, en la cité d'Ottawa, ce onzième jour d'octobre 1945.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,
Sous-secrétaire d'Etat.

Ordonné: Que lesdites lettres patentes soient inscrites au Journal.

Le Greffier lit alors le titre du bill à sanctionner comme suit:

"Loi portant exécution de l'Accord entre le Canada et certaines autres nations et autorités en vue d'une Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies".

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce bill est sanctionné:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur sanctionne ce bill".

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur, comme suit:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946".

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ce bill."

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ce bill,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce bill a reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député de l'Administrateur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi, il a plu à l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne à mardi, le vingt-troisième jour d'octobre à huit heures du soir.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi 23 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

INTERPELLATION

Pour mardi, le 23 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McRae—

9 octobre—(1) Dans les limitations du rationnement qui nous a été imposé, pourquoi ne nous a-t-on pas accordé une plus grande quantité de mouton que de bœuf ou de porc, puisqu'il est de toute évidence que le mouton ne se prête pas à des coupes qui produisent véritablement autant de viande que les coupes du bœuf ou du porc?

(2) Quelle est la consommation actuelle, per capita, en livres et au pourcentage:

(*a*) de bœuf,
(*b*) de porc,
(*c*) de mouton et d'agneau?

(3) Exporte-t-on en carcasses du mouton en Grande-Bretagne ou en Europe; et, dans l'affirmative, quel est le total du mouton exporté en carcasses depuis le commencement de la guerre?

(4) Quelles mesures a-t-on prises, s'il en est, afin d'empêcher, cet automne, le surplus considérable de mouton qui existait l'automne dernier?

(5) Le mouton est-il en conserve pour l'exportation? Dans l'affirmative, en quelles localités est-il mis en conserve, et quelle quantité prévoit-on devoir requérir?

(6) Quel est le prix dominant, aux localités où s'opère la mise en conserve, des moutons (sur pieds) achetés pour être mis en conserve;

(7) A quelle quantité estimait-on le mouton au Canada en 1944, et comment cette quantité se compare-t-elle avec la quantité du mouton déclarée au premier recensement qui a suivi la Confédération?

(8) Le foie étant un ingrédient qui entre dans la préparation des viandes mises en conserve pour le compte de l'UNRRA, quelque compagnie ou quelque particulier détenant au Canada un contrat pour la fourniture de foie a-t-elle ou a-t-il été dans l'obligation d'interrompre son service, même temporairement, à cause de son incapacité de se procurer le foie requis? Dans l'affirmative, quand et où la chose s'est-elle produite?

(9) A-t-on pris des arrangements en vue de mettre la viande de cheval en conserve pour l'exportation en Europe? Dans l'affirmative, en quel pays exporte-t-on ce produit de la viande de cheval?

(10) En quelle localité s'exécute la mise en conserve de la viande de cheval?

(11) Quelle quantité de viande de cheval compte-t-on mettre en conserve?

(12) Quel prix paie-t-on pour les chevaux, à l'endroit où s'exécute la mise en conserve?

(13) Pourquoi persiste-t-on à vendre du porc trop gras sur nos marchés locaux, alors que l'acheteur en détail ne possède pas l'outillage nécessaire pour extraire la graisse et pour la conserver?

(14) Tente-t-on quelque effort afin de conserver cet excès de graisse en se servant de l'outillage qui existe pour l'extraire, en vue d'augmenter les expéditions de matières grasses en Europe?

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 23 octobre 1945

No 1.

11 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Campbell:

(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.—(L'honorable sénateur Haig).

No 2.

10 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi, Bill (H) intitulé: "Loi constituant en corporation l'*Arctic Institute of North America*".—(L'honorable sénateur Beauregard).

No 3.

11 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robertson: Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat; et l'amendement proposé par l'honorable sénateur McGeer: Que ladite motion soit modifiée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

> "tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".—(L'honorable sénateur Haig).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 12

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 23 octobre 1945

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Davies,	Johnston,	Nicol,
Ballantyne,	Dessureault,	Jones,	Paquet,
Beaubien (Montarville),	Donnelly,	King,	Paterson,
Beauregard,	Dupuis,	Lacasse,	Riley,
Bench,	Fafard,	Lambert,	Robertson,
Bishop,	Fallis,	Léger,	Robinson,
Blais,	Ferland,	Macdonald (Cardigan),	Roebuck,
Bouchard,	Gouin,	MacLennan,	St-Père,
Calder,	Green,	Marcotte,	Sinclair,
Chapais (sir Thomas),	Haig,	McDonald (Shediac),	Stevenson,
Copp,	Hardy,	McGeer,	Tanner,
Crerar,	Harmer,	McGuire,	Taylor,
Daigle,	Hayden,	McRae,	Vaillancourt,
David,	Howard,	Molloy,	Veniot,
	Hugessen,	Murdock,	Vien,
	Hurtubise,		White,
	Hushion,		Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être social", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (11), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la revision du capital des Chemins de fer Nationaux du Canada, 1937", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (12), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer Nationaux", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:

Par l'honorable sénateur Bench—

De Andrew Zanosko, du lieudit de Kenogi, Québec, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *Canadian National Slovak Benefit Association.*

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:

Par l'honorable Président du Comité des Divorces—

De Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant, de Montréal, Québec, machiniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Valérie Matte St-Amant.

De Annie Kandal Ashkanazy, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Philip Ashkanazy.

De Evelyn-Isabel-May Ramsay Jarvis, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Sylvester Jarvis.

De Joseph McCaffery, de Verdun, Québec, musicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Winnifred-Edith Quicke McCaffery.

De Minerva Cory, de la cité de Westmount, Québec, et présentement demeurant en la cité de St. Catharines, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William-Arthur Cory, de ladite cité de Westmount.

De Florence Mardi Harding, de la cité de Montréal, province de Québec, et présentement demeurant en la cité de New-York, Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ernest White Harding, de ladite cité de Montréal.

De Dorothy-Ruth Bennett MacNutt, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Percival Stephenson MacNutt.

De Mary Arden Stead Eberts, de Westmount, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hermann Libingston Eberts.

De Woolf (Robert) Cook, de Montréal, Québec, coiffeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Yetta Helman Cook.

De Leona-Mary Murphy de Marky, de la cité de Montréal, province de Québec, et présentement demeurant en la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Paul Alexander de Marky, de ladite cité de Montréal.

De Emma Grace Kriticos, de la cité de Montréal, province de Québec, et présentement demeurant en la ville de Fort Erie North, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank Kriticos, de ladite cité de Montréal.

De Hannah Green Turton, de la ville de St-Laurent, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Purcell Turton.

De Thomas Beach, de Verdun, Québec, mécanicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eva Smithman Beach.

De Ernest Crete, de la cité de Verdun, Québec, chauffeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Martha Rodie Crete.

De Eric John Hollingsworth, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Patricia Buchanan Hollingsworth.

De Molly Shusterman Percher, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Issie Percher.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport du Commissaire des Brevets pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945. (Version française).

Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, comme suit:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6552, approuvé le 18 octobre 1945, transférant l'administration de la Loi canadienne sur la Radiodiffusion, 1939, du ministre des Services nationaux de guerre à l'honorable J. J. McCann, ministre de la Couronne.

Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, comme suit:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6553, approuvé le 18 octobre 1945, transférant l'administration de la Loi créant la Commission nationale du cinématographe, 1939, du ministre des Services nationaux de guerre à l'honorable Brooke Claxton, ministre de la Couronne.

Echange de notes (19 et 24 juillet 1945) entre le Canada et la Tchécoslovaquie remettant en vigueur la convention de commerce du 15 mars 1928 à compter du 24 juillet 1945. (Recueil des traités, 1945, No 8).

Copie d'un Accord entre le Canada et le Royaume-Uni visant le prêt au Royaume-Uni de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 9).

Copie d'un Accord complémentaire entre le Canada et le Royaume-Uni visant le prêt au Royaume-Uni de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 10).

Copie d'un Accord entre le Canada et l'Australie visant le prêt à l'Australie de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 11).

Copie d'un Traité pour l'extradition des malfaiteurs, conclu entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique. (Washington, le 29 avril 1942). (Recueil des Traités, 1942, No 10).

Protocole annexé au Traité pour l'extradition des malfaiteurs, entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique. (Ottawa, le 3 octobre 1945.)

L'honorable sénateur McRae, du comité permanent des Relations extérieures, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent des Relations extérieures demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

A. D. McRAE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante et unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 10 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Allenby Bradshaw, de la Ville LaSalle, province de Québec, messager de banque; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Una May Frankland Bradshaw, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 10 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Phyllis Fitch Farber, de la ville de Westmount, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Samuel Farber, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 10 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Vencel Humenay, de la cité de Montréal, province de Québec, ébéniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anna Bodi Humenay, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 10 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Waldo James Cousins, du village de Stanley Bridge, comté de Queens, province de l'Ile du Prince-Edouard, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lois Louise Cousins, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 10 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Albert Wilson Harvey, de la cité de Montréal, province de Québec, détective; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Theresa Sweeney Harvey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 10 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dominat Emerius Lefebvre, de la ville de Longueuil, province de Québec, négociant; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Jeanne Mercille Lefebvre, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande que la demande de divorce contenue dans cette pétition ne soit pas accordée.

3. Le comité recommande que les taxes parlementaires versées sous l'empire de la Règle 140 soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Iris Ester Westerberg Duffy, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve

son mariage avec St. Clair Cyrus Duffy, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Della Frances Gardner Hudson, du village de Kingsbury, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Hudson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau, de la ville de Westmount, province de Québec, commis principal; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Evelyn Florence Dickson Groleau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquantième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Audrey Nathaniel Smith MacNair, de la cité de Montréal, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alice Muriel Queenie Taylor MacNair, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquante-et-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ovila Bernard, de la ville de Shawinigan Falls, province de Québec, manufacturier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Simone DesLongchamps Bernard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquante-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 12 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Albert Edward Spray, de la cité de Montréal, province de Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve

son mariage avec Marie-Rose-Georgette Gendron Spray, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquante-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 12 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Isabel Dibblee Brown, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Howard Brown, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquante-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 12 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Hiscock, de la cité de Montréal, province de Québec, mécanicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Myrtle Smith Hiscock, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquante-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 12 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jacques Noel Cerminara, de la cité de Montréal, province de Québec, manœuvre; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Virginia-Emma Renaud Cerminara, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquante-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 12 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph William Henry Beausoleil, de la ville de Lachine, province de Québec, chauffeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ethel Hobson Beausoleil, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquante-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 12 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec David Alfred Lunn, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquante-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 12 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Neil Sinclair McKechnie, de la cité de Montréal, province de Québec, dessinateur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jeanne Elaine McLaren McKechnie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquante-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 12 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Albert-Evariste Gélinas, de la cité de Montréal, province de Québec, médecin; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anita Beauchamp Gélinas, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixantième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 23 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Narcisse Lord, de la ville de Magog-Est, district de St-François, province de Québec, ouvrier-forestier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Yvonne Dubois Lord.

2. Une demande ayant été faite aux fins de retirer la pétition, le comité recommande que cette demande soit en conséquence accordée.

3. Le comité recommande que la somme de $75.00, versée à titre de taxes parlementaires, soit remboursée au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:—

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta MacKay Disher".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemn".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine Cecile LeBrun Lachance".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".

Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".

Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".

Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".

Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".

Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".

Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba Germaine Bélair Blanchard".

Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".

Lesdits bills sont lus la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Beauregard présente au Sénat un Bill (V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada (*Trust Company of Canada*)".

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Blais présente au Sénat un Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du Jour pour jeudi prochain.

L'honorable sénateur Hayden présente au Sénat un Bill (X-2), intitulé: "Loi concernant *The Lake Erie and Detroit River Railway Company and Pere Marquette Railway Company*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Campbell:

(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut Arctique de l'Amérique du Nord", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp;

"Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat."

Et sur la motion, en amendement, de l'honorable sénateur McGeer: que ladite motion soit amendée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat."

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi 24 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mercredi, le 24 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Robertson—

23 octobre—*Résolu:* Qu'il est opportun que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord établissant les Nations Unies et constituant la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour Internationale de Justice, signée à San-Francisco le 26 juin 1945, et

Que cette Chambre approuve ladite Entente.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

23 octobre—Que la copie de la Charte des Nations Unies, y compris le Statut de la Cour Internationale de Justice, ainsi que les Ententes provisoires établissant la Commission préparatoire des Nations Unies, signée à San-Francisco le 26 juin 1945, Série des Traités, 1945, No 7, déposée sur la Table du Sénat le 11 septembre 1945, soit renvoyée au comité permanent des Relations extérieures.

Pour jeudi, le 25 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Sinclair—

23 octobre—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les délibérations et rapport du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, au cours de la session de 1944, touchant les possibilités de développer l'énergie marémotrice au confluent des rivières Petitcodiac et Memramcook, dans la province du Nouveau-Brunswick, et qu'il demandera:

a) Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour donner suite aux recommandations que contient le rapport du comité?

b) Dans l'affirmative, l'examen de la situation a-t-il été fait par le gouvernement fédéral ou par celui du Nouveau-Brunswick, ou conjointement par les deux?
c) Quels ingénieurs hydro-électriciens ont été engagés pour faire cet examen?
d) Le gouvernement fédéral a-t-il reçu un rapport de cet examen, et, dans l'affirmative, quand ce rapport sera-t-il déposé?

Pour mardi, le 30 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McRae—

23 octobre—Que j'attirerai l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposerai ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.

INTERPELLATION

Pour mercredi, le 24 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McRae—

9 octobre—(1) Dans les limitations du rationnement qui nous a été imposé, pourquoi ne nous a-t-on pas accordé une plus grande quantité de mouton que de bœuf ou de porc, puisqu'il est de toute évidence que le mouton ne se prête pas à des coupes qui produisent véritablement autant de viande que les coupes du bœuf ou du porc?

(2) Quelle est la consommation actuelle, per capita, en livres et au pourcentage:

(*a*) de bœuf,
(*b*) de porc,
(*c*) de mouton et d'agneau?

(3) Exporte-t-on en carcasses du mouton en Grande-Bretagne ou en Europe; et, dans l'affirmative, quel est le total du mouton exporté en carcasses depuis le commencement de la guerre?

(4) Quelles mesures a-t-on prises, s'il en est, afin d'empêcher, cet automne, le surplus considérable de mouton qui existait l'automne dernier?

(5) Le mouton est-il mis en conserve pour l'exportation? Dans l'affirmative, en quelles localités est-il mis en conserve, et quelle quantité prévoit-on devoir requérir?

(6) Quel est le prix dominant, aux localités où s'opère la mise en conserve, des moutons (sur pieds) achetés pour être mis en conserve;

(7) A quelle quantité estimait-on le mouton au Canada en 1944, et comment cette quantité se compare-t-elle avec la quantité du mouton déclarée au premier recensement qui a suivi la Confédération?

(8) Le foie étant un ingrédient qui entre dans la préparation des viandes mises en conserve pour le compte de l'UNRRA, quelque compagnie ou quelque particulier détenant au Canada un contrat pour la fourniture de foie a-t-elle ou a-t-il été dans l'obligation d'interrompre son service, même temporairement, à cause de son incapacité de se procurer le foie requis? Dans l'affirmative, quand et où la chose s'est-elle produite?

(9) A-t-on pris des arrangements en vue de mettre la viande de cheval en conserve pour l'exportation en Europe? Dans l'affirmative, en quel pays exporte-t-on ce produit de la viande de cheval?

(10) En quelle localité s'exécute la mise en conserve de la viande de cheval?

(11) Quelle quantité de viande de cheval compte-t-on mettre en conserve?

(12) Quel prix paie-t-on pour les chevaux, à l'endroit où s'exécute la mise en conserve?

(13) Pourquoi persiste-t-on à vendre du porc trop gras sur nos marchés locaux, alors que l'acheteur en détail ne possède pas l'outillage nécessaire pour extraire la graisse et pour la conserver?

(14) Tente-t-on quelque effort afin de conserver cet excès de graisse en se servant de l'outillage qui existe pour l'extraire, en vue d'augmenter les expéditions de matières grasses en Europe?

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 24 octobre 1945

No 1.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 9), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être social".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 11), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la revision du capital des Chemins de fer Nationaux du Canada, 1937".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 12), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer Nationaux". —(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada (*Trust Company of Canada*)".—(L'honorable sénateur Beauregard).

No 5.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta Mackay Disher".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrisson Wiseley Pitblado".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 14.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 15.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 16.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 17.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine Cécile LeBrun Lachance".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 21.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 22.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 23.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 24.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 25.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 26.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 27.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 28.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 29.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 30.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill H-2), intitulé "Loi pour faire droit à Florence Marie Daniel Nightingale".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 31.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 32.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 33.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 34.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 35.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 36.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 37.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 38.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 39.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 40.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Rose-Alba Germaine Bélair Blanchard".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 41.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S-2), intitulé "Loi pour faire droit à William Bernard McKarrick".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 42.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 43.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 44.
23 octobre—Prise en considération du quarante et unième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de George Allenby Bradshaw, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 45.
23 octobre—Prise en considération du quarante-deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Phillis Fitch Farber, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 46.
23 octobre—Prise en considération du quarante-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Vencel Humenay, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 47.
23 octobre—Prise en considération du quarante-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Waldo James Cousins, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 48.

23 octobre—Prise en considération du quarante-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Albert Wilson Harvey, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 49.

23 octobre—Prise en considération du quarante-sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Dominat Emerius Lefebvre, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 50.

23 octobre—Prise en considération du quarante-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Iris Ester Westerberg Duffy, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 51.

23 octobre—Prise en considération du quarante-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Della Frances Gardner Hudson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 52.

23 octobre—Prise en considération du quarante-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 53.

23 octobre—Prise en considération du cinquantième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Audrey Nathaniel Smith MacNair, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 54.

23 octobre—Prise en considération du cinquante et unième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Ovila Bernard, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 55.

23 octobre—Prise en considération du cinquante-deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Albert Edward Brown, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 56.

23 octobre—Prise en considération du cinquante-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Helen Isabel Dibblee Brown, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 57.

23 octobre—Prise en considération du cinquante-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Robert Hiscock, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 58.

23 octobre—Prise en considération du cinquante-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Jacques Noël Cerminara, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 59.

23 octobre—Prise en considération du cinquante-sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Joseph William Henry Beausoleil, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 60.

23 octobre—Prise en considération du cinquante-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 61.

23 octobre—Prise en considération du cinquante-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Neil Sinclair McKechnie, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 62.

23 octobre—Prise en considération du cinquante-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Albert-Evariste Gélinas, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 63.

23 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Campbell:

(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.—(L'honorable sénateur Murdock).

No 64.

23 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robertson: Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat; et l'amendement proposé par l'honorable sénateur McGeer: Que ladite motion soit modifiée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".—(L'honorable sénateur Marcotte).

Pour jeudi, le 25 octobre 1945

No 1.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W-2), intitulé: "Loi constituant la Corporation épiscopale catholique de Whitehorse".—(L'honorable sénateur Blais).

No 2.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X-2), intitulé: "Loi en rapport avec *The Lake Erie and Detroit River Company and Pere Marquette Railway Company*".—(L'honorable sénateur Hayden).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 13

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 24 octobre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen), Ballantyne, Beaubien (Montarville), Beauregard, Bench, Bishop, Blais, Bouchard, Calder, Campbell, Chapais (sir Thomas), Copp, Crerar, Daigle, David, Davies, Dessureault, Donnelly, Dupuis, Euler, Fafard, Fallis, Ferland, Gouin, Green, Haig, Hardy, Harmer, Hayden, Howard, Hugessen, Hurtubise, Hushion, Johnston, Jones, King, Lacasse, Lambert, Léger, Macdonald (Cardigan), MacLennan, Marcotte, McDonald (Shediac), McGeer, McGuire, McLean, McRae, Michener, Molloy, Murdock, Nicol, Paquet, Paterson, Riley, Robertson, Robinson, Roebuck, St-Père, Sinclair, Stevenson, Tanner, Taylor, Vaillancourt, Veniot, Vien, White, Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Hayden, du comité permanent des Ordres permanents, présente le cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 24 octobre 1945.

Le comité permanent des Ordres permanents a l'honneur de présenter son cinquième rapport, comme suit:

Votre comité a examiné la pétition suivante et a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards:

De Le Collège des médecins et chirurgiens du Canada; demandant l'adoption d'une loi qui modifie la loi le constituant en corporation, afin d'admettre comme membres certains médecins et chirurgiens, et pour d'autres fins.

Le tout respectueusement soumis.

SALTER A. HAYDEN,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (B), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Bijoutiers canadiens", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (C), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association générale de secours mutuels du Dominion", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Page 3, ligne 10.—Un amendement a été apporté à cette clause, qui ne concerne pas la version française.

Page 3, ligne 34.—Supprimer le mot "établir".

Page 3, lignes 35 et 36.—Aux mots "qui seront effectifs", substituer "et toute pareille modification ou abrogation sera effective".

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (E), intitulé: "Loi constituant en corporation l'*Ottawa Valley Trust Company*", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Veniot présente au Sénat un Bill (Q-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège des médecins et chirurgiens du Canada".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture vendredi prochain.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Que la copie de la Charte des Nations Unies, y compris le Statut de la Cour Internationale de Justice, ainsi que les Ententes provisoires établissant la Commission préparatoire des Nations Unies, signée à San-Francisco le 26 juin 1945, Série des Traités, 1945, No 7, déposée sur la Table du Sénat le 11 septembre 1945, soit renvoyée au comité permanent des Relations extérieures.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être social", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent de la Santé publique et de l'Inspection des aliments.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (11), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la revision du capital des Chemins de fer Nationaux du Canada, 1937", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (12), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer Nationaux", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada (*Trust Company of Canada*)", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture des bills suivants:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta MacKay Disher".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".

Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".

Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".

Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".

Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".

Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".

Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard".

Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du quarante et unième au cinquante-neuvième rapports du comité permanent des Divorces, ces deux susdits inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés, sur division.

L'honorable sénateur Haig, pour l'honorable Président du comité permanent des Divorces, présente au Sénat les bills suivants:

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à James Cousins".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith MacNair".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Spray".

Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".

Lesdits bills sont lus la première fois.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Campbell:

(1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.

Après plus ample débat, et—

Etant posée la question d'agrément sur ladite motion, elle est résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

"Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat."

Et sur la motion, en amendement, de l'honorable sénateur McGeer: que ladite motion soit amendée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi 25 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour jeudi, le 25 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Robertson—

23 octobre—*Résolu:* Qu'il est opportun que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord établissant les Nations Unies et constituant la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour Internationale de Justice, signée à San-Francisco le 26 juin 1945, et

Que cette Chambre approuve ladite Entente.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

24 octobre—Que la copie de la Charte des Nations Unies, y compris le Statut de la Cour Internationale de Justice, ainsi que les Ententes provisoires établissant la Commission préparatoire des Nations Unies, signée à San-Francisco le 26 juin 1945, Série des Traités, 1945, No 7, déposée sur la Table du Sénat le 11 septembre 1945, soit renvoyée au comité permanent des Relations extérieures.

No 3.

Par l'honorable sénateur Sinclair—

23 octobre—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les délibérations et rapport du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, au cours de la session de 1944, touchant les possibilités de développer l'énergie marémotrice au confluent des rivières Petitcodiac et Memramcook, dans la province du Nouveau-Brunswick, et qu'il demandera:

a) Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour donner suite aux recommandations que contient le rapport du comité?

b) Dans l'affirmative, l'examen de la situation a-t-il été fait par le gouvernement fédéral ou par celui du Nouveau-Brunswick, ou conjointement par les deux?

c) Quels ingénieurs hydro-électriciens ont été engagés pour faire cet examen?

d) Le gouvernement fédéral a-t-il reçu un rapport de cet examen, et, dans l'affirmative, quand ce rapport sera-t-il déposé?

Pour mardi, le 30 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McRae—

23 octobre—Que j'attirerai l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposerai ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.

INTERPELLATION

Pour jeudi, le 25 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McRae—

9 octobre—(1) Dans les limitations du rationnement qui nous a été imposé, pourquoi ne nous a-t-on pas accordé une plus grande quantité de mouton que de bœuf ou de porc, puisqu'il est de toute évidence que le mouton ne se prête pas à des coupes qui produisent véritablement autant de viande que les coupes du bœuf ou du porc?

(2) Quelle est la consommation actuelle, per capita, en livres et au pourcentage:

(*a*) de bœuf,
(*b*) de porc,
(*c*) de mouton et d'agneau?

(3) Exporte-t-on en carcasses du mouton en Grande-Bretagne ou en Europe; et, dans l'affirmative, quel est le total du mouton exporté en carcasses depuis le commencement de la guerre?

(4) Quelles mesures a-t-on prises, s'il en est, afin d'empêcher, cet automne, le surplus considérable de mouton qui existait l'automne dernier?

(5) Le mouton est-il mis en conserve pour l'exportation? Dans l'affirmative, en quelles localités est-il mis en conserve, et quelle quantité prévoit-on devoir requérir?

(6) Quel est le prix dominant, aux localités où s'opère la mise en conserve, des moutons (sur pieds) achetés pour être mis en conserve;

(7) A quelle quantité estimait-on le mouton au Canada en 1944, et comment cette quantité se compare-t-elle avec la quantité du mouton déclarée au premier recensement qui a suivi la Confédération?

(8) Le foie étant un ingrédient qui entre dans la préparation des viandes mises en conserve pour le compte de l'UNRRA, quelque compagnie ou quelque particulier détenant au Canada un contrat pour la fourniture de foie a-t-elle ou a-t-il été dans l'obligation d'interrompre son service, même temporairement, à cause de son incapacité de se procurer le foie requis? Dans l'affirmative, quand et où la chose s'est-elle produite?

(9) A-t-on pris des arrangements en vue de mettre la viande de cheval en conserve pour l'exportation en Europe? Dans l'affirmative, en quel pays exporte-t-on ce produit de la viande de cheval?

(10) En quelle localité s'exécute la mise en conserve de la viande de cheval?

(11) Quelle quantité de viande de cheval compte-t-on mettre en conserve?

(12) Quel prix paie-t-on pour les chevaux, à l'endroit où s'exécute la mise en conserve?

(13) Pourquoi persiste-t-on à vendre du porc trop gras sur nos marchés locaux, alors que l'acheteur en détail ne possède pas l'outillage nécessaire pour extraire la graisse et pour la conserver?

(14) Tente-t-on quelque effort afin de conserver cet excès de graisse en se servant de l'outillage qui existe pour l'extraire, en vue d'augmenter les expéditions de matières grasses en Europe?

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 25 octobre 1945

No 1.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 9), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être social".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 11), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la revision du capital des Chemins de fer Nationaux du Canada, 1937".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 12), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer Nationaux". —(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada (*Trust Company of Canada*)".—(L'honorable sénateur Beauregard).

No 5.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta Mackay Disher".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrisson Wiseley Pitblado".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 14.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 15.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 16.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 17.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine Cécile LeBrun Lachance".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 21.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 22.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 23.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 24.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 25.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 26.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 27.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 28.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 29.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 30.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill H-2), intitulé "Loi pour faire droit à Florence Marie Daniel Nightingale".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 31.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 32.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 33.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 34.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 35.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 36.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 37.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 38.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 39.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 40.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Rose-Alba Germaine Bélair Blanchard".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 41.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S-2), intitulé "Loi pour faire droit à William Bernard McKarrick".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 42.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 43.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 44.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W-2), intitulé: "Loi constituant la Corporation épiscopale catholique de Whitehorse".—(L'honorable sénateur Blais).

No 45.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X-2), intitulé: "Loi en rapport avec *The Lake Erie and Detroit River Company and Pere Marquette Railway Company*".—(L'honorable sénateur Hayden).

No 46.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 47.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Phillis Fitch Farber".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 48.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 49.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Waldo James Cousins".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 50.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 51.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 52.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 53.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 54.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith MacNair".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 55.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 56.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Brown".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 57.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 58.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 59.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 60.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 61.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 62.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 63.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 64.

23 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robertson: Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat; et l'amendement proposé par l'honorable sénateur McGeer: Que ladite motion soit modifiée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".—(L'honorable sénateur Marcotte).

Pour vendredi, le 26 octobre 1945

No 1.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada".—(L'honorable sénateur Veniot).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 14

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 25 octobre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Davies,	Hushion,	Molloy,
Ballantyne,	Dessureault,	Johnston,	Murdock,
Beaubien (Montarville),	Donnelly,	Jones,	Nicol,
Beauregard,	Dupuis,	King,	Paquet,
Bench,	Euler,	Lacasse,	Paterson,
Bishop,	Fafard,	Lambert,	Riley,
Blais,	Fallis,	Léger,	Robertson,
Bouchard,	Ferland,	Macdonald (Cardigan),	Robinson,
Burchill,	Foster,	MacLennan,	Roebuck,
Calder,	Gouin,	Marcotte,	St-Père,
Campbell,	Green,	McDonald (Shediac),	Sinclair,
Chapais (sir Thomas),	Haig,	McGeer,	Stevenson,
Copp,	Hardy,	McGuire,	Tanner,
Crerar,	Harmer,	McLean,	Taylor,
David,	Hayden,	McRae,	Vaillancourt,
	Howard,	Michener,	Veniot,
	Hugessen,		Vien,
	Hurtubise,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée:

Par l'honorable sénateur Euler—

De Roy K. Bullas, de Kitchener, Ontario, et autres personnes d'autres lieux; demandant leur constitution en corporation sous le nom de *Canada Health and Accident Assurance Corporation.*

La pétition suivante est lue et reçue:

De Andrew Zanosko, du lieudit de Kenogi, Québec, et autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "Association de bienfaisance nationale slovaque du Canada".

L'honorable sénateur McRae, du comité permanent des Relations extérieures, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 25 octobre 1945.

Le comité permanent des Relations extérieures a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

1. Votre comité, pour obtempérer à l'Ordre de renvoi du 24 octobre courant, a étudié la Charte des Nations Unies, y compris le Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que les Accords provisoires établissant la Commission préparatoire des Nations Unies, signée à San-Francisco le 26 juin 1945. (Recueil des Traités, 1945, No 7).

2. Votre comité a entendu l'honorable M. Louis Saint-Laurent, C.P., M.P., ministre de la Justice, M. M. J. Coldwell, M.P., et M. Gordon Graydon, M.P., qui faisaient partie de la délégation représentant le Canada à la Conférence de San-Francisco.

3. Votre comité recommande à l'unanimité que le Sénat approuve l'Accord établissant les Nations Unies et constituant la Charte des Nations Unies, ainsi que le Statut de la Cour internationale de Justice, signé à San-Francisco le 26 juin 1945.

Le tout respectueusement soumis.

A. D. McRAE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, auquel a été renvoyé le Bill (D), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association de Transport Aérien International", rapporte que le comité a étudié ce bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération par un comité plénier à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, auquel a été renvoyé le Bill (F), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec", rapporte que le comité a étudié ce bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 30.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne s'applique pas à la version française.

2. *Page 1, ligne 31.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne s'applique pas à la version française.

3. *Page 2, ligne 4.*—Aux mots "ou tout" substituer "et tout".

4. *Page 1, ligne 32.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne s'applique pas à la version française.

5. *Page 2, ligne 6.*—Après le mot "machines" insérer ", autobus".

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, auquel a été renvoyé le Bill (G), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company* et la *Great Northern Railway Company*", rapporte que le comité a étudié ce Bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec deux amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, lignes 29 et 30.*—Aux mots "aux Chemins de fer Nationaux du Canada" substituer "à la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada ou à quelqu'une de ses compagnies constitutives ou subsidiaires,".

2. *Page 2, lignes 1 et 2.*—Aux mots "Les chemins de fer Nationaux du Canada peuvent" substituer "La Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada ou quelqu'une de ses compagnies constitutives ou subsidiaires peut".

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Que ledit Bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante et unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 23 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Royal Tessier, de la cité de Montréal, province de Québec, expéditeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve

son mariage avec Lucille Beaulieu Tessier, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 23 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Aurore Leblanc Proulx, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, couturière; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Odilon Proulx, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 23 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank Hodgkinson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 23 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lydia Donalda MacDonald Fletcher, du village de Lisgar, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alic Howard Fletcher, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 23 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Charles Edward Vareny, de la ville de Sherbrooke, province de Québec, contre-maître en reliure; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isabelle Marjorie Winslow Vareny, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 23 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Louis Bush, de la cité de Montréal, province de Québec, employé ferroviaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gertrude Anderson Henderson Bush, le comité a

constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 23 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Hall Jones, de la ville de Lennoxville, province de Québec, chef; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Ann Elizabeth Rymill Jones, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 23 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Madeline Daisy Harvey Bell, de la ville de Belleville, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ernest Thomas Bell, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 23 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Georges Moshonas, de la cité de Montréal, province de Québec; commis de restaurant; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Christina Papadakis Moshonas, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur McGeer, il est

Ordonné: Que l'adresse prononcée par M. Jacques Gréber sur l'embellissement de la ville d'Ottawa, devant les membres du Sénat et de la Chambre des communes, fasse partie du rapport officiel des Débats du Sénat.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose qu'il soit

Résolu: Qu'il est opportun que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord établissant les Nations Unies et le Statut de la Cour internationale de Justice, signé à San-Francisco le 26 juin 1945, et

Que cette Chambre approuve ledit Accord.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada (*Trust Company of Canada*)", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture des bills suivants:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta MacKay Disher".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".

Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".

Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".

Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".

Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".

Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".

Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard".

Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".

Il est ordonné: Que lesdits Ordres du jour soient ajournés à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant la Corporation épiscopale catholique de Whitehorse", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (X-2), intitulé: "Loi concernant *The Lake Erie and Detroit River Company and Pere Marquette Railway Company*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture des bills suivants:

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à James Cousins".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith MacNair".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Spray".

Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".

Il est ordonné: Que lesdits Ordres du jour soient ajournés à la prochaine séance du Sénat.

A l'Appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

"Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat."

Et sur la motion, en amendement, de l'honorable sénateur McGeer: que ladite motion soit amendée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, le trentième jour d'octobre, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi 30 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mardi, le 30 octobre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Sinclair—

23 octobre—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les délibérations et rapport du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, au cours de la session de 1944, touchant les possibilités de développer l'énergie marémotrice au confluent des rivières Petitcodiac et Memramcook, dans la province du Nouveau-Brunswick, et qu'il demandera:

a) Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour donner suite aux recommandations que contient le rapport du comité?

b) Dans l'affirmative, l'examen de la situation a-t-il été fait par le gouvernement fédéral ou par celui du Nouveau-Brunswick, ou conjointement par les deux?

c) Quels ingénieurs hydro-électriciens ont été engagés pour faire cet examen?

d) Le gouvernement fédéral a-t-il reçu un rapport de cet examen, et, dans l'affirmative, quand ce rapport sera-t-il déposé?

No 2.

Par l'honorable sénateur McRae—

23 octobre—Que j'attirerai l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposerai ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.

Pour jeudi, le 1er novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée.
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 30 octobre 1945

No 1.

25 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi, Bill (F), intitulé: "Loi concernant La Compagnie de chemins de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec", tel qu'amendé.—(L'honorable sénateur Lesage).

No 2.

25 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi, Bill (G), intitulé: "Loi modifiant une Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company*, et la *Great Northern Railway Company*".—(L'honorable sénateur Farris).

No 3.

25 octobre—La Chambre en comité plénier pour l'étude d'un projet de loi Bill (D), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association de Transport Aérien International".—(L'honorable sénateur Hugessen).

No 4.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada (*Trust Company of Canada*)".—(L'honorable sénateur Beauregard).

No 5.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta Mackay Disher".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrisson Wiseley Pitblado".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 14.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 15.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 16.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 17.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine Cécile LeBrun Lachance".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 21.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 22.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 23.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 24.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 25.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 26.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 27.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 28.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 29.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 30.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill H-2), intitulé "Loi pour faire droit à Florence Marie Daniel Nightingale".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 31.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 32.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 33.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 34.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 35.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 36.
23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 37.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 38.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 39.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 40.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Rose-Alba Germaine Bélair Blanchard".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 41.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S-2), intitulé "Loi pour faire droit à William Bernard McKarrick".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 42.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 43.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 44.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W-2), intitulé: "Loi constituant la Corporation épiscopale catholique de Whitehorse".—(L'honorable sénateur Blais).

No 45.

23 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X-2), intitulé: "Loi en rapport avec *The Lake Erie and Detroit River Company and Pere Marquette Railway Company*".—(L'honorable sénateur Hayden).

No 46.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 47.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Phillis Fitch Farber".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 48.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 49.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Waldo James Cousins".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 50.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 51.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 52.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 53.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 54.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith MacNair".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 55.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 56.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Brown".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 57.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 58.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 59.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 60.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 61.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 62.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 63.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 64.

23 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robertson: Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat; et l'amendement proposé par l'honorable sénateur McGeer: Que ladite motion soit modifiée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".—(L'honorable sénateur Marcotte).

No 65.

24 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada".—(L'honorable sénateur Veniot).

No 66.

25 octobre—Prise en considération du soixante et unième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Royal Tessier, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 67.

25 octobre—Prise en considération du soixante-deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Aurore Leblanc Proulx, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 68.

25 octobre—Prise en considération du soixante-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 69.

25 octobre—Prise en considération du soixante-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Lydia Donalda MacDonald Fletcher, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 70.

25 octobre—Prise en considération du soixante-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Charles Edward Varney, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 71.

25 octobre—Prise en considération du soixante-sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de George Louis Bush, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 72.

25 octobre—Prise en considération du soixante-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de John Hall Jones, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 73.

25 octobre—Prise en considération du soixante-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Madeline Daisy Harvey Bell, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 74.

25 octobre—Prise en considération du soixante-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de George Moshonas, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 15

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 30 octobre 1945

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Donnelly,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Ferland,
Foster,
Gouin,
Green,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Johnston,
Jones,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Macdonald (Cardigan),
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Raymond,
Riley,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Tanner,
Taylor,
Veniot,
Vien,
White.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces—

De Nellie Mugford Brumby, de Verdun, Québec, coiffeuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Keith Walter Lyon Brumby.

De Albert Sephton, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Beatrice Leclair Sephton.

Par l'honorable sénateur Howden—

De Henry S. Voth, et de deux autres personnes de la ville de Winkler, Manitoba, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être incorporés sous le nom de *Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America.*

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-dixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 24 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ann Agnes Hyson Kellogg, de la cité de Montréal, province de Québec, serveuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Aubry Lynn Kellogg, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-onzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 24 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anna Ostronoff Smilestone, de la cité de Montréal, province de Québec, finisseuse en vêtements; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joe Smilestone, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-douzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 24 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Doris Alice Davis Stackhouse, de la ville de Verdun, province de Québec, commis de bureau; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Russell Stackhouse, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-treizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 24 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Olive Maud Prouse Palmer, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Francis Palmer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-quatorzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 24 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Mueller Pierotte, de la cité de Montréal, province de Québec, cuisinière; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Francis Louis John Pierotte, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-quinzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 24 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anthony Malt, de la cité de Montréal, province de Québec, mécanicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Florence Iona Margaret Mackay Malt, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-seizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 24 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Roderick John Elder, de la ville d'Athelstan, province de Québec, mécanicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Anna Elizabeth Elliott Elder, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-dix-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 24 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Francis George Dennis, de Ville LaSalle, province de Québec, machiniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marion Burnham Dennis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-dix-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 25 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Zénon Alary, de la paroisse Ste-Adèle-en-Bas, comté de Terrebonne, province de Québec, graveur sur bois; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Antoinette Desmarais Alary, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le soixante-dix-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 25 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-neuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gladys Muriel Watson Hooper, de la ville de Verdun, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Henry Johnson Hooper, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingtième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 25 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pearl Woodward McGregor, de la ville de Pointe-St-Charles, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lewis McGregor, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt et unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 25 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lily Bromberg Seidlitz, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Stanley Seidlitz, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 25 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Clarence David Cowan, de la cité de Montréal, province de Québec, journalier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hazel Helen Cowan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 26 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Kathleen Helena Henry Bates, de la cité de Victoria, province de la Colombie-Britannique, technicien en radiologie; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerald Nudell Bates, de la ville de Mont-Royal, province de Québec, gérant, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 26 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de William John Mitchell, de la cité de Montréal, province de Québec, nettoyeur de bureaux; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ethel Loretta Marvin Mitchell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 26 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Nathan Labovitch, autrement connu sous le nom de Nathan Labow, de la cité de Montréal, province de Québec, agent d'assurance; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rebecca Podlog Labovitch, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 26 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Fannie Bly Blanshay, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve

son mariage avec Harry Blanshay, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 26 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Annetta Lea Marion Macnab, de la ville de Verdun, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alexander Rose Macnab, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 26 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gerald Franklin, de la cité de Montréal, province de Québec, dentiste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vera Esther Raphael Franklin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 26 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ivor Edna Nancy Mosher Clarke, de la cité de Toronto, province d'Ontario, réceptionniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lawrence Milton Clarke, de la cité de Montréal, province de Québec, musicien, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-dixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 26 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary MacRury Tait, de la cité de Verdun, province de Québec, commis aux ventes; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Charles Tait, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-onzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 26 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ernest Stanley Powell, de la cité de Montréal, province de Québec, ingénieur de marine; demandant l'adoption d'une loi

qui dissolve son mariage avec Sarah Robertson MacNab Powell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-douzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 25 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anastasia Stack Kormylo, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mike Kormylo, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Sinclair attire l'attention du Sénat sur les délibérations et le rapport du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, au cours de la session de 1944, touchant les possibilités de développer l'énergie maré-motrice au confluent des rivières Petitcodiac et Memramcook, dans la province du Nouveau-Brunswick, et demande:

a) Le gouvernement a-t-il prix des mesures pour donner suite aux recommandations que contient le rapport du comité?

b) Dans l'affirmative, l'examen de la situation a-t-il été fait par le gouvernement fédéral ou par celui du Nouveau-Brunswick, ou conjointement par les deux?

c) Quels ingénieurs hydro-électriciens ont été engagés pour faire cet examen?

d) Le gouvernement fédéral a-t-il reçu un rapport de cet examen, et, dans l'affirmative, quand ce rapport sera-t-il déposé?

Débat.

L'honorable sénateur McRae attire l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Arrêté en conseil, C.P. 6689, approuvé le 26 octobre 1945: transférant l'administration de la division de la citoyenneté du ministère des Services nationaux de guerre au Secrétaire d'Etat.

Arrêté en conseil C.P. 6690, approuvé le 26 octobre 1945: transférant l'administration de la division du bureau fédéral de contrôle des économies du ministère des Services nationaux de guerre du ministre des Services nationaux de guerre à l'honorable J. J. McCann, ministre du Revenu national.

Copie des Ordonnances royales pour le service naval canadien du gouvernement de Sa Majesté, 1945.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (F), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce Bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce Bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (G), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company,* la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company* et la *Great Northern Railway Company*", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce Bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce Bill, pour lequel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la considération en comité plénier du Bill (D), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association de Transport Aérien International",

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit Ordre soit retiré et que ce Bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, les Bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta MacKay Disher".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".

Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".

Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".

Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".

Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".

Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".

Bill (J-2), intiulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".

Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard".

Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".

Ordonné: Que lesdits bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise épiscopale catholique de Whitehorse" est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (X-2), intitulé: "Loi concernant la *Lake Erie and Detroit River Railway Company and Pere Marquette Railway Company*", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à James Cousins".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith MacNair".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Spray".

Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".

Ordonné: Que lesdits bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

"Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat."

Et sur la motion, en amendement, de l'honorable sénateur McGeer: que ladite motion soit amendée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (Q-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège Royal des Médecins et Chirurgiens du Canada", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la considération du soixante et unième au soixante-neuvième rapports, ces deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Royal Tessier".

Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx".

Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson".

Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lydia Donalda MacDonald Fletcher".

Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Edward Varney".

Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Louis Bush".

Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à John Hall Jones".

Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell".

Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Georges Moshonas".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi 31 octobre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour jeudi, le 1er novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,

   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,

   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

30 octobre—*Résolu*: Que cette Chambre approuve la Convention concernant les statistiques des gages et des heures de travail dans les principales industries minières et manufacturières, y compris le bâtiment et la construction, ainsi que dans l'agriculture, qui fut adoptée par la Conférence plénière de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa vingt-quatrième session tenue à Genève, le 20ème jour de juin 1938.

No 3.

Par l'honorable sénateur Robertson—

30 octobre—*Résolu*: Que cette Chambre approuve la Convention concernant la protection contre les accidents des ouvriers employés au chargement ou au déchargement des navires (revisée), qui fut adoptée par la Conférence plénière de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa seizième session tenue à Genève, le 27ème jour d'avril 1932.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 31 octobre 1945

No 1.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi Bill (D), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association de Transport Aérien International".—(L'honorable sénateur Hugessen).

No 2.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 3.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 4.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta Mackay Disher".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrisson Wiseley Pitblado".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 14.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 15.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine Cécile LeBrun Lachance".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 16.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 17.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 21.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 22.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 23.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 24.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 25.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 26.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 27.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Marie Daniel Nightingale".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 28.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 29.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 30.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 31.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 32.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 33.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 34.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 35.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 36.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 37.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Rose-Alba Germaine Bélair Blanchard".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 38.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McKarrick".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 39.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 40.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 41.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 42.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Phillis Fitch Farber".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 43.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 44.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Waldo James Cousins".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 45.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 46.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 47.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 48.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 49.

30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith MacNair".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 50.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 51.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Brown".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 52.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 53.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 54.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 55.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 56.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 57.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 58.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 59.
30 octobre—Prise en considération du soixante-dixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Ann Agnes Hyson Kellogg, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 60.
30 octobre—Prise en considération du soixante-onzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Anna Ostronoff Smilestone, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 61.
30 octobre—Prise en considération du soixante-douzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Doris Alice Davis Stackhouse, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 62.

30 octobre—Prise en considération du soixante-treizième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Olive Maud Prouse Palmer, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 63.

30 octobre—Prise en considération du soixante-quatorzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Mary Mueller Pierotte, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 64.

30 octobre—Prise en considération du soixante-quinzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Anthony Malt, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 65.

30 octobre—Prise en considération du soixante-seizième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Roderick John Elder, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 66.

30 octobre—Prise en considération du soixante-dix-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Francis George Dennis, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 67.

30 octobre—Prise en considération du soixante-dix-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Zénon Alary, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 68.

30 octobre—Prise en considération du soixante-dix-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Gladys Muriel Watson Hooper, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 69.

30 octobre—Prise en considération du quatre-vingtième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Pearl Woodward McGregor, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 70.

30 octobre.—Prise en considération du quatre-vingt-unième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Lily Bromberg Seidlitz, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 71.
30 octobre—Prise en considération du quatre-vingt-deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Clarence David Cowan, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 72.
30 octobre—Prise en considération du quatre-vingt-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Kathleen Helena Henry Bates, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 73.
30 octobre—Prise en considération du quatre-vingt-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de William John Mitchell, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 74.
30 octobre—Prise en considération du quatre-vingt-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Nathan Labovitch autrement connu sous le nom de Nathan Labow, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 75.
30 octobre—Prise en considération du quatre-vingt-sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Fannie Bly Blanshay, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 76.
30 octobre—Prise en considération du quatre-vingt-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Annetta Lea Marion Macnab, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 77.
30 octobre—Prise en considération du quatre-vingt-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Gerard Franklin, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 78.
30 octobre—Prise en considération du quatre-vingt-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Ivor Edna Nancy Mosher Clarke, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 79.
30 octobre—Prise en considération du quatre-vingt-dixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Mary MacRury Tait, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 80.

30 octobre—Prise en considération du quatre-vingt-onzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Ernest Stanley Powell, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 81.

30 octobre—Prise en considération du quatre-vingt-douzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Anastasia Stack Kormylo, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 82.

30 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robertson: Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat; et l'amendement proposé par l'honorable sénateur McGeer: Que ladite motion soit modifiée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 83.

30 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae—Que j'attirerai l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposerai ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Crerar).

Pour jeudi, le 1er novembre 1945

No 1.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Royal Tessier".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 2.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 3.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 4.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lydia Donalda MacDonald Fletcher".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Edward Varney".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Louis Bush".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à John Hall Jones".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Moshonas".—(L'honorable sénateur Aseltine).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 16

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 31 october 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Ferland,
Foster,
Gouin,
Green,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Raymond,
Riley,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Tanner,
Taylor,
Veniot,
Vien,
White.

PRIÈRES.

La pétition suivante est lue et reçue:

De Roy K. Bullas, de Kitchener, Ontario, et autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "Canada Health and Accident Assurance Corporation".

L'honorable sénateur Howden, du comité permanent de la Santé publique et de l'inspection des aliments, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 13 septembre 1945.

Le comité permanent de la Santé publique et de l'inspection des aliments a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre Comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

A. BLAIS,
Président suppléant.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Howden, du comité permanent de la Santé publique et de l'inspection des aliments, auquel a été renvoyé le Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être social", rapporte que le Comité a étudié ledit Bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit Bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Buchanan, du comité permanent des Ordres permanents, présente le sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 31 octobre 1945.

Le comité permanent des Ordres permanents a l'honneur de présenter son sixième rapport, comme suit:

Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards:

De l'Alliance Nationale; demandant l'adoption d'une loi annulant les privilèges que lui confère son état de société de bienfaisance fraternelle et l'autorisant à transiger les affaires d'une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie, et pour d'autres fins.

De Andrew Zanosko, du lieudit de Kenogi, Québec, et autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "Association de bienfaisance nationale slovaque du Canada".

Le tout respectueusement soumis.

W. A. BUCHANAN,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

L'honorable sénateur Euler, du Comité spécial du Sénat nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 31 octobre 1945.

Le Comité spécial du Sénat nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre Comité recommande:

1. Qu'il lui soit donné permission de siéger durant les séances et les ajournements du Sénat.

2. Qu'il soit autorisé à faire imprimer au fur et à mesure 600 exemplaires anglais et 200 exemplaires français des délibérations du comité, et que la Règle 100 soit suspendue en ce qui concerne lesdites impressions.

3. Que le Comité soit autorisé à recourir à l'assistance de techniciens et d'un personnel de bureau dont il pourra constater la nécessité de temps à autre.

Le tout respectueusement soumis.

W. D. EULER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Beauregard présente au Sénat un Bill (A-4), intitulé: "Loi refondant et modifiant les Lois concernant l'Alliance Nationale".

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Bench présente au Sénat un Bill (4), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance nationale slovaque du Canada".

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (D), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association de Transport Aérien International", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la troisième lecture des bills suivants:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta MacKay Disher".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".

Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".

Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".

Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".

Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".

Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".

Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard".

Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber".
Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".
Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à James Cousins".
Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".
Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".
Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".
Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".
Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith MacNair".
Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".
Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Spray".
Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".
Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".
Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".
Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".
Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".
Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".
Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".

Il est ordonné: Que lesdits Ordres du jour soient ajournés à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du soixante-dixième au quatre-vingt-douzième rapports du comité permanent des Divorces, ces deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Agnes Hyson Kellogg".
Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Ostronoff Smilestone".
Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Alice Davis Stackhouse".
Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Maud Prouse Palmer".
Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Mueller Pierotte".
Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Malt".
Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick John Elder".
Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Dennis".
Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Zenon Alary".
Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Muriel Watson Hooper".
Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Woodward McGregor".
Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Bromberg Seidlitz".
Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence David Cowan".
Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Helena Henry Bates".
Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Mitchell".

Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nathan Labovitch, autrement connu sous le nom de Nathan Labow".

Bill (S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Fannie Bly Blanshay".

Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Annetta Lea Marion Macnab".

Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerald Franklin".

Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivor Edna Nancy Mosher Clarke".

Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacRury Tait".

Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Powell".

Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anastasia Stack Kormylo".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp—

"Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat."

Et sur la motion, en amendement, de l'honorable sénateur McGeer: que ladite motion soit amendée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi 1er novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour jeudi, le 1er novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

30 octobre—*Résolu*: Que cette Chambre approuve la Convention concernant les statistiques des gages et des heures de travail dans les principales industries minières et manufacturières, y compris le bâtiment et la construction, ainsi que dans l'agriculture, qui fut adoptée par la Conférence plénière de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa vingt-quatrième session tenue à Genève, le 20ème jour de juin 1938.

No 3.

Par l'honorable sénateur Robertson—

30 octobre—*Résolu*: Que cette Chambre approuve la Convention concernant la protection contre les accidents des ouvriers employés au chargement ou au déchargement des navires (revisée), qui fut adoptée par la Conférence plénière de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa seizième session tenue à Genève, le 27ème jour d'avril 1932.

INTERPELLATION

Pour vendredi, le 2 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Hardy:

31 octobre—1. Quels sont les noms des membres du Bureau d'arbitrage relatif à la taxation des surplus de bénéfices?

2. Combien de demandes originant de la province d'Ontario ont été enregistrées au Bureau d'arbitrage réclamant l'établissement d'une base "standard", ou d'un niveau de profits "standard"?

3. Combien de demandes ce Bureau a-t-il réglées à date, ou, dans l'alternative, à une date raisonnable quelconque?

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 1er novembre 1945

No 1.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 2.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 3.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 4.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta Mackay Disher".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrisson Wiseley Pitblado".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 14.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine Cécile LeBrun Lachance".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 15.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 16.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 17.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 21.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 22.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 23.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 24.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 25.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 26.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Marie Daniel Nightingale".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 27.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 28.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 29.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 30.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 31.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 32.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 33.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 34.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 35.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 36.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Rose-Alba Germaine Bélair Blanchard".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 37.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McKarrick".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 38.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 39.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 40.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 41.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Phillis Fitch Farber".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 42.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 43.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Waldo James Cousins".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 44.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 45.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 46.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 47.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 48.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith MacNair".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 49.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 50.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Brown".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 51.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 52.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 53.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 54.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 55.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 56.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 57.
30 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 58.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Royal Tessier".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 59.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 60.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 61.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lydia Donalda MacDonald Fletcher".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 62.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Edward Varney".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 63.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Louis Bush".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 64.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à John Hall Jones".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 65.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 66.
30 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Moshonas".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 67.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Agnes Hyson Kellogg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 68.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Ostronoff Smilestone".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 69.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Alice Davis Stackhouse".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 70.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Maud Prouse Palmer".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 71.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Mueller Pierotte".—L'honorable sénateur Aseltine).

No 72.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Malt".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 73.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick John Elder".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 74.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Dennis".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 75.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Zénon Alary".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 76.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Muriel Watson Hooper".—L'honorable sénateur Aseltine).

No 77.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Woodward McGregor".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 78.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Bromberg Seidlitz".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 79.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence David Cowan".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 80.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Helena Henry Bates".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 81.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Mitchell".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 82.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nathan Labovitch autrement connu sous le nom de Nathan Labow".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 83.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Fannie Bly Blanshay".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 84.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Annetta Lea Marion Macnab".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 85.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerard Franklin".— (L'honorable sénateur Aseltine).

No 86.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivor Edna Nancy Mosher Clarke".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 87.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacRury Tait".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 88.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Powell".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 89.
31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anastasia Stack Kormylo".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 90.

31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A-4), intitulé: "Loi refondant et modifiant les lois concernant l'Alliance Nationale".—(L'honorable sénateur Beauregard).

No 91.

31 octobre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B-4), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Canadian National Slovak Benefit Society*".—(L'honorable sénateur Bench).

No 92.

31 octobre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 9), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère de la Santé nationale et du bien être".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 93.

30 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robertson: Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat; et l'amendement proposé par l'honorable sénateur McGeer: Que ladite motion soit modifiée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 94.

30 octobre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae—Que j'attirerai l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposerai ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Crerar).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 17

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 1er novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	Hugessen,	McIntyre,
Ballantyne,	Davies,	Hushion,	McLean,
Beaubien (Montarville),	Dessureault,	Johnston,	McRae,
	Donnelly,	Jones,	Michener,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Dupuis,	King,	Molloy,
	Euler,	Lacasse,	Murdock,
Beauregard,	Fafard,	Lambert,	Paquet,
Bench,	Fallis,	Léger,	Paterson,
Bishop,	Foster,	Macdonald (Cardigan),	Quinn,
Blais,	Gouin,		Riley,
Bouchard,	Green,	MacLennan,	Robertson,
Buchanan,	Haig,	Marcotte,	Robinson,
Burchill,	Hardy,	McDonald (Shediac),	St-Père,
Calder,	Harmer,		Sinclair,
Campbell,	Hayden,	McDonald (Kings),	Tanner,
Copp,	Horner,		Taylor,
Crerar,	Howard,	McGeer,	Veniot,
Daigle,	Howden,	McGuire,	Vien,
			White.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Sylvia Pamela Solomon Lande, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Bernard Lande.

De Dorothy Adams Acer McDougall, de Montréal, Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Rae McDougall.

De James Delmer Thomas Kirton, de Montréal, Québec, trieur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Florence Lillian Beelby Kirton.

La pétition suivante est lue et reçue:

De Henry S. Voth, et deux autres personnes de la ville de Winkler, Manitoba, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America.*

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, auquel a été renvoyé le Bill (11), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la revision du capital des Chemins de fer Nationaux du Canada, 1937", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-treizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 30 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ernest Eldrich Galbraith, de la ville de Charlottetown, province de l'Ile du Prince-Edouard, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marion Mildred Galbraith.

2. Une demande ayant été faite aux fins de retirer cette pétition, le comité recommande qu'elle soit en conséquence accordée.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-quatorzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 30 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Christie Miller, de la ville de Verdun, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Victoria Kate Spittachine Miller, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-quinzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 30 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Francis Needan Quirk, de la cité de Montréal, province de Québec, meunier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edna Mark Quirk, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-seizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 30 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Virginia Wallace Knowlton Tousaw, de la ville de Coaticook, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Albert Anderson Tousaw, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-dix-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 30 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elsie Pearl Craig MacInnis, de la cité de Montréal, province de Québec, serveuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerald Lester MacInnis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-dix-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 30 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Celia Calp Hecht, de la cité de Montréal, province de Québec, demeurant actuellement en la cité de Saint-Jean, province du Nouveau-Brunswick, commis aux ventes; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sol Hecht, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatre-vingt-dix-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 30 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Marcel Rouleau, de la ville d'Iberville, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rollande Adam Rouleau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le centième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 30 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son centième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Arthur Smythe, de la cité de Montréal, province de Québec, commis de bureau; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alice Lena Bye Smythe, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent et unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 30 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Nellie Sapphire Tanham Herring, de la cité de Montréal, province de Québec, assistant acheteur de magasin à rayons;

demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edgar Ernest Allen Herring, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 30 octobre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Guerin Bowles, de la cité de Montréal, province de Québec, machiniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Estelle Guertin Bowles, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (H), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut Arctique de l'Amérique du Nord", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec deux amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, ligne 28.*—Un changement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française.

2. *Page 3, lignes 13 et 14.*—Supprimer les mots "absolument prescrit".

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose qu'il soit—

Résolu: Que cette Chambre approuve la Convention concernant la protection contre les accidents des ouvriers employés au chargement ou au déchargement des navires (revisée), qui fut adoptée par la Conférence plénière de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa seizième session tenue à Genève, le 27ème jour d'avril 1932.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose qu'il soit—

Résolu: Que cette Chambre approuve la Convention concernant les statistiques des gages et des heures de travail dans les principales industries minières et manufacturières, y compris le bâtiment et la construction, ainsi que dans l'agriculture, qui fut adoptée par la Conférence plénière de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa vingt-quatrième session tenue à Genève, le 20ème jour de juin 1938.

Après débat, et

Etant posée la question de savoir si cette motion est adoptée, elle est—

Résolue par l'affirmative.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie des Estimés pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta MacKay Disher".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemn".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".

Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".

Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".

Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".

Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".

Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".

Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard".

Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à James Cousins".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith MacNair".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Spray".

Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".
Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Royal Tessier".
Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx".
Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson".
Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lydia Donalda MacDonald Fletcher".
Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Edward Varney".
Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Louis Bush".
Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à John Hall Jones".
Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell".
Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Georges Moshonas".
Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Agnes Hyson Kellogg".
Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Ostronoff Smilestone".
Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Alice Davis Stackhouse".
Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Maud Prouse Palmer".
Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Mueller Pierotte".
Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Malt".
Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick John Elder".
Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Dennis".
Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Zenon Alary".
Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Muriel Watson Hooper".
Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Woodward McGregor".
Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Bromberg Seidlitz".
Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence David Cowan".
Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Helena Henry Bates".
Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Mitchell".
Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nathan Labovitch, autrement connu sous le nom de Nathan Labow".
Bill (S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Fannie Bly Blanshay".
Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Annetta Lea Marion Macnab".
Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerald Franklin".
Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivor Edna Nancy Mosher Clarke".
Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacRury Tait".

Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Powell".

Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anastasia Stack Kormylo".

Ordonné: Que lesdits bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (A-4), intitulé: "Loi refondant et modifiant les Lois concernant l'Alliance Nationale", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B-4), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance nationale slovaque du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être social", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

"Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à la guerre et autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat."

Et sur la motion, en amendement, de l'honorable sénateur McGeer: que ladite motion soit amendée par la suppression de tous les mots qui suivent le mot "Que", à la première ligne de la motion, et qu'il y soit substitué ce qui suit:

"tout comité permanent ou spécial du Sénat soit autorisé à étudier toute résolution ou projet de bill déposé devant le Parlement, avant que pareille résolution ou projet de bill ait atteint le Sénat".

Après plus ample débat, et,

Avec la permission du Sénat,

La motion en amendement est retirée.

Etant posée la question sur la motion principale, elle est

Résolue par l'affirmative.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Qu'une copie des Estimés pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946, déposée sur la Table ce jour, soit renvoyée au comité permanent des Finances.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, le 12 novembre, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi 12 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour lundi, le 12 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,

   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,

   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

INTERPELLATION

Pour lundi, le 12 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Hardy:

31 octobre—1. Quels sont les noms des membres du Bureau d'arbitrage relatif à la taxation des surplus de bénéfices?

2. Combien de demandes originant de la province d'Ontario ont été enregistrées au Bureau d'arbitrage réclamant l'établissement d'une base "standard", ou d'un niveau de profits "standard"?

3. Combien de demandes ce Bureau a-t-il réglées à date, ou, dans l'alternative, à une date raisonnable quelconque?

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, le 12 novembre 1945

No 1.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Royal Tessier".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 2.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 3.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 4.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lydia Donalda MacDonald Fletcher".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Edward Varney".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Louis Bush".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à John Hall Jones".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Moshonas".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Agnes Hyson Kellogg".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Ostronoff Smilestone".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Alice Davis Stackhouse".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Maud Prouse Palmer".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 14.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Mueller Pierotte".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 15.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Malt".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 16.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick John Elder".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 17.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Dennis".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Zénon Alary".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Muriel Watson Hooper".—L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Woodward McGregor".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 21.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Bromberg Seidlitz".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 22.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence David Cowan".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 23.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Helena Henry Bates".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 24.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Mitchell".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 25.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nathan Labovitch autrement connu sous le nom de Nathan Labow".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 26.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Fannie Bly Blanshay".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 27.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Annetta Lea Marion Macnab".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 28.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerard Franklin".— (L'honorable sénateur Aseltine).

No 29.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivor Edna Nancy Mosher Clarke".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 30.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacRury Tait".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 31.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Powell".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 32.
1er novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anastasia Stack Kormylo".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 33.
1er novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B-4), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Canadian National Slovak Benefit Society*".—(L'honorable sénateur Bench).

No 34.
1er novembre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur McRae—Que j'attirerai l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposerai ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Robertson).

No 35.
1er novembre—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robertson:
Résolu: Que cette Chambre approuve la Convention concernant les statistiques des gages et des heures de travail dans les principales industries minières et manufacturières, y compris le bâtiment et la construction, ainsi que dans l'agriculture, qui fut adoptée par la Conférence plénière de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa vingt-quatrième session tenue à Genève, le 20ème jour de juin 1938.—(L'honorable sénateur Haig).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 18

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 12 novembre 1945

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	Johnston,	Michener,
Aylesworth (sir Allen),	Dupuis,	King,	Mullins,
Ballantyne,	DuTremblay,	Kinley,	Murdock,
Beauregard,	Fafard,	Lacasse,	Paterson,
Bishop,	Fallis,	Lambert,	Quinn,
Buchanan,	Ferland,	Léger,	Raymond,
Calder,	Foster,	MacLennan,	Robertson,
Campbell,	Green,	Marcotte,	Robicheau,
Chapais (sir Thomas),	Haig,	McDonald (Shediac),	Robinson,
Crerar,	Hardy,	McDonald (Kings),	Roebuck,
Daigle,	Harmer,	McGeer,	St-Père,
David,	Hayden,	McGuire,	Vaillancourt,
Davies,	Howard,	McIntyre,	Veniot,
Donnelly,	Howden,	McRae,	Vien,
	Hugessen,		White,
	Hurtubise,		Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message ainsi conçu:

Le VENDREDI 9 novembre 1945.

Résolu: Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que Messieurs Black (*Yukon*), Bradshaw, Breithaupt, Côté (*Matapédia-Matane*), Coyle, Gariépy, Gladstone, Gourd, Isnor, Jutras, Laurendeau, Léger, Lesage, Marshall, Mayhew, McGregor, McIvor, Murphy, Rose, Tustin, Wright et Madame Strum ont été nommés pour aider Son Honneur M. l'Orateur à diriger le Restaurant, en tant qu'il s'agit des intérêts de la Chambre des communes, et pour agir comme membres du comité mixte des deux Chambres pour administrer le Restaurant, et que le Greffier de la Chambre transmette ledit message au Sénat.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (21), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un Bill (10), intitulé: "Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 2 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Seymour Stead, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.
2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 2 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Kirkpatrick Scott, de la cité de Montréal, province de Québec, chef; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Olive Levina Leete Scott, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 2 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Emma Hull Mack, de la ville de Verdun, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William George Mack, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 2 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Kathleen Annette Rolfe McLaughlan, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec William McLaughlan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 2 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Catherine Winifred Howard Bailey, de la ville de Verdun, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gordon Raymond Bailey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 2 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelo Browning Couch Harvey, de la ville Mont-Royal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leitrim Eric Lester Harvey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 2 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hazel Margaret Robertson McLarnon, de la cité de Montréal, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas McLarnon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-dixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 2 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie Azilda Yvette Rowley, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Downs Rowley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-onzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 2 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Adélard-Emilien Lemay, de la cité de Montréal, province de Québec, conducteur de wagon-lit; demandant l'adop-

tion d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie Albert Lemay, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-douzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 5 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edward Arthur Robinson, de la cité de Montréal, province de Québec, ajusteur d'enveloppes; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isabel Rule Robinson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-treizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 5 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie Marthe Fabiola Germaine Trempe Barlow, de la cité de New York, dans l'Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, dessinatrice de robes; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frederick Daniel Barlow, de la cité de Montréal, province de Québec, constructeur, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quatorzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 5 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Thelma Ann Tongue Grant, de la cité de Montréal, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Isaac Grant, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quinzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 5 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean-Jacques Lahière, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Annette Parent Lahière, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-seizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 7 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edgar Thomas Lucas Graham, de la cité de Verdun, province de Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Josephine Brickle Graham, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-dix-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 5 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith Pearl Roe Gardner, de la cité de Montréal, province de Québec, serveuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Harris Gardner, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande que la taxe parlementaire prescrite par la règle 140 soit réduite à $50.00, et que la somme de $50.00 payée en excédent soit remboursée au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-dix-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 6 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Marie Christensen Korning, de la ville de St-Lambert, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joern Eilert Korning, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-dix-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 6 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frank Edward Quartz, de la cité de Verdun, province de Québec, journalier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Muriel Mildred Quartz, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande que la taxe parlementaire prescrite par la règle 140 soit réduite à $50.00, et que la somme de $25.00 payée en excédent soit remboursée au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-vingtième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 6 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eileen Campbell Burfind Morris, de la cité de Verdun, province de Québec, commis de bureau; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Stanley Morris, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-vingt-et-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 6 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-vingt-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elma Eva Inch Evans, de la cité de Westmount, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve

son mariage avec John William Alphonsus Evans, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-vingt-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 6 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-vingt-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gertrude Rhéaume Marchildon, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gérard Marchildon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-vingt-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 7 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-vingt-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Godfrey John Kool, de la cité de Montréal, province de Québec, préposé de station-service; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret May Doyle Kool, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-vingt-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 7 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-vingt-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eric John Hollingsworth, de la cité de Montréal, province de Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Patricia Buchanan Hollingsworth, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-vingt-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MERCREDI 7 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-vingt-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pamela Sarah Atkins Berends, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice de poinçonneuses à claviers; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Pierre Berends, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-vingt-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 12 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-vingt-sixième rapport comme suit:

1. Le comité recommande que la limite du temps fixé au lundi 5 novembre courant pour la réception des pétitions concernant les bills de divorces soit prolongée au mardi 13 novembre courant.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à James Christie Miller".
Bill (A-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Needan Quirk".
Bill (B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Wallace Knowlton Tousaw".
Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Pearl Craig MacInnis".
Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Calp Hecht".
Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Marcel Rouleau".
Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à William Arthur Smythe".
Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Sapphire Tanham Herring".
Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à John Guerin Bowles".

Lesdits bills sont lus séparément pour la première fois, sur division, et—

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Premier rapport annuel du ministère de la Santé nationale et du bien-être social pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Rapport du ministère du Travail pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Copies d'arrêtés en conseil adoptés sous l'empire de la Loi des Mesures de guerre, entre le 1er juillet et le 31 août 1945, sous forme dactylographiée. (Versions anglaise et française).

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Royal Tessier".
Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx".
Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson".
Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lydia Donalda MacDonald Fletcher".
Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Edward Varney".
Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Louis Bush".
Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à John Hall Jones".
Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell".
Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Georges Moshonas".
Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Agnes Hyson Kellogg".
Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Ostronoff Smilestone".
Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Alice Davis Stackhouse".
Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Maud Prouse Palmer".
Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Mueller Pierotte".
Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Malt".
Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick John Elder".
Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Dennis".
Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Zenon Alary".
Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Muriel Watson Hooper".
Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Woodward McGregor".
Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Bromberg Seidlitz".

Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence David Cowan".
Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Helena Henry Bates".
Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Mitchell".
Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nathan Labovitch, autrement connu sous le nom de Nathan Labow".
Bill (S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Fannie Bly Blanshay".
Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Annetta Lea Marion Macnab".
Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerald Franklin".
Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivor Edna Nancy Mosher Clarke".
Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacRury Tait".
Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Powell".
Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anastasia Stack Kormylo".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B-4), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance nationale slovaque du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit:

Résolu,—Que cette Chambre approuve la Convention (revisée) concernant la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux contre les accidents, qui a été adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa seizième session, à Genève, le vingt-septième jour d'avril 1932.

Après plus ample débat, il est

Ordonné: Que la résolution proposée ci-haut soit renvoyée au comité permanent de l'Immigration et du travail.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi 13 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mardi, le 13 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 13 novembre 1945

No 1.

12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 10), intitulé: "Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill 21), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B-4), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance nationale slovaque du Canada".—(L'honorable sénateur Bench).

No 4.

12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à James Christie Miller".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.

12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Needan Quirk.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.

12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Wallace Knowlton Tousaw".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.

12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Pearl Craig MacInnis".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.

12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Calp Hecht".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.

12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Marcel Rouleau".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.

12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à William Arthur Smythe".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.

12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Sapphire Tanham Herring".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.
12 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à John Guerin Bowles".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.
12 novembre—Prise en considération du cent-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 14.
12 novembre—Prise en considération du cent-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Robert Kirkpatrick Scott, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 15.
12 novembre—Prise en considération du cent-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Emma Hull Mack, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 16.
12 novembre—Prise en considération du cent-sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Kathleen Annette Rolfe McLaughlan, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 17.
12 novembre—Prise en considération du cent-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Catherine Winifred Howard Bailey, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.
12 novembre—Prise en considération du cent-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Evelo Browning Couch Harvey, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.
12 novembre—Prise en considération du cent-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Hazel Margaret Robertson McLarnon, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.
12 novembre—Prise en considération du cent-dixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Marie Azilda Yvette Rowley, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 21.
12 novembre—Prise en considération du cent-onzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétion de Joseph-Adélard-Emilien Lemay, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 22.
12 novembre—Prise en considération du cent-douzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Edward Arthur Robinson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 23.
12 novembre—Prise en considération du cent-treizième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 24.
12 novembre—Prise en considération du cent quatorzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Thelma Ann Tongue Grant, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 25.
12 novembre—Prise en considération du cent-quinzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Jean-Jacques Lahière, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 26.
12 novembre—Prise en considération du cent-seizième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Edgar Thomas Lucas Graham, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 27.
12 novembre—Prise en considération du cent-dix-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Edith Pearl Roe Gardner, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 28.
12 novembre—Prise en considération du cent-dix-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Dorothy Marie Christensen Korning, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 29.
12 novembre—Prise en considération du cent-dix-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Frank Edward Quartz, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 30.
12 novembre—Prise en considération du cent-vingtième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Eileen Campbell Burfind Morris, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 31.
12 novembre—Prise en considération du cent-vingt-et-unième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Elma Eva Inch Evans, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 32.

12 novembre—Prise en considération du cent-vingt-deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Gertrude Rhéaume Marchildon, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 33.

12 novembre—Prise en considération du cent-vingt-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Godfrey John Kool, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 34.

12 novembre—Prise en considération du cent-vingt-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Eric John Hollingsworth, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 35.

12 novembre—Prise en considération du cent-vingt-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Pamela Sarah Atkins Berends, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 36.

12 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Hayden).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 19

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 13 novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	Johnston,	Murdock,
Aylesworth (sir Allen),	Dupuis,	King,	Paquet,
Ballantyne,	DuTremblay,	Kinley,	Paterson,
Beauregard,	Euler,	Lacasse,	Quinn,
Bench,	Fafard,	Lambert,	Raymond,
Bishop,	Fallis,	Léger,	Robertson,
Buchanan,	Ferland,	MacLennan,	Robicheau,
Calder,	Foster,	Marcotte,	Robinson,
Campbell,	Gershaw,	McDonald (Shediac),	Roebuck,
Chapais (sir Thomas),	Green,	McDonald (Kings),	St-Père,
Crerar,	Haig,	McGeer,	Stevenson,
Daigle,	Hardy,	McGuire,	Tanner,
David,	Harmer,	McIntyre,	Taylor,
Davies,	Hayden,	McRae,	Vaillancourt,
Dessureault,	Howard,	Michener,	Veniot,
Donnelly,	Howden,	Mullins,	Vien,
	Hugessen,		White,
	Hurtubise,		Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (13), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Marie Gertrude Owens Conant, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hurst Waterman Conant.

De Winnifred Pearl Simcox, de la ville de Kenogami, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité d'Ottawa, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Lewis Simcox, de ladite ville de Kenogami.

De Robert Dickerson Silverman, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Helen Fyke Silverman.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (Q-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège Royal des Médecins et Chirurgiens du Canada", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec un amendement, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, ligne 3.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française.

Ledit amendement est agréé.
Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Buchanan, du comité permanent des Ordres permanents, présente le septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 13 novembre 1945.

Le comité permanent des Ordres permanents a l'honneur de présenter son septième rapport, comme suit:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards:

De Henry S. Voth, et deux autres personnes de la ville de Winkler, Manitoba, et autres d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America.*

De Roy K. Bullas, de Kitchener, Ontario, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *Canada Health and Accident Assurance Corporation.*

Le tout respectueusement soumis.

W. A. BUCHANAN,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, présente le rapport suivant:

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 13 novembre 1945.

Le comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse", a, pour obtempérer à l'ordre de renvoi du 30 octobre 1945, examiné ledit bill et a maintenant l'honneur d'en faire rapport, avec les amendements qui suivent:

1. *Page 2, ligne 3.*—Retrancher "quelconques,".
2. *Page 2, ligne 5.*—Après le mot "accordé," insérer "mort-gagé,".
3. *Page 2, lignes 14 à 17.*—Retrancher la clause 5.
4. *Page 2, ligne 37.*—Au mot "terrains" substituer "biens immeubles".
5. *Page 3, ligne 6.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne s'applique pas à la version française du Bill.
6. *Page 3, ligne 8.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne s'applique pas à la version française du Bill.
7. *Page 4, ligne 4.*—Aux mots "de telle valeur qu'elle jugera convenable" substituer "de telles valeurs qu'elle jugera convenables".
8. *Page 4, lignes 16 et 17.*—Retrancher les mots "la constitution établie par la présente loi s'appliquera à ce diocèse, et".

Etant posée la question de savoir si ces amendements sont agréés,

Après débat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Léger, appuyé par l'honorable sénateur Hayden, il est

Ordonné: Que ledit rapport et ledit bill soient retournés au comité permanent des Bills d'intérêt privé, pour plus ample considération.

L'honorable sénateur Howard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (A-4), intitulé: "Loi refondant et modifiant les Lois concernant l'Alliance Nationale", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Howard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada (Trust Company of Canada)", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec deux amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 15.* Retrancher "(Trust Company of Canada)".
2. Dans le titre.

Un amendement apporté à la version anglaise ne s'applique pas à la version française.

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Euler présente au Sénat un Bill (F-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Canada Health and Accident Assurance Corporation*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Howden présente au Sénat un Bill (G-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Mennonite Brethren Church of North America*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (10), intitulé: "Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (21), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois et—

Renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (B-4), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance nationale slovaque du Canada", est lu la deuxième fois et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à James Christie Miller".

Bill (A-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Needan Quirk".

Bill (B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Wallace Knowlton Tousaw".

Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Pearl Craig MacInnis".

Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Calp Hecht".

Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Marcel Rouleau".

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à William Arthur Smythe".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Sapphire Tanham Herring".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à John Guerin Bowles".

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (23), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la considération du cent-troisième au cent-vingt-cinquième rapports du comité permanent des Divorces, ces deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont séparément adoptés, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les bills suivants:

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Kirkpatrick Scott".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Hull Mack".

Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Annette Rolfe McLaughlan".

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Winifred Howard Bailey".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelo Browning Couch Harvey".

Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Margaret Robertson McLarnon".

Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Azilda Yvette Rowley".

Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adélard-Emilien Lemay".

Bill (R-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Arthur Robinson".

Bill (S-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow".

Bill (T-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Ann Tongue Grant".

Bill (U-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Jacques Lahière".

Bill (V-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Thomas Lucas Graham".

Bill (W-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Pearl Roe Gardner".

Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Marie Christensen Korning".

Bill (Y-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Edward Quartz".

Bill (Z-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Campbell Burfind Morris".

Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Elma Eva Inch Evans".

Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Rhéaume Marchildon".

Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Godfrey John Kool".

Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eric John Hollingsworth".

Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Sarah Atkins Berends".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi 14 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mercredi, le 14 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

Pour jeudi, le 15 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Robertson:

15 novembre—Qu'il proposera:

1. Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé aux fins de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat, et de faire les recommandations qui pourront lui paraître nécessaires ou opportunes en vue de faciliter les délibérations du Sénat.

2. Que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Buchanan, Foster, Haig, Hayden, Horner, Howard, Lambert, Léger, McRae, Robertson, Sinclair et Vien.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 14 novembre 1945

No 1.
13 novembre—Troisième lecture du Bill (Q-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège Royal des Médecins et Chirurgiens du Canada", tel qu'amendé.—(L'honorable sénateur Veniot).

No 2.
13 novembre—Troisième lecture du Bill (A-4), intitulé: "Loi refondant et modifiant les lois concernant l'Alliance Nationale".—(L'honorable sénateur Beauregard).

No 3.
13 novembre—Troisième lecture du Bill (V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada (Trust Company of Canada)".—(L'honorable sénateur Beauregard).

No 4.
13 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill Z-4, intitulé: "Loi pour faire droit à James Christie Miller".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.
13 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill A-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Needan Quirk.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
13 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Wallace Knowlton Tousaw".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
13 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Pearl Craig MacInnis".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
13 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Calp Hecht".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.
13 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Marcel Rouleau".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.
13 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à William Arthur Smythe".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.
13 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Sapphire Tanham Herring".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.

13 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill H-5, intitulé: "Loi pour faire droit à John Guerin Bowles".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.

13 novembre—Deuxième lecture du Bill (10), intitulé: "Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 14.

13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 15.

13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Kirkpatrick Scott".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 16.

13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Hull Mack".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 17.

13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Annette Rolfe McLaughlan".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.

13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Winifred Howard Bailey".—L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.

13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelo Browning Couch Harvey".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.

13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Margaret Robertson McLarnon".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 21.

13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Azilda Yvette Rowley".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 22.

13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adélard-Emilien Lemay".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 23.

13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill R-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Arthur Robinson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 24.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill S-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Marthe Fabiola Germaine Trempe Barlow".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 25.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill T-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Ann Tongue Grant".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 26.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill U-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Jacques Lahière".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 27.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill V-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Thomas Lucas Graham".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 28.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill W-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Pearl Roe Gardner".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 29.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Marie Christensen Korning".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 30.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Y-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Edward Quartz".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 31.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill Z-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Campbell Burfind Morris".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 32.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Elma Eva Inch Evans".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 33.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Rhéaume Marchildon".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 34.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Godfrey John Kool".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 35.
13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eric John Hollingsworth".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 36.

13 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Sarah Atkins Berends".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 37.

13 novembre—Deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 38.

13 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Hayden).

Pour jeudi, le 15 novembre 1945

No 1.

13 novembre—Deuxième lecture du Bill (F-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Canada Health and Accident Assurance Corporation*".—(L'honorable sénateur Euler).

No 2.

13 novembre—Deuxième lecture du Bill (G-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America*".—(L'honorable sénateur Howden).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 20

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 14 novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
DuTremblay,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Gouin,
Green,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Mullins,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Raymond,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Stevenson,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (93), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est lue par le Président, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

CANADA

OTTAWA, le 14 novembre 1945.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, en sa qualité de Député de Son Excellence l'Administrateur, se rendra à la Chambre du Sénat mercredi, le 14 novembre, à six heures moins dix minutes, afin de donner la sanction royale à quelques bills.

Veuillez agréer,
Monsieur l'Orateur,
l'assurance de ma haute considération,

F. L. C. PEREIRA,
Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable
L'ORATEUR du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que cette communication soit déposée sur la Table.

L'honorable sénateur Lambert, du comité permanent des Finances, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

LE MARDI 13 novembre 1945.

Le comité permanent des Finances a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

N. P. LAMBERT,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre durant les mois de septembre et octobre 1945.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (Q-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège royal des Médecins et Chirurgiens du Canada", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (A-4), intitulé: "Loi refondant et modifiant les Lois concernant l'Alliance Nationale", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada (*Trust Company of Canada*)", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à James Christie Miller".

Bill (A-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Needan Quirk".

Bill (B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Wallace Knowlton Tousaw".

Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Pearl Craig MacInnis".

Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Calp Hecht".

Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Marcel Rouleau".

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à William Arthur Smythe".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Sapphire Tanham Herring".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à John Guerin Bowles".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (10), intitulé: "Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (13), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Kirkpatrick Scott".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Hull Mack".

Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Annette Rolfe McLaughlan".

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Winifred Howard Bailey".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelo Browning Couch Harvey".

Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Margaret Robertson McLarnon".

Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Azilda Yvette Rowley".

Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adélard-Emilien Lemay".

Bill (R-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Arthur Robinson".

Bill (S-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow".

Bill (T-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Ann Tongue Grant".

Bill (U-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Jacques Lahière".

Bill (V-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Thomas Lucas Graham".

Bill (W-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Pearl Roe Gardner".

Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Marie Christensen Korning".

Bill (Y-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Edward Quartz".

Bill (Z-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Campbell Burfind Morris".

Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Elma Eva Inch Evans".

Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Rhéaume Marchildon".

Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Godfrey John Kool".

Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eric John Hollingsworth".

Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Sarah Atkins Berends".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, l'honorable Patrick Kerwin, Député de Son Excellence l'Administrateur, étant venu et étant assis au pied du Trône, l'honorable Président ordonne au Gentilhomme Huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que

"C'est le désir de l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat".

La Chambre des communes étant venue.

Le Greffier lit alors les titres des bills à sanctionner comme suit:

Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer Nationaux.

Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être social.

Loi modifiant la Loi sur la revision du capital des Chemins de fer nationaux du Canada, 1937.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont été sanctionnés:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur sanctionne ces bills".

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur, comme suit:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946".

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ce bill."

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ce bill,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce bill a reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député de l'Administrateur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi, il a plu à l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi 15 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour jeudi, le 15 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson:

13 novembre—Qu'il proposera:

1. Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé aux fins de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat, et de faire les recommandations qui pourront lui paraître nécessaires ou opportunes en vue de faciliter les délibérations du Sénat.

2. Que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Buchanan, Foster, Haig, Hayden, Horner, Howard, Lambert, Léger, McRae, Robertson, Sinclair et Vien.

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 15 novembre 1945

No 1.

14 novembre—Deuxième lecture du Bill (10), intitulé: "Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

14 novembre—Deuxième lecture du Bill (13), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

14 novembre—Deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

13 novembre—Deuxième lecture du Bill (F-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Canada Health and Accident Assurance Corporation*".—(L'honorable sénateur Euler).

No 5.

13 novembre—Deuxième lecture du Bill (G-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America*".—(L'honorable sénateur Howden).

No 6.

14 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Hayden).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 21

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 15 novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Bouchard,
Buchanan,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Green,
Haig,
Harmer,
Hayden,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Mullins,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Tanner,
Taylor,
Veniot,
Vien,
White.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Taylor, pour l'honorable sénateur McGuire, du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, auquel a été renvoyé le Bill (X-2), intitulé: "Loi concernant la *Lake Erie and Detroit River Railway Company*, et la *Pere Marquette Railway Company*", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport annuel de l'Office national du film pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945. (Versions anglaise et française).

Avec la permission du Sénat, et,
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Foster, il est
Ordonné: Que le nom de l'honorable sénateur Howden soit ajouté à la liste des membres composant le comité permanent des Divorces.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-vingt-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 5 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-vingt-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frances Gladys Ruth Léveillé Williams, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire-dactylo; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Karl Ulrich Williams, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-vingt-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 12 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-vingt-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Ada Greenwood Pringle, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alfred Waldron Pringle, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-vingt-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 12 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edward Vaughton Molson, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant de successions; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Patricia Adelaide Yuill Molson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-trentième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 12 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-trentième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Jean McKay Hepplewhite, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Victor Louis Hepplewhite, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-trente-et-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 12 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-trente-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alfred Henry Gray, de la cité de Verdun, province de Québec, pressier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nancy Thorne Gray, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-trente-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 12 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-trente-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dante Antonio Olak, de la cité de Montréal, province de Québec, serveur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anne Marie Kervran Olak, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-trente-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 12 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-trente-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Josephus Barzyk, de la cité de Montréal, province de Québec, cuisinier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Helena Kasowicz Barzyk, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-trente-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 12 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-trente-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Mardi Harding, de la cité de Montréal, province de Québec, demeurant actuellement en la cité de New York, dans l'Etat de New York, l'un des Etats Unis d'Amérique; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Ernest White Harding, de ladite cité de Montréal, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-trente-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 12 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-trente-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ernest Lavoie, de la cité de Montréal, province de Québec, adjoint au chef de table; demandant l'adoption d'une loi

qui dissolve son mariage avec Jeanne Saumur Lavoie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (10), intitulé: "Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit Bill est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (13), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (F-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la Corporation canadienne d'assurance-santé et d'assurance contre les accidents", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (G-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence canadienne de l'Eglise des Frères mennonites de l'Amérique du Nord", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message ainsi conçu:

Le MERCREDI 14 novembre 1945.

Résolu,—Qu'il importe, de l'avis de cette Chambre, que le Canada possède un drapeau national distinctif et qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau;

Que l'article 65 du Règlement de la Chambre des communes soit suspendu à cet effet;

Que ledit comité soit autorisé à envoyer quérir personnes, documents et dossiers afin de l'aider dans l'accomplissement de ses fonctions; et

Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre des communes a institué ce comité et pour inviter Leurs Honneurs à faire le choix de membres du Sénat dans le but de siéger au sein de ce comité avec les membres de la Chambre des communes et de constituer un comité mixte des deux Chambres.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi 19 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour lundi, le 19 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson:

13 novembre—Qu'il proposera:

1. Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé aux fins de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat, et de faire les recommandations qui pourront lui paraître nécessaires ou opportunes en vue de faciliter les délibérations du Sénat.

2. Que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Buchanan, Foster, Haig, Hayden, Horner, Howard, Lambert, Léger, McRae, Robertson, Sinclair et Vien.

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, le 19 novembre 1945

No 1.
15 novembre—Deuxième lecture du Bill (13), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.
15 novembre—Deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.
15 novembre—Prise en considération d'un message de la Chambre des communes concernant la Résolution suivante adoptée par cette Chambre:
Qu'il importe, de l'avis de cette Chambre, que le Canada possède un drapeau national distinctif et qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau".

No 4.
15 novembre—Prise en considération du cent-vingt-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Francis Gladys Ruth Léveillé Williams, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.
15 novembre—Prise en considération du cent-vingt-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la péttiion de Dorothy Ada Greenwood Pringle, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
15 novembre—Prise en considération du cent-vingt-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Edward Vaughton Molson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
15 novembre—Prise en considération du cent-trentième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Elizabeth Jean McKay Hepplewhite, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(Lhonorable sénateur Aseltine).

No 8.
15 novembre—Prise en considération du cent-trente-et-unième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Alfred Henry Gray, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.

15 novembre—Prise en considération du cent-trente-deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Dante Antonio Olak, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.

15 novembre—Prise en considération du cent-trente-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Josephus Barzyk, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.

15 novembre—Prise en considération du cent-trente-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Florence Mardi Harding, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.

15 novembre—Prise en considération du cent-trente-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Ernest Lavoie, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.

15 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Lacasse).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 22

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 19 novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (Sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Bouchard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Copp,
Crerar,
Davies,
Dessureault,
Duff,
Dupuis,
Fafard,
Foster,
Gershaw,
Green,
Haig,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Taylor,
Veniot,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (32), intitulé: "Loi modifiant la Loi des transports, 1938", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (161), intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie du rapport d'un comité nommé par le sous-ministre (Impôt), ministère du Revenu national, aux fins de faire une revision de l'organisation actuelle de la division de l'Impôt, dans l'intention de servir le public au moyen d'un nombre de bureaux suffisants et convenablement situés, dans le cas où cette organisation serait considérée inadéquate.

Egalement,—Appendice au rapport sur l'organisation de bureaux de district.

Copies du Protocole du dépôt des ratifications de la Charte des Nations Unies. (Versions anglaise et française).

Règlements établis en vertu de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants par l'arrêté en conseil du 8 novembre 1945 (C.P. 6838).

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Haig, il est

Ordonné: Que le discours du Très honorable Clement R. Attlee, premier ministre de Grande-Bretagne, prononcé devant une réunion conjointe des Chambres du Parlement, soit inséré dans les archives permanentes du Sénat du Canada.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (13), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la considération du message de la Chambre des communes concernant la résolution suivante adoptée par cette Chambre:

"Qu'il importe, de l'avis de cette Chambre, que le Canada possède un drapeau national distinctif et qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau",

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la considération des rapports cent-vingt-sept à cent-trente-cinq du comité permanent des Divorces, inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les bills suivants:

Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Gladys Ruth Leveille Williams".

Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ada Greenwood Pringle".

Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Vaughton Molson".

Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean McKay Hepplewhite".

Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Henry Gray".

Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Danta Antonio Olak".

Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Barzyk".

Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mardi Harding".

Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lavoie".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi 20 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mardi, le 20 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson:

13 novembre—Qu'il proposera:

1. Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé aux fins de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat, et de faire les recommandations qui pourront lui paraître nécessaires ou opportunes en vue de faciliter les délibérations du Sénat.

2. Que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Buchanan, Foster, Haig, Hayden, Horner, Howard, Lambert, Léger, McRae, Robertson, Sinclair et Vien.

INTERPELLATION

Pour mardi, le 20 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Duff:

1. Depuis la mise en application de la Loi de l'assurance-chômage jusqu'au 30 septembre 1945, quels montants ont été payés au Trésor fédéral ou à la caisse d'assurance-chômage par les employeurs de main-d'œuvre, ou par d'autres, de toutes les provinces du Canada?

2. Combien a été versé au cours de la période susdite, par les travailleurs de différentes catégories?

3. Combien le Gouvernement du Canada a-t-il versé à ladite caisse de chômage au cours de la susdite période?

4. Combien a coûté, jusqu'au 30 septembre 1945, l'opération de l'organisation susdite: (*a*) en salaires, (*b*) en frais de toute nature, y compris les loyers, la papeterie, l'aménagement, etc., etc.?

5. Combien, avant le 30 septembre 1945, a été payé, à même cette caisse, ou à même le Trésor fédéral, aux employés en chômage, en vertu des dispositions de la Loi de l'assurance-chômage?

6. Quel était, au 30 septembre 1945, le solde de ladite caisse ou le solde approprié à l'assurance-chômage dans le Trésor fédéral?

7. Ce montant est-il tenu en compte séparé ou passe-t-il dans le revenu consolidé?

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 20 novembre 1945

No 1.
19 novembre—Deuxième lecture du Bill (23), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.
19 novembre—Deuxième lecture du Bill (32), intitulé: "Loi modifiant la Loi des transports, 1938".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.
19 novembre—Deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.
19 novembre—Deuxième lecture du Bill (161), intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.
19 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Gladys Ruth Leveille Williams".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
19 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ada Greenwood Pringle".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
19 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Vaughton Molson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
19 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean McKay Hepplewhite".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.
19 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Henry Gray".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.
19 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Danta Antonio Olak".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.
19 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Josephus Barzyk".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.

19 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mardi Harding".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.

19 novembre—Deuxième lecture d'un projet de loi (Bill P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lavoie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 14.

19 novembre—Prise en considération d'un message de la Chambre des communes concernant la Résolution suivante adoptée par cette Chambre:

"Qu'il importe, de l'avis de cette Chambre, que le Canada possède un drapeau national distinctif et qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau"

No 15.

19 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Lacasse).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 23

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 20 novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	King,	Paquet,
Aylesworth (sir Allen),	Dessureault,	Kinley,	Paterson,
Ballantyne,	Duff,	Lacasse,	Quinn,
Beaubien (Montarville),	Dupuis,	Lambert,	Robertson,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Euler,	Léger,	Robicheau,
Beauregard,	Fafard,	MacLennan,	Robinson,
Bench,	Foster,	Marcotte,	Roebuck,
Bishop,	Gershaw,	McDonald (Kings),	St-Père,
Bourque,	Green,	McGeer,	Sinclair,
Buchanan,	Haig,	McGuire,	Stevenson,
Burchill,	Harmer,	McIntyre,	Sutherland,
Calder,	Hayden,	McLean,	Tanner,
Campbell,	Horner,	McRae,	Taylor,
Copp,	Howard,	Michener,	Veniot,
Crerar,	Howden,	Moraud,	Vien,
	Hurtubise,	Murdock,	White,
	Johnston,	Nicol,	Wilson.
	Jones,		

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message ainsi conçu:

Le LUNDI 19 novembre 1945.

Résolu: Que MM. Beaudoin, Blanchette, Castleden, Emmerson, Gingues, Gladstone, Hackett, Hansell, Harris (*Grey-Bruce*), Herridge, LaCroix, Lafontaine, Macdonnell (*Muskoka-Ontario*), MacNicol, Martin, Matthews (*Brandon*), McCulloch (*Pictou*), McIvor, Reid, Smith (*Calgary-Ouest*), Stanfield, Stirling, Thatcher, Warren et Zaplitny soient nommés pour agir comme membres du comité mixte des deux Chambres pour faire étude et rapport sur le choix d'un motif approprié pour un drapeau national distinctif;

Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre des communes a institué ce comité et pour inviter Leurs Honneurs à faire le choix de membres du Sénat pour siéger au sein de ce comité avec les membres de la Chambre des communes et constituer un comité mixte des deux Chambres.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-trente-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 16 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-trente-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Samuel Gardner Bradford, de la ville de Verdun, province de Québec, expéditeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Napier Stevenson Bradford, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-trente-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 16 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-trente-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Olive May Marks Sanderson, de la ville de Verdun, province de Québec, téléphoniste; demandant l'adoption d'une loi

qui dissolve son mariage avec John Stanfield Sanderson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-trente-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 16 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-trente-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Adjutor Dorval, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-trente-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 16 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-trente-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joan Frances Timms Couture, de la ville de Longueuil, province de Québec, dessinatrice d'abat-jour; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henri Couture, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quarantième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 16 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quarantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith Louise Boutilier Snow, du village de Knowlton, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Boyd Kitchener Snow, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quarante-et-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 16 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quarante-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Cyril James Morgan, de la ville de Sherbrooke, province de Québec, tricoteuse de bas; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Agnes Irene Falconer Morgan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quarante-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 16 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quarante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph Adolphe Aimé Berthiaume, de la cité de Montréal, province de Québec, mécanicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Grace Annie Goddard Berthiaume, le comité

a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quarante-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 16 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quarante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Molly Shusterman Percher, de la cité de Montréal, province de Québec, emballeuse de biscuits; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Issie Percher, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose:

1. Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé aux fins de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat, et de faire les recommandations qui pourront lui paraître nécessaires ou opportunes en vue de faciliter les délibérations du Sénat.

2. Que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Buchanan, Foster, Haig, Hayden, Horner, Howard, Lambert, Léger, McRae, Robertson, Sinclair et Vien.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (23), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (32), intitulé: "Loi modifiant la Loi des transports, 1938", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (161), intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Gladys Ruth Leveille Williams".

Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ada Greenwood Pringle".

Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Vaughton Molson".

Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean McKay Hepplewhite".

Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Henry Gray".

Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Danta Antonio Olak".

Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Barzyk".

Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mardi Harding".

Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lavoie".

Ordonné: Que lesdits bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération d'un message de la Chambre des communes concernant la résolution suivante adoptée par cette Chambre:

"Qu'il importe, de l'avis de cette Chambre, que le Canada possède un drapeau national distinctif et qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau".

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose qu'il soit

Résolu: Qu'il importe, de l'avis du Sénat, que le Canada possède un drapeau national distinctif.

Que le Sénat se joigne effectivement à la Chambre des communes aux fins d'instituer un comité mixte des deux Chambres pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau.

Que les honorables sénateurs David, Davies, Gershaw, Gouin, Howden, Johnston, Lambert, Léger, McRae, Quinn, Robertson et White soient nommés pour agir au nom du Sénat comme membres dudit comité mixte.

Que ledit comité mixte soit autorisé à envoyer quérir personnes, dossiers et documents.

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer en conséquence.

Sur motion de l'honorable sénateur Lambert, il est

Ordonné: Que le débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi 21 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mercredi, le 21 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Howard:

20 novembre—Que les droits parlementaires payés relativement au projet de bill visant à la constitution en corporation de la *Siple Air-Transport Company* soient remis à MM. Gameroff et Fenster, Montréal, procureurs des pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction; la procédure aux fins dudit bill ayant été interrompue.

INTERPELLATION

Pour mercredi, le 21 novembre 1945

Par l'honorable sénateur Duff:

1. Depuis la mise en application de la Loi de l'assurance-chômage jusqu'au 30 septembre 1945, quels montants ont été payés au Trésor fédéral ou à la caisse d'assurance-chômage par les employeurs de main-d'œuvre, ou par d'autres, de toutes les provinces du Canada?

2. Combien a été versé au cours de la période susdite, par les travailleurs de différentes catégories?

3. Combien le Gouvernement du Canada a-t-il versé à ladite caisse de chômage au cours de la susdite période?

4. Combien a coûté, jusqu'au 30 septembre 1945, l'opération de l'organisation susdite: (*a*) en salaires, (*b*) en frais de toute nature, y compris les loyers, la papeterie, l'aménagement, etc., etc.?

5. Combien, avant le 30 septembre 1945, a été payé, à même cette caisse, ou à même le Trésor fédéral, aux employés en chômage, en vertu des dispositions de la Loi de l'assurance-chômage?

6. Quel était, au 30 septembre 1945, le solde de ladite caisse ou le solde approprié à l'assurance-chômage dans le Trésor fédéral?

7. Ce montant est-il tenu en compte séparé ou passe-t-il dans le revenu consolidé?

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 21 novembre 1945

No 1.

20 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Gladys Ruth Leveille Williams".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 2.

20 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ada Greenwood Pringle".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 3.

20 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Vaughton Molson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 4.

20 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean McKay Hepplewhite".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.

20 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Henry Gray".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.

20 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Danta Antonio Olak".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.

20 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Josephus Barzyk".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.

20 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mardi Harding".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.

20 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lavoie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.

20 novembre—Reprise du débat ajourné sur la motion pour troisième lecture du Bill (161), intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa".—(L'honorable sénateur Gershaw).

No 11.
20 novembre—Deuxième lecture du Bill (32), intitulé: "Loi modifiant la Loi des transports, 1938".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 12.
20 novembre—Deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 13.
20 novembre—Prise en considération du cent-trente-sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Samuel Gardner Bradford, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 14.
20 novembre—Prise en considération du cent-trente-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Olive May Marks Sanderson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 15.
20 novembre—Prise en considération du cent-trente-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 16.
20 novembre—Prise en considération du cent-trente-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Joan Frances Timms Couture, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 17.
20 novembre—Prise en considération du cent-quarantième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Edith-Louise Boutilier Snow, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.
20 novembre—Prise en considération du cent-quarante-et-unième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Cyril James Morgan, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.
20 novembre—Prise en considération du cent-quarante-deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.
20 novembre—Prise en considération du cent-quarante-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Molly Shusterman Percher, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 21.

20 novembre—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson:

1. Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé aux fins de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat, et de faire les recommandations qui pourront lui paraître nécessaires ou opportunes en vue de faciliter les délibérations du Sénat.

2. Que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Buchanan, Foster, Haig, Hayden, Horner, Howard, Lambert, Léger, McRae, Robertson, Sinclair et Vien.—(L'honorable sénateur Haig).

No 22.

20 novembre—Débat sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, qu'il soit:

Résolu: Qu'il importe, de l'avis du Sénat, que le Canada possède un drapeau national distinctif.

Que le Sénat se joigne effectivement à la Chambre des communes aux fins d'instituer un comité mixte des deux Chambres pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau.

Que les honorables sénateurs David, Davies, Gershaw, Gouin, Howden, Johnston, Lambert, Léger, McRae, Quinn, Robertson et White soient nommés pour agir au nom du Sénat comme membres dudit comité mixte.

Que ledit comité mixte soit autorisé à envoyer quérir personnes, dossiers et documents.

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer en conséquence.—(L'honorable sénateur Lambert).

No 23.

20 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Lacasse).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 24

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 21 novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Bouchard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
David,
Davies,
Dessureault,
Duff,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Farris,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Green,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Moraud,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quarante-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 19 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quarante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harold James Chesterman, de la cité de Montréal, province de Québec, briquetier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dorothy Elaine Bailey Chesterman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quarante-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 19 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quarante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Emma Grace Kriticos, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la ville de Fort Erie North, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank Kriticos, de ladite cité de Montréal, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quarante-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 19 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quarante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Donald John Northey Armstrong, de la cité de Montréal, province de Québec, barbier; demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Dorothy May Dodge Armstrong, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quarante-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 19 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quarante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Goldie Boltuck, de la ville d'Outremont, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isidore Boltuck, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quarante-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 19 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quarante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Irene Nelson Johnston, de la cité de Washington, District de Columbia, l'un des Etats Unis d'Amérique, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui disolve son mariage avec Kelvin Chandler Johnston, de la cité de Montréal, province de Québec, musicien, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-quarante-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 19 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quarante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant, de la cité de Montréal, province de Québec, soudeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Valérie Matte St-Amant, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent-cinquantième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 19 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-cinquantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Olive Pashley Mackie, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Bedford Mackie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, auquel a été renvoyé le Bill (21), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Sur motion de l'honorable sénateur Howard, il est

Ordonné: Que les droits parlementaires payés relativement au projet de bill visant à la constitution en corporation de la *Siple Air-Transport Company* soient remis à MM. Gameroff et Fenster, Montréal, procureurs des pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction; la procédure aux fins dudit bill ayant été interrompue.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Gladys Ruth Leveille Williams".

Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ada Greenwood Pringle".

Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Vaughton Molson".

Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean McKay Hepplewhite".

Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Henry Gray".

Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Danta Antonio Olak".

Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Barzyk".

Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mardi Harding".

Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lavoie".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (161), intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa",

Après plus ample débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (32), intitulé: "Loi modifiant la Loi des transports, 1938", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports cent-trente-sixième à cent-quarante-troisième du comité permanent des Divorces, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

1. Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé aux fins de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat, et de faire les recommandations qui pourront lui paraître nécessaires ou opportunes en vue de faciliter les délibérations du Sénat.

2. Que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Buchanan, Foster, Haig, Hayden, Horner, Howard, Lambert, Léger, McRae, Robertson, Sinclair et Vien.

Après plus ample débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

Suivant l'ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit:

Résolu: Qu'il importe, de l'avis du Sénat, que le Canada possède un drapeau national distinctif.

Que le Sénat se joigne effectivement à la Chambre des communes aux fins d'instituer un comité mixte des deux Chambres pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau.

Que les honorables sénateurs David, Davies, Gershaw, Gouin, Howden, Johnston, Lambert, Léger, McRae, Quinn, Robertson et White soient nommés pour agir au nom du Sénat comme membres dudit comité mixte.

Que ledit comité mixte soit autorisé à envoyer quérir personnes, dossiers et documents.

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer en conséquence.

L'honorable sénateur Haig propose que ladite motion soit amendée par la substitution du nom de l'honorable sénateur Aseltine à celui de l'honorable sénateur McRae.

Etant posée la question sur ladite motion en amendement,
Elle est résolue par l'affirmative.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur la motion principale, telle qu'amendée, soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi 22 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour jeudi, le 22 novembre 1945

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

INTERPELLATION

Pour jeudi, le 22 novembre 1945

Par l'honorable sénateur Duff:

1. Depuis la mise en application de la Loi de l'assurance-chômage jusqu'au 30 septembre 1945, quels montants ont été payés au Trésor fédéral ou à la caisse d'assurance-chômage par les employeurs de main-d'œuvre, ou par d'autres, de toutes les provinces du Canada?

2. Combien a été versé au cours de la période susdite, par les travailleurs de différentes catégories?

3. Combien le Gouvernement du Canada a-t-il versé à ladite caisse de chômage au cours de la susdite période?

4. Combien a coûté, jusqu'au 30 septembre 1945, l'opération de l'organisation susdite: (*a*) en salaires, (*b*) en frais de toute nature, y compris les loyers, la papeterie, l'aménagement, etc., etc.?

5. Combien, avant le 30 septembre 1945, a été payé, à même cette caisse, ou à même le Trésor fédéral, aux employés en chômage, en vertu des dispositions de la Loi de l'assurance-chômage?

6. Quel était, au 30 septembre 1945, le solde de ladite caisse ou le solde approprié à l'assurance-chômage dans le Trésor fédéral?

7. Ce montant est-il tenu en compte séparé ou passe-t-il dans le revenu consolidé?

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 22 novembre 1945

No 1.
21 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 21), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.
21 novembre—Troisième lecture d'un projet de loi (Bill 161), intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.
21 novembre—Deuxième lecture du Bill (32), intitulé: "Loi modifiant la Loi des transports, 1938".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.
21 novembre—Deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.
21 novembre—Prise en considération du cent-quarante-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Harold James Chesterman, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
21 novembre—Prise en considération du cent-quarante-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Emma Grace Kriticos, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
21 novembre—Prise en considération du cent-quarante-sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Donald John Northey Armstrong, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
21 novembre—Prise en considération du cent-quarante-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Goldie Boltuck, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.
21 novembre—Prise en considération du cent-quarante-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Irene Nelson Johnston, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.

21 novembre—Prise en considération du cent-quarante-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.

21 novembre—Prise en considération du cent-cinquantième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Olive Pashley Mackie, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.

21 novembre—Reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, qu'il soit:

Résolu: Qu'il importe, de l'avis du Sénat, que le Canada possède un drapeau national distinctif.

Que le Sénat se joigne effectivement à la Chambre des communes aux fins d'instituer un comité mixte des deux Chambres pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau.

Que les honorables sénateurs David, Davies, Gershaw, Gouin, Howden, Johnston, Lambert, Léger, Aseltine, Quinn, Robertson et White soient nommés pour agir au nom du Sénat comme membres dudit comité mixte.

Que ledit comité mixte soit autorisé à envoyer quérir personnes, dossiers et documents.

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer en conséquence.—(L'honorable sénateur Duff).

No 13.

21 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Lacasse).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 25

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 22 novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Bouchard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
David,
Davies,
Dessureault,
Duff,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Farris,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Green,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lambert,
Léger,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Moraud,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Quinn,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Hayden, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (G-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence canadienne de l'Eglise des Frères mennonites de l'Amérique du Nord", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hayden, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été retourné le Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse", rapporte que ce comité a de nouveau étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 10.*—Aux mots "de Rome", substituer "catholique romaine".
2. *Page 2, ligne 3.*—Retrancher "quelconques,".
3. *Page 2, ligne 5.*—Après le mot "accordé,", insérer "mort-gagé,".
4. *Page 2, lignes 14 à 17.*—Retrancher la clause 5.
5. *Page 2, ligne 37.*—Au mot "terrains" substituer "biens immeubles".
6. *Page 3, ligne 6.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
7. *Page 3, ligne 8.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
8. *Page 4, ligne 4.*—Aux mots "telle valeur qu'elle jugera convenable", substituer "telles valeurs qu'elle jugera convenables".
9. *Page 4, ligne 7.*—A la clause 13 (renumérotée 12), substituer la suivante:

   12. Au cas d'une vacance se produisant dans ledit Vicariat ou au cas où le Vicaire Apostolique alors en exercice se trouverait, pour cause d'absence, de maladie, d'infirmité ou pour une autre cause, incapable ou dans l'impossibilité de remplir ses fonctions dans ledit Vicariat, alors le membre de son clergé qui, d'après la loi canonique, sera choisi pour administrer le Vicariat, aura, durant pareille vacance, absence, maladie, infirmité ou incapacité, les mêmes pouvoirs que la présente loi confère audit Vicaire Apostolique.

10. *Page 4, ligne 19.*—Aux mots "de Rome", substituer "catholique romaine".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (F-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la Corporation canadienne d'assurance-santé et d'assurance contre les accidents", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le bill (B-4), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance nationale slovaque du Canada", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lu par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1 lignes 20 et 21.*—Retrancher le mot "nationale" et le mot "national".
2. *Au préambule—Page 1, ligne 4.*—Retrancher le mot "nationale".
3. *Dans le titre*—Retrancher le mot "nationale".

Lesdits amendements sont agréés, et,
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les bills suivants:

Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Gardner Bradford".
Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive May Marks Sanderson".
Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval".
Bill (T-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Frances Timms Couture".
Bill (U-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Louise Boutilier Snow".
Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril James Morgan".
Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume".
Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Shusterman Percher".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (21), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937", soit maintenant lu la troisième fois.

En amendement, l'honorable sénateur Hayden propose que ledit bill ne soit pas maintenant lu la troisième fois, mais qu'il soit amendé, comme suit:

1. *Page 1, ligne 16.*—Ajouter au bill ce qui suit comme clause 3, et renumeroter en conséquence:

3. Est abrogé l'article treize de ladite loi, et remplacé par le suivant:

13. Les livres de la Corporation doivent, en tout temps raisonnable, être accessibles à l'apurement par un vérificateur qu'une loi du Parlement doit désigner chaque année, et ce vérificateur devra chaque année présenter au Parlement un rapport de cet apurement.

2. *Page 3, ligne 39.*—Ajouter à la clause 10, renumérotée clause 11, ce qui suit:

28. Tout arrêté en conseil pris sous l'autorité de la présente loi doit être déposé devant le Parlement aussitôt que possible après qu'il a été pris.

29. Le conseil d'administration devra présenter chaque année au Parlement un rapport indiquant de façon sommaire les résultats de ses opérations et telle autre information qui lui paraîtra intéressante pour le public ou nécessaire à renseigner le Parlement sur toute situation existant à l'époque d'un tel rapport, ou que le Gouverneur en conseil pourra requérir à discrétion.

30. Les rapports annuels du conseil d'administration et du vérificateur devront être respectivement présentés au Parlement par l'intermédiaire du Ministre.

Etant posée la question de l'agrément desdits amendements,

Après débat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Haig, il est

Ordonné: Que ledit bill soit retourné au comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, en y joignant lesdits amendements proposés.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (161), intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (32), intitulé: "Loi modifiant la Loi des transports, 1938", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports cent-quarante-quatrième à cent-cinquantième du comité permanent des Divorces, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit:

Résolu: Qu'il importe, de l'avis du Sénat, que le Canada possède un drapeau national distinctif.

Que le Sénat se joigne effectivement à la Chambre des communes aux fins d'instituer un comité mixte des deux Chambres pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau.

Que les honorables sénateurs David, Davies, Gershaw, Gouin, Howden, Johnston, Lambert, Léger, McRae, Quinn, Robertson et White soient nommés pour agir au nom du Sénat comme membres dudit comité mixte.

Que ledit comité mixte soit autorisé à envoyer quérir personnes, dossiers et documents.

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer en conséquence.

Après plus ample débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi 23 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour vendredi, le 23 novembre 1945

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

INTERPELLATION

Pour vendredi, le 23 novembre 1945

Par l'honorable sénateur Duff:

1. Depuis la mise en application de la Loi de l'assurance-chômage jusqu'au 30 septembre 1945, quels montants ont été payés au Trésor fédéral ou à la caisse d'assurance-chômage par les employeurs de main-d'œuvre, ou par d'autres, de toutes les provinces du Canada?

2. Combien a été versé au cours de la période susdite, par les travailleurs de différentes catégories?

3. Combien le Gouvernement du Canada a-t-il versé à ladite caisse de chômage au cours de la susdite période?

4. Combien a coûté, jusqu'au 30 septembre 1945, l'opération de l'organisation susdite: (*a*) en salaires, (*b*) en frais de toute nature, y compris les loyers, la papeterie, l'aménagement, etc., etc.?

5. Combien, avant le 30 septembre 1945, a été payé, à même cette caisse, ou à même le Trésor fédéral, aux employés en chômage, en vertu des dispositions de la Loi de l'assurance-chômage?

6. Quel était, au 30 septembre 1945, le solde de ladite caisse ou le solde approprié à l'assurance-chômage dans le Trésor fédéral?

7. Ce montant est-il tenu en compte séparé ou passe-t-il dans le revenu consolidé?

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, le 23 novembre 1945

No 1.
22 novembre—Considération des amendements proposés à ceux effectués par le comité permanent des bills d'intérêt privé au Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse".—(L'honorable sénateur Hayden).

No 2.
22 novembre—Deuxième lecture du Bill (32), intitulé: "Loi modifiant la Loi des transports, 1938".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.
22 novembre—Deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers, 1939".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.
22 novembre—Deuxième lecture du Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Gardner Bradford".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.
22 novembre—Deuxième lecture du Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive May Marks Sanderson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
22 novembre—Deuxième lecture du Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
22 novembre—Deuxième lecture du Bill (T-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Frances Timms Couture".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
22 novembre—Deuxième lecture du Bill (U-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Louise Boutilier Snow".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.
22 novembre—Deuxième lecture du Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril James Morgan".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.
22 novembre—Deuxième lecture du Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.
22 novembre—Deuxième lecture du Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Shusterman Percher".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.

22 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Lacasse).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 26

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 23 novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable THOMAS VIEN, C.P., Président suppléant

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Bench,
Bishop,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Copp,
Crerar,
David,
Duff,
Farris,
Gershaw,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Horner,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
Lambert,
Macdonald (Cardigan),
Marcotte,
McDonald (Kings),
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Murdock,
Paquet,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

Le Greffier à la Table informe le Sénat que l'honorable Président est absent, pour cause inévitable.

L'honorable sénateur Robertson propose, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Que durant l'absence de l'honorable Président, l'honorable sénateur Vien le remplace au fauteuil de la présidence.

Etant posée la question d'agrément, le Greffier déclare que ladite motion est résolue par l'affirmative.

En conséquence, l'honorable sénateur Vien prend le fauteuil.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (F-7), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie d'un rapport au Parlement sur l'Administration de secours et de réhabilitation des Nations Unies, jusqu'à la date du 30 septembre 1945, en vertu des dispositions de la Loi de secours et de réhabilitation des Nations Unies, 1944.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les bills suivants:

Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold James Chesterman".

Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Grace Kriticos".

Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald John Northey Armstrong".

Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Boltuck".

Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nelson Johnston".

Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant".

Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pashley Mackie".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la considération des amendements proposés par le comité permanent des Bills d'intérêt privé au Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (32), intitulé: "Loi modifiant la Loi des transports, 1938", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Gardner Bradford".

Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive May Marks Sanderson".

Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval".

Bill (T-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Frances Timms Couture".

Bill (U-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Louise Boutilier Snow".

Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril James Morgan".

Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume".

Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Shusterman Percher".

Ordonné: Que lesdits bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, le 26 novembre, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi 26 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour lundi, le 26 novembre 1945

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, le 26 novembre 1945

No 1.

23 novembre—Troisième lecture du Bill (32), intitulé: "Loi modifiant la Loi des transports, 1938".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

23 novembre—Troisième lecture du Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Gardner Bradford".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 3.

23 novembre—Troisième lecture du Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive May Marks Sanderson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 4.

23 novembre—Troisième lecture du Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.

23 novembre—Troisième lecture du Bill (T-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Frances Timms Couture".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.

23 novembre—Troisième lecture du Bill (U-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Louise Boutilier Snow".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.

23 novembre—Troisième lecture du Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril James Morgan".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.

23 novembre—Troisième lecture du Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.

23 novembre—Troisième lecture du Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Shusterman Percher".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.

23 novembre—Considération des amendements proposés par le comité permanent des Bills d'intérêt privé au Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse".—(L'honorable sénateur Hayden).

No 11.

23 novembre—Deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 12.

23 novembre—Deuxième lecture du Bill (F-7), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 13.

23 novembre—Deuxième lecture du Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold James Chesterman".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 14.

23 novembre—Deuxième lecture du Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Grace Kriticos".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 15.

23 novembre—Deuxième lecture du Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald John Northey Armstrong".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 16.

23 novembre—Deuxième lecture du Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Boltuck".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 17.

23 novembre—Deuxième lecture du Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nelson Johnston".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.

23 novembre—Deuxième lecture du Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.

23 novembre—Deuxième lecture du Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pashley Mackie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.

23 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Lacasse).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 27

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 26 novembre 1945

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Blais,
Bouchard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Duff,
Duffus,
Fallis,
Farris,
Gershaw,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Horner,
Howden,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Veniot,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message ainsi conçu:

Le VENDREDI 23 novembre 1945.

Résolu: Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre a substitué le nom de M. Richard (*Ottawa-Est*) à celui de M. Gourd (*Chapleau*) pour agir au nom de la Chambre des communes comme membre du comité mixte des deux Chambres pour le Restaurant.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (172), intitulé: "Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (173), intitulé: "Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (32), intitulé: "Loi modifiant la Loi des transports, 1938", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois:

Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Gardner Bradford".

Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive May Marks Sanderson".

Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval".

Bill (T-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Frances Timms Couture".

Bill (U-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Louise Boutilier Snow".

Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril James Morgan".

Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume".

Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Shusterman Percher".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la considération des amendements proposés par le comité permanent des Bills d'intérêt privé au Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F-7), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois:

Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold James Chesterman".

Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Grace Kriticos".

Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald John Northey Armstrong".

Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Boltuck".

Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nelson Johnston".

Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant".

Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pashley Mackie".

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi 27 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mardi, le 27 novembre 1945

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, le 27 novembre 1945

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

Pour mercredi, le 28 novembre 1945

Par l'honorable sénateur Johnston:

26 novembre—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre constitution dans les limites de ses responsabilités.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 27 novembre 1945

No 1.
26 novembre—Troisième lecture du Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold James Chesterman".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 2.
26 novembre—Troisième lecture du Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Grace Kriticos".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 3.
26 novembre—Troisième lecture du Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald John Northey Armstrong".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 4.
26 novembre—Troisième lecture du Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Boltuck".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.
26 novembre—Troisième lecture du Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nelson Johnston".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
26 novembre—Troisième lecture du Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
26 novembre—Troisième lecture du Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pashley Mackie".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
26 novembre—Considération des amendements proposés par le comité permanent des Bills d'intérêt privé au Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse".—(L'honorable sénateur Hayden).

No 9.
26 novembre—Deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 10.
26 novembre—Deuxième lecture du Bill (F-7), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 11.
26 novembre—Deuxième lecture du Bill (172), intitulé: "Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 12.

26 novembre—Deuxième lecture du Bill (173), intitulé: "Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 13.

23 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Lacasse).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 28

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 27 novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
DuTremblay,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Gershaw,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howden,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
McDonald (Shediac),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président présente au Sénat le message suivant de Son Excellence le Gouverneur général:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT
OTTAWA

le 26 novembre 1945.

Aux honorables Membres du Sénat,

J'ai reçu avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse à mon discours à l'ouverture de la session du Parlement, et je vous en remercie sincèrement.

ATHLONE

L'honorable sénateur Lambert, du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes constitué en vue de faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 27 novembre 1945.

Le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes constitué en vue de faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif, a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que le quorum de la représentation sénatoriale soit réduit à cinq membres.
2. Que les représentants du Sénat à ce comité mixte soient autorisés à siéger durant les séances du Sénat.

Le tout respectueusement soumis.

N. P. LAMBERT,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, auquel a été renvoyé le Bill (21), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec un amendement, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

Page 3, ligne 39.—A la suite de l'article 27 de la clause 10 du bill, ajouter ce qui suit comme nouveaux articles 28, 29 et 30:

28. Tout arrêté en conseil pris sous l'autorité de la présente loi doit être déposé devant le Parlement aussitôt que possible après qu'il a été pris.

29. Le Conseil d'administration devra présenter chaque année au Parlement un rapport indiquant de façon sommaire les résultats de ses opérations et telle autre information qui lui paraîtra intéressante pour le public ou nécessaire à renseigner le Parlement sur toute situation existant à l'époque d'un tel rapport, ou que le gouverneur en conseil pourra requérir à discrétion.

30. Les rapports annuels du Conseil d'administration et du vérificateur devront être respectivement présentés au Parlement par l'intermédiaire du Ministre.

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, avec un amendement, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent cinquante-et-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 23 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Graham Gatehouse, de la cité de Montréal, province de Québec, marchand; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Alexandra Pashby Gatehouse, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cont cinquante-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 23 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gertrude Violet Kerwin Desjardins, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, fonctionnaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Richard-Adrien-Robert Desjardins, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur; le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent cinquante-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 23 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Winifred Madge Jones Brown, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerard Warren Brown, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent cinquante-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 23 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Winnifred Catherine Bird Jackson, de la cité de Montréal, province de Québec, finisseuse en produits pharmaceutiques; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hector Arnold Jackson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent cinquante-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 23 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Archibald John Pratt, du village de Waterville, province de Québec, poseur de fils; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Graves Pratt, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent cinquante-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 23 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Theresa Sharp Mackay, de la cité de Montréal, province de Québec, téléphoniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Andrew Abbott Mackay, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent cinquante-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 23 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith Elise Holbrook Hume, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité de Weston, dans l'Etat du Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, employée

d'usine; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Polworth Hume, de ladite cité de Sherbrooke, avocat, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent cinquante-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 23 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Amy Helen Bowerman Hume, de la cité de Sherbrooke, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Edward Hume, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent cinquante-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 23 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Anderson Bell Gordon, de la cité d'Outremont, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Reginald Garfield Gordon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

Avec la permission du Sénat, l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose:

Que l'Accord adopté lors de la Conférence monétaire et financière des Nations Unies et le Papier blanc relatif au Travail et au Revenu présenté au Parlement par le ministre de la Reconstruction, au cours du mois d'avril 1945, soient renvoyés au comité permanent du Commerce et des relations commerciales.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois:

Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold James Chesterman".

Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Grace Kriticos".

Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald John Northey Armstrong".

Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Boltuck".

Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nelson Johnston".

Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant".

Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pashley Mackie".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements proposés par le comité permanent des Bills d'intérêt privé au Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse".

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F-7), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (172), intitulé: "Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Finances.

A l'appel de l'ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (173), intitulé: "Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'aéronautique", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (91), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection des poissons", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi 28 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mercredi, le 28 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soit abrogée;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Howden:

27 novembre—Que les taxes parlementaires payées relativement au Bill (G-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence canadienne de l'Eglise des Frères mennonites de l'Amérique du Nord", soient remboursées à MM. Keith, Maybank and Keith, Winnipeg, Manitoba, procureurs des pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction.

INTERPELLATIONS

Pour mercredi, le 28 novembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

No 2.

Par l'honorable sénateur Johnston:

26 novembre—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre constitution dans les limites de ses responsabilités.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 28 novembre 1945

No 1.

27 novembre—Deuxième lecture du Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

27 novembre—Deuxième lecture du Bill (F-7), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

27 novembre—Deuxième lecture du Bill (173), intitulé: "Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

27 novembre—Prise en considération du cent cinquante-et-unième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de John Graham Gatehouse, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.

27 novembre—Prise en considération du cent cinquante-deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Gertrude Violet Kerwin Desjardins, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.

27 novembre—Prise en considération du cent cinquante-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Winifred Madge Jones Brown, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.

27 novembre—Prise en considération du cent cinquante-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Winnifred Catherine Bird Jackson, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.

27 novembre—Prise en considération du cent cinquante-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Archibald John Pratt, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.

27 novembre—Prise en considération du cent cinquante-sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Mary Theresa Sharp Mackay, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.

27 novembre—Prise en considération du cent cinquante-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Edith Elise Holbrook Hume, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.

27 novembre—Prise en considération du cent cinquante-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Amy Helen Bowerman Hume, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.

27 novembre—Prise en considération du cent cinquante-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Mary Anderson Bell Gordon, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 13.

27 novembre—Deuxième lecture du Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'aéronautique".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 14.

27 novembre—Deuxième lecture du Bill (91), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection des poissons".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 15.

23 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Lacasse).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 29

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 28 novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Dessureault,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
DuTremblay,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Ferland,
Gershaw,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howden,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (176), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les indemnités de service de guerre", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (16), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi des ressources naturelles de l'Alberta", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Hayden, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (13), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les revenus de guerre", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec deux amendements, qu'il est prêt à soumettre dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 20.*—Retrancher les mots "ou est d'une catégorie désignée par règlement comme catégorie de monuments aux morts de la guerre".

2. *Page 1, lignes 26 et 27.*—Retrancher les mots "ou comme catégories de monuments aux morts de la guerre".

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Robertson propose que ledit bill, tel qu'amendé, soit maintenant lu la troisième fois.

En amendement, l'honorable sénateur Léger propose que ce bill ne soit pas maintenant lu la troisième fois, tel qu'amendé, mais qu'il soit soumis à un comité plénier du Sénat demain.

Etant posée la question sur la motion en amendement,

Elle est résolue par l'affirmative, et

Ordonné en conséquence.

L'honorable sénateur Hayden, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (23), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il est prêt à soumettre au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 10, ligne 44.*—Insérer ce qui suit comme nouvelle sous-clause (2) de la clause 32:

(2) Nul ne sera éligible à être un vérificateur à moins qu'il ne réside au Canada, qu'il ne soit un comptable ayant exercé sa profession au

Canada durant au moins six ans avant la date de sa nomination, et qu'il ne soit un membre en règle d'un institut ou d'une association de comptables constituée en corporation sous l'autorité de la Législature d'une province du Canada.

2. Renuméroter comme (3), (4), (5), (6) et (7) les sous-clauses (2), (3), (4), (5) et (6) de la clause 32.

3. *Page 11, ligne 40.*—Ajouter ce qui suit comme sous-clause (3) de la clause 34:

(3) Dès que la chose pourra se faire, après l'expiration de chaque année de calendrier, le Conseil préparera un rapport concernant l'administration des affaires de la Corporation durant l'année de calendrier précédente, et le rapport sera déposé devant le Parlement en même temps que la copie des comptes et du rapport mentionnés au paragraphe précédent.

4. *Page 14, ligne 15.*—Après "Partie II" insérer les mots "et l'article quarante-deux; et substituer "entreront" au mot "entrera".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixantième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Léopold Levesque, de la cité de Montréal, province de Québec, chauffeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Béatrice Martel Levesque, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-et-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Myrtle Elizabeth Fraser Bennett, du village d'Elmira, province de l'Ile du Prince-Edouard; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Preston Frederick Bennett, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sylvia Pamela Solomon Lande, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Bernard Lande, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Annie Kandel Ashkanazy, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Philip Ashkanazy, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rose Acomsky Bloom, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel Lawrence Bloom, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ethel Meakings Downs, de la cité de Montréal, province de Québec, préposée au remplissage de bouteilles; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ephraim Downs, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis, de la cité de Westmount, province de Québec, commis aux ventes; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Sylvester Jarvis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Arthur John Frederick Temperton, junior, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irene Mary Sayer Temperton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Myrtle Ann Westover Coleman, de la cité de Verdun, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Arthur St. John Coleman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie Gertrude Owens Conant, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hurst Waterman Conant, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-dixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Louis Humble, de la cité de Montréal, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marjorie Donoghue Humble, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-onzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sarah Silverstone Michelin, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Michelin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-douzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 26 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Roderick-Auguste-Robert de Lotbinière Harwood, de la cité de Montréal, province de Québec, agent d'assurance; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Patti MacLaren Harwood, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie des arrêtés en conseil pris sous l'autorité de la Loi des mesures de guerre durant les mois de septembre et octobre 1945. (Version française).

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (P-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires".

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Sur motion de l'honorable sénateur Howden, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires payées relativement au Bill (G-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence canadienne de l'Eglise des Frères mennonites de l'Amérique du Nord", soient remboursées à MM. Keith, Maybank et Keith, Winnipeg, Manitoba, procureurs des pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction.

L'honorable sénateur Johnston attire l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (F-7), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent de l'Agriculture et des forêts.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (173), intitulé: "Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports cent cinquante-et-unième à cent cinquante-neuvième du comité permanent des Divorces, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (G-7), intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham Gatehouse".

Bill (H-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Violet Kerwin Desjardins".

Bill (I-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Winifred Madge Jones Brown".

Bill (J-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Catherine Bird Jackson".

Bill (K-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Archibald John Pratt".
Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Theresa Sharp Mackay".
Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elise Holbrook Hume".
Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Helen Bowerman Hume".
Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Anderson Bell Gordon".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'aéronautique", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (91), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection des poissons", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi 29 novembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour jeudi, le 29 novembre 1945

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soient abrogées;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

INTERPELLATION

Pour jeudi, le 29 novembre 1945

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 29 novembre 1945

No 1.
28 novembre—La Chambre en comité plénier concernant le Bill (13), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", tel qu'amendé.—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.
28 novembre—Reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (173), intitulé: "Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements".—(L'honorable sénateur Haig).

No 3.
28 novembre—Deuxième lecture du Bill (G-7), intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham Gatehouse".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 4.
28 novembre—Deuxième lecture du Bill (H-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Violet Kerwin Desjardins".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 5.
28 novembre—Deuxième lecture du Bill (I-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Winifred Madge Jones Brown".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 6.
28 novembre—Deuxième lecture du Bill (J-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Catherine Bird Jackson".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 7.
28 novembre—Deuxième lecture du Bill (K-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Archibald John Pratt".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 8.
28 novembre—Deuxième lecture du Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Theresa Sharp Mackay".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 9.
28 novembre—Deuxième lecture du Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elise Holbrook Hume".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 10.
28 novembre—Deuxième lecture du Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Helen Bowerman Hume".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 11.
28 novembre—Deuxième lecture du Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Anderson Bell Gordon".—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 12.
28 novembre—Deuxième lecture du Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'aéronautique".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 13.

28 novembre—Deuxième lecture du Bill (91), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection des poissons".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 14.

28 novembre—Deuxième lecture du Bill (176), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 15.

28 novembre—Deuxième lecture du Bill (16), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi des ressources naturelles de l'Alberta".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 16.

28 novembre—Deuxième lecture du Bill (P-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 17.

28 novembre—Prise en considération du cent soixantième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Léopold Levesque, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 18.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-et-unième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Myrtle Elizabeth Fraser Bennett, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 19.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-deuxième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Sylvia Pamela Solomon Lande, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 20.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-troisième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Annie Kandel Ashkanazy, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 21.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-quatrième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Rose Acomsky Bloom, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 22.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-cinquième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Ethel Meakings Downs, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 23.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-sixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 24.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-septième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Arthur John Frederick Temperton, Jr., avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 25.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-huitième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Myrtle Ann Westover Coleman, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 26.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-neuvième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Marie Gertrude Owens Conant, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 27.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-dixième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Louis Humble, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 28.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-onzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Sarah Silverstone Michelin, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 29.

28 novembre—Prise en considération du cent soixante-douzième rapport du comité permanent des Divorces, auquel a été référée la pétition de Roderick Auguste Robert de Lotbinière Harwood, avec les témoignages rendus devant ledit comité.—(L'honorable sénateur Aseltine).

No 30.

28 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Lambert).

No 31.

28 novembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnson qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No. 30

MINUTES OF THE PROCEEDINGS

OF

THE SENATE OF CANADA

Thursday, 29th November, 1945

3 p.m.

The Honourable JAMES H. KING, P.C., Speaker.

The Members convened were:—

The Honourable Senators

Aseltine,
Beaubien (St. Jean Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (Sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Dessureault,
Duff,
Dupuis,
DuTremblay,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Lacasse,
Lambert,
Leger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McIntyre,
McRae,
Michener,
Molloy,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St. Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRAYERS.

A Message was brought from the House of Commons by their Clerk with a Bill (178), intituled:

"An Act to authorize the provision of moneys to meet certain capital expenditures made and capital indebtedness incurred by the Canadian National Railways System during the calendar year 1945, and to authorize the guarantee by His Majesty of certain securities to be issued by the Canadian National Railway Company."

The said Bill was read the first time, and—

With leave of the Senate, it was—

Ordered, That it be placed on the Orders of the Day for a second reading to-morrow.

The Honourable Senator Sinclair, from the Special Committee appointed to review the Constitution and functions of the Standing Committees of the Senate, presented their first Report.

The same was then read by the Clerk, as follows:—

TUESDAY, 27th November, 1945.

The Special Committee of the Senate appointed to review the Constitution and functions of the Standing Committees of the Senate and to make such recommendations to facilitate the business of the Senate as it may deem necessary or expedient, beg leave to make their first Report as follows:—

Your Committee recommend that their quorum be reduced to five (5) Members.

All which is respectfully submitted.

JOHN E. SINCLAIR,
Chairman.

With leave of the Senate,
The said Report was adopted.

Pursuant to the Order of the Day, the Senate was adjourned during pleasure and put into a Committee of the Whole on the Bill (13), intituled: "An Act to amend The War Charities Act, 1939."

(In the Committee)

After some time the Senate was resumed, and—

The Honourable Senator Sinclair, from the said Committee, reported that they had taken the said Bill into consideration, made some progress thereon, and asked leaved to sit again.

Ordered, That the said Bill be placed on the Orders of the Day for further consideration in a Committee of the Whole on Monday next.

The Order of the Day being called for resuming the adjourned debate on the motion for the second reading of the Bill (173), intituled: "An Act respecting The Department of Reconstruction and Supply," it was—

Ordered, That the said Order of the Day be postponed until to-morrow.

Pursuant to the Order of the Day, the following Bills were, on division, severally read the second time:—

Bill (G7), intituled: "An Act for the relief of John Graham Gatehouse."

Bill (H7), intituled: "An Act for the relief of Gertrude Violet Kerwin Desjardins."

Bill (I7), intituled: "An Act for the relief of Winifred Madge Jones Brown."

Bill (J7), intituled: "An Act for the relief of Winnifred Catherine Bird Jackson."

Bill (K7), intituled: "An Act for the relief of Archibald John Pratt."

Bill (L7), intituled: "An Act for the relief of Mary Theresa Sharp Mackay."

Bill (M7), intituled: "An Act for the relief of Edith Elise Holbrook Hume."

Bill (N7), intituled: "An Act for the reief of Amy Helen Bowerman Hume."

Bill (O7), intituled: "An Act for the relief of Mary Anderson Bell Gordon."

Ordered, That they be placed on the Orders of the Day for a third reading to-morrow.

Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Robertson moved that the Bill (19), intituled: "An Act to amend the Aeronautics Act", be now read a second time.

After debate,

The said Bill was read the second time, and—

Referred to the Standing Committee on Railways, Telegraphs and Harbours.

The Order of the Day being called for the second reading of the Bill (91), intituled: "An Act to amend the Fish Inspection Act," it was—

Ordered, That the said Order of the Day be postponed until to-morrow.

The Order of the Day being called for the second reading of the Bill (176), intituled: "An Act to amend The War Service Grants Act, 1944", it was—

Ordered, That the said Order of the Day be postponed until to-morrow.

The Order of the Day being called for the second reading of the Bill (16), intituled: "An Act to amend The Alberta Natural Resources Act," it was—

Ordered, That the said Order of the Day be postponed until to-morrow.

The Order of the Day being called for the second reading of the Bill (P7), intituled: "An Act to amend the Trust Companies Act," it was—

Ordered, That the said Order of the Day be postponed until to-morrow.

Pursuant to the Order of the Day, the Senate proceeded to the consideration of the one hundred and sixtieth to the one hundred and seventy-second Reports of the Standing Committee on Divorce.

The said Reports were, on division, severally adopted.

The Honourable the Chairman of the Standing Committee on Divorce presented to the Senate the following Bills:—

Bill (Q7), intituled: "An Act for the relief of Leopold Levesque."

Bill (R7), intituled: "An Act for the relief of Myrtle Elizabeth Fraser Bennett."

Bill (S7), intituled: "An Act for the relief of Sylvia Pamela Solomon Lande."

Bill (T7), intituled: "An Act for the relief of Annie Kandel Ashkanazy."

Bill (U7), intituled: "An Act for the relief of Rose Acomsky Bloom."

Bill (V7), intituled: "An Act for the relief of Ethel Meakings Downs."

Bill (W7), intituled: "An Act for the relief of Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis."

Bill (X7), intituled: "An Act for the relief of Arthur John Frederick Temperton, junior."

Bill (Y7), intituled: "An Act for the relief of Myrtle Ann Westover Coleman."

Bill (Z7), intituled: "An Act for the relief of Marie Gertrude Owens Conant."

Bill (A8), intituled: "An Act for the relief of Louis Humble."

Bill (B8), intituled: "An Act for the relief of Sarah Silverstone Michelin."

Bill (C8), intituled: "An Act for the relief of Roderick Auguste Robert de Lotbiniere Harwood."

The said Bills were, on division, severally read the first time, and—

With leave of the Senate, it was—

Ordered, That they be placed on the Orders of the Day for second reading to-morrow.

Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the adjourned debate on the inquiry of the Honourable Senator McRae calling the attention of the Senate to the development of our Gold resources, and what an active programme to increase our Gold production could mean to the general prosperity of Canada, particularly in the employment of labour, the establishment of new communities and the importance of Gold in taking care of our foreign obligations.

After debate, it was—

Ordered, That further debate be adjourned until to-morrow.

The Order of the Day being called for resuming the adjourned debate on the inquiry by the Honourable Senator Johnston calling the attention of the Senate to certain matters relating to the historical and constitutional position of this Honourable House, its functions and its record within the scope of the responsibilities assigned to this Honourable House under our Constitution, it was—

Ordered, That the said Order of the Day be postponed until to-morrow.

The Senate adjourned.

ROUTINE PROCEEDINGS

Friday, 30th November, 1945

Presentation of Petitions. Reading of Petitions.
Reports of Committees. Notices of Inquiries and Motions.

MOTIONS

For Friday, 30th November, 1945

By the Honourable Senator McGeer:—

25th October—That no increase in the Sessional indemnity of the Members of the Canadian Parliament, that is the Members of the Senate and the Commons, either by way of an increase in the amount presently paid or in any especial relief exempting the indemnity paid to the said Members, or any portion of it, from taxation, shall be provided UNTIL

1. All Canadians earning $1,200 a year or less shall be relieved from the payment of income taxes.
2. All Canadians supporting wives and receiving $2,000 a year or less are exempt from the payment of income taxes.
3. An allowance, exempt from income taxes, is made for the maintenance of all dependents of taxpayers sufficient to give such dependents a minimum standard of decent Canadian living.
4. The provisions of "The Wartime Salaries Order,
   P.C. 9298 of November 27, 1941, as amended by
   P.C. 946 of February 6, 1942,
   P.C. 1549 of February 27, 1942,
   P.C. 4346 of May 26, 1942,
   P.C. 79/1385 of March 3, 1944,
   P.C. 9505 of December 21, 1944,
   Office Consolidation, December, 1944" freezing salaries are repealed.
5. All salaries and other allowances made to the Members of the Canadian Judiciary are made exempt from income tax.
6. All tax and rates imposed by the authorities of any city, municipality or other tax authority in Canada on Canadian homes is made a non-taxable part of the income of the taxpayer paying said taxes or rates on or in respect of the said home.

For Tuesday, 4th December, 1945

By the Honourable Senator Roebuck:—

29th November—That the Committee on Immigration and Labour be authorized to enquire into the operation and administration of the Immigration Act (R.S.C. Chap. 93 and Amendments) and the circumstances and conditions relating thereto.

And that the said Committee have power to send for persons, papers and records.

INQUIRIES

For Friday, 30th November, 1945

No. 1.

By the Honourable Senator Quinn:—

26th November—That he will inquire of the Government, as follows:—

1. What has been the total enlistment in the W.R.C.N.S., commonly known as Wrens, since its organization?
2. How many were on the strength on May 1st, 1945?
3. How many were on the strength on November 1st, 1945?
4. Where are they stationed and how many at each station?
5. What is the total cost of this branch of the Services, including pay, allowances, housing, living-quarters, uniforms and equipment, food and rations?

No. 2.

By the Honourable Senator Quinn:—

29th November—That he will inquire of the Government, as follows:—

1. What was the total enlistment in the C.W.A.C., Canadian Women's Army Corps, since its organization?
2. How many were on the roll on May 1, 1945?
3. How many were on the roll on November 1, 1945?
4. Where are they stationed and how many at each station?
5. What is the total cost of this Branch of the Services including pay and allowances, housing, living quarters, uniforms and equipment, food and rations, etc.

ORDERS OF THE DAY

For Friday, 30th November, 1945

No. 1.

29th November—Third Reading (Bill G7), intituled. "An Act for the relief of John Graham Gatehouse."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 2.

29th November—Third Reading (Bill H7), intituled: "An Act for the relief of Gertrude Violet Kerwin Desjardins."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 3.

29th November—Third Reading (Bill I7), intituled: "An Act for the relief of Winifred Madge Jones Brown."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 4.

29th November—Third Reading (Bill J7), intituled: "An Act for the relief of Winnifred Catherine Bird Jackson."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 5.

29th November—Third Reading (Bill K7), intituled: "An Act for the relief of Archibald John Pratt."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 6.

29th November—Third Reading (Bill L7), intituled: "An Act for the relief of Mary Therese Sharp Mackay."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 7.

29th November—Third Reading (Bill M7), intituled: "An Act for the relief of Edith Elise Holbrook Hume."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 8.

29th November—Third Reading (Bill N7), intituled: "An Act for the relief of Amy Helen Bowerman Hume."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 9.

29th November—Third Reading (Bill O7), intituled: "An Act for the relief of Mary Anderson Bell Gordon."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 10.

29th November—Resuming the adjourned debate on the motion for the second reading of(Bill 173), intituled: "An Act respecting the Department of Reconstruction and Supply."—(Honourable Senator Haig.)

No. 11.

29th November—Second Reading (Bill 91), intituled: "An Act to amend the Fish Inspection Act."—(Honourable Senator Robertson.)

No. 12.
29th November—Second Reading of (Bill 176), intituled: "An Act to amend The War Service Grants Act, 1944."—(Honourable Senator Robertson.)

No. 13.
29th November—Second Reading of (Bill 16), intituled: "An Act to amend The Alberta Natural Resources Act."—(Honourable Senator Robertson.)

No. 14.
29th November—Second Reading of (Bill P7), intituled: "An Act to amend the Trust Companies Act."—(Honourable Senator Robertson.)

No. 15.
29th November—Second Reading of (Bill 178), intituled: "An Act to authorize the provision of moneys to meet certain capital expenditures made and capital indebtedness incurred by the Canadian National Railways System during the calendar year 1945, and to authorize the guarantee by His Majesty of certain securities to be issued by the Canadian National Railway Company."—(Honourable Senator Robertson.)

No. 16.
29th November—Second Reading (Bill Q7), intituled: "An Act for the relief of Leopold Levesque."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 17.
29th November—Second Reading (Bill R7), intituled: "An Act for the relief of Myrtle Elizabeth Fraser Bennett."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 18.
29th November—Second Reading (Bill S7), intituled: "An Act for the relief of Sylvia Pamela Solomon Lande."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 19.
29th November—Second Reading (Bill T7), intituled: "An Act for the relief of Annie Kandel Ashkanazy."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 20.
29th November—Second Reading (Bill U7), intituled: "An Act for the relief of Rose Acomsky Bloom."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 21.
29th November—Second Reading (Bill V7), intituled: "An Act for the relief of Ethel Meakings Downs."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 22.
29th November—Second Reading (Bill W7), intituled: "An Act for the relief of Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 23.
29th November—Second Reading (Bill X7), intituled: "An Act for the relief of Arthur John Frederick Temperton, junior."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 24.
29th November—Second Reading (Bill Y7), intituled: "An Act for the relief of Myrtle Ann Westover Coleman."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 25.

29th November—Second Reading (Bill Z7), intituled: "An Act for the relief of Marie Gertrude Owens Conant."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 26.

29th November—Second Reading (Bill A8), intituled: "An Act for the relief of Louis Humble."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 27.

29th November—Second Reading (Bill B8), intituled: "An Act for the relief of Sarah Silverstone Michelin."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 28.

29th November—Second Reading (Bill C8), intituled: "An Act for the relief of Roderick Auguste Robert de Lotbiniere Harwood."—(Honourable Senator Aseltine.)

No. 29.

29th November—Resuming the adjoined debate on the inquiry by the Honourable Senator McRae—That he will call the attention of the Senate to the development of our Gold resources and what an active programme to increase our Gold production could mean to the general prosperity of Canada, particularly the employment of labour, the establishment of new communities and the importance of the Gold which it will provide in taking care of our foreign obligations.—(Honourable Senator Murdock.)

No. 30.

29th November—Resuming the adjoined debate on the inquiry by the Honourable Senator Johnston—That he will call to the attention of the Senate to certain matters relating to the historical and constitutional position of this Honourable House, its functions and its record within the scope of the responsibilities assigned to this Honourable House under our Constitution.—(Honourable Senator Molloy.)

For Monday, 3rd December, 1945

29th November—The House again in Committee of the Whole on (Bill 13), intituled: "An Act to amend The War Charities Act, 1939," as amended.—(Honourable Senator Robertson.)

OTTAWA: Printed by EDMOND CLOUTIER, Printer to the King's Most Excellent Majesty, 1945.

No 31

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 30 novembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Bench,
Bishop,
Blais,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
David,
Duff,
Euler,
Farris,
Gershaw,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Horner,
Howard,
Howden,
Hurtubise,
Johnston,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Kings),
McGeer,
McIntyre,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Tanner,
Veniot,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président présente au Sénat:

Rapport du Greffier du Sénat concernant la qualification foncière de sénateurs, comme suit:

OTTAWA, le 30 novembre 1945.

MONSIEUR,—En conformité de la Règle 105 du Sénat, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint une liste des noms des membres du Sénat qui ont renouvelé leur Déclaration de qualification foncière.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

L. C. MOYER,
Greffier du Sénat.

L'honorable J. H. KING, C.P.,
Président du Sénat.

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Fallis,	McIntyre,
Aylesworth (Sir Allen),	Farris,	McRae,
Ballantyne,	Foster	Michener,
Beaubien (*Montarville*),	Gouin,	Molloy,
Beaubien	Green,	Moraud,
(*St-Jean-Baptiste*),	Haig,	Mullins,
Beauregard,	Hardy,	Murdock,
Bench,	Harmer,	Nicol,
Blais,	Hayden,	Paquet,
Bouchard,	Horner,	Paterson,
Bourque,	Howard,	Quinn,
Buchanan,	Hugessen,	Raymond,
Calder,	Hushion,	Riley,
Campbell,	Johnston,	Robertson,
Chapais,	Jones,	Robicheau,
Copp,	King,	Sinclair,
Daigle,	Lacasse,	Smith,
David,	Lambert,	Stevenson,
Davies,	Lesage,	St-Père,
Dennis,	Léger,	Sutherland,
Donnelly,	Macdonald,	Tanner,
Duff,	MacLennan,	Vaillancourt,
Duffus,	Marcotte,	Vien,
DuTremblay,	Marshall,	White,
Euler,	McDonald (*Shediac*),	Wilson.
Fafard,	McGuire,	

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

L'honorable sénateur Euler, du comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'Impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 29 novembre 1945.

Le Comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'Impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Qu'il soit autorisé à faire imprimer 400 copies additionnelles anglaises de ses délibérations.

Le tout respectueusement soumis.

W. D. EULER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (G-7), intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham Gatehouse".

Bill (H-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Violet Kerwin Desjardins".

Bill (I-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Winifred Madge Jones Brown".

Bill (J-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Catherine Bird Jackson".

Bill (K-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Archibald John Pratt".

Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Theresa Sharp Mackay".

Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elise Holbrook Hume".

Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Helen Bowerman Hume".

Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Anderson Bell Gordon".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (173), intitulé: "Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements",

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (91), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection des poissons", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent de l'Agriculture et des forêts.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (176), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (16), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi des ressources naturelles de l'Alberta", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (P-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (178), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1945, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois:

Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Léopold Lévesque".

Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Elizabeth Fraser Bennett".

Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Pamela Solomon Lande".

Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Kandel Ashkanazy".

Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Acomsky Bloom".

Bill (V-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Meakings Downs".

Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis".

Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur John Frederick Temperton, junior".

Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Ann Westover Coleman".

Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Gertrude Owens Conant".

Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis Humble".

Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Silverstone Michelin".

Bill (C-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick Auguste Robert de Lotbinière Harwood".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'avis de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit renvoyé à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi 3 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour lundi, le 3 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,

   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,

   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soient abrogées;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

29 novembre—Que le comité de l'Immigration et du travail soit autorisé à faire enquête sur le fonctionnement et l'administration de la Loi de l'immigration (S.R. Chap. 93 et ses amendements), et sur les circonstances et conditions qui s'y rapportent.

Et que ledit comité ait le pouvoir de faire comparaître des personnes et de produire des documents et dossiers.

No 3.

Par l'honorable sénateur Blais,

30 novembre,—Que les taxes parlementaires payées relativement au Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse", soient remboursées à MM. Milner, Steer, Dyde and Company, avocats, Edmonton, Alberta, procureur du pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

INTERPELLATIONS

Pour lundi, le 3 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

No 2.

Par l'honorable sénateur Quinn:

29 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le C.W.A.C., ou Service féminin de l'armée canadienne, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations, etc.?

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, le 3 décembre 1945

No 1.

29 novembre—La Chambre du Sénat de nouveau en comité plénier relativement au Bill (13), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", tel qu'amendé.—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

29 novembre—Deuxième lecture du Bill (P-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

29 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Murdock).

No 4.

29 novembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 32

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 3 décembre 1945

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Horner,
Howard,
Hurtubise,
Johnston,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Vaillancourt,
Veniot,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (B) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Bijoutiers canadiens",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (C) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association générale de secours mutuels du Dominion",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (E) intitulé: "Loi constituant en corporation l'*Ottawa Valley Trust Company*",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (H) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut Arctique de l'Amérique du Nord",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (Q-3) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège Royal des Médecins et Chirurgiens du Canada",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (A-4) intitulé: "Loi refondant et modifiant les Lois concernant l'Alliance Nationale",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (B-4) intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance slovaque du Canada",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, des messages par lesquels elle renvoie les bills suivants et informe le Sénat qu'elle a adopté lesdits bills sans amendement:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta McKay Disher".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".

Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".

Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".

Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".

Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".

Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".

Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard".

Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Waldo James Cousins".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith McNair".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Spray".

Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Royal Tessier".

Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx".

Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson".

Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lydia Donalda MacDonald Fletcher".

Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Edward Varney".

Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Louis Bush".

Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à John Hall Jones".

Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell'.

Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Georges Moshonas".

Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Agnes Hyson Kellogg".

Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Ostronoff Smilestone".

Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Alice Davis Stackhouse".

Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Maud Prouse Palmer".

Bill (G-4, intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Mueller Pierotte".

Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Malt".

Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick John Elder".

Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Dennis".

Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Zénon Alary".

Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Muriel Watson Hooper".

Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Woodward McGregor".

Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Bromberg Seidlitz".

Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence David Cowan".

Bill (Q-4, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Mitchell".

Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nathan Labovitch, autrement connu sous le nom de Nathan Labow".

Bill (S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Fannie Bly Blanshay".

Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Léa Marion Macnab".

Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerald Franklin".

Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivor Edna Nancy Mosher Clarke".

Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacRury Tait".

Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Powell".

Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Anastasia Stack Kormylo".

Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à James Christie Miller".

Bill (A-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Needan Quirk".

Bill (B-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Wallace Knowlton Tousaw".

Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Pearl Craig MacInnis".

Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Calp Hecht".

Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Marcel Rouleau".

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à William Arthur Smythe".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à John Guerin Bowles".

Bill (I-5, intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Kirkpatrick Scott".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Hull Mack".

Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Annette Rolfe McLaughlan".

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Winnifred Howard Bailey".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelo Browning Couch Harvey".

Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Margaret Robertson McLarnon".

Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Azilda Yvette Rowley".

Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adélard-Emilien Lemay".

Bill (R-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Arthur Robinson".

Bill (S-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow".

Bill (T-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Ann Tongue Grant".

Bill (U-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Jacques Lahière".

Bill (V-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Thomas Lucas Graham".

Bill (W-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Pearl Roe Gardner".

Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Marie Christensen Korning".

Bill (Y-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Edward Quartz".

Bill (Z-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Campbell Burfind Morris".

Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Elma Eva Inch Evans".

Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Rhéaume Marchildon".

Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Godfrey John Kool".

Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eric John Hollingsworth".

Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Sarah Atkins Berends".

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle retourne un Bill (21) intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé, sans autre amendement, l'amendement apporté par le Sénat audit bill.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle retourne un Bill (23) intitulé: "Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé, sans autre amendement, l'amendement apporté par le Sénat audit bill.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-treizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 30 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Emile Bastien, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lorraine Vermette Bastien, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le Comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-quatorzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 30 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Celia Kate Burrows Andrea, de la cité de Westmount, province de Québec, dactylographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec August Henry Andrea, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le Comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-quinzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 30 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Eaton Gair Curnew, de la cité de Montréal, province de Québec, surveillante, demandant l'adoption d'une loi

qui dissolve son mariage avec Cyril Frederick Curnew, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le Comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-seizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 30 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jack Bailey, de la cité de Lachine, province de Québec, commis expéditeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Violet Kathleen Mitchener Bailey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le Comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-dix-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 30 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Winnifred Pearl Simcox, de la ville de Kénogami, province de Québec, et résidant actuellement en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Lewis Simcox, de ladite ville de Kénogami, comptable, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le Comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-dix-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 30 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Dickerson Silverman, de la cité de Montréal, province de Québec, étudiant en art, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Helen Fyke Silverman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le Comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent soixante-dix-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 30 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Arden Stead Eberts, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hermann Livingston Eberts, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le Comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent quatre-vingtième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 30 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Omer Guindon, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, mécanicien dentaire; demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Alina-Anna Salois Guindon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent quatre-vingt-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 30 novembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leona Mary Murphy de Marky, de la cité de Montréal, province de Québec, et résidant actuellement en la cité de Toronto, province d'Ontario, gérante; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Paul Alexander de Marky, de ladite cité de Montréal, musicien, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent quatre-vingt-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

LUNDI, le 3 décembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Robert Mackenzie, du village de Malpèque, comté de Prince, province de l'Ile du Prince-Edouard, pêcheur et cultivateur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Jean Mackenzie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent quatre-vingt-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

LUNDI, le 3 décembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Woolf (Robert) Cook, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Yetta Helman Cook;

2. Le comité recommande que la prière du pétitionnaire ne soit pas accordée.

3. Le comité recommande que la somme de $100.00, versée à titre de taxes parlementaires, soit remboursée au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent quatre-vingt-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

LUNDI, le 3 décembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gertrude Silverson Holmes, de la cité de Montréal, province de Québec, téléphoniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Stetson Holmes, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cent quatre-vingt-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

LUNDI, le 3 décembre 1945.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Herbert Lawrence Loucks, du canton de Brome, province de Québec, cultivateur; demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Irene Alvira Carter Loucks, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (D-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Emile Bastien".
Bill (E-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Cecilia Kate Burrows Andrea".
Bill (F-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Eaton Gair Curnew".
Bill (G-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Bailey".
Bill (H-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Pearl Simcox".
Bill (I-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Dickerson Silverman".
Bill (J-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Arden Stead Eberts".
Bill (K-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer Guindon".
Bill (L-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Leona Mary Murphy de Marky".
Bill (M-8), intitulé: "Loi pour faire droit à John Robert Mackenzie".
Bill (N-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Silverson Holmes".
Bill (O-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Lawrence Loucks".

Lesdits bills sont, sur division, lus la première fois.

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont alors lus la deuxième et la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Déclaration faite d'un commun accord sur l'énergie atomique par le président des Etats-Unis d'Amérique, le premier ministre du Royaume-Uni et le premier ministre du Canada, signée à Washington, D.C., le 15 novembre 1945. (Recueil des Traités, 1945, No 13). (Versions anglaise et française).

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité plénier pour étudier le Bill (13), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre", tel qu'amendé.

(*En comité*)

Subséquemment, le Sénat reprend sa séance.

L'honorable sénateur Sinclair, dudit comité, rapporte que le comité a étudié ledit bill tel que modifié et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat sans amendement supplémentaire.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill tel qu'amendé est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier reporte ce bill à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat l'a adopté avec deux amendements auxquels il demande son concours.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (P-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Que ledit bill soit présentement confié à un comité plénier.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité plénier sur ledit bill.

(*En comité*)

Le titre est lu et l'étude en est remise.

Le préambule est lu et l'étude en est remise.

La clause 1 est lue et adoptée.

La clause 2 est lue et amendée telle que suit:
Page 1, lignes 28 et 29.—Aux mots "par rapport aux dispositions de la présente loi exclusivement" substituer "exclusivement par les dispositions de la présente loi,".

Ladite clause telle qu'amendée est lue et adoptée.

Le préambule est lu de nouveau et adopté.

Le titre est lu de nouveau et adopté.

Après quelque temps, le Sénat reprend sa séance et

L'honorable sénateur Sinclair, dudit comité, fait rapport que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat avec un amendement qu'il est prêt à lui soumettre dès que le Sénat voudra bien le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier,
Ledit amendement est agréé, et
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill tel qu'amendé est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ledit bill auquel il demande le concours de la Chambre.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'avis de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit renvoyé à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi 4 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mardi, le 4 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soient abrogées;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

29 novembre—Que le comité de l'Immigration et du travail soit autorisé à faire enquête sur le fonctionnement et l'administration de la Loi de l'immigration (S.R. Chap. 93 et ses amendements), et sur les circonstances et conditions qui s'y rapportent.

Et que ledit comité ait le pouvoir de faire comparaître des personnes et de produire des documents et dossiers.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, le 4 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

No 2.

Par l'honorable sénateur Quinn:

29 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le C.W.A.C., ou Service féminin de l'armée canadienne, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations, etc.?

No 3.

Par l'honorable sénateur McRae:

3 décembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement:

1. Quelle quantité d'argent est actuellement détenue au Canada par le Gouvernement du Dominion et par des compagnies privées, et pour quelles fins se propose-t-on de l'utiliser?

2. Quelle quantité de nouvel argent canadien a-t-on employé au Canada durant les années 1944 et 1945 dans la frappe de monnaie, et quel prix par once a-t-on versé aux producteurs?

3. Quelle quantité estimative d'argent emploiera-t-on pour la frappe de monnaie canadienne au cours de l'année 1946, ainsi que pour d'autres fins au Canada au cours de l'année 1946, et quelles sont ces fins?

4. A quelle raison attribue-t-on l'augmentation soudaine dans l'emploi de l'argent au Canada au cours de l'année précédente?

5. Quels sont les noms des corporations ou des individus à qui des permis pour exporter de l'argent ont été émis, et quelle quantité d'argent a été exportée en vertu de chaque permis l'an dernier ainsi qu'en 1945 jusqu'à la date la plus récente possible?

6. Quelle est la limite des achats d'argent, s'il en est une, imposée aux compagnies qui emploient de l'argent dans leur commerce?

7. De l'argent a-t-il été vendu au Canada à des corporations ou à des particuliers qui n'ont pas besoin d'argent pour la conduite de leur commerce? Dans l'affirmative, à qui, et quelle quantité?

8. Selon des rapports publiés par la presse, environ 50 pour cent de la production des grandes raffineries d'argent servira aux besoins domestiques. Cette quantité, en plus de la moitié du sous-produit d'argent en provenance des mines d'or, suffira-t-elle aux besoins domestiques?

9. Si cette quantité est insuffisante, alors comment se propose-t-on d'accorder aux petits producteurs d'argent le prix d'exportation de toute leur production, ainsi que le rapporte la presse?

10. Quelle est la production estimative d'argent pour l'année 1945?

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 4 décembre 1945

No 1.

29 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Murdock).

No 2.

29 novembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 33

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 4 décembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howard,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McRae,
Michener,
Molloy,
Moraud,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Tanner,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies d'arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi des mesures de guerre durant le mois de novembre 1945.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'avis de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit renvoyé à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi 5 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mercredi, le 5 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soient abrogées;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

4 décembre—Qu'il soit résolu:

Qu'il importe que les deux Chambres du Parlement approuvent l'Accord provisoire sur l'aviation civile internationale signé par le Canada le 7 décembre 1944, déposé sur la Table le 11 septembre 1945; la Convention sur l'aviation civile internationale signée par le Canada le 7 décembre 1944, déposée sur la Table le 11 septembre 1945, et l'Accord visant les Services de transport aérien international signé par le Canada le 10 février 1945, déposé sur la Table le 11 septembre 1945; et que cette Chambre approuve lesdits Accords et Convention.

No 3.

Par l'honorable sénateur Robertson—

4 décembre—Qu'il soit résolu:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la Déclaration convenue sur l'Energie atomique, signée par le Président des Etats-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni, et le Premier ministre du Canada, à Washington, le 15 novembre 1945, et que cette Chambre approuve cette Déclaration.

INTERPELLATIONS

Pour mercredi, le 5 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

No 2.

Par l'honorable sénateur Quinn:

29 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le C.W.A.C., ou Service féminin de l'armée canadienne, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations, etc.?

No 3.

Par l'honorable sénateur McRae:

3 décembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement:

1. Quelle quantité d'argent est actuellement détenue au Canada par le Gouvernement du Dominion et par des compagnies privées, et pour quelles fins se propose-t-on de l'utiliser?

2. Quelle quantité de nouvel argent canadien a-t-on employé au Canada durant les années 1944 et 1945 dans la frappe de monnaie, et quel prix par once a-t-on versé aux producteurs?

3. Quelle quantité estimative d'argent emploiera-t-on pour la frappe de monnaie canadienne au cours de l'année 1946, ainsi que pour d'autres fins au Canada au cours de l'année 1946, et quelles sont ces fins?

4. A quelle raison attribue-t-on l'augmentation soudaine dans l'emploi de l'argent au Canada au cours de l'année précédente?

5. Quels sont les noms des corporations ou des individus à qui des permis pour exporter de l'argent ont été émis, et quelle quantité d'argent a été exportée en vertu de chaque permis l'an dernier ainsi qu'en 1945 jusqu'à la date la plus récente possible?

6. Quelle est la limite des achats d'argent, s'il en est une, imposée aux compagnies qui emploient de l'argent dans leur commerce?

7. De l'argent a-t-il été vendu au Canada à des corporations ou à des particuliers qui n'ont pas besoin d'argent pour la conduite de leur commerce? Dans l'affirmative, à qui, et quelle quantité?

8. Selon des rapports publiés par la presse, environ 50 pour cent de la production des grandes raffineries d'argent servira aux besoins domestiques. Cette quantité, en plus de la moitié du sous-produit d'argent en provenance des mines d'or, suffira-t-elle aux besoins domestiques?

9. Si cette quantité est insuffisante, alors comment se propose-t-on d'accorder aux petits producteurs d'argent le prix d'exportation de toute leur production, ainsi que le rapporte la presse?

10. Quelle est la production estimative d'argent pour l'année 1945?

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 5 décembre 1945

No 1.

29 novembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Murdock).

No 2.

29 novembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945.

No 34

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 5 décembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine, Aylesworth (sir Allen), Ballantyne, Beaubien (Montarville), Beaubien (St-Jean-Baptiste), Beauregard, Bench, Bishop, Blais, Bouchard, Bourque, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Chapais (sir Thomas), Copp, Crerar, Daigle, David, Davies, Dessureault, Donnelly, Duff, Dupuis, DuTremblay, Euler, Fafard, Fallis, Farris, Foster, Gershaw, Haig, Hardy, Harmer, Hayden, Horner, Howard, Hurtubise, Hushion, Johnston, Jones, King, Lacasse, Lambert, Léger, Macdonald (Cardigan), Marcotte, McDonald (Shediac), McDonald (Kings), McGeer, McGuire, McIntyre, McLean, McRae, Michener, Molloy, Moraud, Murdock, Nicol, Paquet, Paterson, Quinn, Robertson, Robicheau, Robinson, Roebuck, St-Père, Sinclair, Stevenson, Sutherland, Taylor, Vaillancourt, Veniot, White, Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message ainsi conçu:

Le VENDREDI, 30 novembre 1945.

Résolu,—Qu'un message soit transmis au Sénat pour remettre à cette Chambre les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été renvoyées les pétitions de Martha Louise Manful Hatch, Nora Jean Cunningham Brisbane, Thérèse Bonenfant Fusco, Mildred Euretta McKay Disher, Mary Emerson Whittemore Schlemm, Andrew Lawrence Card, Annie Morrison Wisely Pitblado, Joe Eisen, Ellen Therese Cramer Watson, Rita Gendron Reid, Evelyine Pearl Edwards Aird, Helen Turner Luke, Lois Elizabeth Allworth Pierce, Armandine-Cécile LeBrun Lachance, Grace Irene Paquet Hopkins, Alma Joan Begin Oswald, George Ernest Reed, Sylvia Heather McCulloch Peck, Frederick Keith Beattie, Robert Coull, Violet Beach Meredith, Max Engelberg, Bertha Harris Fineberg, Nils Jens Pettersen, Benjamin Charles Stafford, Florence Mary Daniel Nightingale, Edward Stephen Vasselin, Robert Marshall Miller, Dorina Laurin Wallis, Helen Louisa Clark Leet, Dorothy Anita Duffy Gregson, Irene Grace Harman Smith, Lorna Maud Clerk Kingsland, Edgar Jean, Ethel Maybird Wright Latremouille, Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard, William Bernard McCarrick, Lorne Edward Souva, Edith Gertrude Jackson Holloway, George Allenby Bradshaw, Phyllis Fitch Farber, Vencel Humenay, Waldo James Cousins, Albert Wilson Harvey, Iris Ester Westerberg Duffy, Della Frances Gardner Hudson, Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau, Audrey Nathaniel Smith McNair, Ovila Bernard, Albert Edward Spray, Helen Isabel Dibblee Brown, Robert Hiscock, Jacques Noel Cerminara, Joseph William Henry Beausoleil, Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn, Neil Sinclair McKechnie, Albert-Evariste Gélinas, Royal Tessier, Aurore Leblanc Proulx, Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson, Lydia Donalda MacDonald Fletcher, Charles Edward Varney, George Louis Bush, John Hall Jones, Madeline Daisy Harvey Bell, Georges Moshonas, Ann Agnes Hyson Kellogg, Anna Ostronoff Smilestone, Doris Alice Davis Stackhouse, Olive Maud Prouse Palmer, Mary Mueller Pierotte, Anthony Malt, Roderick John Elder, Francis George Dennis, Zénon Alary, Gladys Muriel Watson Hooper, Pearl Woodward McGregor, Lily Bromberg Seidlitz, Clarence David Cowan, William John Mitchell, Nathan Labovitch, connu aussi comme Nathan Labow, Fannie Bly Blanshay, Annette-Léa Marion Macnab, Gerald Franklin, Ivor Edna Nancy Mosher Clarke, Mary MacRury Tait, Ernest Stanley Powell, Anastasia Stack Kormylo, James Christie Miller, Francis Needan Quirk, Virginia Wallace Knowlton Tousaw, Elsie Pearl Craig MacInnis, Celia Calp Hecht, Joseph-Marcel Rouleau, William Arthur Smythe, John Guerin Bowles, Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead, Robert Kirkpatrick Scott, Emma Hull Mack, Kathleen Annette Rolfe McLaughlan, Catherine Winnifred Howard Bailey, Evelo Browning Couch Harvey, Hazel Margaret Robertson McLarnon, Marie Azilda Yvette Rowley, Joseph-Adélard-Emilien Lemay, Edward Arthur Robinson, Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow, Thelma Ann Tongue Grant, Jean-Jacques Lahière, Edgar Thomas Lucas Graham, Edith Pearl Roe Gardner, Dorothy Marie Christensen Korning, Frank Edward Quartz, Eileen Campbell Burfind Morris, Elma Eva

Inch Evans, Gertrude Rhéaume Marchildon, Godfrey John Kool, Eric John Hollingsworth et Pamela Sarah Atkins Berends, respectivement, demandant l'adoption de bills de divorce, ainsi que les autres documents soumis en preuve.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

L'honorable sénateur Euler, du comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 4 décembre 1945.

Le comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, a l'honneur de présenter son troisième rapport, comme suit:

1. Que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

2. Que la durée du comité soit prolongée et qu'il soit autorisé à tenir des séances et à entendre des témoins durant l'intersession parlementaire.

3. Que le comité soit autorisé à siéger en différents endroits.

4. Que l'Ordre de renvoi du Sénat, en date du 24 octobre 1945, au comité spécial chargé de s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu, soit amendé par l'addition, après le mot "lois", des mots suivants:

"et des dispositions de ladite loi en la rédigeant de nouveau, au besoin;".

Le tout respectueusement soumis.

W. D. EULER,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Lambert, du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif, a l'honneur de présenter le deuxième et dernier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI, 5 décembre 1945.

Le comité conjoint du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif, a l'honneur de présenter ainsi qu'il suit son deuxième et dernier rapport:

Votre comité a tenu deux assemblées au cours desquelles a été soigneusement étudiée la question d'un motif approprié pour un drapeau national distinctif, selon l'Ordre de renvoi du Sénat du 21 novembre 1945, et selon l'Ordre de renvoi de la Chambre des communes du 14 novembre 1945.

Un certain nombre de propositions sous diverses formes, telles que projets de motifs, résolutions, suggestions, lettres, ont été déposées devant le comité.

Le colonel A. F. Duguid, D.S.O., historien de l'Armée pour le ministère de la Défense nationale (Armée), a rendu témoignage, et ce témoin a exposé le point de vue technique et historique de la question à l'étude.

Votre comité croit que le temps qui lui est accordé ne suffit pas à lui permettre de formuler une recommandation définitive.

Par conséquent, votre comité recommande qu'un comité conjoint semblable soit institué aux fins de poursuivre l'étude de la question au cours de la prochaine session du Parlement.

Votre comité, en outre, recommande que, durant la vacance parlementaire, des fonctionnaires soient nommés aux fins de classifier tous les documents qui ont été déposés auprès du comité actuel ou qui pourraient être reçus entretemps par le gouvernement, de sorte que ces documents puissent être présentés de façon convenable devant le comité conjoint institué à la prochaine session, et que le travail dudit comité en soit ainsi aidé.

Un compte rendu des témoignages entendus est ci-joint déposé sur la Table.

Le tout respectueusement soumis.

Le président, représentant le Sénat,
N. P. LAMBERT.

Le président, représentant la Chambre des communes,
W. E. HARRIS.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité spécial du Sénat institué afin de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat et de présenter les recommandations qu'il pourra juger nécessaires ou propres à faciliter les opérations du Sénat, a l'honneur de présenter le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 5 décembre 1945.

Le comité spécial du Sénat institué afin de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat, et de présenter les recommandations qu'il pourra juger nécessaires ou propres à faciliter les opérations du Sénat, a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que soit abrogée la Règle 78, et que la suivante lui soit substituée:

78. Les comités permanents sont les suivants:

1. Comité mixte de la bibliothèque, composé de six-sept sénateurs.
2. Comité mixte des impressions du Parlement, composé de vingt-et-un sénateurs.
3. Comité des ordres permanents, composé de quinze sénateurs.
4. Comité des banques et du commerce, composé de cinquante sénateurs.
5. Comité du transport et des communications, composé de cinquante sénateurs.

6. Comité des bills privés, composé de trente-cinq sénateurs.
7. Comité de régie interne et de la comptabilité, composé de vingt-cinq sénateurs.
8. Comité des débats et des comptes rendus, composé de neuf sénateurs.
9. Comité des divorces, composé d'au moins neuf sénateurs et d'au plus quinze.
10. Comité du restaurant, composé du Président et de six autres sénateurs.
11. Comité des ressources naturelles, composé de quarante sénateurs.
12. Comité de l'immigration et du travail, composé de trente-cinq sénateurs.
13. Comité des relations commerciales du Canada, composé de trente-cinq sénateurs.
14. Comité de l'administration du service civil, composé de vingt-cinq sénateurs.
15. Comité de la santé publique et du bien-être, composé de trente-cinq sénateurs.
16. Comité des édifices et des terrains publics, composé de quinze sénateurs.
17. Comité des finances, composé de cinquante sénateurs.
18. Comité du trafic touristique, composé de vingt-cinq sénateurs.
19. Comité des relations extérieures, composé de trente-cinq sénateurs.

2. Que la Règle 107 soit modifiée par la substitution, à la page 42, ligne 10, de "quatre" au mot "cinq".

3. Que la Règle 107 soit modifiée par la substitution, à la page 42, ligne 25, de "deux" au mot "cinq".

4. Que soit abrogée la Règle 109, page 43 du Règlement, relative aux ponts de péage.

5. Que soit insérée la nouvelle Règle 109 suivante:

109. Au cas où les promoteurs ne seraient pas prêts à procéder après que leurs mesures auront été par deux fois appelées à deux reprises distinctes pour être étudiées par le comité, ces mesures seront immédiatement rapportées au Sénat avec un énoncé des faits et la recommandation du comité.

6. Que soit abrogée la Règle 110, page 44 du Règlement, et que la suivante lui soit substituée:

110. Toute pétition tendant à obtenir un bill privé ne sera reçue par le Sénat que si elle a été déposée chez le greffier du Sénat au cours des six premières semaines de la session; et tout bill privé introduit au Sénat doit être présenté au Sénat dans un délai de deux semaines après que l'examinateur des pétitions ou le comité des ordres permanents aura fait un rapport favorable à la pétition se rapportant à ce bill; et aucune motion demandant la suspension du présent ordre permanent ne sera prise en considération à moins que le comité des ordres permanents n'ait au préalable présenté un rapport recommandant pareille suspension.

7. Que soit abrogée la Règle 111, page 44 du Règlement, et que la suivante lui soit substituée:

111. (1) Le greffier en chef des comités est l'examinateur des pétitions tendant à obtenir des bills privés.

(2) Toute pétition tendant à obtenir un bill privé (autre qu'une pétition pour un bill de divorce), après avoir été reçue par le Sénat, doit

être étudiée par l'examinateur qui rapportera en chaque cas au Sénat dans quelles mesures ont été observées les prescriptions des ordres permanents relativement aux avis; et chaque fois que l'examinateur fera rapport que l'avis a été insuffisant ou autrement défectueux, ou si l'examinateur rapporte qu'il y a doute sur la suffisance de l'avis tel que publié, la pétition, avec le rapport qu'en aura fait l'examinateur, sera, sans renvoi spécial, prise en considération par le comité des ordres permanents, lequel fera rapport au Sénat sur la suffisance ou l'insuffisance de l'avis, et, si l'avis paraît insuffisant ou autrement défectueux, recommandera, au Sénat la décision à prendre en conséquence de pareille insuffisance ou autre défaut.

8. Que soit modifiée la Règle 113, page 45 du Règlement, par l'insertion, après "permanents", des mots "ou l'examinateur des pétitions".

9. Que soit modifiée la Règle 124, page 49 du Règlement, par l'insertion, après "permanents", des mots "ou de l'examinateur des pétitions".

10. Que soit modifiée la Règle 134, page 52 du Règlement, ligne 13, par la substitution de "greffier du comité" au mot "président".

11. Que soit modifiée la Règle 134, page 52 du Règlement, ligne 20, par la substitution de "comité" aux mots "Journal anglais".

12. Que soit modifiée la Règle 136, page 53 du Règlement, ligne 13, par la substitution de "quatre" au mot "cinq".

13. Que soit abrogée la Règle 138, et que la suivante lui soit substituée:

138. Aucune pétition en obtention d'un bill de divorce n'est recevable par le Sénat à moins qu'elle n'ait été déposée chez le greffier du Sénat au cours des six premières semaines de la session.

14. Votre comité recommande aussi que la Chambre des Communes soit priée de se joindre au Sénat afin de nommer un comité permanent mixte des deux Chambres pour s'occuper des édifices et des terrains publics.

15. Le comité recommande en outre que les amendements que le Sénat pourra apporter aux Règles entrent en vigueur à l'ouverture de la deuxième session du présent Parlement.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération vendredi prochain.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent de l'Agriculture et des forêts, auquel a été renvoyé le Bill (F-7), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 5 décembre 1945.

1. *Page 1, ligne 4.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française.
2. *Page 1, ligne 8.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française.
3. *Page 1, ligne 13.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française.

4. *Page 2, ligne 19.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française.

5. *Page 2, ligne 19.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française.

6. *Page 3, lignes 35 à 39, inclusivement.*—A la clause 8, substituer la suivante:

8. Est coupable d'une infraction prévue à la présente loi toute personne qui, ou dont l'agent ou employé, illicitement enlève ou vend ou écoule autrement un produit ou une substance qu'un inspecteur a saisie sous l'autorité de l'alinéa *c*) de l'article sept, ou y substitue quelque autre chose.

7. *Page 6, ligne 14.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française.

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent de l'Agriculture et des forêts, auquel a été renvoyé le Bill (91), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Chemins de fer, télégraphes et havres, auquel a été renvoyé le Bill (19), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'aéronautique", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Partie "A", Ordonnances générales, Armée canadienne, version anglaise, 6 juillet au 17 septembre 1945, et version française, 27 juin au 12 septembre 1945.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Campbell, il est

Résolu: Qu'il importe que les deux Chambres du Parlement approuvent l'Accord provisoire sur l'aviation civile internationale signé par le Canada le 7 décembre 1944, déposé sur la Table le 11 septembre 1945; la Convention sur l'aviation civile internationale signée par le Canada le 7 décembre 1944, déposée sur la Table le 11 septembre 1945, et l'Accord visant les Services de transport aérien international signé par le Canada le 10 février 1945, déposé sur la Table le 11 septembre 1945; et que cette Chambre approuve lesdits Accords et Convention.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'avis de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit renvoyé à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi 6 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour jeudi, le 6 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soient abrogées;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

4 décembre—Qu'il soit résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la Déclaration convenue sur l'Energie atomique, signée par le Président des Etats-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni, et le Premier ministre du Canada, à Washington, le 15 novembre 1945, et que cette Chambre approuve cette Déclaration.

INTERPELLATIONS

Pour jeudi, le 6 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

No 2.

Par l'honorable sénateur Quinn:

29 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le C.W.A.C., ou Service féminin de l'armée canadienne, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations, etc.?

No 3.

Par l'honorable sénateur McRae:

3 décembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement:

1. Quelle quantité d'argent est actuellement détenue au Canada par le Gouvernement du Dominion et par des compagnies privées, et pour quelles fins se propose-t-on de l'utiliser?

2. Quelle quantité de nouvel argent canadien a-t-on employé au Canada durant les années 1944 et 1945 dans la frappe de monnaie, et quel prix par once a-t-on versé aux producteurs?

3. Quelle quantité estimative d'argent emploiera-t-on pour la frappe de monnaie canadienne au cours de l'année 1946, ainsi que pour d'autres fins au Canada au cours de l'année 1946, et quelles sont ces fins?

4. A quelle raison attribue-t-on l'augmentation soudaine dans l'emploi de l'argent au Canada au cours de l'année précédente?

5. Quels sont les noms des corporations ou des individus à qui des permis pour exporter de l'argent ont été émis, et quelle quantité d'argent a été exportée en vertu de chaque permis l'an dernier ainsi qu'en 1945 jusqu'à la date la plus récente possible?

6. Quelle est la limite des achats d'argent, s'il en est une, imposée aux compagnies qui emploient de l'argent dans leur commerce?

7. De l'argent a-t-il été vendu au Canada à des corporations ou à des particuliers qui n'ont pas besoin d'argent pour la conduite de leur commerce? Dans l'affirmative, à qui, et quelle quantité?

8. Selon des rapports publiés par la presse, environ 50 pour cent de la production des grandes raffineries d'argent servira aux besoins domestiques. Cette quantité, en plus de la moitié du sous-produit d'argent en provenance des mines d'or, suffira-t-elle aux besoins domestiques?

9. Si cette quantité est insuffisante, alors comment se propose-t-on d'accorder aux petits producteurs d'argent le prix d'exportation de toute leur production, ainsi que le rapporte la presse?

10. Quelle est la production estimative d'argent pour l'année 1945?

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 6 décembre 1945

No 1.

5 décembre—Prise en considération du troisième rapport du comité spécial du Sénat nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'Impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la Taxation des surplus de bénéfices.—(L'honorable sénateur Euler).

No 2.

5 décembre—Prise en considération du deuxième et dernier rapport du Comité conjoint du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif.—(L'honorable sénateur Lambert).

No 3.

5 décembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Haig).

No 4.

29 novembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

Pour vendredi, le 7 décembre 1945

5 décembre—Prise en considération du deuxième rapport du Comité spécial du Sénat institué afin de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat.—(L'honorable sénateur Sinclair).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945

No 35

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 6 décembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dennis,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Dupuis,
DuTremblay,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Foster,
Gershaw,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Horner,
Howard,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Moraud,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Taylor,
Vaillancourt,
Veniot,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du troisième rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du deuxième et dernier rapport du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'avis de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi 7 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour vendredi, le 7 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soient abrogées;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

4 décembre—Qu'il soit résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la Déclaration convenue sur l'Energie atomique, signée par le Président des Etats-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni, et le Premier ministre du Canada, à Washington, le 15 novembre 1945, et que cette Chambre approuve cette Déclaration.

INTERPELLATIONS

Pour vendredi, le 7 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

No 2.

Par l'honorable sénateur Quinn:

29. novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le C.W.A.C., ou Service féminin de l'armée canadienne, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations, etc.?

No 3.

Par l'honorable sénateur McRae:

3 décembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement:

1. Quelle quantité d'argent est actuellement détenue au Canada par le Gouvernement du Dominion et par des compagnies privées, et pour quelles fins se propose-t-on de l'utiliser?

2. Quelle quantité de nouvel argent canadien a-t-on employé au Canada durant les années 1944 et 1945 dans la frappe de monnaie, et quel prix par once a-t-on versé aux producteurs?

3. Quelle quantité estimative d'argent emploiera-t-on pour la frappe de monnaie canadienne au cours de l'année 1946, ainsi que pour d'autres fins au Canada au cours de l'année 1946, et quelles sont ces fins?

4. A quelle raison attribue-t-on l'augmentation soudaine dans l'emploi de l'argent au Canada au cours de l'année précédente?

5. Quels sont les noms des corporations ou des individus à qui des permis pour exporter de l'argent ont été émis, et quelle quantité d'argent a été exportée en vertu de chaque permis l'an dernier ainsi qu'en 1945 jusqu'à la date la plus récente possible?

6. Quelle est la limite des achats d'argent, s'il en est une, imposée aux compagnies qui emploient de l'argent dans leur commerce?

7. De l'argent a-t-il été vendu au Canada à des corporations ou à des particuliers qui n'ont pas besoin d'argent pour la conduite de leur commerce? Dans l'affirmative, à qui, et quelle quantité?

8. Selon des rapports publiés par la presse, environ 50 pour cent de la production des grandes raffineries d'argent servira aux besoins domestiques. Cette quantité, en plus de la moitié du sous-produit d'argent en provenance des mines d'or, suffira-t-elle aux besoins domestiques?

9. Si cette quantité est insuffisante, alors comment se propose-t-on d'accorder aux petits producteurs d'argent le prix d'exportation de toute leur production, ainsi que le rapporte la presse?

10. Quelle est la production estimative d'argent pour l'année 1945?

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, le 7 décembre 1945

No 1.

5 décembre—Prise en considération du troisième rapport du comité spécial du Sénat nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'Impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la Taxation des surplus de bénéfices.—(L'honorable sénateur Euler).

No 2.

5 décembre—Prise en considération du deuxième et dernier rapport du Comité conjoint du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif.—(L'honorable sénateur Lambert).

No 3.

5 décembre—Prise en considération du deuxième rapport du Comité spécial du Sénat institué afin de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat.—(L'honorable sénateur Sinclair).

No 4.

5 décembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Haig).

No 5.

29 novembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945

No 36

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 7 décembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste), Beauregard, Bench, Bishop, Blais, Bouchard, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Copp, Crerar, Daigle, Donnelly, Duff, Dupuis, DuTremblay, Fallis, Farris, Foster, Haig, Hardy, Harmer, Hayden, Horner, Hurtubise, Hushion, Johnston, Jones, King, Lacasse, Lambert, Lesage, Macdonald (Cardigan), MacLennan, Marcotte, McDonald (Kings), McGeer, McIntyre, McLean, McRae, Molloy, Murdock, Paquet, Paterson, Quinn, Robertson, Robicheau, Robinson, Roebuck, St-Père, Sinclair, Stevenson, Sutherland, White, Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Murdock, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 28 novembre 1945.

Le comité permanent de l'Immigration et du travail a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

1. Pour obtempérer à l'ordre de renvoi du 12 novembre courant, votre comité a étudié le projet de résolution suivant:

Résolu: Que cette Chambre approuve la Convention (revisée) concernant la protection contre les accidents qui peuvent survenir aux ouvriers employés à charger et à décharger les navires, laquelle convention a été adoptée par la Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Ligue des Nations au cours de sa seizième session tenue à Genève le vingt-septième jour d'avril 1932.

2. Votre comité recommande que le Sénat adopte ledit projet de résolution.

Le tout respectueusement soumis.

JAMES MURDOCK,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (92), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ledit bill sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (176), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 3, ligne 33.*—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.

2. *Page 6, ligne 8.*—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.

3. *Page 11, ligne 41.*—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.

4. *Page 11, ligne 42.*—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill avec plusieurs amendements auxquels il demande son concours.

L'honorable sénateur Fallis, du comité mixte des deux Chambres sur les travaux d'impression du Parlement, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 6 décembre 1945.

Le comité mixte des deux Chambres sur les travaux d'impression du Parlement a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité a étudié la liste ci-jointe des documents déposés au Sénat et à la Chambre des communes durant la présente session et recommande qu'ils ne soient pas imprimés.

Le tout respectueusement soumis.

IVA C. FALLIS,
Présidente.

3. Rapport du directeur général des élections, en vertu des dispositions de l'article 58 de la Loi de 1938 sur les élections fédérales.—Elections générales du 11 juin 1945.

3a. Copie du rapport du juge James P. Brown, juge en chef de la Cour du Banc du Roi pour la province de Saskatchewan, commissaire nommé par le directeur général des élections, en vertu des dispositions de la Loi de 1938 sur les élections fédérales, pour faire enquête sur certaines prétendues irrégularités qui se seraient produites au bureau de scrutin N° 50, dans le district électoral de Melville, province de Saskatchewan, lors de l'élection fédérale tenue le 11 juin 1945.

5a. Rapport annuel de la Commission de soutien des prix agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1945.

5b. Règlements émis en vertu de la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux réglementant la vente des germes de pommes de terre.

5c. Règlements émis en vertu de la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux relativement à la production et à la vente des pommes de terre de semence certifiées, en vigueur le 12 septembre 1944.

6. Rapport des accords conclus en vertu des dispositions de la Loi de la mise sur le marché en coopération des produits agricoles, 1939, telle que modifiée, pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

7a. Etat montrant:—
1. Quels étaient les noms des inspecteurs et des surveillants agricoles travaillant dans la province de la Saskatchewan en vertu de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies en 1944?
2. Pendant combien de temps chacun d'entre eux a-t-il été embauché en 1944?

3. Quel traitement chacun d'entre eux a-t-il touché en 1944?

4. Quel montant a-t-on versé à chacun d'entre eux en frais de déplacement en 1944?

11. Arrêté en conseil C.P. 5942, approuvé le 7 septembre 1945: transfert de l'administration de la Loi des pensions de vieillesse du ministère des Finances au ministère de la Santé nationale et du bien-être.

11a. Arrêté en conseil C.P. 5943, approuvé le 7 septembre 1945: transfert de la Commission du district fédéral du ministre des Finances au Président du Conseil privé.

11b. Arrêté en conseil C.P. 6206, approuvé le 25 septembre 1945: transférant l'administration de la Loi des enquêtes sur les monopoles, chapitre 26, S.R.C., 1927, telle que modifiée, du ministre du Travail au ministre de la Justice.

11c. Arrêté en conseil C.P. 6449, approuvé le 11 octobre 1945: pour transférer l'administration de l'Office canadien du tourisme du ministre des Services nationaux de guerre au ministre du Commerce.

11d. Arrêté en conseil C.P. 6495, approuvé le 12 octobre 1945: transférant l'administration des soins médicaux et de l'hospitalisation des Indiens, y compris des Esquimaux, du ministre des Mines et ressources au ministre de la Santé et du bien-être national.

11e. Arrêté en conseil C.P. 6552, approuvé le 18 octobre 1945: transférant les services de radiodiffusion et leur administration, en vertu des dispositions de la Loi canadienne de 1936 sur la radiodiffusion, du ministre des Services nationaux de guerre, au ministre des Revenus nationaux, l'honorable J. J. McCann.

11f. Arrêté en conseil C.P. 6553, approuvé le 18 octobre 1945: transférant l'administration des services de l'Office national du film, en vertu des dispositions de la Loi de l'Office national du film, 1939, du ministre des Services nationaux de guerre, à l'honorable Brooke Claxton, ministre de la Santé et du bien-être national.

11g. Arrêté en conseil, C.P. 6689, approuvé le 26 octobre 1945: transférant l'administration de la division de la citoyenneté du ministère des Services nationaux de guerre au Secrétaire d'Etat.

Arrêté en conseil C.P. 6690, approuvé le 26 octobre 1945: transférant l'administration de la division du bureau fédéral de contrôle des économies du ministère des Services nationaux de guerre du ministre des Services nationaux de guerre à l'honorable J. J. McCann, ministre du Revenu national.

12a. Premier rapport aux gouvernements des Nations Unies par la Commission intérimaire de l'alimentation et de l'agriculture.—Recueil des Conférences, 1945, No 1.

13. Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre, entre le 1er mars et le 30 juin 1945, sous forme miméographiée (en français et en anglais).

13a. Arrêté en conseil C.P. 5209, approuvé le 24 juillet 1945: pour changer le nom du Conseil consultatif régional du service sélectif en celui de Conseils consultatifs, ministère du Travail.

13b. Arrêté en conseil C.P. 5324, approuvé le 2 août 1945: spécifiant que les membres des forces armées de toutes les Nations Unies qui étaient employés au Canada avant le 9 septembre 1939, pourront être éligibles pour réintégration dans un emploi civil en vertu des dispositions de la Loi de 1942 sur la réintégration dans les emplois civils.

13c. Arrêté en conseil C.P. 5564, approuvé le 21 août 1945: pour réduire la proportion de l'octroi fédéral requis en vertu de l'entente avec les provinces pour être utilisé à l'achat d'outillage pour la formation professionnelle.

13d. Arrêté en conseil C.P. 5878, approuvé le 4 septembre 1945: pour révoquer l'article 12 des Règlements de mobilisation du service sélectif national au sujet de l'entraînement militaire obligatoire des étudiants d'universités.

13e. Arrêté en conseil C.P. 5980, approuvé le 11 septembre 1945: révoquant le Centre de stabilisation de réserve du travail des manœuvres du port à Halifax.

13f. Arrêté en conseil C.P. 6493, approuvé le 12 octobre 1945: pourvoyant au maintien en fonctionnement des logements et des cantines mis à la disposition des débardeurs au port de Halifax.

13g. Arrêté en conseil C.P. 4599 approuvé le 10 juillet 1945: étendant les dispositions de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat à tous les employés de l'Etat canadien dans le Territoire du Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 4645, approuvé le 5 juillet 1945: soustrayant la Commission canadienne du blé à l'application de l'article 14 de la Loi sur la Commission canadienne du blé, et l'autorisant à faire le commerce des blés d'hiver de l'Est canadien.

Arrêté en conseil C.P. 4646, approuvé le 5 juillet 1945; réglementant l'exportation du blé d'hiver de l'Ontario, de la farine de blé d'hiver de l'Ontario, et leurs produits, de même que le fonctionnement du Fonds d'égalisation du blé de l'Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 4647, approuvé le 5 juillet 1945, modifiant l'arrêté en conseil C.P. 1116 du 20 février 1945, en vue de le rendre exécutoire à compter du 1er mars 1945, au lieu du 20 février 1945.

Arrêté en conseil C.P. 4667, approuvé le 10 juillet 1945, autorisant le ministre du Travail à établir une hôtellerie dans l'immeuble connu sous le nom de *Grace Hospital* à Toronto, Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 4675, approuvé le 3 juillet 1945, interdisant l'exportation des épingles à linge sauf à la faveur d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 4684, approuvé le 3 juillet 1945: nommant W. H. De Blois corégisseur des produits chimiques, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4724, approuvé le 3 juillet 1945: exemptant du "contrôle de l'importation" les automobiles et les véhicules à moteur de toutes sortes.

Arrêté en conseil C.P. 4725, approuvé le 3 juillet 1945: nommant M. W. Mackenzie à la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4738, approuvé le 5 juillet 1945: établissant un régime tarifaire et exemptant de la taxe de guerre sur le change les caisses à clairevoie pour l'emballage des pommes.

Arrêté en conseil C.P. 4739, approuvé le 5 juillet 1945: établissant un régime tarifaire et exemptant de la taxe de guerre sur le change les tôles d'aluminium.

Arrêté en conseil C.P. 4754, approuvé le 5 juillet 1945: étendant les dispositions de l'alinéa *m*) de l'article 4 (1) de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu au revenu provenant de l'exploitation d'aéronefs.

Arrêté en conseil C.P. 4755, approuvé le 17 juillet 1945: règlements de 1945 sur l'indemnisation des marins marchands.

Arrêté en conseil C.P. 4761, approuvé le 5 juillet 1945: décrétant que le ministère du Commerce (y compris la Commission canadienne de l'exportation) serve de représentants de l'Office canadien de l'Aide mutuelle pour l'obtention de certaines fournitures, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4762, approuvé le 24 juillet 1945: autorisant le ministère du Commerce à acheter des céréales et des produits de céréales pour le compte de pays étrangers, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4767, approuvé le 19 juillet 1945: approuvant la convention avec la *British Columbia Marketing Fruit Board* concernant la mise en vente des pommes récoltées en 1945.

Arrêté en conseil C.P. 4768, approuvé le 19 juillet 1945: réglementant la mise en vente des pommes de la vallée de l'Okanagan récoltées en 1945.

Arrêté en conseil C.P. 4805, approuvé le 10 juillet 1945: remplaçant *"Fairmont Co., Ltd.,* par *"Polymer Corporation Ltd."* dans certains arrêtés en conseil.

Arrêté en conseil C.P 4806, approuvé le 10 juillet 1945: modifiant la nomination de G. A. Vissac comme régisseur de la *Birnwel Coal, Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 4807, approuvé le 10 juillet 1945: révoquant la nomination de J. H. Lamprey à titre de sous-régisseur du bois.

Arrêté en conseil C.P. 4844, approuvé le 10 juillet 1945: exemptant de la taxe de guerre sur le change les feuilles laminées à froid et les rubans en acier.

Arrêté en conseil C.P. 4845, approuvé le 10 juillet 1945: relatif à l'emploi des hommes de 16 ans comme houilleurs, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4871, approuvé le 10 juillet 1945: accordant une dépréciation spéciale en faveur de *McKinnon Industries Ltd.,* relativement à son usine de St-Catharines, Ont., pour la production des coussinets à billes et à rouleaux.

Arrêté en conseil C.P. 4883, approuvé le 10 juillet 1945: nommant M. W. E. Brunskill au Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour la Saskatchewan, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4884, approuvé le 10 juillet 1945: prolongeant la période durant laquelle les chemins de fer ne peuvent offrir de tarifs réduits constituant un encouragement au voyage.

Arrêté en conseil C.P. 4885, approuvé le 10 juillet 1945: règlements de 1945 sur les armes à feu automatiques.

Arrêté en conseil C.P. 4936, approuvé le 12 juillet 1945: concernant la Caisse fiduciaire de bienfaisance du Service naval canadien.

Arrêté en conseil C.P. 315/4940, approuvé le 13 juillet 1945: autorisant des octrois supplémentaires à toute université au Canada à propos des étudiants qui y sont inscrits d'après les dispositions de l'Ordonnance concernant la réadaptation après licenciement.

Arrêté en conseil C.P. 4984, approuvé le 17 juillet 1945: proclamant la revision No 60 de la liste des personnes signalées.

Arrêté en conseil C.P. 14/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant un paiement à Anthony Walsh relativement à un accident d'automobile au Royaume-Uni.

Arrêté en conseil C.P. 56/5045, approuvé le 18 juillet 1945: visant la liquidation des biens laissés par les militaires rayés de l'effectif comme déserteurs.

Arrêté en conseil C.P. 55/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant l'admissibilité aux soins médicaux, etc., des surveillants de la Y.W.C.A. en Grande-Bretagne.

Arrêté en conseil C.P. 87/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant, à raison de 100 pour 100, le remboursement de la taxe de guerre sur le change

acquittée après le 14 mai 1945 sur les éléments et matériaux employés dans la fabrication de machines et d'appareils fournis aux manufacturiers canadiens, en vue de la production de denrées au Canada, etc.

Arrêté en conseil C.P. 101/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant le remboursement des droits de douane et des taxes sur le matériel importé par la *Canadian Car and Foundry Co.* pour la production de panneaux d'aile d'aéronef pour le compte du ministère de la Marine des Etats-Unis.

Arrêté en conseil C.P. 148/5045, approuvé le 18 juillet 1945: modifiant les règlements de 1944 concernant l'indemnisation des marins (Dommages de guerre aux effets personnels).

Arrêté en conseil C.P. 5046, approuvé le 17 juillet 1945: modifiant les Règlements concernant le crédit de réadaptation.

Arrêté en conseil C.P. 5047, approuvé le 17 juillet 1945: exemptant de la taxe d'accise les mécanismes d'encaissement ou taxiphones.

Arrêté en conseil C.P. 5092, approuvé le 19 juillet 1945: autorisant l'emploi du glucose ou dextrose comme succédané du sucre et du miel dans la fabrication du breuvage lacté au chocolat.

Arrêté en conseil C.P. 5130, approuvé le 24 juillet 1945: nommant le major-général J. H. MacQueen à la Commission d'inspection du Royaume-Uni et du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 5136, approuvé le 26 juillet 1945: autorisant le transfert d'un bateau du genre convoyeur-porteur de seines à la *Dollins Fisheries Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 5165, approuvé le 24 juillet 1945: révoquant la nomination du juge MacLean au poste de représentant régional de la régie des combustibles solides pour la province de la Saskatchewan.

Arrêté en conseil C.P. 5191, approuvé le 24 juillet 1945: concernant la liste des marchandises soumises à un contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 5196, approuvé le 24 juillet 1945: réduisant le nombre des membres de la Commission de la production du charbon en période de crise.

Arrêté en conseil C.P. 5210, approuvé le 24 juillet 1945: concernant les permis de sortie pour les femmes et les enfants.

Arrêté en conseil C.P. 5211, approuvé le 24 juillet 1945: modifiant les règlements de 1939 sur les zones d'aéroports.

Arrêté en conseil C.P. 5229, approuvé le 26 juillet 1945: le nom *"Maple Leaf"* doit être enregistré conformément aux dispositions de la Loi sur la concurrence déloyale comme étant le nom d'un journal édité par le ministère de la Défense nationale pour distribution parmi les forces armées.

Arrêté en conseil C.P. 5273, approuvé le 26 juillet 1945: modifiant les règlements concernant la Corporation de la stabilisation des prix des denrées.

Arrêté en conseil C.P. 5281, approuvé le 26 juillet 1945: autorisant des paiements sous le régime de la Loi de 1942 sur l'assurance contre les risques de guerre, à la suite de dommages de guerre subis par les chefs de maison, etc., dans la région de Halifax.

Arrêté en conseil C.P. 5284, approuvé le 26 juillet 1945: arrêté en conseil modifiant le règlement visant les congés accordés aux officiers en attendant leur mise à la retraite.

Arrêté en conseil C.P. 5320, approuvé le 31 juillet 1945: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 4934 du 27 juin 1944, autorisant l'emploi de troupes appelées en activité pour prêter main-forte aux autorités civiles dans l'exercice des fonctions de police, de direction de la circulation et de patrouille, etc.

Arrêté en conseil C.P. 5369, approuvé le 31 juillet 1945: autorisant le ministre des Finances à garantir à certaines banques les avances consenties à la Commission canadienne du blé.

Arrêté en conseil C.P. 4157, approuvé le 7 août 1945: autorisant la franchise de port, en ce qui concerne la correspondance des membres des forces armées de la Grande-Bretagne, des Dominions et de l'Empire, en garnison au Canada.

Arrêté en conseil C.P. 4161, approuvé le 7 août 1945: établissant un comité des études outre-mer.

Arrêté en conseil C.P. 5244, approuvé le 28 août 1945: autorisant le renvoi, à leur donateur, des articles ou du matériel donnés pour la poursuite de la guerre ou pour l'agrément des forces armées, etc.

Arrêté en conseil C.P. 148/5311, approuvé le 1er août 1945: réglementant les profits normaux des contribuables.

Arrêté en conseil C.P. 5373, approuvé le 2 août 1945: supprimant les restrictions sur les importations de certaines sortes de caoutchouc.

Arrêté en conseil C.P. 5371, approuvé le 2 août 1945: exemptant les oranges des droits de douane pendant la période allant du 1er août au 31 décembre 1945.

Arrêté en conseil C.P. 5401, approuvé le 7 août 1945: décrétant la représentation de la Commission du service civil et de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre au sein du Comité consultatif de la réintégration et du rétablissement.

Arrêté en conseil C.P. 5403, approuvé le 7 août 1945: déléguant certains pouvoirs relatifs à la convention des cours martiales, à l'officier général commandant la première armée canadienne.

Arrêté en conseil C.P. 5438, approuvé le 3 août 1945: modifiant l'ordonnance de 1942 sur les boissons alcooliques en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 5465, approuvé le 7 août 1945: nommant le commandant d'escadre L. H. Phinney au poste de commissaire spécial suppléant des ouvrages de défense dans le nord-ouest du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 5469, approuvé le 7 août 1945: révoquant l'interdiction frappant l'exportation de certaines obligations de l'Alberta.

Arrêté en conseil C.P. 5475, approuvé le 7 août 1945: élargissant la définition de "blé de la catégorie I".

Arrêté en conseil C.P. 11/5477, approuvé le 8 août 1945: autorisant l'Office des produits spéciaux à acheter des chevaux au Canada pour le gouvernement des Pays-Bas.

Arrêté en conseil C.P. 12/5477, approuvé le 8 août 1945: autorisant certaines dépenses par l'Office des produits spéciaux relativement à l'achat et à l'exportion de graines de semence.

Arrêté en conseil C.P. 5526, approuvé le 9 août 1945: permettant l'emploi de la glycérine comme ingrédient du pain.

Arrêté en conseil C.P. 5531, approuvé le 9 août 1945: nommant un régisseur à l'*American Can Company, Ltd.*, Vancouver.

Arrêté en conseil C.P. 5561, approuvé le 23 août 1945: prolongeant les polices émises en vertu de la Loi sur l'assurance contre les risques de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 5567, approuvé le 16 août 1945: relatif à la javellisation de l'alimentation d'eau de Prince-Rupert, C.-B.

Arrêté en conseil C.P. 5585, approuvé le 16 août 1945: concernant la Commission nommée pour instituer enquête dans les cas où la révocation de naturalisation peut être envisagée.

Arrêté en conseil C.P. 5611, approuvé le 16 août 1945: révoquant la nomination de J. H. Lamprey comme sous-régisseur du bois.

Arrêté en conseil C.P. 5616, approuvé le 21 août 1945: autorisant le remboursement à la *Canadian Furnace Limited* des frais de transport du coke.

Arrêté en conseil C.P. 5631, approuvé le 21 août 1945: soustrayant certains articles au "contrôle de l'importation".

Arrêté en conseil C.P. 1/5632, approuvé le 16 août 1945: autorisant l'Office des produits spéciaux à acheter des chevaux au Canada pour le gouvernement de France.

Arrêté en conseil C.P. 5660, approuvé le 21 août 1945: nommant Gérard Picard au Conseil des relations ouvrières en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 5662, approuvé le 21 août 1945: nommant B. F. Morrice au Conseil régional du travail en temps de guerre pour la province d'Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 5679, approuvé le 21 août 1945: modifiant l'Ordonnance sur le contrôle du change étranger.

Arrêté en conseil C.P. 5680, approuvé le 21 août 1945: décrétant le payement à la *Canadian Furnace Ltd.*, au sujet du coke consommé dans la fabrication de la fonte en gueuse.

Arrêté en conseil C.P. 5688, approuvé le 21 août 1945: autorisant à payer des indemnités sur une base *ex gratia* pour les dommages causés par les désordres qui ont eu lieu dans la ville de Halifax et par les explosions qui ont eu lieu à la poudrière navale du Bassin de Bedford.

Arrêté en conseil C.P. 342/5720, approuvé le 24 août 1945: modifiant le Décret de 1944 concernant l'indemnité pour service de guerre aux marins marchands.

Arrêté en conseil C.P. 5748, approuvé le 28 août 1945: autorisant une rémunération supplémentaire pour le juge J. C. A. Cameron, juge suppléant de la cour de l'Echiquier.

Arrêté en conseil C.P. 5758, approuvé le 28 août 1945: abrogeant C.P. 2222, du 30 mars 1944, exigeant la production, de la part de toute personne réclamant des prestations d'assurance-chômage, d'une preuve satisfaisante de conformité avec les Règlements sur le service sélectif national (Mobilisation).

Arrêté en conseil C.P. 5768, approuvé le 28 août: autorisant le payement du drawback aux minotiers pour l'année de récolte de 1945-1946.

Arrêté en conseil C.P. 5772, approuvé le 28 août 1945: autorisant le payement d'une indemnité sous le régime de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat à l'égard des maladies professionnelles, y compris la phtisie, dans la province de la Colombie-Britannique.

Arrêté en conseil C.P. 5779, approuvé le 28 août 1945: révoquant certains règlements concernant la vitesse des véhicules-automobiles.

Arrêté en conseil C.P. 109/5781, approuvé le 29 août 1945: exemptant de la taxe de vente les matériaux et articles entrant dans la construction des écrémeuses.

Arrêté en conseil C.P. 5795, approuvé le 30 août 1945: décrétant que les exportations d'huile de lin ne pourront s'effectuer qu'après remboursement à la Commission canadienne du blé du bénéfice touché par l'exportateur.

Arrêté en conseil C.P. 5802, approuvé le 30 août 1945: modifiant les Règlements concernant le crédit de réadaptation.

Arrêté en conseil C.P. 5831, approuvé le 30 août 1945: concernant les crimes de guerre (Canada).

Arrêté en conseil C.P. 5845, approuvé le 31 août 1945: modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

13h. Arrêté en conseil C.P. 6769, approuvé le 6 novembre 1945: modifiant les règlements de réintégration dans le cas des personnes faisant partie d'une force intérimaire.

13i. M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,— Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre entre le 1er septembre 1945 et le 31 octobre 1945, sous forme miméographiée, en anglais et en français, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5881, approuvé le 7 septembre 1945: relatif au payement du prix de transport du minerai, provenant de l'exploitation de fer de la *Steep Rock Iron Mine* via certains ports américains en attendant le parachèvement du dock à Port-Arthur.

Arrêté en conseil C.P. 5888, approuvé le 5 septembre 1945: concernant l'emploi du pavillon marchand canadien.

Arrêté en conseil C.P. 5915, approuvé le 5 septembre 1945: révoquant C.P. 4017 1/2, du 5 décembre 1939, qui constituait le Comité de guerre et les autres Comités du Cabinet.

Arrêté en conseil C.P. 7/5928, approuvé le 8 septembre 1945: concernant la garantie de prix minima aux producteurs de graines de semence.

Arrêté en conseil C.P. 174/5928, approuvé le 8 septembre 1945: révoquant C.P. 66/6755, du 31 juillet 1942, qui autorisait la restitution ou la remise totale ou partielle des droits et taxes sur les locomotives, fourgons et wagons de chemin de fer employés dans les conditions de crise causées par la guerre.

Arrêté en conseil C.P. 208/5928, approuvé le 8 septembre 1945: étendant les dispositions de C.P. 2199 du 20 mars 1942, à l'égard des paiements aux organismes qui accomplissent des services auxiliaires.

Arrêté en conseil C.P. 5933, approuvé le 7 septembre 1945: modifiant l'Ordonnance concernant la réadaptation après licenciement (C.P. 5210 du 13 juillet 1944).

Arrêté en conseil C.P. 5939, approuvé le 7 septembre 1945: abrogeant le contrôle d'importation des bananes.

Arrêté en conseil C.P. 5941, approuvé le 7 septembre 1945: nommant M. J.-A. Gagnon au Conseil régional du travail en temps de guerre pour la province de Québec.

Arrêté en conseil C.P. 5968, approuvé le 11 septembre 1945: soustrayant les tourniquets compteurs à la taxe d'accise.

Arrêté en conseil C.P. 5972, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant et modifiant certains articles des Règlements concernant la défense du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 5973, approuvé le 14 septembre 1945: modifiant C.P. 946, du 5 février 1943, relatif aux Japonais.

Arrêté en conseil C.P. 5981, approuvé le 11 septembre 1945: confiant de nouveau au ministère du Travail l'application de la Loi sur les justes salaires et les heures de travail, 1935, en ce qui concerne l'emploi aux ouvrages de défense projetés dans l'Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 5999, approuvé le 11 septembre 1945: nommant W. H. Fitzpatrick sous-régisseur de l'acier.

Arrêté en conseil C.P. 6026, approuvé le 14 septembre 1945: soustrayant les solutions incongelables, etc., au contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6027, approuvé le 14 septembre 1945: soustrayant le lithopone au contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6028, approuvé le 14 septembre 1945: modifiant l'annexe des articles soumis à un contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6062, approuvé le 14 septembre 1945: proclamant la revision No 61 de la liste des personnes signalées.

Arrêté en conseil C.P. 6064, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant certaines naturalisations.

Arrêté en conseil C.P. 6086, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant C.P. 2200, du 18 mars 1943, lequel interdisait l'octroi de lettres patentes, sous le régime de la Loi des compagnies, aux compagnies exploitant des lignes d'aéronefs, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6102, approuvé le 14 septembre 1945: relatif à l'heure avancée.

Arrêté en conseil C.P. 6155, approuvé le 20 septembre 1945: révoquant la nomination de William Percival au poste de sous-régisseur des réparations et du sauvetage de navires.

Arrêté en conseil C.P. 6165, approuvé le 20 septembre 1945: exemptant certains produits du pétrole du contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6166, approuvé le 20 septembre 1945: exemptant l'asphalte du contrôle de l'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6167, approuvé le 20 septembre 1945: révoquant l'arrêté en conseil interdisant l'importation de certains ingrédients chimiques, sauf moyennant permis.

Arrêté en conseil C.P. 16/6173, approuvé le 21 septembre 1945: élargissant les dispositions des arrêtés en conseil concernant l'établissement de stocks de réserve de grains.

Arrêté en conseil C.P. 20/6173, approuvé le 21 septembre 1945: accordant une priorité, en matière de nomination au service civil, aux personnes qui ont été en activité de service outre-mer.

Arrêté en conseil C.P. 6175, approuvé le 20 septembre 1945: instituant le Comité des documents publics.

Arrêté en conseil C.P. 6204, approuvé le 25 septembre 1945: nommant M. le juge McNiven à titre de président alternatif du Conseil national du travail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 6222, approuvé le 25 septembre 1945: décret de 1945-46 instituant un système de payement des blés fourragers.

Arrêté en conseil C.P. 6223, approuvé le 28 septembre 1945: modifiant les Règlements de 1940 concernant l'administration des successions des armées de mer, de terre et de l'air.

Arrêté en conseil C.P. 6224, approuvé le 25 septembre 1945: exonérant la résine, etc., de la taxe de guerre sur le change.

Arrêté en conseil C.P. 6238, approuvé le 25 septembre 1945: modifiant les Règlements sur le grain de l'Ouest (payement d'égalisation préalable à l'égard de l'orge).

Arrêté en conseil C.P. 6267, approuvé le 28 septembre 1945: autorisant la passation de contrats principaux avec la *Ford Motor Company*, la *Chrysler Company* et la *General Motors* pour l'achat de matériel de transport par la Commission canadienne de l'exportation.

Arrêté en conseil C.P. 6188, approuvé le 12 octobre 1945: rémunérations payables à la *Boeing Aircraft of Canada Limited*, pour la production d'aéronefs.

Arrêté en conseil C.P. 6281, approuvé le 2 octobre 1945: nommant G. H. Whitman au Conseil régional du travail en temps de guerre pour l'Alberta et au Conseil du travail dans l'Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 6313, approuvé le 2 octobre 1945: nommant A. J. Smith au poste de vice-président du Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour la Saskatchewan.

Arrêté en conseil C.P. 6324, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant les dispositions concernant l'avenant de guerre sur les polices d'assurance du Service civil.

Arrêté en conseil C.P. 6326, approuvé le 2 octobre 1945: exemptant les importations de homards frais de droits, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6342, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de C. K. Beveridge comme représentant régional des combustibles solides, dans la province du Nouveau-Brunswick.

Arrêté en conseil C.P. 6343, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de J.-A. Archambault comme régisseur adjoint du transport.

Arrêté en conseil C.P. 6344, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de N. D. Wilson comme sous-régisseur du transport.

Arrêté en conseil C.P. 6358, approuvé le 2 octobre 1945: règlements concernant le paiement de "La Gratification de réadaptation" aux membres des Forces armées qui ont été retraités, libérés ou ont cessé d'être en activité de service le ou après le 1er octobre 1945.

Arrêté en conseil C.P. 6359, approuvé le 2 octobre 1945: revisant un bail et un contrat conclus avec R. D. MacDonald concernant la conversion de sa propriété immobilière de Québec, province de Québec, en plusieurs unités de logement.

Arrêté en conseil C.P. 6362, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant les Règlements de 1942 sur la défense aérienne.

Arrêté en conseil C.P. 6369, approuvé le 2 octobre 1945: admissibilité à porter l'Insigne de service de guerre "Service général".

Arrêté en conseil C.P. 6370, approuvé le 2 octobre 1945: autorisant le paiement de la moitié du coût de transport des agneaux et bestiaux d'engrais expédiés de régions des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta où il existe une disette de fourrage.

Arrêté en conseil C.P. 6371, approuvé le 3 octobre 1945: révoquant le C.P. 4068½ du 8 décembre 1939 (Comité ministériel spécial de démobilisation et de rétablissement).

Arrêté en conseil C.P. 6378, approuvé le 4 octobre 1945: achats, par la Commission de l'exportation canadienne, de pneus pour véhicules-automobiles.

Arrêté en conseil C.P. 6451, approuvé le 12 octobre 1945: autorisant une entente avec la *Canadian Arsenals, Limited.*

Arrêté en conseil C.P. 66/6471, approuvé le 11 octobre 1945: étendant l'application de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat aux employés de la Division d'entreposage et d'empaquetage près l'Office canadien de l'Aide Mutuelle.

Arrêté en conseil C.P. 6482, approuvé le 11 octobre 1945: autorisant la nomination de Commissions d'enquête en matière de différends industriels pour étudier les situations susceptibles d'entraver la transition à une économie du temps de paix.

Arrêté en conseil C.P. 6496, approuvé le 12 octobre 1945: assurant les constructeurs contre la perte résultant d'une baisse, avant la vente, dans le prix des maisons.

Arrêté en conseil C.P. 6526, approuvé le 16 octobre 1945: prolongeant jusqu'au 15 janvier 1946 la période durant laquelle les chemins de fer ne peuvent offrir des tarifs réduits constituant un encouragement au voyage.

Arrêté en conseil C.P. 6547, approuvé le 16 octobre 1945: interdisant l'exportation de la farine de fève soya, sauf moyennant permis.

Arrêté en conseil C.P. 6556, approuvé le 18 octobre 1945: modifiant les Règlements de 1945-46 sur les grains de l'Ouest (Commission canadienne du blé).

Arrêté en conseil C.P. 6557, approuvé le 16 octobre 1945: nommant un régisseur de la *Swift Canadian Company, Limited.*

Arrêté en conseil C.P. 6558, approuvé le 16 octobre 1945: nommant un régisseur de la *Canada Packers Limited.*

Arrêté en conseil C.P. 6563, approuvé le 18 octobre 1945: relatif aux membres du Conseil national du travail en temps de guerre (Messieurs Léon Lalande et Lucien Dugas).

Arrêté en conseil C.P. 6577, approuvé le 23 octobre 1945: relatif au Règlement visant les déserteurs des Etats-Unis.

Arrêté en conseil C.P. 6591, approuvé le 23 octobre 1945: nommant J. Gordon Taggart au poste de régisseur à Hull, P.Q. des établissements de la *Canada Packers, Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 6605, approuvé le 23 octobre 1945: révoquant C.P. 520 du 7 février 1940 qui interdisait l'importation de marchandises des pays neutres d'Europe.

Arrêté en conseil C.P. 6609, approuvé le 23 octobre 1945: révoquant la naturalisation de J. A. Dobrot.

Arrêté en conseil C.P. 6633, approuvé le 23 octobre 1945: relatif au paiement du transport des animaux et agneaux d'engrais.

Arrêté en conseil C.P. 6638, approuvé le 23 octobre 1945: relatif aux prestations après licenciement attribuables aux membres des Forces armées admis à servir dans une force provisoire.

Arrêté en conseil C.P. 6650, approuvé le 26 octobre 1945: autorisant l'affectation de versements (Crédit de réadaptation) au paiement de dettes envers la Couronne.

Arrêté en conseil C.P. 6652, approuvé le 26 octobre 1945: nommant des sous-régisseurs aux établissements de la *Swift Canadian Company* et de la *Canada Packers Limited.*

Arrêté en conseil C.P. 6653, approuvé le 26 octobre 1945: augmentant les sommes destinées à la transformation d'immeubles dans les municipalités de Hamilton, Brantford, St. Catharines, Galt, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6664, approuvé le 26 octobre 1945: acceptant la démission de H. J. Carmichael comme membre de la Commission de coopération de production industrielle.

Arrêté en conseil C.P. 6667, approuvé le 26 octobre 1945: autorisant l'importation, par la *Maritime Central Airways Limited,* d'aéronefs usagés.

Arrêté en conseil C.P. 1/6679, approuvé le 25 octobre 1945: relatif aux heures de travail des employés de l'administration publique.

Arrêté en conseil C.P. 6686, approuvé le 26 octobre 1945: relatif à la médaille canadienne des volontaires.

Arrêté en conseil C.P. 6687, approuvé le 26 octobre 1945: relatif au statut des réfugiés.

Arrêté en conseil C.P. 6691, approuvé le 26 octobre 1945: révoquant C.P. 5421, du 8 octobre 1940, qui établissait le Comité consultatif général de démobilisation et de rétablissement.

Arrêté en conseil C.P. 6694, approuvé le 30 octobre 1945: révoquant C.P. 826, du 9 février 1945, qui interdisait l'importation de la nicotine.

Arrêté en conseil C.P. 6695, approuvé le 30 octobre 1945: révoquant C.P. 9231 qui interdisait les importations de produits chinois, sauf en vertu d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 6720, approuvé le 30 octobre 1945: autorisant le ravitaillement du compte de blé de Sa Majesté.

14. Les comptes publics du Canada pour l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1945.

22. *a*) Etat des allocations accordées à des fonctionnaires en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1945, S.R.C., chapitre 24, article 14.

b) Etat des allocations accordées aux personnes à charge de fonctionnaires en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1945, S.R.C., chapitre 24, article 14.

c) Etat montrant le montant des avantages accordés en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1945.

26. Rapport de l'auditeur sur l'état financier de la Commission canadienne du prêt agricole pour l'année terminée le 31 mars 1945, y compris le rapport de l'auditeur sur le fonctionnement de la Loi canadienne du prêt aux pêcheurs pour l'année terminée le 31 mars 1945. Statuts du Canada, 1935, c. 52, art. 12.

26a. Etat montrant:—

1. Combien de demandes de prêt la Commission canadienne du prêt agricole a-t-elle reçues, dans chacune des provinces des Prairies, du 15 juin 1944 au 1er octobre 1945?

2. Quel est, par province, le nombre de ces prêts que l'on a approuvés?

3. Au cours de la même période, quel est, par province, le nombre de ces prêts qui ont été réellement effectués par la commission?

4. Combien a-t-on fait de prêts en Saskatchewan au cours des années financières 1942 et 1943?

27. Premier rapport annuel de l'administration de la Loi sur les arrangements financiers entre cultivateurs et créanciers, 1943, ainsi que son fonctionnement et ses opérations depuis la mise en force de cette loi, le 15 décembre 1943, jusqu'au 31 mars 1945.—Statuts du Canada, 1943, chapitre 26, article 42.

35. Etat des revenus et dépenses de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 1945. Statuts du Canada, 1908, c. 57, art. 12.

36. Rapport sur l'administration de la Loi nationale de 1938 sur le logement, pour l'année civile 1944; et de la Loi garantissant des emprunts pour réfection de maisons, 1937, et sur l'administration du Programme de construction d'habitations, jusqu'au 31 mars 1945.

36a. Arrêté en conseil C.P. 5794, approuvé le 30 août 1945: modification de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation,—institutions approuvées de prêts.

36b. Etat montrant:—

1. Au cours de 1945, combien de maisons seront construites: *a*) sous la surveillance des administrateurs de la Loi nationale sur l'habitation; *b*) par la *Wartime Housing Limited; c*) par les municipalités; *d*) par les constructeurs particuliers; *e*) par les sociétés de logement à dividende limité; *f*) par l'administration de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quel est le nombre total estimatif d'unités de logement qui seront en construction au Canada au cours de 1945?

3. Combien de sociétés de logement à dividende limité ont été constituées sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation?

4. Combien d'ententes ont été conclues avec les municipalités aux termes de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation et avec quelles municipalités l'ont-elles été?

5. Quels octrois pour des fins de recherches ont été accordés suivant les dispositions de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation?

6. Qui a été nommé directeur du logement et quelle compétence possède-t-il?

36c. Etat montrant:—

1. Combien d'institutions de prêt ont été approuvées sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation, et quelles sont-elles?

2. Combien de contrats le ministre a-t-il conclus aux termes de la partie I de la loi?

3. Quel est le nombre total de logements pour lesquels on a autorisé des prêts aux termes de la partie I de la loi?

4. De ces logements, combien sont terminés et sont actuellement habités?

5. Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la partie I de la loi?

6. Combien d'institutions de prêt ont été approuvées en vertu des dispositions de l'article 8 de la loi, et quelles sont-elles?

7. Combien de contrats le ministre a-t-il conclus sous le régime de la partie II de la loi?

8. Quel est le nombre total de logements pour fins de location pour lesquels on a autorisé des prêts en vertu de la partie II de la loi?

9. De ces logements pour fins de location combien sont des projets d'habitations à bas loyer?

10. De ces logements projetés pour fins de location combien sont terminés et sont actuellement habités, et combien d'entre eux sont des projets d'habitations à bas loyer?

11. Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la partie II de la loi?

12. Combien de sociétés de logement à dividende limité ont été jugées par le ministre comme possédant, aux termes de la loi, les conditions requises pour obtenir des prêts en vertu des dispositions de l'article 9 de la loi?

13. A combien de ces sociétés de logement à dividende limité a-t-on octroyé des prêts sous le régime de la partie II de la loi?

14. Combien de compagnies d'assurance-vie ont effectué des placements de fonds sous le régime de l'article 11, et quelles sont ces compagnies?

15. *a*) A combien de municipalités a-t-on accordé des subventions en vertu des dispositions de l'article 12? *b*) Quels sont les montants individuels de ces subventions et quelles municipalités respectives en ont reçu?

16. Combien de contrats le ministre a-t-il conclus sous le régime de la partie III de la loi?

17. *a*) Quel est le nombre total d'habitations pour lesquelles on a autorisé des prêts sous le régime de la partie III de la loi? *b*) Combien de ces habitations ont été terminées et sont actuellement habitées?

18. Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la partie III de la loi?

19. Combien de contrats ont été conclus avec des fabricants d'appareils de plomberie ou de chauffage ou d'autres parties constituantes de maisons aux termes de l'article 15?

20. Combien de paiements ont été effectués en vertu de la partie IV de la loi et quel en est le total?

21. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie I de la loi?

22. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie II?

23. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie III?

24. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie IV?

36d. Etat montrant:—

1. Est-ce que les sociétés de logement à dividende limité constituées par des municipalités peuvent faire une demande de prêt aux termes de la partie II de la Loi nationale sur l'habitation?

2. Quels critères a-t-on établis pour s'assurer que les 50,000 maisons à être construites au Canada dans le délai d'un an après le jour de la victoire en Europe seront construites dans les localités et pour les familles, celles des anciens combattants comprises, pour lesquelles le besoin s'en fait sentir davantage?

3. Qui empêchera le riche d'obtenir des matériaux et des ouvriers spécialisés au détriment des autres?

4. Quelles garanties appliquera-t-on pour empêcher que les propriétaires de taudis évalués à un haut prix ne s'entendent avec une institution financière, ou l'une de ses subsidiaires, qui fait l'offre du même site une fois déblayé à une municipalité pour une somme nominale?

5. Des cinq millions de dollars affectés aux enquêtes et aux renseignements, aux termes de la Loi nationale sur l'habitation, en août 1944, quelles sommes a-t-on dépensées *a*) pour des enquêtes, *b*) pour la distribution des résultats de ces recherches?

6. Utilise-t-on les dossiers du ministère du Travail et le bureau du personnel technique en temps de guerre dans le but d'obtenir le personnel requis pour les entreprises de reconstruction?

7. Combien de techniciens ont été adjoints au personnel d'administration de la Loi nationale sur l'habitation au cours des six derniers mois?

8. Combien de techniciens ont quitté l'administration de la Loi nationale sur l'habitation au cours des six derniers mois?

36e. Copie de tous rapports, correspondance et autres documents échangés entre C. A. Massey, de *Lever Brothers*, de Toronto, ou tout fonctionnaire de cette compagnie, et toute division ou tout fonctionnaire du gouvernement, au cours des trois derniers mois, ayant trait aux logements à bas prix construits par le gouvernement.

36f. Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 novembre 1945,— Copie du contrat entre la ville de Toronto, le canton de York-Nord et la *Soldiers' Housing Projects Limited*, relativement au projet d'habitations actuellement en voie d'exécution dans le canton de York-Nord.

40. Rapport sur les recettes et les dépenses de fonctionnement ainsi que d'autres renseignements sur les banques à charte du Canada pour l'année financière 1944, chapitre 30, article 53 (10), suivi d'autres rapports pour l'année financière 1943 et la moyenne pour les années financières 1929 à 1943 inclusivement, mis à date, et la moyenne pour les années financières de 1930 à 1944 inclusivement.

42. Etat des dépenses tirées du vote pour dépenses imprévues, item 71, Loi des appropriations 1945-46.

43. Copie d'un accord conclu en vertu des dispositions de la Loi sur la conservation du change en temps de guerre, 1940, chapitre 2, article 8, Statuts du Canada, 1940-41.

44. Rapport sur le fonctionnement de la Loi de 1942 sur l'assurance contre les risques de guerre, pour la période qui s'est terminée le 31 mars 1945.— Statuts du Canada, 1942,43, chapitre 35, article 35.

46. Copie d'un arrêté en conseil C.P. 1222, approuvé le 27 février 1945: autorisant la distribution et le paiement de primes de pêche pour l'année financière 1944-45, en vertu des dispositions des S.R.C., 1927, chapitre 74, intitulé: "Loi des pêches maritimes".

48a. Arrêté en conseil C.P. 5637, approuvé le 16 août 1945: révocation d'un décret relatif à la détention de personnes en vertu des Règlements concernant la Défense du Canada; les personnes de race Japonaise qui étaient détenues antérieurement au quinzième jour d'août 1945, continueront d'être détenues et ces personnes, pendant leur détention, seront censées être détenues légalement.

50a. Etat montrant:—

1. Quelles mesures le gouvernement a-t-il adoptées pour mettre à exécution les recommandations faites, en 1938, par la commission royale chargée de faire enquête sur le régime pénal?

2. Parmi le personnel du pénitencier fédéral de Portsmouth compte-t-on les fonctionnaires suivants: *a*) un médecin en service continu; *b*) un psychiatre?

3. Dans l'affirmative, quelle a été la date de leur nomination et les titulaires sont-ils en service continu ou intermittent?

4. Quelle aptitude exige-t-on pour la position d'infirmière ou de garde à la prison des femmes à Portsmouth?

5. Quel est, à l'exclusion des indemnités de subsistance, le minimum et le maximum du traitement des employés précités?

6. Quelle disposition le gouvernement a-t-il prise pour établir le système Borstal dans l'un ou l'autre des pénitenciers fédéraux, et dans quelle mesure sépare-t-on les jeunes délinquants des criminels endurcis dans nos établissements fédéraux d'emprisonnement?

53a. Copies du texte officiel des projets de conventions et des recommandations adoptés lors de la vingt-cinquième session (1939) et de la vingt-sixième session (1944) de la Conférence internationale du Travail, en vertu des dispositions de l'article 406 du Traité de Versailles et des dispositions correspondantes des autres traités de paix.

53b. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 3671, approuvé le 24 mai 1945: traitant de la compétence du Parlement et des législatures provinciales respectivement sur les sujets qui forment la matière de ces projets de conventions et de ces recommandations.

53c. Arrêté en conseil C.P. 6103, approuvé le 27 septembre 1945: stipulant que le Canada participera à la vingt-septième session du Congrès de l'organisation internationale du Travail, qui doit s'ouvrir à Paris, France, le 15 octobre 1945.

Arrêté en conseil P.C. 6162, approuvé le 27 septembre 1945: nomination de la délégation canadienne désignée pour y assister.

53d. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6632, approuvé le 26 octobre 1945: nomination des délégués à la conférence technique préparatoire sur les questions maritimes, organisme du Bureau international du travail, qui doit avoir lieu à Copenhague, Danemark, à partir du 13 novembre 1945.

53e. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6852, approuvé le 15 novembre 1945: stipulant que le Canada sera représenté sur sept comités industriels permanents du Bureau international du Travail.

54. Arrêté en conseil C.P. 5931, approuvé le 7 septembre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de $3,637,551.75 consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province, portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

Arrêté en conseil C.P. 5930, approuvé le 7 septembre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de $271,890.96 consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

54a. Arrêté en conseil C.P. 6273, approuvé le 28 septembre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de $1,600,000.00, consenti à la province de l'Alberta, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

54b. Arrêté en conseil C.P. 6507, approuvé le 16 octobre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de $380,000, consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de trois pour cent par année.

54c. Arrêté en conseil C.P. 6853, approuvé le 8 novembre 1945: renouvellement d'un prêt de $3,237,844.99 consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

55. Copie des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi d'assurance-chômage, 1940, s'appliquant aux règlements édictés par la Commission de l'assurance-chômage relativement aux versements et aux prestations.

55a. Arrêté en conseil C.P. 5664, approuvé le 4 septembre 1945: modification des règlements adoptés en vertu des dispositions des Règlements de versement à la caisse d'assurance-chômage, établis par l'arrêté en conseil C.P. 6952, approuvé le 3 septembre 1943,—A l'exception des ouvriers de certaines scieries et de certains ateliers de rabotage.

55c. Copie de la circulaire No 34 de la Commission de l'assurance-chômage, datée du 30 septembre 1945, traitant de la question de l'emploi approprié.

57. Copies des arrêtés en conseil, adoptés en vertu de la Loi des terres de la Couronne 113, 1927, article 75, depuis les dernières élections du Parlement.

58. Exposé des baux, permis ou autres autorités annulés depuis le dernier rapport au Parlement en vertu des dispositions des S.R.C., 1927, chapitre 113, article 96.

59. Rapport annuel des permis accordés depuis le 1er janvier jusqu'au 9 août 1945, tel qu'exigé par le paragraphe 2 de l'article 4 de la Loi d'immigration.

62. Liste montrant le nombre des Indiens qui ont reçu leur lettre d'affranchissement d'après la Loi des Indiens au cours de l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1945, indiquant le montant versé à chaque Indien ainsi affranchi.

63. Copie de tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi concernant la convention des oiseaux migrateurs, chapitre 16, Statuts du Canada, 1932-33.

65. Etat montrant le nombre de permis accordés pour faire entrer des liqueurs alcooliques dans les Territoires du Nord-Ouest, pendant l'année qui s'est écoulée du 1er janvier au 31 décembre 1942, en conformité des dispositions des Statuts revisés, 1927, chapitre 142.

66. Copie des ordonnances adoptées en vertu des dispositions de l'article 13 de la Loi des Territoires du Nord-Ouest, chapitre 142, S.R.C., 1927,—relativement aux sites archéologiques; à l'administration de la justice civile; au sujet des troupeaux et des clôtures; des produits du pétrole; de la protection des enfants; de la tutelle des personnes souffrant d'aliénation mentale; de l'aide aux membres des forces armées; et une ordonnance pour modifier l'ordonnance de l'administration locale des districts.

67. Rapport en vertu de l'article 7 de la Loi de l'assainissement, S.R.C., 1927, chapitre 175, au sujet de la construction de travaux de drainage au cours de l'année dernière.

68. Rapport concernant les grains de semence et les dettes pour assistance en vertu des dispositions de l'article 2 du chapitre 51, 17 George V, intitulé: "Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne", du 1er janvier 1945 au 31 juillet 1945.

70a. Etat montrant:—

1. Depuis le 1er juin 1945, quelles sont les quantités de produits alimentaires qui ont été expédiés vers l'Angleterre, la France, la Belgique, la Hollande, la Norvège, l'Italie, la Grèce et les autres pays des Balkans, soit à titre de don, ou à titre de prêt en vertu du prêt-bail, soit sous forme de ventes, soit autrement, avec détail par produit et par pays, ainsi que selon les modes de paiement envisagé (don, prêt-bail, crédits à l'exportation, opérations commerciales ordinaires entre particuliers ou gouvernements)?

2. Outre les quantités de produits alimentaires déjà expédiés, les pays en question ont-ils fait des demandes au gouvernement du Canada ou tenté de négocier des accords pour obtenir des quantités supplémentaires? Dans l'affirmative, quelle était, en détail par produits et par pays, la nature de ces demandes?

3. En dehors des négociations entre gouvernements et outre les quantités expédiées, des commerçants ou exportateurs canadiens ont-ils demandé la permission d'exporter de ces produits?

4. Dans l'affirmative, pour quelle quantité d'exportations vers chacun de ces divers pays de tels permis ont-ils été requis et dans quelle proportion ont-ils été accordés ou refusés pour chaque pays?

74b. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms de toutes les personnes détenant le grade de commodore ou d'un grade supérieur dans la Marine royale canadienne qui ont été mises à la retraite depuis le 1er janvier 1943?

2. Quelle a été la date de la mise à la retraite de chacune de ces personnes?

3. Quelle pension ou allocation annuelle a été accordée à chacune de ces personnes?

74c. Etat montrant:—

1. Au 1er août 1945, combien y avait-il d'officiers et de marins classés actuellement enrôlés dans la force permanente de la Marine royale canadienne?

2. De ces marins classés, combien étaient des matelots?

3. Quelle était la répartition de ces derniers en premiers maîtres, maîtres, quartiers-maîtres, matelots brevetés et matelots de pont?

4. Combien de marins classés de chacune des cinq catégories susmentionnées prévoit-on parmi le 10,000 hommes d'effectifs de la marine d'après-guerre?

5. Au 1er août 1939, combien dans chacune de ces catégories étaient enrôlés dans la force permanente?

75a. Etat concernant les règlements édictés en vertu de la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être.

—Rapport relatif aux règlements édictés sous le régime de la Loi des spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés.

—Rapport concernant les arrêtés en conseil ou règlements édictés en vertu de la Loi de la santé dans les entreprises publiques.

76. Copie des règlements adoptés en vertu de la Loi sur les allocations familiales par l'arrêté en conseil C.P. 5093, approuvé le 3 août 1945.

77. Rapport annuel de la division des allocations familiales du ministère de la Santé nationale et du bien-être pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

78. Copie du rapport annuel sur l'application de la Loi sur l'aptitude physique nationale pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

79. Etat des recettes et des dépenses effectuées en vertu de la Partie V de la Loi de la marine marchande du Canada (marins malades) au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1945.

80a. Copie du rapport d'un comité nommé par C. Fraser Elliott, sous-ministre du Revenu national, pour faire une revue de l'organisation de la Division de l'impôt dans le ministère du Revenu national; avec un appendice et les pièces justificatives pertinentes.

82. Rapport annuel du ministère des Services nationaux de guerre pour l'année financière terminée le 31 mars 1944.

83a. Rapport annuel de la Société Radio-Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1945. (Version française).

83b. Arrêté en conseil C.P. 6641, approuvé le 23 octobre 1945: nomination de M. A. Davidson Dunton, de Montréal, comme gouverneur de la Société Radio-Canada et président de la Société.

83c. Copie de tous rapports, correspondance et autres documents que possède le gouvernement et datés des trois dernières années touchant ou concernant l'émission, la prolongation ou le transfert d'un permis pour un poste de radio à ou près Port-Alberni, Colombie-Britannique.

83d. Copie de tous rapports, correspondance et autres documents que possède le gouvernement et datés des trois dernières années touchant ou concernant l'émission, la prolongation ou le transfert d'un permis pour un poste de radio à ou près Port-Alberni, Colombie-Britannique.

83e. Etat montrant:—

En vertu des Accords régionaux de Radiodiffusion de l'Amérique du Nord, de 1941, connus sous le nom d'Accords de La Havane:

1. Combien de voies libres, de voies régionales et de voies locales de télécommunication ont été attribuées au Canada pour des postes des catégories IA, IB, II, III et IV?
2. Quelle est la fréquence de chacune de ces voies?
3. Quelle est la puissance minimum et maximum de chaque voie de télécommunication?
4. Combien de ces voies sont aujourd'hui occupées?
5. Quels sont les postes qui les occupent?
6. Quelle puissance ces postes utilisent-ils?
7. Quelles sont les voies de télécommunication qui sont dispensées de l'usage de la puissance minimum?
8. Quels postes ont demandé une augmentation de puissance, depuis 1939, et quelle puissance ont-ils demandée, et quelle augmentation leur a-t-on accordée?
9. Depuis 1939 a-t-on reçu des demandes d'utilisation de voies de télécommunication qui étaient inoccupées?
10. Le cas échéant, quelle puissance avait-on demandée?
11. Quelle est la puissance minimum des voies de télécommunication inoccupées?
12. Quels sont les postes qui ont demandé des licences pour faire des expériences sur les modulations de fréquence, la télévision, la radiodiffusion de fac-similés ou pour d'autres fins?
13. A-t-on accordé quelques licences?

86. Rapport du conseil des administrateurs de la Galerie nationale du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1944. (Editions française et anglaise).

87a. Etat montrant:—

1. En combien de divisions le ministère de la Reconstruction a-t-il été partagé?
2. Quels sont les chefs de chaque division?
3. Quel traitement verse-t-on à chacun de ces chefs?
4. Quelles sont, en détail, les fonctions et responsabilités de chaque division?
5. Quel est le nombre total des employés du ministère?
6. De ce nombre, combien ont eu quelque expérience avec des groupements d'associations ouvrières?
7. Quels sont leurs noms et quelles positions occupent-ils?

90. Rapport annuel du surintendant des faillites pour l'année régulière 1944.

91a. Etat montrant:—

1. Combien de fonctionnaires civils du sexe féminin *a*) permanents, *b*) temporaires, étaient à l'emploi de chaque ministère du gouvernement à Ottawa le 1er mars 1945?
2. Combien de fonctionnaires civils du sexe féminin *a*) permanents, *b*) temporaires, étaient à l'emploi de chaque ministère du gouvernement à Ottawa le 10 septembre 1945?

91b. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre total de fonctionnaires atteint par la limite d'âge?
2. Quel en est le nombre par ministère?
3. Quelles mesures a-t-on adoptées au sujet de la mise à la retraite de ces personnes?

91c. Etat montrant:—

1. Quel était, au 1er janvier 1939, le nombre des experts-comptables brevetés à l'emploi de la division de l'impôt du ministère du Revenu national?
2. Combien d'experts-comptables brevetés cette division a-t-elle employés du 1er janvier 1939 au 30 septembre 1945?
3. Quel est le nombre d'experts-comptables brevetés qui ont quitté cette division au cours de cette période?
4. Au 1er janvier 1939, combien comptait-on d'experts-comptables brevetés dans le bureau de l'Auditeur général?
5. Combien y a-t-on engagé d'experts-comptables brevetés du 1er janvier 1939 au 30 septembre 1945?
6. Combien d'experts-comptables brevetés ont quitté ce bureau au cours de cette période?

91d. Etat donnant *a*) les noms de tous les fonctionnaires de l'Etat à qui a été payé un supplément pour travail de guerre; *b*) le montant versé à chacun.

93. Copie des ordonnances du Territoire du Yukon adoptées par le Conseil du Yukon pendant l'année 1945, et déposés en conformité de l'article 29, chapitre 215, S.R.C., 1927.

94a. Rapport du commissaire des brevets pour l'année financière terminée le 31 mars 1945. (Version française.)

94b. Etat montrant:—

1. Y a-t-il des brevets appartenant à des corporations ou ressortissants allemands, japonais ou italiens en la possession ou sous le contrôle du Séquestre des biens ennemis ou de quelque ministère du gouvernement?

2. Le cas échéant, quel en est le nombre pour chaque pays ennemi?

3. Des organismes du gouvernement ou des industries canadiennes se servent-ils de l'un ou l'autre de ces brevets?

4. Dans l'affirmative, paie-t-on des redevances pour l'usage de ces brevets et qui paie ces redevances?

5. Quelles sommes a-t-on payées ou sont dues au Séquestre des biens ennemis pour les brevets de pays ennemis sur lesquels on exerce contrôle?

6. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises relativement *a*) à la disposition de ces brevets, une fois la paix déclarée, *b*) à la disposition des redevances?

98a. Arrêté en conseil C.P. 6122, approuvé le 19 septembre 1945: concernant la stabilisation du prix du blé canadien vendu par la Commission canadienne du blé pour fins d'exportation outre-mer, à un prix maximum ne devant pas dépasser $1.55 le boisseau pour le blé No 1, du nord du Manitoba, déposé dans les élévateurs de Fort-William-Port-Arthur ou Vancouver, et $1.00 minimum le boisseau aux producteurs pour une période de cinq ans se terminant le 31 juillet 1950.

98b. Etat montrant:—

1. Depuis la fermeture de la bourse des grains de Winnipeg, combien de boisseaux de blé les meuniers, au Canada, ont-ils achetés de la Commission canadienne du blé pour les fins *a*) de la consommation domestique, *b*) de l'exportation?

2. Quel prix a-t-on payé par boisseau?

3. A-t-on versé quelques subventions aux meuniers? Le cas échéant, quels montants?

4. Combien, le boisseau, les meuniers canadiens paient-ils actuellement à la Commission du blé pour le blé moulu et destiné à l'exportation?

5. Verse-t-on quelques subventions aux meuniers canadiens pour le blé moulu destiné à l'exportation? Dans l'affirmative, quels montants?

100. Exposé annuel et rapport du Président de la Corporation d'assurance des crédits d'exportation pour l'année terminée le 31 mars 1945.

100a. Rapport sur le fonctionnement de la Deuxième Partie de la Loi d'assurance sur les crédits d'exportation pour l'année financière terminée le 31 mars 1945, Statuts du Canada, 1944, chapitre 39, article 26.

112. Sommaire des droits de ports pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

115. Etat sommaire de recettes de quayage pour l'année terminée le 31 mars 1945.

117. Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi du ministère des Affaires des vétérans.

117a. Copies des rapports de la Commission royale sur les qualifications des anciens soldats, sous la présidence de M. Wilfrid Bovey, nommée en vertu des dispositions de l'arrêté en conseil C.P. 2486, approuvé le 19 avril 1945, tel que modifié par l'arrêté en conseil C.P. 3342, approuvé le 8 mai 1945, comme suit:

Premier rapport intérimaire signé à Montréal, le 22 juin 1945;

Deuxième rapport signé à Montréal, le 14 septembre 1945;

Ce dernier accompagné d'appendices.

117b. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre d'anciens combattants de cette guerre qui se sont inscrits aux écoles d'administration et de secrétariat dans les villes de Regina et de Saskatoon?

2. Quels sont les noms des écoles où ils se sont inscrits et quel est le nombre d'inscrits dans chaque école?

117c. Arrêté en conseil C.P. 6752, approuvé le 1er novembre 1945: spécifiant que les versements faits en vertu des dispositions de la Loi des allocations familiales, 1944, n'affecteront pas les paiements effectués par le ministère des Affaires des vétérans sous certaines lois.

118a. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 191/6282, approuvé le 28 septembre 1945: concernant les réductions de dette sous le régime de la Loi d'établissement de soldats, 1919, et prolongeant le délai en vertu duquel les soldats-colons peuvent faire une demande pour la réduction de leurs dettes en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 10472, approuvé le 19 novembre 1942, jusqu'au 31 mars 1946.

119. Exposé annuel exigé par l'article 18 de la Loi d'assurance des vétérans.

120. Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi des terres des vétérans, 1942.

120a. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1942 sur les terres des vétérans, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5932, approuvé le 7 septembre 1945: octrois aux vétérans indiens qui s'établissent sur des réserves indiennes.

120b. Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi des terres des anciens combattants, 1942, et approuvés par l'arrêté en conseil C.P. 192/6282 du 28 septembre 1945,—durée du service.

120c. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre des demandes que le bureau régional de New Westminster a reçues de la part d'anciens combattants de la guerre actuelle pour s'établir sur *a*) des fermes, *b*) de petites propriétés, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quel est le nombre de ces demandes qui ont été *a*) approuvées, *b*) rejetées?

3. A-t-on fait un nouvel examen de l'une ou l'autre des demandes qui avaient été rejetées et, dans l'affirmative, ces demandes sont-elles renvoyées au comité consultatif local?

4. Quel est le nombre de fermes appartenant aux Japonais, dans le district électoral de Fraser Valley, qui peuvent être offertes en vente sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

5. Combien a-t-on reçu de demandes pour leur achat et combien ont été approuvées?

120d. Arrêté en conseil C.P. 6838, approuvé le 8 novembre 1945: modifiant les règlements relatifs à l'établissement des bureaux régionaux, etc.

120e. Etat montrant:—

1. Des 2,010 demandes sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, reçues au bureau régional de Toronto, combien *a*) ont été approuvées, *b*) rejetées, *c*) ont reçu quelque autre sort?

2. Combien d'anciens combattants *a*) de la ville de Toronto, *b*) de l'autre partie du comté de York, ont été réellement placés sur des terres par l'entremise du bureau régional de Toronto?

3. Combien de maisons ont été réellement construites et livrées par l'entremise de ce bureau?

4. Combien d'anciens combattants ont été réellement établis, par l'entremise dudit bureau, sur des terres où on avait auparavant construit des maisons?

120f. Etat montrant:—

1. Quels terrains a-t-on achetés pour y construire des logements pour les anciens combattants, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans les environs: *a*) d'Ottawa; *b*) de Toronto; *c*) de Hamilton; *d*) de London; *e*) de Windsor; *f*) de St. Catharines; *g*) de Cornwall; *h*) de Kingston?

2. Relativement à chaque terrain, quelle en est: *a*) la brève description; *b*) la ville la plus rapprochée; *c*) l'étendue; *d*) la distance des écoles; *e*) le nombre de propriétés en lesquelles le terrain est divisé; *f*) le nombre de maisons en voie actuelle de construction; *g*) le genre de contrat conclu avec le constructeur; *h*) le nom de l'entrepreneur; *i*) l'approvisionnement d'eau projeté; *j*) le système d'égouts projeté; *k*) la date à laquelle la construction des maisons a effectivement commencé; *l*) la date approximative à laquelle la construction sera terminée; *m*) le total des paiements intérimaires faits à l'entrepreneur jusqu'à date; *n*) le prix d'achat payé; *o*) le prix de la valeur d'évaluation à l'acheteur?

123b. Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires ou autres documents, datés depuis le 1er juin 1944, échangés entre le Premier ministre ou l'un des membres ou fonctionnaires du gouvernement fédéral et les premiers ministres ou fonctionnaires des gouvernements provinciaux relativement à la tenue de la conférence fédérale-provinciale, l'ordre du jour de cette conférence, la reprise des séances ajournées de la conférence ou à toute autre question se rapportant à la conférence.

124b. Copies du Procès-verbal de dépôt des ratifications de la Charte des Nations Unies, signé par le secrétaire des Etats-Unis d'Amérique, le 24 octobre 1945.

125b. Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, comportant un accord relatif à l'entreprise Canol, signé à Ottawa, le 26 février 1945. (Recueil des traités, 1944, No 3).

125c. Echange de notes entre le Canada et le Brésil, comportant un accord visant le service militaire, signé à Rio de Janeiro, le 9 février 1945. (Recueil des traités, 1945, No 4).

125d. Echange de notes entre le Canada et le Mexique, portant modification de l'accord visant la conscription pour service militaire déjà en vigueur par l'échange de notes en date du 29 février 1944, signé à Mexico, le 12 avril et le 7 mai 1945. (Recueil des traités, 1945, No 6).

125e. Echange de notes entre le Canada et Terre-Neuve au sujet du fonctionnement d'un service commercial aérien par les lignes aériennes trans-Canada, signées à St-Jean, Terre-Neuve, 13/16, 1945.—Recueil des traités, 1945, No 5 (versions anglaise et française).

125f. Etat montrant:—

Echange de notes (19 et 24 juillet 1945) entre le Canada et la Tchécoslovaquie remettant en vigueur la convention de commerce du 15 mars 1928 à compter du 24 juillet 1945. (Recueil des traités, 1945, No 8).

125g. Copie d'un Accord entre le Canada et le Royaume-Uni visant le prêt au Royaume-Uni de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 9).

125h. Copie d'un Accord complémentaire entre le Canada et le Royaume-Uni visant le prêt au Royaume-Uni de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 10).

125i. Copie d'un Accord entre le Canada et l'Australie visant le prêt à l'Australie de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 11).

126a. Etat montrant:—

Copie du rapport du congrès de l'aviation civile commerciale, tenu à Chicago, Illinois, Etats-Unis, du 1er novembre au 7 décembre 1944, accompagné de la loi définitive et des documents qui s'y rapportent.

128. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 4781, approuvé le 10 juillet 1945: établissant des règlements pour disposer du bois en Colombie-Britannique, tel qu'exigé par l'article 161 de la Loi des Indiens, Statuts revisés du Canada, 1927, chapitre 98.

129a. Etat montrant:—

1. Quelles sont les compagnies privées autorisées à exploiter des lignes aériennes au Canada?
2. Quelles sont les lignes aériennes exploitées par chacune des compagnies ci-dessus mentionnées?
3. Depuis le 17 mars 1944, combien de demandes de permis d'exploitation de lignes aériennes au Canada a-t-on reçues *a*) des *Canadian Pacific Airlines*, *b*) de toutes autres compagnies; combien de permis ont été octroyés à ceux dont il est fait mention dans *a*) et *b*) depuis ladite date, et quelles sont les lignes aériennes comprises sous les permis ainsi octroyés?
4. La compagnie du chemin de fer Pacifique-Canadien a-t-elle renoncé à la possession des *Canadian Pacific Airlines?* Sinon, le gouvernement a-t-il pris quelques mesures destinées à donner suite à cette action?
5. Quelques réseaux aériens des Etats-Unis ont-ils tenté d'acheter les *Canadian Pacific Airlines* de la compagnie de chemin de fer Pacifique-Canadien?
6. Le gouvernement a-t-il pris quelques mesures dans le but de constituer une corporation de service aérien relevant de la Couronne pour l'exploitation d'embranchements de lignes aériennes dans le centre et l'ouest du Canada? Dans l'affirmative, envisage-t-on l'acquisition par ladite corporation des *Canadian Pacific Airlines?*

130a. Etat montrant:—

1. Quels engagements financiers le gouvernement fédéral a-t-il faits pour indemniser les intéressés des dégâts causés à Halifax le jour de la Victoire en Europe?

2. Quels engagements financiers le gouvernement fédéral a-t-il pris pour indemniser les intéressés des dégâts causés par les récentes explosions dans la région de Halifax?

131. Copie du rapport du commissaire chargé de l'administration de la Loi d'enquête sur les combines, pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 1945.

132. Rapport du directeur de l'entraînement professionnel pour l'année financière 1944-45.

132a. Arrêté en conseil C.P. 6599, approuvé le 25 octobre 1945: s'appliquant à une formule d'accord avec les provinces en vertu du programme de formation professionnelle.

133. Déclaration au sujet des règlements relatifs aux exportations de pétrole et de bois de pâte.

134. Arrêté en conseil C.P. 6248, approuvé le 25 septembre 1945: nommant Robert Wellington Mayhew, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre des Finances.

134a. Arrêté en conseil C.P. 6249, approuvé le 25 septembre 1945: nommant William Chisholm Macdonald, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale.

134b. Arrêté en conseil C.P. 6250, approuvé le 25 septembre 1945: nommant Hugues Lapointe, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale.

134c. Arrêté en conseil C.P. 6283, approuvé le 23 septembre 1945: nommant Walter Adam Tucker, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre des Affaires des vétérans.

134d. Arrêté en conseil C.P. 6299, approuvé le 28 septembre 1945: nommant George James McIlraith, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction.

135. Etat montrant:—

1. Est-ce que le gouvernement a acheté, par l'entremise du département des affaires indiennes ou autrement, vers 1906, la première réserve indienne des Thunderchild, située entre les rivières Battle et Saskatchewan-Nord, à l'ouest de la ville de Battleford, en Saskatchewan?

2. Sinon, le gouvernement, directement ou par l'entremise du département des affaires indiennes, a-t-il vendu ladite réserve pour le compte de la tribu des Thunderchild?

3. Si la réserve a été vendue, quels en ont été les acheteurs?

4. Quel en a été le prix d'achat?

5. Quel montant a-t-on payé jusqu'à cette date?

6. Quels montants, s'il en est, *a*) sur le principal, *b*) en intérêts, sont encore dus à la tribu des Thunderchild?

136. Etat montrant:—

1. Quel a été, en livres, la production totale de porc et de bœuf au cours de chacune des années 1943, 1944 et jusqu'au 1er juillet 1945, *a*) pour tout le Canada, *b*) au Manitoba, *c*) en Alberta, *d*) en Saskatchewan?

2. Quels prix minima, s'il y a lieu, a-t-on établis pour lesdits produits à quelque moment de l'année actuelle?

136a. Etat montrant:—

1. Quelle a été, en livres, la production totale de porc et de bœuf, au Canada, pour les années 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'au 1er juillet en 1945?

2. Quelle a été, en livres, la quantité de porc et de bœuf traitée par les compagnies de salaison au cours des années ci-haut désignées?

3. Quelle a été, en livres, la quantité de porc, de bœuf, de bacon et de jambon exportée au cours des années ci-haut mentionnées?

4. Quelle a été, en livres, la quantité moyenne de porc et de bœuf et de leurs produits emmagasinée dans les entrepôts frigorifiques au Canada au cours des années mentionnées?

137. Etat montrant:—

1. Depuis le jour de la victoire en Europe, combien d'officiers et de soldats, les femmes comprises, de la marine, de l'armée et de l'aviation canadiennes ont été envoyés du Canada en Grande-Bretagne ou en Europe?

2. Pourquoi les y a-t-on envoyés dans chaque cas?

137a. Etat montrant:—

1. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats au quartier général de la Défense nationale, et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

2. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats au quartier général canadien de la Défense et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

3. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats à l'état-major de la 1ère armée canadienne, et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

4. Les états-majors des 1er et 2ème corps d'armée canadiens ont-ils été complètement licenciés? Sinon, pourquoi ne l'a-t-on pas fait?

5. Existait-il un service destiné à surveiller la manutention et l'aliénation de tout le matériel allemand connu sous le nom d'Eclipse?

6. Dans l'affirmative, quel était, au 1er juin 1945, le nombre d'officiers et de simples soldats occupés à ce travail et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

138. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms et adresses de toutes les compagnies ou personnes qui ont acheté ou loué des concessions forestières dans le parc national de Riding Mountain au cours de chacune des années à compter de 1940 à 1945 inclusivement?

2. Combien de pieds de bois y a-t-on retirés dans chaque cas?

3. Quel prix a-t-on payé au gouvernement dans chaque cas?

138a. Etat montrant:—

1. De 1938 à 1945 inclusivement, quel a été, *a*) en quantité, *b*) en valeur, et par pays, le total annuel des exportations canadiennes de bois de construction de toute espèce?

2. Pour chacune desdites années, quels prix le Royaume-Uni a-t-il payés pour le bois de construction de toute espèce?

3. Le régisseur du bois a-t-il pris part aux négociations relatives auxdits prix?

4. Le ministère des Munitions et approvisionnements ou quelque autre ministère du gouvernement ont-ils pris part aux négociations touchant lesdits prix?

5. Le ministre des Munitions et approvisionnements ou quelque autre ministère du gouvernement ont-ils approuvé ces prix?

139. Etat montrant:—

1. De quels stocks d'épiceries et de denrées principales disposait l'armée canadienne au Canada, en Grande-Bretagne ou dans d'autres pays au 1er septembre 1945?

2. Quels stocks d'épiceries et de denrées principales possédait la marine canadienne au Canada ou dans d'autres pays au 1er septembre 1945?

3. Quels stocks d'épiceries et de denrées principales possédait le C.A.R.C. au Canada ou dans d'autres pays au 1er septembre 1945?

140. Etat montrant:—

1. Quelle a été de 1939 à 1944 inclusivement la production totale des produits forestiers, au Canada, des catégories suivantes: *a*) bois de pâte; *b*) traverses de chemin de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; *c*) bois de construction et ses produits; *d*) de toute autre sorte?

2. Quelles ont été, de 1939 à 1944 inclusivement, les exportations totales du Canada en produits forestiers des catégories suivantes: *a*) bois de pâte; *b*) traverses de chemins de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; *c*) bois de construction et ses produits; *d*) de toute autre sorte?

3. Quelle a été, par province, pour les années 1939 à 1944 inclusivement, la production totale des produits forestiers des catégories suivantes: *a*) bois de pâte; *b*) traverses de chemins de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; *c*) bois de construction et ses produits; *d*) de toute autre sorte?

4. Quelles ont été, par province, pour les années 1939 à 1944 inclusivement, les exportations totales de produits forestiers des catégories suivantes: *a*) bois de pâte; *b*) traverses de chemins de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; *c*) bois de construction et ses produits; *d*) de toute autre sorte?

141. Etat montrant:—

1. Mlle Helen Doherty est-elle à rédiger une relation de son voyage en Europe?

2. Dans l'affirmative, ce rapport est-il terminé?

3. A-t-il été envoyé à quelques groupements féminins volontaires au Canada?

4. Dans l'affirmative, à quels groupements?

5. Quelques-uns de ces groupements ont-ils présenté des observations au sujet de la valeur du rapport?

6. S'il en est ainsi, quels sont les noms de ces groupements?

7. Quand publiera-t-on ce rapport?

8. Mlle Doherty accomplit-elle quelque travail concernant les rapatriés?

9. Le cas échéant, rédige-t-elle un rapport sur ce travail?

10. Quand sera-t-il publié?

11. Quelle expérience Mlle Doherty a-t-elle acquise relativement au rapatriement?

142. Etat montrant:—

1. Quel a été le coût total du terrain acheté pour l'aéroport de Bagotville, Chicoutimi, P.Q.?

2. De quelle ou quelles personnes le terrain a-t-il été acheté?

3. Quel a été le prix payé à chacune?

4. Quel a été le coût total de l'aéroport?

5. A quelles conditions financières la *Canadian Pacific Air Lines* utilise-t-elle cet aéroport pour le transport de la malle et des voyageurs?

142a. Copie de tous plans préparés par le ministère des Transports, depuis le 1er mai 1944, en rapport avec l'agrandissement de Stevenson Field, à Winnipeg, ou copie de quelques changements apportés au plan déposé à la date précitée comme document parlementaire No 287 de ladite année.

142b. Etat montrant:—

1. A quelle décision en est-on venu au sujet du maintien ou de la vente *a*) du champ d'aviation à Dauphin, Manitoba; *b*) des terrains d'atterrissage d'urgence à North Junction et à Valley River; *c*) de l'école de bombardement et de tir No 7 à Paulson, Manitoba?

2. A-t-on reçu quelques offres pour l'achat des bâtiments ou de l'outillage à l'un ou l'autre de ces endroits?

3. Dans l'affirmative, de la part de qui et quel montant a-t-on offert dans chaque cas?

142c. Etat montrant:—

1. Qui fut l'entrepreneur pour la construction de l'aéroport du C.A.R.C., à Goose Bay, Labrador?

2. Quel a été le montant fixé par le gouvernement pour la construction de cette station?

3. Le coût a-t-il excédé ce montant?

4. Quel en a été le coût total?

5. Quel a été l'excédent des achats faits par l'entrepreneur une fois que l'entreprise a été terminée?

6. L'entrepreneur a-t-il reçu des honoraires de régie intéressée pour ces achats de surplus?

7. Ces excédents comprenaient-ils des achats de surplus des item suivants: approvisionnements de magasin et de nourriture, approvisionnements et outillages de cuisine, accessoires électriques?

8. Dans l'affirmative, quels ont été les montants demandés pour chacun de ces item?

9. La Commission d'évaluation de l'outillage de construction a-t-elle fait quelques plaintes au ministre à propos d'un tel achat?

10. Le ministre a-t-il pris quelques mesures, ou se propose-t-il de le faire, pour vérifier ces dépenses?

11. Le ministère des Transports a-t-il quelque vérificateur désigné pour cette entreprise? Dans l'affirmative, qui?

12. L'ingénieur ou les ingénieurs en charge des travaux ont-ils fait quelques plaintes ou pris quelques mesures?

142d. Etat montrant:—

1. Qui étaient les adjudicataires pour la construction de l'aéroport du C.A.R.C. à Tofini, C.-B.?

2. Quels sont les administrateurs de la compagnie à qui a été adjugé le contrat?

3. Quelques-uns des administrateurs sont-ils membres du Sénat du Canada?

4. Quels ont été les honoraires versés aux adjudicataires pour cette entreprise?

5. Y a-t-il eu beaucoup d'achats excédentaires dans cette entreprise?

6. Une fois l'entreprise terminée, de combien de tonnes de boulons, d'écrous et d'écrous à chapeau de surplus disposait-on et dont on n'avait pas eu besoin?

7. L'adjudicataire a-t-il reçu des honoraires ou une commission pour ces marchandises de surplus?

8. Combien de camions a-t-on retenus pour cette entreprise et quels étaient les propriétaires de chacun d'entre eux?

9. Combien de nouveaux moteurs à camions a-t-on achetés pour cette entreprise?

10. Dans quelles conditions se trouvaient les camions expédiés par l'adjudicataire?

11. Quel loyer a-t-on payé pour ces camions?

12. A-t-on posé de nouveaux moteurs dans ces camions et qu'est-il advenu de ces moteurs?

13. Quel est le montant total que le gouvernement a payé en réparations de camions et de tracteurs dans cette entreprise?

14. Quel a été le montant des salaires fixés pour la réparation d'un tel outillage?

15. Le gouvernement a-t-il vérifié si on avait obtenu de l'huile, de l'essence ou d'autres frais dans cette entreprise, y compris l'entretien et/ou la mise en bon état d'un yacht luxueux qui naviguait aux environs de cet aéroport?

16. Ce yacht était-il la propriété de l'entrepreneur? Dans l'affirmative, depuis quand et de qui l'avait-il acquis?

17. S'il n'appartenait pas à l'entrepreneur, était-il loué par lui et, s'il en était ainsi, quel en était le propriétaire?

18. Quel a été le coût mensuel d'entretien de ce yacht pendant la durée de la construction de la station?

19. Comment ce yacht a-t-il appartenu à l'entrepreneur?

20. Quel était le nombre des membres de l'équipage de ce yacht?

142e. Etat montrant:—

1. Quelle est l'étendue totale du terrain acheté pour l'école de bombardement et de tir à Dafoe, Saskatchewan?

2. De quelles personne ou personnes a-t-on acheté ce terrain?

3. Quel a été, à l'exclusion du coût du terrain, le coût total de construction de cet aéroport?

4. Cet aéroport a-t-il été remis à quelque autre département ou groupement?

5. Dans l'affirmative, qui en a actuellement le contrôle et la gestion?

6. Sinon, quand disposera-t-on de cette propriété?

142f. Etat montrant:—

1. Lors de la construction de l'aéroport de la station du C.A.R.C. à Watson Lake, Yukon, les adjudicataires à cette station étaient-ils les mêmes que ceux qui avaient obtenu l'entreprise à la station de Tofini?

2. Sinon, l'un ou l'autre des administrateurs faisait-il partie de conseils d'administration de compagnies de construction à directorats cumulatifs?

3. Quels sont les administrateurs de la compagnie de construction qui avait l'entreprise des travaux à la station de Watson Lake?

4. L'un ou l'autre d'entre eux est-il ou était-il administrateur de la *Coast Construction Company?*

142g. Etat montrant:—

1. Combien de contrats en régie intéressée ont été accordés par le gouvernement, au Canada, à Terre-Neuve et au Labrador, pour la construction des aéroports des stations du C.A.R.C.?

2. Quel a été le montant de chaque contrat et où ces stations étaient-elles situées?

3. Quel est le montant total des achats de surplus d'effets et de matériaux non utilisés dans chacun de ses contrats et remis par la suite à la Commission d'évaluation d'outillage de construction et remis enfin à la Corporation des biens de guerre?

4. De quel pourcentage de ces excédents a-t-on disposé, et quel ministère ou quelle corporation en a disposé?

5. Quelle a été la valeur totale de l'outillage de construction, tel que pelles, tracteurs à chenille, camions de tous genres, camions à rouleaux et voitures automobiles, acheté par le gouvernement pour la construction des aéroports en sus de l'outillage loué des entrepreneurs?

6. Quel a été le montant total des loyers demandés pour les ateliers et l'outillage utilisés ou loués par les entrepreneurs à qui avaient été adjugés des contrats en régie intéressée?

7. Quelles sommes ont été demandées au gouvernement pour réparations à cet outillage (loué) sur chacune de ces entreprises: *a*) pièces de rechange; *b*) salaires des ouvriers et mécaniciens; *c*) frais de fret ou de transport par avion pour lesdites réparations?

8. Quelles instructions ont été données par le ministre, le cas échéant, aux ingénieurs chargés de la direction des travaux à ces stations pour contrôler ou limiter les frais sur l'outillage lourd?

9. Existe-t-il des cas où les entrepreneurs ont reçu en loyers plus que le prix de l'outillage neuf?

10. Le cas échéant, le gouvernement s'est-il emparé dudit outillage, ou de quelle façon en a-t-on disposé?

11. Si le gouvernement s'en est emparé, à quel ministère l'a-t-on attribué?

142h. Etat montrant:—

1. Quel a été le coût *a*) des terrains; *b*) du déblaiement; *c*) des édifices; *d*) des pistes d'envol et de roulement, à l'aéroport d'Abbotsford?

2. Quelle est l'étendue totale de l'aéroport?

3. Quel est le coût total de l'aéroport jusqu'à date?

142i. Etat montrant:—

1. Quelle a été l'étendue totale du terrain acheté pour la piste d'atterrissage de fortune à Sumas?

2. Quel a été le coût total *a*) des terrains, *b*) de la construction?

3. A-t-on aliéné quelque partie de cette propriété? Dans l'affirmative, à qui et pour quel montant?

4. En a-t-on loué quelque partie? Dans l'affirmative, à qui et pour combien?

142j. Copie de toute correspondance, reçue au cours de l'année écoulée, que possède le gouvernement ou l'un de ses ministères, relativement à la demande qu'a faite le gouvernement provincial de la Saskatchewan d'utiliser les bâtiments de l'ancien aéroport No 32, à Moose-Jaw, pour un hôpital d'aliénés.

143. Etat montrant:—

Quel était le nombre total de civils à l'emploi (1) de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, (2) du Service sélectif national, (3) du ministère de la Défense nationale, *a*) la veille du jour de la victoire en Europe, b) et quel en est le nombre total à l'heure actuelle?

144. Etat montrant:—

1. Dans quelles villes au Canada y a-t-il des bureaux régionaux du département de l'impôt sur le revenu?

2. Quels ont été les sommes perçues par chaque bureau au cours de la dernière année financière?

3. Le ministre a-t-il reçu une requête de la part de la ville de Victoria, Colombie-Britannique, demandant qu'on y établisse un bureau régional pour subvenir aux besoins des contribuables de la partie méridionale de l'île de Vancouver?

4. Dans l'affirmative, quelles dispositions prend le gouvernement?

144b. Etat donnant le nombre des particuliers payant l'impôt sur le revenu, le montant du revenu net sur lequel l'imposition a été approuvée et les impôts établis, au cours de chacune des années financières, de 1939 à 1945 inclusivement, suivant les catégories de groupe de revenus; et le pourcentage que le nombre des contribuables de chaque catégorie et le montant des impôts établis à l'égard des particuliers de chaque groupe représentent, respectivement, par rapport au nombre total des contribuables et à la totalité des taxes imposées.

144b. Copie d'un arrêté en conseil C.P. 6562, approuvé le 17 octobre 1945: stipulant que les employeurs pourront réduire de seize pour cent, pour fins d'impôt sur le revenu, les versements de salaires postérieurs au 14 octobre 1945.

144c. Arrêté en conseil C.P. 8640, approuvé le 10 novembre 1944: relativement aux allocations de dépréciation en vertu de l'article 6 (1) *n*) (ii) de la Loi d'impôt de guerre sur le revenu.

145. Etat montrant:—

1. Quelles quantités d'aluminium, sous toutes ses diverses formes, ont été exportées du Canada au cours des années civiles 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'à présent en 1945?

2. A quels pays a-t-on fait ces exportations et quelle est la quantité exportée à chacun de ces pays au cours de chacune des années désignées?

146. Etat montrant:—

1. Du 1er juin au 1er juillet de l'année 1945, quelles commandes le ministère des Munitions et approvisionnements a-t-il octroyés pour le compte du ministère de la Défense nationale, pour *a*) des uniformes et manteaux de l'armée, *b*) des uniformes et manteaux du C.A.R.C., *c*) des uniformes et manteaux de la marine, *d*) des sous-vêtements, *e*) de la bonneterie, *f*) des chemises de drap blanc à l'usage de la marine, *g*) des chemises de tenue de sortie à l'usage du C.A.R.C., *h*) d'étoffe khaki, *i*) de serge marine?

2. Quels sont les noms des personnes ou maisons de commerce à qui ces commandes ont été données et à quelle date chaque commande a-t-elle été accordée?

147. Etat montrant:—

Quelles mesures le gouvernement a-t-il adoptées pour répondre aux requêtes l'invitant à accorder aux pompiers canadiens en service outre-mer qui ont été licenciés un traitement identique à celui qui est accordé aux personnes libérées des forces armées?

148. Etat montrant:—

Quelles mesures sous forme *a*) de formation professionnelle, *b*) de pension, *c*) d'embauchage, ont été adoptées par le gouvernement pour venir en aide aux civils, jeunes et adultes, souffrant d'un désavantage physique, c'est-à-dire mentalement aptes mais empêchés de pourvoir à leur complète subsistance par suite d'amputation, de difformité, de paralysie partielle, etc.?

149. Etat montrant:—

1. A-t-on octroyé, en 1945, des permis autorisant d'exporter du bétail, des viandes préparées ou transformées, du bois de construction ou d'autres matériaux de construction à des pays autres que les pays alliés ayant combattu avec le Canada?

2. Au cours des huit premiers mois de 1945, quelles quantités de chacun des produits suivants ont été expédiés du Canada: bétail, viandes préparées, viandes transformées, bois de construction, autres matériaux de construction?

3. A quels pays étrangers a-t-on exporté ces produits, et en quelles quantités pour chaque pays, au cours des huit premiers mois de 1945?

150. Copie de toute correspondance échangée entre les gouvernements du Canada, des Etats-Unis et de la province d'Ontario, ou l'un de leurs fonctionnaires, du 30 décembre 1940 jusqu'à l'heure actuelle, relativement à l'aménagement de la section internationale de la route fluviale du Saint-Laurent.

150a. Projet de déclaration concernant l'aménagement du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent signée à Ottawa le 19 mars 1941.

151. Copie de tous les marchés intervenus entre le ministère des Munitions et approvisionnements, pour achat *a*) de camions, *b*) de "jeeps", *c*) d'autos de voyageurs, *d*) de voitures de service militaire, et (1) la *General Motors*, (2) la *Ford Company of Canada*, (3) la *Chrysler Corporation*, ainsi que la copie de toute entente avec lesdites compagnies concernant le rachat ou la vente de ce matériel.

152. Etat montrant:—

1. Combien y a-t-il de personnes de race et d'origine japonaises en résidence dans chacune des neuf provinces?

2. Des quelque vingt-trois mille Japonais qui résident au Canada combien ont manifesté le désir de retourner au Japon?

3. Combien de personnes de race et d'origine japonaises ont été internées lors du commencement de la guerre avec le Japon et combien sont encore dans des camps d'internement?

152a. Etat montrant:—

1. Combien y a-t-il de personnes de race et d'origine japonaises en résidence dans chacune des neuf provinces?

2. Des quelque vingt-trois mille Japonais qui résident au Canada combien ont manifester le désir de retourner au Japon?

3. Combien de personnes de race et d'origine japonaises ont été internées lors du commencement de la guerre avec le Japon et combien sont encore dans des camps d'internement?

4. Le gouvernement a-t-il quelques traces du nombre de citoyens japonais qui ont quitté le Canada de 1938 à décembre 1941?

5. De ce nombre combien étaient nés en Colombie-Britannique?

6. Le gouvernement sait-il qu'un Japonais, né au Canada, a été mentionné comme l'une des personnes les plus brutales dans ses relations avec les membres de nos forces armées détenus par les Japonais?

153. Etat montrant:—

Copie de toute correspondance échangée entre le Premier ministre et tout ministre de la Couronne ayant donné sa démission après le 1er novembre 1944 et relative à la démission de ce ministre.

153a. Relevé indiquant le montant total des frais de déplacement payés à tout ministre de la Couronne, à son secrétaire particulier, à son secrétaire particulier adjoint ou à tout fonctionnaire attaché au personnel particulier de ce ministre au cours des années financières terminées le 31 mars 1943, 1944 et 1945.

154. Arrêté en conseil C.P. 6300, approuvé le 28 septembre 1945: établissement d'un Service canadien d'information (pour remplacer la Commission d'information en temps de guerre).

154a. Etat montrant:—

1. *a*) au 27 septembre 1945, *b*) au 1er janvier 1945, combien de personnes étaient à l'emploi de la Commission d'information en temps de guerre ou travaillaient pour son compte?

2. Quel a été le montant total payé en traitements et en frais auxdits fonctionnaires ou employés, *a*) au cours du mois de janvier 1945, *b*) au cours du mois d'août 1945?

155. Etat montrant:—

Combien a-t-on adopté d'arrêtés en conseil *a*) entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945; *b*) depuis le 8 mai 1945?

155a. Etat montrant:—

1. Combien d'arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi des mesures de guerre depuis le 13 septembre 1939 ont été abrogés ou révoqués depuis le jour de la Victoire *a*) en Europe, *b*) au Japon?

2. De ce nombre combien étaient des ordonnances de régisseurs?

156. Etat montrant:—

1. Quels étaient les gages, salaires, rentes, bénéfices annuels, bruts et nets, que recevaient les particuliers au Canada en 1926, 1931, 1936 et 1941?

2. Combien de personnes au Canada recevaient des revenus *a*) inférieurs à $500, *b*) de $500 à $1,000; *c*) de $1,000 à $1,500; *d*) de $1,500 à $2,000; *e*) de $2,000 à $5,000; *f*) de $5,000 à $10,000; *g*) de $10,000 à $25,000; *h*) de $25,000 à $50,000; *i*) supérieurs à $50,000, au cours des années 1926, 1931, 1936 et 1941, et quel était le revenu total pour chaque catégorie?

157. Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents, que possède le ministère des Affaires des anciens combattants, échangés entre particulier ou particuliers et ledit ministère ou quelque autre département du gouvernement, ou entre les divers ministères du gouvernement, au cours des six derniers mois, relativement à l'hospitalisation des anciens combattants dans la province de l'Ile du Prince-Edouard.

157a. Etat montrant:—

1. Au 31 août 1945, *a*) de quel nombre de lts disposait-on dans les hôpitaux, b) et combien en préparait-on à l'usage de nos anciens combattants malades et blessés qui reviennent d'outre-mer, sans tenir compte des lits qu'occupent des anciens combattants de la guerre de 1914-18 et de cette guerre?

2. Combien de malades et de blessés *a*) de la guerre de 1914-18, *b*) de la guerre de 1939-45, occupent actuellement des lits dans les hôpitaux?

3. Combien de malades et de blessés étaient hospitalisés outre-mer à la date du 31 juillet 1945?

157b. Etat montrant:—

1. Combien de lits, et dans combien d'hôpitaux et à quels endroits, le ministère de la Défense nationale met-il à la disposition de nos malades et blessés pour le compte *a*) de la marine, *b*) de l'armée, *c*) de l'aviation respectivement?

2. Combien *a*) de médecins, *b*) d'infirmières, *c*) de dentistes, *d*) d'autres membres du personnel faisaient partie des effectifs de la marine, de l'armée et de l'aviation outre-mer et au Canada?

3. Combien en a-t-on démobilisés dans chaque catégorie?

158. Etat montrant:—

1. Le Canada est-il signataire de la convention relative à la journée de travail de huit heures adoptée par l'Organisation internationale du travail, à

2. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour faire observer la journée de travail de huit heures dans son application aux marins de la marine marchande affectée à la navigation fluviale et côtière?

159. Etat montrant:—

1. *a*) Quel est, par province, le nombre (i) de déserteurs, (ii) de réfractaires, parmi le personnel relevant de la L.M.R.N., qui n'ont pas été retracés? *b*) Combien, par province, ont été l'objet de poursuites et, de ce nombre, combien ont été condamnés à l'emprisonnement?

2. *a*) Au 1er septembre 1945, combien y avait-il de personnes relevant de la L.M.R.N. dans l'armée? *b*) Au 1er septembre 1945, combien étaient absentes (i) en congé agricole, (ii) à cause de la nécessité de leur présence dans l'industrie et (iii) pour d'autres raisons? *c*) Depuis le jour de la victoire en Europe, combien de personnes relevant de la L.M.R.N. ont été licenciées (i) pour raisons de santé, (ii) pour d'autres raisons?

159a. Etat montrant:—

1. Des déserteurs et des délinquants ont-ils été libérés après 28 jours de détention?

2. Dans l'affirmative, quel en est le nombre et dans quel comté demeurent-ils?

3. Le gouvernement accordera-t-il une amnistie générale aux déserteurs et aux délinquants?

4. Dans l'affirmative, quand accordera-t-il cette amnistie?

160. Etat montrant:—

Quel a été le nombre total de personnes enrôlées dans les forces armées au Canada et détenant un grade supérieur à celui de capitaine dans l'armée et des grades correspondants dans la marine et l'aviation, *a*) la veille du jour de la victoire en Europe; *b*) quel en est le nombre total à l'heure actuelle?

160a. Etat montrant:—

Quel est le nombre total des personnes qui se sont enrôlées dans les forces armées au cours de la guerre et qui ont donné l'Ile du Prince-Edouard comme leur domicile?

161. Etat montrant:—

1. Pendant quelle durée M. Jacques Greber a-t-il été retenu pour servir de conseil sur l'embellissement de la Capitale?

2. Quel montant lui a-t-il été versé *a*) en traitement, salaires ou honoraires, *b*) en frais de subsistance, *c*) en frais de déplacement?

3. Lui doit-on le choix de l'emplacement du Monument national commémoratif de la guerre et le plan d'aménagement de la Plaza?

4. Quelle est la nature de l'entente entre M. Greber et le gouvernement relativement à son futur travail, y compris la durée pour laquelle ses services ont été retenus et le taux de la rémunération qui lui sera versée?

161a. Copie de tous les rapports que Jacques Greber a soumis au gouvernement et/ou à la Commission du district fédéral relativement à l'embellissement d'Ottawa.

162. Etat montrant:—

Copies d'un fascicule intitulé: "Comment acheter le matériel de guerre en surplus", publié par la Corporation des biens de guerre. (Versions anglaise et française.)

162a. Etat montrant:—

1. La Corporation des biens de guerre ou quel autre ministère du gouvernement ont-ils aliéné des aéronefs, corvettes ou d'autre matériel de guerre au bénéfice de la République Argentine ou de quelque organisme agissant pour son compte?

2. Dans l'affirmative, *a*) quels modèles d'avions, en quel nombre et à quels prix, *b*) combien de corvettes et à quels prix?

3. Sinon, quelque ministère du gouvernement a-t-il octroyé des permis d'exporter des aéronefs, corvettes ou d'autre matériel de guerre en Argentine? Dans l'affirmative, quel en est le nombre dans chaque cas?

162b. Etat montrant:—

1. Depuis le jour de la victoire en Europe, combien de jeeps, de voitures de service militaire et de camions de l'armée ont été expédiés à l'extérieur du Canada?

2. A qui ont-ils été expédiés?

3. Combien de véhicules de chaque modèle ont été aliénés?

4. A qui et à quel prix a-t-on aliéné chaque modèle des véhicules ci-haut mentionnés?

162c. Etat montrant:—

1. Quelle quantité de matériel ou de fournitures de guerre, *a*) neuf, *b*) usagé, le gouvernement canadien a-t-il aliénée à d'autres nations depuis le jour de la victoire en Europe?

2. Quelles quantités de matériel ont été livrées à chacune de ces nations jusqu'à cette date?

3. Sous quelles conditions a-t-on aliéné ce matériel et ces fournitures?

162d. Etat montrant:—

1. Le ministère des Munitions et approvisionnements ou la Commission des prix et du commerce en temps de guerre ou la Corporation des biens de surplus de la Couronne ou tout autre ministère du gouvernement ont-ils des baignoires en magasin à la *Spillers Mills* à Calgary?

2. Les départements précités du gouvernement ont-ils de la latte de gyproc en magasin à l'aéroport de Bowden, Alberta? Dans l'affirmative, en quelle quantité et où s'est-on procuré cette latte?

162e. Etat montrant:—

1. Combien d'avions le gouvernement a-t-il vendus au cours des cinq dernières années?

2. A qui chacun de ces avions a-t-il été vendu et combien l'acheteur a-t-il payé pour chaque avion?

162f. Etat montrant:—

1. Combien de corvettes le gouvernement a-t-il vendues depuis la fin de la guerre?

2. Quel est le nom de ces corvettes et quel prix a-t-il reçu pour chaque navire?

3. Combien a coûté chacune de ces corvettes et où chacune a-t-elle été lancée?

162h. Rapport annuel de la Corporation des biens de guerre du 12 juillet 1944 au 31 mars 1945; aussi bilan de la Corporation des biens de guerre limitée, du 29 novembre 1943 au 11 juillet 1944. (Version française.)

162i. Etat montrant:—

1. Combien de camions légers et de jeeps ont été aliénés par la Corporation des biens de guerre dans le district militaire No 2, et à qui l'ont-ils été?

2. Permet-on aux anciens combattants d'en faire l'achat directement de la Corporation des biens de guerre?

3. Qui sont les membres de la Corporation des biens de guerre et quels en sont les fonctionnaires principaux recevant un traitement de plus de $4,000 par année?

4. L'un ou l'autre d'entre eux sont-ils des anciens combattants de cette guerre?

162j. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre d'uniformes de combat, capotes, chaussures, chaussettes et couvertes actuellement en possession de l'armée au Canada?

2. Quel est le nombre d'uniformes de combat, capotes, chaussures, chaussettes et couvertes que possède l'armée dans le Royaume-Uni et en Europe à l'heure actuelle?

3. A-t-on pris des dispositions pour utiliser ces fournitures, afin de venir en aide aux peuples d'Europe par l'entremise d'organismes tels que l'UNRRA?

4. Dans l'affirmative, quelle quantité de ces fournitures a servi à cette fin à l'heure actuelle?

5 Quelle quantité de ces fournitures compte-t-on utiliser à cette fin dans un avenir prochain?

163. Etat montrant:—

1. Avait-on arrêté le programme d'une série de causeries qui devaient être données au personnel de l'armée canadienne outre-mer par des civils canadiens au cours de plusieurs des derniers mois de cette année?

2. Dans l'affirmative, a-t-on décommandé ce programme et quelle a été la raison de cette décision?

164. Etat montrant:—

1. Le gouvernement, ou l'Association canadienne du Barreau, ou les associations locales du barreau par tout le Canada fournissent-ils des avocats dans les cours de justice aux soldats mis en cause?

2. A-t-on reçu des plaintes au sujet de causes affectant des soldats et qui ont été entendues sans que l'intéressé ait eu l'aide d'un avocat?

3. Quelle mesure a-t-on adoptée depuis que ce sujet a été discuté en Chambre lors de la dernière session et quelle disposition a été prise, le cas échéant?

164a. Etat montrant:—

1. Quel officier de marine représentait Percy Sullivan, V-16947, de la réserve des volontaires de la marine royale canadienne, lors du procès de ce dernier à Halifax?

2. A-t-on assigné un avocat à la défense de cet homme?

3. Le délégué de la marine a-t-il présenté quelques témoignages pour le compte de ce marin?

4. Quelle occasion ce marin aura-t-il d'obtenir un avocat de la marine pour porter sa cause en appel au cas où il ne posséderait pas les fonds nécessaires pour payer les services d'un avocat civil?

5. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour faire remise de la peine?

165. Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents que possède le ministère des Postes concernant les plaintes relatives à l'administration du bureau de poste à Amsterdam, Saskatchewan, depuis le 1er janvier 1940.

166. Copie de toute correspondance entre M. A. W. Stewart, de Timmins, Ontario, M. E. H. King, maître de postes à Timmins, Ontario, et le ministère des Postes à Ottawa, au sujet du renvoi à Ottawa d'une lettre adressée par le ministère des Postes à M. Stewart.

167. Copie de tous les mandats du Gouverneur général émis entre le 1er janvier 1944 et la date actuelle.

168. Arrêté en conseil 6481, approuvé le 11 octobre 1945: nomination de James Gordon Taggart, écuyer, d'Ottawa, comme commissaire des établissements de salaison et de traitement des viandes exploités dans certaines provinces par *Burns and Company,* une compagnie dont le siège social est à Calgary, Alberta.

168a. Arrêté en conseil C.P. 6524, approuvé le 13 octobre 1945: nomination de sous-commissaires pour les salaisons de *Burns and Company Limited,* dont le gouvernement a assumé l'administration, en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 6481, en date du 11 octobre 1945.

169a. Etat montrant:—

Protocole annexé au Traité pour l'extradition des malfaiteurs entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique. (Signé à Ottawa, le 3 octobre 1945.)

170. Etat montrant:—

1. Quelle a été la valeur totale de tous les produits de la pêche, y compris ceux des poissons d'eau douce et de mer, au cours de chacune des années de 1930 à la fin de 1944 inclusivement?

2. Quelle en a été la valeur totale pour chaque province au cours de chacune des années ci-haut mentionnées?

3. Quelle a été la production totale, en livres, pour chacune des diverses provinces, (en donnant la quantité et la valeur pour chaque catégorie) de: *a*) saumon, *b*) hareng, *c*) flétan, *d*) morue, de toute espèce, au cours de chacune des années de 1930 à la fin de 1944 inclusivement?

171. Etat montrant:—

1. Quelles unités de l'armée canadienne dans le Royaume-Uni ont été désignées pour revenir au Canada avant le 15 octobre?

2. Quelles unités sont déjà arrivées au Canada?

3. Dans chaque unité quelle proportion forme ou formera le personnel relevant de la L.M.R.N.?

4. Combien dans chaque unité ont pris du service avec lesdites unités pour une période de plus de six mois?

172. Etat montrant:—

1. Le personnel de notre C.A.R.C. reçoit-il un congé spécial de retraite de trente jours pour plus de trois années de service?

2. Le personnel *a*) de la marine, *b*) de l'armée reçoit-il un congé semblable pour un service équivalent?

3. Sinon, quelle est la raison de cette divergence?

174. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre de pneus d'automobiles en magasin chez les fabricants ou les marchands?

2. Quel était le nombre disponible de pneus au Canada au cours de chaque année de 1938 à 1942?

3. Quand les stocks actuels seront-ils offerts au public en général?

175. Etat montrant:—

Qu'a-t-on fait pour venir en aide aux anciens militaires qui désirent faire la réouverture de leurs magasins de détail?

176. Etat montrant:—

1. Quelle a été la somme totale que le Dominion du Canada a empruntée au cours de chacune des années financières terminées le 31 mars de 1940 à 1945 inclusivement?

2. Quelle est la répartition et le classement de ces sommes, en donnant les montants empruntés au cours des emprunts de la Victoire, des banques à charte ou de toute autre façon pour chacune des années financières ci-haut mentionnées?

176a. Etat montrant:—

1. Quel a été le coût de la vente du 7ème Emprunt de la Victoire?

2. Quel a été le coût de la vente du 8ème Emprunt de la Victoire?

3. Quelle somme le comité national des finances de guerre a-t-il dépensée dans chaque province, au cours de 1944, pour chacun de ces emprunts?

4. Quel montant a-t-on souscrit dans chaque province, lors de chacun de ces emprunts?

5. Quelle somme a-t-on payée aux organisateurs, dans chaque province, pour chacun de ces emprunts?

6. Combien comptait-on d'organisateurs rémunérés dans chaque province?

7. Quel a été le coût de la réclame pour chacun de ces emprunts?

8. Combien a-t-on déboursé pour faire et projeter des films à l'occasion de ces deux emprunts?

9. Quelle commission ou quel escompte a-t-on alloués aux banques et aux compagnies d'assurances pour les achats effectués pour leur propre compte, lors de l'un ou l'autre de ces emprunts?

10. Quel a été le pourcentage du coût de vente de chacun de ces emprunts?

177. Etat montrant:—

1. Du commencement de septembre 1939 à la fin de mai 1945, combien d'hommes examinés en vue de leur engagement dans les forces armées du Canada ont été réformés parce qu'ils étaient physiquement inaptes?

2. Quel pourcentage ce chiffre représente-t-il par rapport au nombre total de ceux qui ont été examinés?

3. Combien d'entre eux appartenaient respectivement à la marine, à l'armée et à l'aviation?

4. Quelles raisons médicales a-t-on données pour leur refus?

177a. Etat montrant:—

1. Du commencement de la guerre jusqu'à janvier 1942, quel est le nombre d'hommes qui ont subi un examen médical dans le but de s'enrôler dans les forces navales, terrestres et aériennes respectives du Canada et ont été rejetés comme physiquement inaptes?

2. Que représente ce chiffre par rapport au nombre total d'hommes examinés?

3. Quelles raisons de santé a-t-on données pour ces inadmissibilités?

178. Arrêté en conseil C.P. 6492, approuvé le 12 octobre 1945: nomination de Lucien Dugas, de Joliette, P.Q., comme membre de la Commission nationale du travail en temps de guerre, pour succéder à M. Léon Lalande, de Montréal P.Q.

178a. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7020, approuvé le 20 novembre 1945: nomination de M. John A. McClelland, O.B.E., de Valois, P.Q., comme représentant des employés de la Commission national du travail en temps de guerre, pour remplir la vacance causée par la mort de M. John A. Bell, de Toronto.

179. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms de toutes les personnes qui ont été nommées au rang de sous-ministre depuis le 1er janvier 1944?

2. Quels sont les titres de compétence de chacune de ces personnes?

3. Quel traitement verse-t-on à chacune de ces personnes?

4. Quel traitement recevait le prédécesseur de chacune de ces personnes?

179a. Etat montrant:—

1. Depuis le 1er janvier 1940, a-t-on nommé quelque personne au rang de sous-ministre adjoint autrement que par l'intermédiaire de la Commission du service civil?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces personnes et quel traitement verse-t-on à chacune de ces personnes?

3. Suivant quel procédé chacune de ces personnes a-t-elle été nommée et pour quelle raison a-t-on eu recours à ce procédé dans chaque cas?

180. Etat montrant:—

1. Combien d'hommes ont été libérés des services armés sur la recommandation des comités de classement industriel et de libération?

2. Quel était le classement de ces personnes par métiers et professions?

3. Combien de ces personnes n'avaient pas pris de service outre-mer?

4. Combien de ces personnes étaient des soldats appelés en vertu de la L.M.R.N.?

181. Etat montrant:—

1. Combien d'anciens prisonniers de guerre appartenant *a*) à l'armée canadienne, *b*) au C.A.R.C. sont encore outre-mer?

2. Quand compte-t-on ramener au Canada tous les anciens prisonniers de guerre appartenant à l'armée et au C.A.R.C.?

3. Pour quelles raisons n'a-t-on pas ramené ces hommes au Canada avant aujourd'hui?

182. Etat montrant:—

1. Combien de soldats des forces servant outre-mer, et de quel théâtre de guerre, ont été condamnés à des termes d'emprisonnement?

2. Combien en a-t-on ramené au Canada et où sont-ils présentement incarcérés?

3. Combien sont actuellement dans des établissements pénitenciaires au Canada?

4. Combien étaient des déserteurs et où les a-t-on emprisonnés à leur retour d'outre-mer?
5. Combien ont été transportés de Fort Henry à Kingston, à la prison fédérale de cette ville ou à une prison située à proximité de la ville, à Collins Bay?
6. Combien a-t-on appréhendé de déserteurs au Canada depuis la fin de la guerre; où sont-ils emprisonnés, et combien sont encore en liberté?

183. Etat montrant:—

1. Quelles quantités de sucre a-t-on exportées du Canada, et à destination de quels pays, au cours de 1941, 1942, 1943, 1944 et des sept premiers mois de 1945?
2. Quelles quantités de bonbons ou d'autres produits de sucre a-t-on exportées du Canada, et à destination de quels pays, au cours de 1941, 1942, 1943, 1944 et des sept premiers mois de 1945?

184. Etat montrant:—

1. De combien d'employés des postes ayant été atteints par la limite d'âge retient-on les services dans le district postal de Winnipeg?
2. Quel était, *a*) au 1er septembre 1939, *b*) au 1er septembre 1942, *c*) au 1er septembre 1945, le nombre total de facteurs dans le district postal de Winnipeg?
3. Combien *a*) de facteurs, *b*) d'autres employés des postes, du district postal de Winnipeg, se sont enrôlés dans les forces armées au cours de la seconde grande guerre? Combien d'entre eux sont revenus dans le service postal?

185. Copie de tous mémoires, lettres et autres documents reçus par le ministère de la Justice depuis le 3 septembre 1939, contenant quelque consultation juridique, que ce soit de la part des légistes de l'Etat ou d'autres avocats, concernant l'assujettissement des corporations de la Couronne à l'imposition municipale.

186. Copie de tous rapports, correspondance et enquêtes que possède quelque ministère du gouvernement relativement au projet d'aménagement hydraulique de la rivière Petitcodiac.

186a. Rapport sur l'énergie marémotrice au confluent des rivières Petitcodiac et Memramcook dans la province du Nouveau-Brunswick, 1945, préparé par H. G. Acres et Compagnie, ingénieurs consultants, Niagara Falls, Canada, en date du 31 octobre 1945,—Première partie: texte,—Deuxième partie: plans.

187. Etat montrant:—Quels sont les impôts qui ont été perçus pour la première fois au cours de la guerre de 1914-1918 et qui n'ont jamais été abolis?

188. Copie de tous arrêtés en conseil ou ordonnances adoptés depuis le 30 mars 1944, modifiant, suspendant ou changeant de quelque autre façon l'application de toute loi adoptée par le Parlement du Canada, ou l'abrogeant en tout ou en partie, ainsi que de la liste de toutes les lois ainsi visées.

188a. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7069, approuvé le 23 novembre 1945: au sujet du désaveu de certaines lois passées par l'assemblée législative de la province de l'Alberta, et approuvant la recommandation faite par le ministre de la Justice de laisser ces statuts suivre leur cours.

189. Etat montrant:—

1. Les armoiries du Dominion du Canada figurent-elles au battant du pavillon marchand canadien?
2. Le cas échéant, quelles sont-elles?
3. Sinon, pourquoi?

4. Les armes des neuf provinces figurent-elles au battant du pavillon qui flotte à la tour de la Paix de l'édifice du Parlement?
5. Le cas échéant, quelles sont-elles?
6. Sinon, pourquoi?
7. Quelle est la description du pavillon marchand canadien dont il est fait mention dans les Ordonnances et Règlements du 10 mai 1944?
8. Quand, comment et par qui ce pavillon a-t-il été approuvé?

189a. A.—Relativement au pavillon de la Marine de réserve, au battant duquel figurent les armes des quatre provinces-mères d'Ontario, Québec, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick, et dont l'usage sur les navires du gouvernement canadien a été approuvé dans des dépêches du Secrétaire d'Etat aux Colonies portant la date du 16 décembre 1865 et du 16 juillet 1870: 1. Ce pavillon a-t-il jamais été changé? 2. Le cas échéant, quand, comment, et par qui?

B.—Relativement au pavillon de la marine marchande canadienne, dont une ordonnance de l'Amirauté, en date du 2 février 1892, a autorisé "l'usage sur les navires enregistrés dans le Dominion" avec les armes desdites provinces précitées au battant: 1. Ce pavillon a-t-il jamais été changé? 2. Le cas échéant, quand, comment et par qui? 3. Quel est actuellement ce pavillon?

189b. Etat montrant:—
1. Copie des dépêches du Secrétaire d'Etat aux Colonies, en date du 16 décembre 1865 et du 16 juillet 1870, autorisant le pavillon des navires du gouvernement canadien;
2. Copie de l'ordonnance de l'Amirauté, en date du 2 février 1892, permettant "l'usage sur les navires enregistrés dans le Dominion" du pavillon de la marine marchande canadienne;
3. Copie de la dépêche du Secrétaire d'Etat aux Colonies, datée de Downing Street, le 21 mai 1912, et adressée au Gouverneur général du Canada, dans laquelle il est déclaré que "le pavillon marchand, avec les armoiries du Dominion du Canada au battant, ne sera utilisé seulement que par les navires de la marine marchande canadienne";
4. Copie de tous arrêtés en conseil, règlements et ordonnances relatifs auxdits pavillons.

191. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1-6679, approuvé le 25 octobre 1945: relativement aux heures de travail dans le service public.

192. Arrêté en conseil C.P. 3329, approuvé le 7 mai 1945: pour autoriser le ministre des Munitions et approvisionnements à faire enquête sur ou au sujet de toute ou toutes questions concernant les affaires et l'administration de l'*Eldorado Gold Mines Limited*, et sur tout ce qui en découle ou qui s'y rattache.
Arrêté en conseil C.P. 5782, approuvé le 5 septembre 1945: nomination de J. Grant Glassco, comptable breveté de la cité de Toronto, comme enquêteur avec juridiction, en vertu des dispositions de la Loi des enquêtes, pour conduire une enquête sur toute ou toutes questions relatives aux affaires et à l'administration de l'*Eldorado Gold Mines Limited*.

192a. Etat montrant:—
1. Depuis le 8 mai 1945, a-t-on adopté quelque décret du conseil *a*) refusant nommément le recours en justice à un parti lésé par la décision d'un office, d'un commissaire ou d'un régisseur; *b*) autorisant un commissaire ou un enquêteur à refuser à la personne comparaissant devant lui, dans toute procédure, le droit d'être représentée par un conseil?
2. Dans l'affirmative, quels en sont les détails?

193. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 390, approuvé le 12 mars 1924: stipulant que le transport sur les chemins de fer canadiens, du courrier de Sa Majesté, des forces navales et militaires, etc., se fera à des taux qui seront fixés par le ministre des postes du Canada, le ministre de la milice et autres fonctionnaires désignés.

194. Etat montrant:—Quelles sommes, le cas échéant, les ministères *a*) de la Défense nationale pour le service naval, l'armée et l'aviation, *b*) du Travail, *c*) des Munitions et approvisionnements, ont-ils payées, depuis septembre 1939, au *Sherbrooke Taxi Service*, de Sherbrooke, N.-E., et/ou à M. J. E. Fraser, du même endroit, pour taxi, réparations et autres services et fournitures?

195. Etat montrant:—

1. Quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il payées *a*) au Pacifique-Canadien, *b*) aux Chemins de fer Nationaux du Canada, pour le transport du personnel militaire des trois services armés, pour chacune des années 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et pour les huit premiers mois de 1945?

2. Quelles sommes a-t-on payées au Pacifique-Canadien et au National-Canadien pour le transport des courriers pour les mêmes années?

196. Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,— Copie de toute correspondance relative à la démission de M. C. C. Cardoza de la Corporation de stabilisation des prix des denrées.

197. Etat montrant:—

1. Le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il remplacé le ministère des Munitions et approvisionnements à la direction des Foyers pour hommes et pour femmes, désignés comme entreprises No 3 et No 4 de la *Wartime Housing Limited?*

2. Le cas échéant, se propose-t-il d'utiliser les ameublements, lits et matelas?

3. A-t-on vendu quelques ameublements, lits ou matelas?

4. Le cas échéant, à qui les a-t-on vendus?

5. Quel en a été le prix de vente?

197a. Copie de tous rapports, lettres, contrats ou ententes en la possession du gouvernement et se rapportant à la construction de logements de temps de guerre semi-permanents.

197b. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms des fonctionnaires de la *Wartime Housing Limited?*
2. Quel traitement reçoit chaque fonctionnaire de la société?
3. Quels autres employés sont au service de la société?
4. Où ces personnes sont-elles établies et quelles sont leurs fonctions?
5. Quels traitements ou salaires reçoivent-elles?
6. Quels bureaux ou quel autre espace cette société loue-t-elle?
7. Quel loyer paie-t-elle pour chaque propriété?
8. Quel compte de frais, s'il y a lieu, a-t-on alloué à tout fonctionnaire ou autre employé de la société?

198. Etat montrant:—

1. Sous quels auspices l'avion "F for Freddie" a-t-il fait une envolée à travers le Canada?

2. Est-ce que le gouvernement était au courant que cet avion faisait de l'aérobatie au-dessus des villes compromettant la sécurité des citoyens? Dans l'affirmative, avait-on donné des instructions relativement au vol de cet avion au cours de sa tournée de démonstration?

3. Quels sont les règlements du gouvernement concernant le vol des aéronefs au-dessus des villes et cités, et quels sont les règlements militaires à ce même sujet?

4. Permet-on de faire de l'aérobatie à quelque aéronef piloté sous le contrôle du gouvernement ou des autorités militaires?

199. Etat montrant:—

1. Quel est le montant total dépensé par le gouvernement jusqu'à date, au compte *a*) du capital, *b*) de l'exploitation, à la *Welland Chemical Works Limited*, à Niagara Falls, Ontario?

2. Quelle est la valeur estimative actuelle de cette usine?

3. Depuis le 1er juillet 1945, quels sont les matériaux produits par cette usine et quelle en a été la quantité?

4. Sous quelle autorité l'usine fonctionne-t-elle actuellement?

5. Quelles personnes ont été employées pour l'administration de cette usine?

6. Au service de quelles compagnies ou sociétés ces personnes étaient-elles avant qu'elles prennent charge de l'administration de cette usine?

7. Quelles dispositions a-t-on prises relativement à l'aliénation de cette usine?

8. A-t-on reçu des offres pour l'achat de cette usine?

200. Etat montrant:—

1. Quelle a été la quantité totale de la production au Canada *a*) de boissons alcooliques, *b*) de boissons de malt, *c*) de bière, *d*) de vin, au cours de chacune des années de 1935 à 1944?

2. Quelle a été, pour chacune des années précitées, la quantité totale de la consommation au Canada *a*) de boissons alcooliques, *b*) de boissons de malt, *c*) de bière, *d*) de vin?

201. Etat montrant:—

1. Quel est le montant total que le gouvernement a dépensé, de concert avec la ville de Fernie, Colombie-Britannique, pour la reconstruction de l'hôtel Napanee et de l'hôtel Queen's dans cette dernière ville?

2. Quel est le nombre d'appartements dans chaque immeuble?

3. Combien d'appartements étaient occupés dans chaque hôtel au cours de chacun des mois de mai, juin, juillet, août et septembre de cette année?

4. Le loyer des appartements ci-haut mentionnés sera-t-il fixé au niveau des loyers en cours dans la région?

202. Etat montrant:—Quel a été, d'après les derniers chiffres disponibles, le total des pertes, *a*) en tués, *b*) en blessés, *c*) en disparus, au cours de la guerre qui vient de finir?

203. Etat montrant:—Quelles propriétés la ville de Toronto a-t-elle prêtées au gouvernement au cours de la récente guerre; où sont-elles situées et quand seront-elles remises à la ville?

203a. Etat montrant:—

1. Quelles dispositions est à prendre le gouvernement pour remettre à la ville de Toronto les terrains et les bâtiments de l'Exposition nationale?

2. Le gouvernement ou l'un de ses ministères a-t-il eu quelque échange de lettres avec la ville de Toronto à ce sujet?

3. De quelles propriétés résidentielles a-t-on pris possession pour le bénéfice des forces armées, dans la ville de Toronto, au cours de la guerre; ces propriétés sont-elles encore occupées? Le cas échéant, par qui et à quelle fin?

4. Quelles sommes a-t-on dépensées pour ces propriétés au cours de la guerre; qui avait la gérance de cet argent et à quelle fin a-t-il été dépensé?

5. La ville de Toronto a-t-elle demandé d'utiliser l'une ou l'autre de ces propriétés pour des fins de logement d'urgence? Le cas échéant, quelles propriétés?

204. Etat montrant:—

1. Combien, par année, a-t-il été dépensé par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, ou par son entremise, depuis son établissement?

2. De ce montant, combien a-t-on dépensé, par année, en traitements et salaires?

3. Combien y a-t-il de personnes à l'emploi de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre?

205. Etat montrant:—

1. Pendant quelles années le bateau automobile *Kipawo* a-t-il fait le service entre les ports de Parrsboro, Kingsport et Wolfville, Nouvelle-Ecosse, sous un régime de subventions reçues du gouvernement fédéral?

2. Quelle subvention le gouvernement fédéral a-t-il versée chaque année?

3. Pourquoi a-t-on retiré la subvention et cessé le service?

4. Le gouvernement a-t-il approuvé la location, le nolisement ou la vente du *Kipawo* pour qu'il soit en service à Terre-Neuve ou ailleurs au cours de la guerre?

5. Sous l'exploitation ou le contrôle de qui ce bateau fonctionnait-il?

6. Le gouvernement mettra-t-il le *Kipawo* ou quelque autre traversier à la disposition des citoyens intéressés à Parrsboro, Kingsport et Wolfville afin de reprendre le service qui avait été interrompu au cours de la guerre?

7. Quand le gouvernement fédéral ou le gouvernement provincial ont-ils établi, pour la première fois, un service de transbordeurs sur cette route?

206. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on employé d'officiers et d'hommes au chantier de bois de l'armée situé sur la propriété de *A. D. McGibbon & Sons Limited*, à Lachute, P.Q.?

2. Pendant combien de temps ces hommes ont-ils été postés à cet endroit?

3. Combien d'entre eux ont pris du service outre-mer?

4. Combien de cordes de bois ces hommes ont-ils abattues à ce chantier?

5. Qu'a-t-on fait du bois qui y a été abattu?

6. Qu'a-t-on payé à ces hommes en solde et allocations ou en salaires?

7. Qui a fait ces paiements?

8. Le gouvernement a-t-il quelque entente financière avec *A. D. McGibbon & Sons Limited?* Dans l'affirmative, quelle est cette entente?

207. Etat montrant:—

1. Quelle a été la date de la formation de la *Acadia Construction Company Limited?*

2. Quels en ont été les administrateurs provisoires?

3. Quels ont été les administrateurs de cette compagnie depuis qu'elle est en opération?

4. Quel est le nombre des contrats que cette compagnie, depuis sa formation, a reçus du ministère des Munitions et approvisionnements?

208. Etat montrant:—

1. Existe-t-il ce que l'on appelle des caisses de bienfaisance en rapport avec *a*) l'armée; *b*) la marine; *c*) l'aviation?

2. Dans l'affirmative, depuis combien de temps existent-elles?

3. De quelles sources proviennent-elles?

4. A quelles fins servent-elles?

5. Quels sont l'officier ou les officiers responsables et chargés de la gérance de chaque caisse respective?

6. Combien a-t-on dépensé à même chaque caisse depuis le commencement de la guerre?

7. Quel était la solde de chaque caisse à la date du 1er septembre 1945?

8. A quelle fin, dans chaque cas, utilisera-t-on cette caisse?

209. Etat montrant:—

1. Quelle somme d'argent a été affectée à l'Office national du film pour l'année financière terminée le 31 mars 1945?

2. Quel a été le total des dépenses faites par l'Office national du film pour l'année financière terminée le 31 mars 1945?

3. Auprès de quels ministères du gouvernement le ministre intéressé ou les fonctionnaires de l'Office national du film ont-ils fait des démarches dans le but d'obtenir du travail pour ledit Office?

4. Quel travail, et à quel coût pour chaque ministère, l'Office national du film a-t-il accompli pour le compte de chaque ministère du gouvernement?

5. Quand a été institué l'Office national du film?

6. Quelles ont été, pour chaque année, les dépenses de l'Office national du film, depuis sa création jusqu'à la fin de mars 1945?

7. Combien de personnes ont été, chaque année, à l'emploi de l'Office national du film, depuis sa création jusqu'à la fin de mars 1945?

8. Le ministre de qui relève l'Office national du film est-il consulté avant que l'Office entreprenne tout nouveau genre de travail ou de projet? Le cas échéant, par qui?

210. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on établi ou institué d'offices ou de commissions *a*) depuis le 3 septembre 1939; *b*) depuis le jour de la Victoire en Europe?

2. Quels sont les détails de ces offices ou commissions, y compris les noms des personnes qui détiennent actuellement des positions sur chaque office ou commission?

211. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6829, approuvé le 6 novembre 1945, qui révoquait l'arrêté en conseil C.P. 7032, approuvé le 13 août 1942, et l'arrêté en conseil C.P. 8603, approuvé le 23 septembre 1942, sous l'empire duquel il a été permis à l'*International Nickel Company Limited* d'employer des femmes à certains travaux de surface aux environs de Sudbury et de Port Colborne.

212. Etat montrant:—

1. A-t-on accordé de l'aide financière à ceux qui s'adonnaient à l'industrie de la pêche au cours de l'une ou l'autre des années 1930 à 1944?

2. Dans l'affirmative, quelle aide financière, par province, a-t-on accordée au cours de chacune de ces années?

3. Pour quelles fins a-t-on accordé cette aide financière?

4. Combien de pêcheurs ont reçu une telle aide?

213. Etat montrant:—

1. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé pour le dragage sur le fleuve Saint-Laurent et dans le port de Montréal, et pour l'exploitation et les frais d'administration du chenal maritime du fleuve Saint-Laurent, au cours des années 1940 à 1944 inclusivement?

2. Au cours des années 1940 à 1944 inclusivement, combien a-t-on dépensé sous le régime de la Loi des taux de transport des marchandises dans les Provinces maritimes pour indemniser les chemins de fer de la différence entre les taux de tarifs et les tarifs normaux sur toutes les marchandises transportées au cours des années ci-dessus mentionnées?

3. Au cours des années ci-haut mentionnées, combien a-t-on dépensé pour la construction et les améliorations en rapport avec le chemin de fer de la Baie d'Hudson, et pour combler les pertes subies dans l'exploitation du chemin de fer au cours desdites années?

4. Au cours desdites années, quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il avancées pour les entreprises suivantes: *a*) port de Montréal; *b*) port de Churchill; *c*) port de Vancouver; *d*) port de Halifax?

214. Etat montrant:—

1. Combien de chevaux l'Office des produits spéciaux du ministère de l'Agriculture a-t-il achetés jusqu'au 25 octobre 1945?

2. A quels endroits a-t-on acheté ces chevaux; quelles ont été les dates d'achat aux divers endroits et combien de chevaux a-t-on achetés à chaque endroit?

3. Quels sont les noms des personnes de qui on a acheté des chevaux à Laflèche, Saskatchewan, et combien en a-t-on acheté de chaque personne?

4. Quelles sont les prescriptions exigées par l'Office des produits spéciaux dans les cas où il achète des chevaux, et quelle est la diversité des prix payés?

5. A-t-on apporté, à l'occasion, quelques changements aux prescriptions? Dans l'affirmative, sous quelle forme?

215. Copie de tous rapport ou rapports que possède quelque département du gouvernement sur l'état de l'enquête sur l'entreprise de dérivation de Red Deer, ainsi qu'un état indiquant: *a*) le coût estimatif de parachèvement de cette entreprise; *b*) la date du commencement de la construction; *c*) les possibilités de développement hydraulique.

216. Arrêté en conseil C.P. 6938, approuvé le 15 novembre 1945: allocations de réadaptation accordées aux gardes-malades canadiennes qui sont devenues membres d'une organisation connue sous le nom de Services des gardes-malades militaires de l'Afrique du Sud.

217. Etat montrant:—

1. Copie de tous marchés, correspondance et ententes, depuis le 5 mai 1944, entre le gouvernement canadien et *a*) le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, *b*) l'*Imperial Oil Company of Canada*, *c*) tout autre gouvernement ou

société, concernant ou touchant l'aliénation de l'entreprise de Canol et/ou de toutes autres ressources pétrolières réelles ou éventuelles au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest;

2. Copie de tous les documents et arrêtés en conseil du gouvernement établis ou adoptés depuis le 5 mai 1944 concernant ou touchant l'aliénation de l'entreprise de Canol et/ou de toutes autres ressources pétrolières réelles ou éventuelles au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest.

218. Etat montrant:—Quelles mesures adopte le gouvernement pour fournir *a*) des domestiques, *b*) le service de gardes-malades à ceux qui ont une famille nombreuse, ainsi qu'aux malades?

219. Etat montrant:—

1. Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1945, combien de caisses de conserves de jus de pamplemousse la Corporation de stabilisation des prix des denrées a-t-elle achetées?

2. De qui, et à quel prix, a-t-on acheté ce jus de pamplemousse?

3. A quelles dates a-t-il été livré?

4. A-t-on effectué des paiements sur les quantités livrées? S'il en est ainsi, à quelles dates ces paiements ont-ils été effectués, à qui l'ont-ils été et quel a été le montant de chaque paiement?

5. Quels montants la Corporation de stabilisation des prix des denrées doit-elle encore sur les achats de conserves de jus de pamplemousse faits au cours de ladite année financière, et à qui ces paiements sont-ils dus?

220. Etat montrant:—

D'après les derniers chiffres disponibles: 1. Quel est le montant total des capitaux en provenance des Etats-Unis placés au Canada?

2. Quel est le total des montants dont il a été fait remise aux ayants droit aux Etats-Unis, au cours des années 1939 à 1944, en vertu de permis accordés par la Commission de contrôle du change étranger?

3. Des montants dont il est fait mention à la question 2, quelle somme représente *a*) des intérêts, dividendes, loyers ou autre revenu sur les capitaux en provenance des Etats-Unis placés au Canada; *b*) la remise de capital provenant des Etats-Unis; *c*) le prix de marchandises et de services?

221. Etat montrant:—

1. Quelles sont les sommes estimatives que le gouvernement a perçues, au cours de chacune des deux dernières années financières écoulées, en taxe de conservation des changes en temps de guerre sur la bière et les boissons importées au Canada, et quelle est la somme estimative que le gouvernement a perçue au cours de la même période en taxe de vente sur les ventes domestiques?

2. Si les statistiques du ministère du Commerce sont tenues de telle façon que cette information précitée lui est inconnue, de quelle source peut-on obtenir une telle information?

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table;

Rapport sur l'énergie provenant des marées, estuaires de la Petitcodiac et de la Memramcook, province du Nouveau-Brunswick, 1945.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (P-8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques".

Ledit bill est alors lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (Q-8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932."

Ledit bill est alors lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du troisième rapport du Comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, il est:

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit renvoyé à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du second et dernier rapport du comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du deuxième rapport du comité spécial institué afin de reviser la constitution et les fonctions des comités permanents du Sénat.

Ledit rapport est adopté.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénater McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'avis de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

La Chambre des communes, par son greffier, transmet un message avec un Bill (217) intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation," auquel elle demande le concours du Sénat.

Ledit bill est alors lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

La Chambre des communes, par son greffier, transmet un message avec un Bill (15) intitulé: "Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre," auquel elle demande le concours du Sénat.

Ledit bill est alors lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi soir prochain, à huit heures p.m.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi 10 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour lundi, le 10 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soient abrogées;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

4 décembre—Qu'il soit résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la Déclaration convenue sur l'Energie atomique, signée par le Président des Etats-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni, et le Premier ministre du Canada, à Washington, le 15 novembre 1945, et que cette Chambre approuve cette Déclaration.

INTERPELLATIONS

Pour lundi, le 10 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

No 2.

Par l'honorable sénateur Quinn:

29 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le C.W.A.C., ou Service féminin de l'armée canadienne, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations, etc.?

No 3.

Par l'honorable sénateur McRae:

3 décembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement:

1. Quelle quantité d'argent est actuellement détenue au Canada par le Gouvernement du Dominion et par des compagnies privées, et pour quelles fins se propose-t-on de l'utiliser?

2. Quelle quantité de nouvel argent canadien a-t-on employé au Canada durant les années 1944 et 1945 dans la frappe de monnaie, et quel prix par once a-t-on versé aux producteurs?

3. Quelle quantité estimative d'argent emploiera-t-on pour la frappe de monnaie canadienne au cours de l'année 1946, ainsi que pour d'autres fins au Canada au cours de l'année 1946, et quelles sont ces fins?

4. A quelle raison attribue-t-on l'augmentation soudaine dans l'emploi de l'argent au Canada au cours de l'année précédente?

5. Quels sont les noms des corporations ou des individus à qui des permis pour exporter de l'argent ont été émis, et quelle quantité d'argent a été exportée en vertu de chaque permis l'an dernier ainsi qu'en 1945 jusqu'à la date la plus récente possible?

6. Quelle est la limite des achats d'argent, s'il en est une, imposée aux compagnies qui emploient de l'argent dans leur commerce?

7. De l'argent a-t-il été vendu au Canada à des corporations ou à des particuliers qui n'ont pas besoin d'argent pour la conduite de leur commerce? Dans l'affirmative, à qui, et quelle quantité?

8. Selon des rapports publiés par la presse, environ 50 pour cent de la production des grandes raffineries d'argent servira aux besoins domestiques. Cette quantité, en plus de la moitié du sous-produit d'argent en provenance des mines d'or, suffira-t-elle aux besoins domestiques?

9. Si cette quantité est insuffisante, alors comment se propose-t-on d'accorder aux petits producteurs d'argent le prix d'exportation de toute leur production, ainsi que le rapporte la presse?

10. Quelle est la production estimative d'argent pour l'année 1945?

No 4.

Par l'honorable sénateur Dupuis—

7 décembre—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile.

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, le 10 décembre 1945

No 1.

5 décembre—Prise en considération du troisième rapport du comité spécial du Sénat nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'Impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la Taxation des surplus de bénéfices.—(L'honorable sénateur Euler).

No 2.

7 décembre—Etude du deuxième rapport du comité permanent de l'Immigration et du travail auquel a été renvoyé le projet de résolution suivant:

Résolu: Que cette Chambre approuve la Convention (revisée) concernant la protection contre les accidents qui peuvent survenir aux ouvriers employés à charger et à décharger les navires, laquelle convention a été adoptée par la Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Ligue des Nations au cours de sa seizième session tenue à Genève le vingt-septième jour d'avril 1932.—(L'honorable sénateur Murdock).

No 3.

7 décembre—Deuxième lecture du Bill (P-8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

7 décembre—Deuxième lecture du Bill (Q-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 5.

7 décembre—Deuxième lecture du Bill (217) intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 6.

7 décembre—Deuxième lecture du Bill (15), intitulé: "Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 7.

5 décembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Haig).

No 8.

29 novembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945

No 37

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 10 décembre 1945

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Calder,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Donnelly,
Duff,
Dupuis,
Fallis,
Farris,
Foster,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Horner,
Howard,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, des messages par lesquels elle renvoie les bills suivants et informe le Sénat qu'elle a adopté lesdits bills, sans amendement:

Bill (P-4) intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Helena Henry Bates".

Bill (G-5) intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Sapphire Tanham Herring".

Bill (H-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Gladys Ruth Leveille Williams".

Bill (I-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ada Greenwood Pringle".

Bill (J-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Vaughton Molson".

Bill (K-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean McKay Hepplewhite".

Bill (L-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Henry Gray".

Bill (M-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Danta Antonio Olak".

Bill (N-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Barzyk".

Bill (O-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mardi Harding".

Bill (P-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lavoie".

Bill (Q-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Gardner Bradford".

Bill (R-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Olive May Marks Sanderson".

Bill (S-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval".

Bill (T-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Frances Timms Couture".

Bill (U-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Louise Boutilier Snow".

Bill (V-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril James Morgan".

Bill (W-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume".

Bill (X-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Shusterman Percher".

Bill (Y-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Harold James Chesterman".

Bill (Z-6) intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Grace Kriticos".

Bill (A-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Donald John Northey Armstrong".

Bill (B-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Boltuck".

Bill (C-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nelson Johnston".

Bill (D-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant".

Bill (E-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pashley Mackie".

Bill (G-7) intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham Gatehouse".

Bill (H-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Violet Kerwin Desjardins".

Bill (I-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Winifred Madge Jones Brown".

Bill (J-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Catherine Bird Jackson".

Bill (K-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Archibald John Pratt".

Bill (L-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Theresa Sharp Mackay".

Bill (M-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elise Holbrook Hume".

Bill (N-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Helen Bowerman Hume".

Bill (O-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Anderson Bell Gordon".

Bill (Q-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Léopold Lévesque".

Bill (R-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Elizabeth Fraser Bennett".

Bill (S-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Pamela Solomon Lande".
Bill (T-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Kandel Ashkanazy".
Bill (U-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Acomsky Bloom".
Bill (V-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Meakings Downs".
Bill (W-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis".
Bill (X-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur John Frederick Temperton, junior".
Bill (Y-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Ann Westover Coleman".
Bill (Z-7) intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Gertrude Owens Conant".
Bill (A-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Louis Humble".
Bill (B-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Silverstone Michelin".
Bill (C-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick Auguste Robert de Lotbinière Harwood".
Bill (D-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Emile Bastien".
Bill (E-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Cecilia Kate Burrows Andrea".
Bill (F-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Eaton Gair Curnew".
Bill (G-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Bailey".
Bill (H-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Pearl Simcox".
Bill (I-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Dickerson Silverman".
Bill (J-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Arden Stead Eberts".
Bill (K-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Omer Guindon".
Bill (L-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Leona Mary Murphy de Marky".
Bill (M-8) intitulé: "Loi pour faire droit à John Robert Mackenzie".
Bill (N-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Silverson Holmes".
Bill (O-8) intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Lawrence Loucks".

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message rédigé tel que suit:

VENDREDI, le 7 décembre 1945.

Résolu: Qu'un message soit transmis au Sénat pour remettre à cette Chambre les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées devant le comité permanent des Divorces, auquel ont été renvoyées les pétitions de Kathleen Helena Henry Bates, Nellie Sapphire Tanham Herring, Frances Gladys Ruth Leveille Williams, Dorothy Ada Greenwood Pringle, Edward Vaughton Molson, Elizabeth Jean McKay Hepplewhite, Alfred Henry Gray, Dante Antonio Olak, Joseph Barzyk, Florence Mardi Harding, Ernest Lavoie, Samuel Gardner Bradford, Olive May Marks Sanderson, Marie Regina Eliane Arcand Dorval, Joan Frances Timms Couture, Edith Louise Boutilier Snow, Cyril James Morgan, Joseph Adolphe Aime Berthiaume, Molly Shusterman Percher, Harold James Chesterman, Emma Grace Kriticos, Donald John Northey Armstrong, Goldie Boltuck, Irene Nelson Johnston, Justinien Joseph Damase Gerard St. Amant, Olive Pashley Mackie, John Graham Gatehouse, Gertrude Violet Kerwin Desjardins, Winifred Madge Jones Brown, Winnifred Catherine Bird Jackson, Archibald John Pratt, Mary Theresa Sharp Mackay, Edith Holbrook Hume, Amy Helen Bowerman Hume, Mary Anderson Bell Gordon, Leopold Levesque, Myrtle Elizabeth Fraser Bennett, Sylvia Pamela Solomon Lande, Annie Kandel Ashkanazy, Rose Acomsky Bloom, Ethel Meakings Downs, Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis, Arthur John Frederick Temperton, junior, Myrtle Ann Westover Coleman, Marie Gertrude Owens

Conant, Louis Humble, Sarah Silverstone Michelin, Roderick August Robert de Lotbinière Harwood, Emile Bastien, Cecilia Kate Burrows Andrea, Helen Eaton Gair Curnew, Jack Bailey, Winnifred Pearl Simcox, Robert Dickerson Silverman, Mary Arden Stead Eberts, Omer Guindon, Leona Mary Murphy de Marky, John Robert Mackenzie, Gertrude Silverson Holmes and Herbert Lawrence Loucks, respectivement, demandant l'adoption de bills de divorce, ainsi que les autres documents soumis en preuve.

Attesté

Arthur BEAUCHESNE
Greffier de la Chambre des Communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (G), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company* et la *Great Northern Railway Company.*"

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (D), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association de Transport Aérien International."

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (X-2), intitulé: "Loi concernant la *Lake Erie and Detroit River Railway Company* et la *Pere Marquette Railway Company.*"

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (F-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la Corporation canadienne d'assurance-santé et d'assurance contre les accidents."

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (G-6), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence canadienne de l'Eglise des Frères mennonites de l'Amérique du Nord."

Et informe le Sénat quelle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (W-2), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse."

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (F), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec".

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill avec deux amendements auxquels elle désire le concours du Sénat.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier comme suit:

Page 1, ligne 30.—Après le mot "toute", retrancher le mot "autre".

Page 2, ligne 10.—Après le mot "convenables", remplacer le mot "Toutefois" par ce qui suit:

Toutefois, une telle convention conclue avec une compagnie de chemin de fer électrique ou avec une compagnie autorisée à mettre en service des autobus ne doit être faite qu'avec une compagnie constituée en corporation sous le régime des lois de la province de Québec. De plus.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada".

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill avec deux amendements auxquels elle désire le concours du Sénat.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier comme suit:

1. *Dans le titre.*—Remplacer le titre susmentionné par "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie d'Amérique" ou, en anglais, *"Trust Company of America"*.

2. *Page 1, lignes 14 et 15.*—Retrancher les mots "Compagnie de Fiducie du Canada" et y substituer: "Compagnie de Fiducie d'Amérique" ou, en anglais, *"Trust Company of America"*.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Howard, du Comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (173), intitulé: "Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements", rapporte que ce Comité a étudié ledit bill et qu'il l'a chargé d'en faire rapport au Sénat avec plusieurs amendements qu'il est prêt à lui soumettre dès que le Sénat voudra bien les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier comme suit:

1. *Page 4, lignes 39 à 42 inclusivement.*—A la sous-clause (2) de la clause 9, substituer la suivante:

(2) Partout où apparaît l'expression "projets de défense" dans la *Loi sur le ministère des Munitions et approvisionnements* ou dans une ordonnance ou règlement établi sous son autorité le mot "projets" doit y être substitué."

2. *Page 5, ligne 9.*—Après le chiffre 11, insérer (1).

3. *Page 7, lignes 22 à 33 inclusivement.*—A la sous-clause (5) de la clause 13, substituer la suivante:

(5) Nonobstant toute disposition du présent article, le revenu brut provenant de quelque entreprise, autre que l'exécution de contrats d'approvisionnement à laquelle se livre une personne durant toute période désignée par le Ministre pour les fins du paragraphe quatre du

présent article, n'est pas censé supérieur au revenu brut de l'entreprise exercée par ladite personne pendant la dernière période de même durée comprise dans sa période normale telle que définie par la *Loi de 1940 sur la Taxation des surplus de bénéfices*, ou désignée en vertu de cette dernière; Toutefois, le ministre ou la cour de l'Echiquier, peut, sur appel, en déterminer autrement.

4. *Page 7, ligne 43.*—Ajouter ce qui suit comme nouvelles sous-clauses (2) et (3) de la clause 11.

(2) Est abrogé le paragraphe sept de l'article treize de la *Loi sur le ministère des Munitions et approvisionnements*, tel qu'édicté par l'article sept du chapitre huit des Statuts de 1943-44, et le suivant lui est substitué:

(7) Sur production de l'avis d'appel, la cour de l'Echiquier doit, à la demande du Ministre ou de l'appelant, donner des instructions concernant la disposition de l'appel et, lors de l'audition de cet appel, elle a juridiction pour reviser toute instruction ou décision du Ministre sous l'autorité du présent article, et elle peut confirmer l'ordre ou l'instruction du Ministre ou la modifier selon qu'il lui semblera juste, et la décision de la Cour est définitive et péremptoire.

(3) L'article treize de la *Loi du ministère des Munitions et approvisionnements*, tel qu'édicté par l'article sept du chapitre huit des Statuts de 1943-44, est amendé par l'addition du paragraphe suivant audit article:

(1) (*a*) Les dispositions du paragraphe trois et de l'alinéa (*a*) du paragraphe quatre du présent article ne s'appliquent pas à un contrat d'approvisionnement conclu après le deuxième jour de septembre 1945.

(*b*) Les dispositions de l'alinéa (*b*) du paragraphe quatre du présent article ne s'appliquent pas à l'exécution de contrats d'approvisionnement par quelque personne durant toute période au-delà de la fin de l'année financière de cette personne comprenant le deuxième jour de septembre 1945.

5. *Page 8, ligne 10 à 26 inclusivement.*—Au paragraphe (3), substituer le suivant:

(3) (*a*) Un investigateur est revêtu de tous les pouvoirs conférés aux commissaires par les articles quatre et cinq de la *Loi des enquêtes* ou qui peuvent être conférés aux commissaires en vertu du paragraphe premier de l'article onze de ladite loi.

(*b*) Un investigateur peut permettre, à toute personne dont la conduite est examinée sous l'autorité de la présente loi, et doit permettre à toute personne contre laquelle une plainte est déposée au cours d'une telle enquête, de se faire représenter par un avocat-conseil.

(*c*) Aucun rapport ne sera déposé contre une personne avant qu'un avis raisonnable lui ait été donné des faits dont on l'accuse, ni avant qu'elle ait eu entière liberté de se faire entendre elle-même ou par avocat-conseil.

(*d*) Un investigateur peut, par écrit, avec l'approbation d'un juge de la cour de l'Echiquier du Canada ou de la cour Suprême, d'une cour Supérieure ou d'une cour de Comté d'une province, laquelle approbation un tel juge est par la présente loi autorisé à accorder sur demande *ex parte* de l'enquêteur, autoriser un officier ou un constable de la Royale Gendarmerie à cheval du Canada, ou tout officier ou

agent de police, ou une autre personne employée à la préservation et au maintien de la paix publique, ainsi que toute autre personne nommée dans ledit document, à pénétrer et perquisitionner, au besoin par la force, dans tout immeuble, local ou endroit, pour y trouver des livres, registres, documents ou choses pouvant contenir ou fournir des renseignements requis aux fins de l'enquête, et à saisir tous livres, registres, documents ou choses et à les transporter chez l'investigateur ou chez telle autre personne que l'investigateur peut désigner, pour y être gardés à la discrétion de l'investigateur aux fins de l'enquête.

6. *Page 8, ligne 26.*—Ajouter ce qui suit comme sous-clause (3) de la clause 12:

(3) L'article vingt-deux de la *Loi du ministère des Munitions et approvisionnements*, tel qu'édicté par l'article onze du chapitre huit des Statuts de 1943-44, est modifié par l'addition du paragraphe suivant audit article:

(7) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'égard d'un contrat d'approvisionnement conclu après le deuxième jour de septembre 1945.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7164, approuvé le 30 novembre 1945: étendant les prestations de la Loi des pensions aux personnes domiciliées au Canada au commencement de la guerre et qui ont servi dans les forces des Nations alliées à Sa Majesté, etc.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7224, adopté le 4 décembre 1945, modifiant l'arrêté en conseil C.P. 5210 du 13 juillet 1944, concernant le sous-alinéa (1) de l'alinéa 8 de l'Ordre sur le rétablissement subséquent à la libération des forces armées.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du troisième rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, il est:

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit renvoyé à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat procède à l'étude du deuxième rapport du comité permanent de l'Immigration et du travail auquel a été renvoyé le projet de résolution suivant:

Résolu: Que cette Chambre approuve la Convention (revisée) concernant la protection contre les accidents qui peuvent survenir aux ouvriers employés à charger et à décharger les navires, laquelle convention a été adoptée par la Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Ligue des Nations au cours de sa seizième session tenue à Genève le vingt-septième jour d'avril 1932.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (P-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques" soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Que ledit bill soit actuellement confié à un comité plénier.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité plénier sur ledit bill.

(*En comité*)

Après quelque temps, le Sénat reprend sa séance, et

L'honorable sénateur Sinclair, dudit comité, fait rapport que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ledit bill auquel il demande son concours.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (Q-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu une troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ledit bill auquel il demande son concours.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (217), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu une deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (15), intitulé: "Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs transitoires au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est
Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'avis de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi 11 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mardi, le 11 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soient abrogées;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

4 décembre—Qu'il soit résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la Déclaration convenue sur l'Energie atomique, signée par le Président des Etats-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni, et le Premier ministre du Canada, à Washington, le 15 novembre 1945, et que cette Chambre approuve cette Déclaration.

INTERPELLATIONS

Pour mardi, le 11 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

No 2.

Par l'honorable sénateur Quinn:

29 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le C.W.A.C., ou Service féminin de l'armée canadienne, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations, etc.?

No 3.

Par l'honorable sénateur McRae:

3 décembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement:

1. Quelle quantité d'argent est actuellement détenue au Canada par le Gouvernement du Dominion et par des compagnies privées, et pour quelles fins se propose-t-on de l'utiliser?

2. Quelle quantité de nouvel argent canadien a-t-on employé au Canada durant les années 1944 et 1945 dans la frappe de monnaie, et quel prix par once a-t-on versé aux producteurs?

3. Quelle quantité estimative d'argent emploiera-t-on pour la frappe de monnaie canadienne au cours de l'année 1946, ainsi que pour d'autres fins au Canada au cours de l'année 1946, et quelles sont ces fins?

4. A quelle raison attribue-t-on l'augmentation soudaine dans l'emploi de l'argent au Canada au cours de l'année précédente?

5. Quels sont les noms des corporations ou des individus à qui des permis pour exporter de l'argent ont été émis, et quelle quantité d'argent a été exportée en vertu de chaque permis l'an dernier ainsi qu'en 1945 jusqu'à la date la plus récente possible?

6. Quelle est la limite des achats d'argent, s'il en est une, imposée aux compagnies qui emploient de l'argent dans leur commerce?

7. De l'argent a-t-il été vendu au Canada à des corporations ou à des particuliers qui n'ont pas besoin d'argent pour la conduite de leur commerce? Dans l'affirmative, à qui, et quelle quantité?

8. Selon des rapports publiés par la presse, environ 50 pour cent de la production des grandes raffineries d'argent servira aux besoins domestiques. Cette quantité, en plus de la moitié du sous-produit d'argent en provenance des mines d'or, suffira-t-elle aux besoins domestiques?

9. Si cette quantité est insuffisante, alors comment se propose-t-on d'accorder aux petits producteurs d'argent le prix d'exportation de toute leur production, ainsi que le rapporte la presse?

10. Quelle est la production estimative d'argent pour l'année 1945?

No 4.

Par l'honorable sénateur Dupuis—

7 décembre—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile.

ORDRE DU JOUR

Pour mardi, le 11 décembre 1945

No 1.

5 décembre—Prise en considération du troisième rapport du comité spécial du Sénat nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'Impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la Taxation des surplus de bénéfices.—(L'honorable sénateur Euler).

No 2.

10 décembre—Etude des amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (F), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 3.

10 décembre—Etude des amendements apportés à la Chambre des communes au Bill (V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de fiducie du Canada".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 4.

10 décembre—Etude des amendements apportés par le comité des Banques et du commerce au Bill (173), intitulé: "Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements".—(L'honorable sénateur Howard).

No 5.

10 décembre—Reprise du débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (15), intitulé: "Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs transitoires au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre".—(L'honorable sénateur Haig).

No 6.

5 décembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Haig).

No 7.

29 novembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 11 décembre	
262	Comité spécial sur la taxation, etc.	10.30 a.m.
368	Finance	8.00 p.m.
	Le mercredi 12 décembre	
368	Comptes d'économie interne et des dépenses imprévues	11.30 a.m.

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945

No 38

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 11 décembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Foster,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Howard,
Howden,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du troisième rapport du Comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices.

Après débat, et,
Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est retiré.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (F), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec".

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat agrée, sans y en apporter d'autre, les amendements de la Chambre des communes audit bill.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par la Chambre des communes au bill (V-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada".

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat agrée, sans y en apporter d'autre, les amendements de la Chambre des communes audit bill.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par la Chambre des communes au bill (173), intitulé: "Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements".

Lesdits amendements sont agréés.
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (15), intitulé: "Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs transitoires au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre".

Après plus ample débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'avis de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mercredi 12 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour mercredi, le 12 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,

   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,

   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soient abrogées;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

4 décembre—Qu'il soit résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la Déclaration convenue sur l'Energie atomique, signée par le Président des Etats-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni, et le Premier ministre du Canada, à Washington, le 15 novembre 1945, et que cette Chambre approuve cette Déclaration.

INTERPELLATIONS

Pour mercredi, le 12 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

No 2.

Par l'honorable sénateur Quinn:

29 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le C.W.A.C., ou Service féminin de l'armée canadienne, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations, etc.?

No 3.

Par l'honorable sénateur McRae:

3 décembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement:

1. Quelle quantité d'argent est actuellement détenue au Canada par le Gouvernement du Dominion et par des compagnies privées, et pour quelles fins se propose-t-on de l'utiliser?

2. Quelle quantité de nouvel argent canadien a-t-on employé au Canada durant les années 1944 et 1945 dans la frappe de monnaie, et quel prix par once a-t-on versé aux producteurs?

3. Quelle quantité estimative d'argent emploiera-t-on pour la frappe de monnaie canadienne au cours de l'année 1946, ainsi que pour d'autres fins au Canada au cours de l'année 1946, et quelles sont ces fins?

4. A quelle raison attribue-t-on l'augmentation soudaine dans l'emploi de l'argent au Canada au cours de l'année précédente?

5. Quels sont les noms des corporations ou des individus à qui des permis pour exporter de l'argent ont été émis, et quelle quantité d'argent a été exportée en vertu de chaque permis l'an dernier ainsi qu'en 1945 jusqu'à la date la plus récente possible?

6. Quelle est la limite des achats d'argent, s'il en est une, imposée aux compagnies qui emploient de l'argent dans leur commerce?

7. De l'argent a-t-il été vendu au Canada à des corporations ou à des particuliers qui n'ont pas besoin d'argent pour la conduite de leur commerce? Dans l'affirmative, à qui, et quelle quantité?

8. Selon des rapports publiés par la presse, environ 50 pour cent de la production des grandes raffineries d'argent servira aux besoins domestiques. Cette quantité, en plus de la moitié du sous-produit d'argent en provenance des mines d'or, suffira-t-elle aux besoins domestiques?

9. Si cette quantité est insuffisante, alors comment se propose-t-on d'accorder aux petits producteurs d'argent le prix d'exportation de toute leur production, ainsi que le rapporte la presse?

10. Quelle est la production estimative d'argent pour l'année 1945?

No 4.

Par l'honorable sénateur Dupuis—

7 décembre—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 12 décembre 1945

No 1.

5 décembre—Reprise du débat sur la question de l'honorable sénateur McRae—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et exposera ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or que l'exécution d'un pareil programme nous procurerait pour faire face à nos obligations à l'étranger.—(L'honorable sénateur Haig).

No 2.

29 novembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mercredi 12 décembre	
262	Banques et commerce	10.30 a.m.
368	Régie interne et dépenses imprévues	11.30 a.m.
262	Comité spécial sur la taxation, etc	
	QUAND LE SENAT S'AJOURNE OU	8.00 p.m.

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945

No 39

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 12 décembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
DuTremblay,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Foster,
Haig,
Hayden,
Howard,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (176), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre",

Et informe le Sénat qu'elle agrée, sans y en apporter d'autre, les amendements apportés audit bill.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (F-7), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (218), intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser le ministre des Finances, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, à conclure avec la province d'Alberta un accord modifiant celui qui a été fait avec ladite province sous l'autorité de la Loi de 1942 sur les accords fiscaux entre le Dominion et les provinces", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (233), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (240), intitulé: "Loi établissant des allocations de réadaptation pour les anciens combattants", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (217), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Euler, propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Lambert, du comité permanent des Finances, auquel a été renvoyé le Bill (172), intitulé: "Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 12 décembre 1945.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son troisième rapport, comme suit:

Votre comité a vérifié les comptes et les pièces justificatives du Greffier du Sénat pour les années financières 1943-1944 et 1944-1945, et il les a trouvés exacts.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 12 décembre 1945.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son quatrième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que la provision ordinaire de papeterie, etc., choisie par votre comité du point de vue de l'utilité et de l'économie, pour l'usage des sénateurs dans leurs chambres ou à leurs pupitres dans la Chambre du Sénat, soit fournie suivant les listes approuvées par votre comité et remise au commis de la papeterie pour être distribuée de la même manière qu'au cours de la présente session.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 12 décembre 1945.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son cinquième rapport comme suit:

Le comité recommande:

1. Que le Sénat approuve le rapport suivant de la Commission du service civil:

574.45 Le 23 novembre 1945.

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA

A Son Honneur le Président du Sénat,

Conformément aux dispositions des articles 12 et 61 de la Loi du service civil, la Commission du service civil, à la requête du Greffier du Sénat, propose à approbation le changement de rétribution suivant, effectif à compter du 1er avril 1945:

Rapporteurs parlementaires, Sénat

Recommandation est faite que la rétribution pour cette classe, laquelle est actuellement établie:

Par année: $2,640 2,760 2,880 3,000 3,120 3,240 3,360 3,480

soit revisée pour s'établir comme suit:

Par année: $3,300 3,420 3,540 3,660 3,780 3,900

L'arrêté en conseil C.P. 64/3859 du 30 mai 1945 autorise un changement dans la rétribution de la classe des Rapporteurs parlementaires de $2,640-3,480 à $3,300-$3,900, à compter du 1er juillet 1944. Le traitement des Rapporteurs parlementaires et des Rapporteurs parlementaires, Sénat, est toujours resté au même niveau. Par conséquent, recommandation est faite que la rétribution des Rapporteurs parlementaires du Sénat soit changée à $3,300-3,900, la même que celle qui est autorisée pour le personnel des Rapporteurs de la Chambre des communes.

C. H. BLAND, Président.
A. THIVIERGE, Commissaire.
S. G. NELSON, Commissaire.

Respectueusement soumis,

J. H. KING,
Président du Sénat.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 12 décembre 1945.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son sixième rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que la nomination de MM. Thomas Green et Georges Langlois au personnel de reportage du Sénat soit continuée durant la présente session du Parlement, aux termes et conditions indiqués dans le rapport du comité des Débats et des comptes rendus à la date du 3 juin 1913 et en conformité de la recommandation subséquente adoptée par le Sénat le 30 juin 1938.

2. Que les services de MM. Thomas Green et Georges Langlois, assignés au reportage du Sénat, soient continués durant la prochaine intersession du Parlement; et que M. Green soit rétribué au taux de $25.00 par semaine et M. Langlois au taux de $10.00 par semaine.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner et prendre en considération certains bills basés sur les Résolutions budgétaires, préalablement à la réception desdits bills par le Sénat.

L'honorable sénateur Dupuis attire l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères, à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la question posée par l'honorable sénateur McRae, attirant l'attention du Sénat sur le développement de nos ressources d'or, et sur ce qu'un programme d'intensification de notre production d'or pourrait représenter pour la prospérité générale du Canada, particulièrement dans l'emploi de la main-d'œuvre, la fondation de nouveaux groupements de population et l'importance de l'or pour faire face à nos obligations à l'étranger.

Plus ample débat.

Suivant l'Ordre du jour le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur l'avis de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Jeudi 13 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour jeudi, le 13 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soient abrogées;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

4 décembre—Qu'il soit résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la Déclaration convenue sur l'Energie atomique, signée par le Président des Etats-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni, et le Premier ministre du Canada, à Washington, le 15 novembre 1945, et que cette Chambre approuve cette Déclaration.

No 3.

Par l'honorable sénateur Robertson—

12 décembre—Que pour le reste de cette session les Règles 23, 24 et 63 soient suspendues en tant qu'elles se rapportent à des bills publics.

INTERPELLATIONS

Pour jeudi, le 13 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

No 2.

Par l'honorable sénateur Quinn:

29 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le C.W.A.C., ou Service féminin de l'armée canadienne, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations, etc.?

No 3.

Par l'honorable sénateur McRae:

3 décembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement:

1. Quelle quantité d'argent est actuellement détenue au Canada par le Gouvernement du Dominion et par des compagnies privées, et pour quelles fins se propose-t-on de l'utiliser?

2. Quelle quantité de nouvel argent canadien a-t-on employé au Canada durant les années 1944 et 1945 dans la frappe de monnaie, et quel prix par once a-t-on versé aux producteurs?

3. Quelle quantité estimative d'argent emploiera-t-on pour la frappe de monnaie canadienne au cours de l'année 1946, ainsi que pour d'autres fins au Canada au cours de l'année 1946, et quelles sont ces fins?

4. A quelle raison attribue-t-on l'augmentation soudaine dans l'emploi de l'argent au Canada au cours de l'année précédente?

5. Quels sont les noms des corporations ou des individus à qui des permis pour exporter de l'argent ont été émis, et quelle quantité d'argent a été exportée en vertu de chaque permis l'an dernier ainsi qu'en 1945 jusqu'à la date la plus récente possible?

6. Quelle est la limite des achats d'argent, s'il en est une, imposée aux compagnies qui emploient de l'argent dans leur commerce?

7. De l'argent a-t-il été vendu au Canada à des corporations ou à des particuliers qui n'ont pas besoin d'argent pour la conduite de leur commerce? Dans l'affirmative, à qui, et quelle quantité?

8. Selon des rapports publiés par la presse, environ 50 pour cent de la production des grandes raffineries d'argent servira aux besoins domestiques. Cette quantité, en plus de la moitié du sous-produit d'argent en provenance des mines d'or, suffira-t-elle aux besoins domestiques?

9. Si cette quantité est insuffisante, alors comment se propose-t-on d'accorder aux petits producteurs d'argent le prix d'exportation de toute leur production, ainsi que le rapporte la presse?

10. Quelle est la production estimative d'argent pour l'année 1945?

ORDRE DU JOUR

Pour jeudi, le 13 décembre 1945

No 1.

12 décembre—Prise en considération du troisième rapport du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.—(L'honorable sénateur White).

No 2.

12 décembre—Prise en considération du quatrième rapport du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.—(L'honorable sénateur White).

No 3.

12 décembre—Prise en considération du cinquième rapport du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.—(L'honorable sénateur White).

No 4.

12 décembre—Prise en considération du sixième rapport du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.—(L'honorable sénateur White).

No 5.

12 décembre—Deuxième lecture du Bill (218), intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser le ministre des Finances, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, à conclure avec la province d'Alberta un accord modifiant celui qui a été fait avec ladite province sous l'autorité de la Loi de 1942 sur les accords fiscaux entre le Dominion et les provinces".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 6.

12 décembre—Deuxième lecture du Bill (233), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 7.

12 décembre—Deuxième lecture du Bill (240), intitulé: "Loi établissant des allocations de réadaptation pour les anciens combattants".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 8.

12 décembre—Reprise du débat ajourné sur la question de l'honorable sénateur Dupuis: Qu'il attirera l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile.—(L'honorable sénateur Wilson).

No 9.

5 décembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le jeudi 13 décembre	
262	Finances	10.30 a.m.
262	Banques et commerce	11.30 a.m.

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945

No 40

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 13 décembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Farris,
Ferland,
Foster,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Howard,
Howden,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Moraud,
Murdock,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (235), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (236), intitulé: "Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (237), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,
L'honorable sénateur Robertson propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (15), intitulé: "Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs transitoires au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales résultant de la guerre", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec deux amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 3, ligne 39.*—Au mot "édictés", substituer "légalement établis".
2. *Page 4, ligne 10.*—Adjoindre ce qui suit comme clause 7 du bill:

7. Dans la présente loi, l'expression "guerre avec l'Allemagne et le Japon" signifie la guerre commencée le dixième jour de septembre mil neuf cent trente-neuf contre le Reich allemand et subséquemment contre l'Italie, la Finlande, la Hongrie, la Roumanie et le Japon.

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, avec deux amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies des propositions pour le développement du commerce mondial et de l'embauchage, communiquées par le gouvernement des Etats-Unis, suivies du texte de l'Accord financier entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis, signé à Washington, le 6 décembre 1945, et autres documents connexes. Série des Conférences, No 3, 1945.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que pour le reste de la session les Règles 23, 24 et 63 soient suspendues en tant qu'elles concernent les bills d'intérêt public.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du troisième rapport du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du quatrième rapport du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du cinquième rapport du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du sixième rapport du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (218), intitulé: "Loi ayant pour objet d'autoriser le ministre des Finances, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, à conclure avec la province d'Alberta un accord modifiant celui qui a été fait avec ladite province sous l'autorité de la Loi de 1942 sur les accords fiscaux entre le Dominion et les provinces", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (233), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (240), intitulé: "Loi établissant des allocations de réadaptation pour les anciens combattants", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question de l'honorable sénateur Dupuis attirant l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'avis de question de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (173), intitulé: "Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements",

Et informe le Sénat qu'elle agrée, sans y en apporter d'autre, les amendements apportés audit bill.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Vendredi 14 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour vendredi, le 14 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur McGeer—

25 octobre—Qu'il proposera:

Qu'aucune augmentation de l'indemnité sessionnelle des membres du Parlement canadien, c'est-à-dire des membres du Sénat et des Communes, soit sous forme d'une augmentation du montant qui leur est actuellement versé, soit sous forme de dégrèvement spécial soustrayant à l'impôt l'indemnité, ou une partie de l'indemnité payée à ces membres, ne soit accordée, avant que:

1. Tous les Canadiens gagnant par année $1,200 ou moins soient soulagés du paiement de l'impôt sur le revenu;
2. Que tous les Canadiens ayant une épouse à leur charge et recevant chaque année $2,000 ou moins soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
3. Qu'une allocation, exempte de l'impôt sur le revenu, soit accordée pour l'entretien de toutes les personnes à la charge de contribuables, et que cette allocation suffise à procurer à ces personnes dépendantes un niveau d'existence raisonnable au Canada;
4. Que les dispositions de l'Ordonnance concernant les salaires en temps de guerre,
   C.P. 9298 du 27 novembre 1941, telle que modifiée par
   C.P. 946 du 6 février 1942,
   C.P. 1549 du 27 février 1942,
   C.P. 4346 du 26 mai 1942,
   C.P. 79/1385 du 3 mars 1944,
   C.P. 9505 du 21 décembre 1944,
   et la Codification administrative de décembre 1944, pour geler les salaires, soient abrogées;
5. Que tous les traitements et autres allocations aux membres de la magistrature canadienne soient exemptés de l'impôt sur le revenu;
6. Que toutes taxes et cotisations imposées par les autorités d'une ville, d'une municipalité ou par un autre corps fondé à imposer des taxes au Canada sur les foyers canadiens, soient déclarées partie non-imposable du revenu des contribuables qui paient ces taxes ou cotisations sur leur foyer ou relativement à leur foyer.

No 2.

Par l'honorable sénateur Robertson—

4 décembre—Qu'il soit résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la Déclaration convenue sur l'Energie atomique, signée par le Président des Etats-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni, et le Premier ministre du Canada, à Washington, le 15 novembre 1945, et que cette Chambre approuve cette Déclaration.

No 3.

Par l'honorable sénateur Robertson—

13 décembre—Que lorsque le Sénat s'ajournera ce jour, il demeurera ajourné jusqu'à demain à onze heures de la matinée.

INTERPELLATIONS

Pour vendredi, le 14 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Quinn:

26 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le W.R.C.N.S., ordinairement connu sous le nom de Wrens, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations?

No 2.

Par l'honorable sénateur Quinn:

29 novembre—Qu'il s'enquerra du Gouvernement, comme suit:

1. Quel a été l'enrôlement total dans le C.W.A.C., ou Service féminin de l'armée canadienne, depuis son institution?
2. Combien étaient en service au 1er mai 1945?
3. Combien étaient en service au 1er novembre 1945?
4. Où sont-elles postées et combien à chaque poste?
5. Quel est le coût total de cette division du service, y compris la solde, les allocations, le logement, les quartiers d'habitation, les uniformes et l'outillage, la nourriture et les rations, etc.?

ORDRE DU JOUR

Pour vendredi, le 14 décembre 1945

No 1.

12 décembre—Reprise du débat ajourné sur la question de l'honorable sénateur Dupuis: Qu'il attirera l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile.—(L'honorable sénateur Wilson).

No 2.

5 décembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le vendredi 14 décembre	
262	Comité spécial sur la taxation, etc	10.30 a.m.
262	Banques et commerce	11.00 a.m.

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945

No 41

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 14 décembre 1945

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Calder,
Campbell,
Chapais (sir Thomas),
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Farris,
Ferland,
Foster,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Howard,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McGeer,
McGuire,
McIntyre,
McLean,
McRae,
Michener,
Molloy,
Moraud,
Murdock,
Nicol,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Taylor,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (234), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Après débat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson,
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (239), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Après débat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson,
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (243), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des communes", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Euler, du comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 14 décembre 1945.

Le comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, et pour en faire rapport, a l'honneur de présenter son quatrième rapport, comme suit:

Votre comité a tenu dix séances et entendu les témoins suivants:

M. C. Fraser Elliott, C.M.G., C.R., sous-ministre du Revenu national (Taxation).
M. H. H. Hannam, président et directeur-gérant de la Fédération canadienne de l'Agriculture.
M. R. P. Bengough, président du Congrès canadien des Métiers et du Travail.
M. G. Fay Davies, gérant général, *National Life Insurance Company.*
M. G. S. Thorvaldson, C.R., Winnipeg, Manitoba.

Professeur J. L. McDougall, M.A., Université Queen's, Kingston, Ontario.
L'honorable sénateur A. L. McLean.
M. Allan Meikle, président, Fédération canadienne du Travail.
M. W. T. Burford, secrétaire-trésorier, Fédération canadienne du Travail.

Le comité a obtenu de l'assistance de commis et d'experts pour analyser et collationner des documents, et préparer un rapport relatif aux lois de taxation et autres autorités, aux témoignages rendus et aux mémoires soumis.

Votre comité recommande:

Qu'immédiatement après que le Sénat sera de nouveau réuni, un comité spécial soit nommé pour étudier les dispositions et l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, avec les mêmes pouvoirs que ceux qui ont été accordés au cours de la présente session et, autant que la chose sera praticable, que ce comité spécial soit composé des mêmes sénateurs.

Le tout respectueusement soumis.

W. D. EULER,
Président.

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (240), intitulé: "Loi établissant des allocations de réadaptation pour les anciens combattants", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec un amendement, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

Page 9, ligne 7.—Au sous-alinéa *d*) de la clause 19, substituer ce qui suit:

d) prescrivant le montant et le mode de paiement de toute allocation ou prestation, sous l'autorité de la présente loi, aux anciens combattants ou aux personnes à leur charge ou à l'égard de ces personnes, ainsi que la façon de calculer le montant d'une telle allocation ou prestation payable pour une période quelconque;

Ledit amendement est agréé.

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, avec un amendement, auquel il sollicite l'agrément du Sénat.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (233), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à demain, à onze heures de la matinée.

A l'appel de l'ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question de l'honorable sénateur Dupuis attirant l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'avis de question de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Comme il est six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures.

Huit heures.

Le Sénat reprend sa séance.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (238), intitulé: "Loi portant exécution des accords en vue d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la reconstruction et le développement", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

L'honorable sénateur Robertson propose alors que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

L'honorable sénateur Haig propose que la suite du débat sur la motion pour deuxième lecture de ce bill soit ajournée à lundi prochain.

Etant posée la question sur ladite motion,

Le Sénat se divise comme suit:—

Pour, 9. Contre, 28.

En conséquence, elle est résolue par la négative.

Etant de nouveau posée la question sur la motion pour la deuxième lecture de ce bill,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième et la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (P-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (Q-8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (15), intitulé: "Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs transitoires au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales résultant de la guerre",

Et informe le Sénat qu'elle agrée, sans y en apporter d'autre, les amendements apportés par le Sénat audit bill.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (P-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec un amendement, pour lequel elle sollicite son agrément.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:—

Page 1, lignes 28 et 29.—Après le mot "déterminent", retrancher les mots "exclusivement par les dispositions de la présente loi" et y substituer "par rapport aux dispositions de la présente loi exclusivement".

Ledit amendement est agréé.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat agrée, sans y en apporter d'autre, l'amendement qu'elle a apporté à ce bill.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (234), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (239), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Le Sénat s'ajourne à demain, à onze heures de la matinée.

AFFAIRES DE ROUTINE

Samedi 15 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTIONS

Pour samedi, le 15 décembre 1945

No 1.

Par l'honorable sénateur Robertson—

4 décembre—Qu'il soit résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la Déclaration convenue sur l'Energie atomique, signée par le Président des Etats-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni, et le Premier ministre du Canada, à Washington, le 15 novembre 1945, et que cette Chambre approuve cette Déclaration.

No 2.

Par l'honorable sénateur Vien, C.P.—

14 décembre—Que, de l'avis du Sénat, il est à propos que le Gouvernement présente une mesure pourvoyant à la refonte et à la revision des Statuts du Canada de 1927, pour la raison que, depuis la dernière consolidation et revision, un grand nombre de lois ont été adoptées et modifiées, et que l'abondance de ces statuts et de ces amendements ont rendu difficile la référence à ces textes et leur interprétation.

ORDRE DU JOUR

Pour samedi, le 15 décembre 1945

No 1.

14 décembre—Deuxième lecture du Bill (243), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des communes".—(L'honorable sénateur Robertson).

No 2.

12 décembre—Reprise du débat ajourné sur la question de l'honorable sénateur Dupuis: Qu'il attirera l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile.—(L'honorable sénateur Wilson).

No 3.

5 décembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945

No 42

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Samedi 15 décembre 1945

Onze heures de la matinée.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bench,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Duffus,
Dupuis,
Fafard,
Farris,
Foster,
Haig,
Hardy,
Harmer,
Hayden,
Howard,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McGeer,
McIntyre,
McLean,
Michener,
Murdock,
Nicol,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (243), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des communes", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Robertson propose alors que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est mise aux voix, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

ONT VOTÉ POUR:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Duff,	Léger,	Robertson,
Beauregard,	Dupuis,	Lesage,	Robicheau,
Bench,	Fafard,	Macdonald (Cardigan),	Robinson,
Bishop,	Farris,	Marcotte,	Roebuck,
Blais,	Foster,	McDonald (Shediac),	St-Père,
Copp,	Haig,	McIntyre,	Sinclair,
Daigle,	Howard,	Michener,	Taylor,
David,	Hurtubise,	Nicol,	Vien,
Davies,	Hushion,	Quinn,	White—39.
Dessureault,	Johnston,		
	Kinley,		

ONT VOTÉ CONTRE:

Les honorables sénateurs

Bouchard,	Crerar,	McGeer,	Paterson,
Buchanan,	Hardy,	McLean,	Pirie—11.
Campbell,	Lambert,	Murdock,	

Elle est conséquemment résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Comme il est une heure, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à trois heures.

Trois heures de l'après-midi.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:
Copie des arrêtés en conseil pris sous l'autorité de la Loi des mesures de guerre pour la période du 1er au 11 décembre 1945.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message par lequel elle renvoie le bill (240), intitulé: "Loi établissant des allocations de réadaptation pour les anciens combattants",

Et informe le Sénat qu'elle agrée, sans y en apporter d'autre, l'amendement apporté par le Sénat audit bill.

L'honorable sénateur Robertson propose qu'il soit:

Résolu: Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la Déclaration convenue sur l'Energie atomique, signée par le Président des Etats-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni, et le Premier ministre du Canada, à Washington, le 15 novembre 1945, et que cette Chambre approuve cette Déclaration.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la question de l'honorable sénateur Dupuis attirant l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à mercredi prochain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'avis de question de l'honorable sénateur Johnston qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à mercredi prochain.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à onze heures de la matinée.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Lundi 17 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour lundi, le 17 décembre 1945

Par l'honorable sénateur Vien, C.P.—

14 décembre—Que, de l'avis du Sénat, il est à propos que le Gouvernement présente une mesure pourvoyant à la refonte et à la revision des Statuts du Canada de 1927, pour la raison que, depuis la dernière consolidation et revision, un grand nombre de lois ont été adoptées et modifiées, et que l'abondance de ces statuts et de ces amendements ont rendu difficile la référence à ces textes et leur interprétation.

ORDRE DU JOUR

Pour lundi, le 17 décembre 1945

12 décembre—Reprise du débat ajourné sur la question de l'honorable sénateur Dupuis: Qu'il attirera l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile.—(L'honorable sénateur Wilson).

Pour mercredi, le 19 décembre 1945

5 décembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945

No 43

PROCÈS-VERBAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 17 décembre 1945

Onze heures de la matinée.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Calder,	Hurtubise,	Nicol,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Copp,	King,	Paterson,
	Crerar,	Lacasse,	Robertson,
Bench,	Fafard,	Marcotte,	Sinclair,
Bishop,	Hardy,	McIntyre,	Vien,
Bouchard,	Harmer,	Michener,	White,
Buchanan,	Howard,	Murdock,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Vien propose qu'il soit

Résolu: Que, de l'avis du Sénat, il est à propos que le Gouvernement présente une mesure pourvoyant à la refonte et à la revision des Statuts du Canada de 1927, pour la raison que, depuis la dernière consolidation et revision, un grand nombre de lois ont été adoptées et modifiées, et que l'abondance de ces statuts et de ces amendements ont rendu difficile la référence à ces textes et leur interprétation.

Après débat, et

La question étant posée sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la question de l'honorable sénateur Dupuis attirant l'attention du Sénat sur l'opportunité d'établir un organisme national qui collaborera avec les gouvernements provinciaux et dont les fonctions consisteront à assister les mères à améliorer la santé des enfants et à réduire à son minimum la mortalité infantile.

La question est discutée.

Comme il est une heure, Son Honneur le Président quitte le fauteuil pour le reprendre à trois heures.

3 heures p.m.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à demain, à onze heures de la matinée.

Le Sénat s'ajourne.

AFFAIRES DE ROUTINE

Mardi 18 décembre 1945

Présentation des requêtes. Lectures des requêtes. Rapports des comités. Avis de questions, d'interpellations et de motions.

MOTION

Pour mardi, le 18 décembre 1945

Par l'honorable sénateur Thomas Vien, C.P.—

17 décembre—*Résolu*,—Que, de l'avis de cette Chambre:

1. Le Canada a pour politique avérée:
   a) de sauvegarder les peuples du monde contre les attentats à la paix;
   b) d'obtenir un juste règlement des différends qui se produisent entre les nations;
   c) d'établir la coopération entre les nations afin de prévenir ou de faire disparaître les ajustements défectueux dans le domaine économique et social;
   d) de faire régner la loyauté et l'équité dans les relations économiques; et
   e) de relever le niveau du bien-être économique parmi tous les peuples;

2. Le Canada a déjà fait des contributions importantes et massives afin d'atteindre ces objets, mais il est nécessaire de les supplémenter par d'autres mesures visant à la stabilité de la monnaie et du change et par l'affluence de secours financiers aux pays qui ont besoin de dollars canadiens, et visant particulièrement à faciliter l'achat de produits et de services canadiens par le Royaume-Uni et à l'aider à faire disparaître les contrôles d'importation et d'échange qui affectent le commerce du Canada avec les Iles britanniques et autres pays, dans les territoires ressortissant à la livre sterling.

3. Comme il paraît à la "Balance canadienne des paiements internationaux", publication provenant du Bureau canadien des statistiques, que les titres détenus par des Britanniques en valeurs canadiennes jusqu'en 1939 s'élevaient au moins à $2,465,000,000.00 en obligations, débentures et actions du Canada, de ses provinces, municipalités, utilités publiques, banques, entreprises industrielles et commerciales; et comme les déclarations des gouvernements britannique, américain et canadien montrent clairement que le Royaume-Uni a besoin d'assistance immédiate pour faciliter ses achats d'approvisionnements et de services canadiens essentiels; et comme il est opportun de fournir des dollars canadiens pour répondre à cette demande, le gouvernement du Canada devrait présenter une mesure pourvoyant au rachat des valeurs canadiennes détenues au Royaume-Uni et pourvoyant aussi à rendre le produit du rachat de ces valeurs disponible pour l'acquisition de marchandises et de services canadiens par le Royaume-Uni, ou pourvoyant d'autre façon à garantir, par les valeurs canadiennes entre les mains d'intéressés britanniques dans le Royaume-Uni ou ailleurs, tout nouveau crédit accordé au Royaume-Uni.

ORDRE DU JOUR

Pour mercredi, le 19 décembre 1945

5 décembre—Reprise du débat ajourné sur l'avis de question du sénateur Johnston—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur certains aspects de la situation historique et constitutionnelle de cette honorable Chambre, et sur les fonctions et les réalisations que lui fixe notre Constitution dans les limites de ses responsabilités.—(L'honorable sénateur Molloy).

OTTAWA: EDMOND CLOUTIER, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1945